

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°475

OCTOBRE 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU KURDISTAN**
- **TURQUIE : ERDOGAN « TEND LA MAIN À SES FRÈRES KURDES » TOUT EN CONTINUANT À LES BOMBARDER**
- **IRAN : LA CRAINTE D'UN CONFLIT GÉNÉRALISÉ AVEC ISRAËL**
- **ROJAVA : 27 CIVILS TUÉS PAR L'AVIATION TURQUE**
- **PARIS : DÉCÈS DE JOYCE BLAU**

KURDISTAN : LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

Les élections pour le renouvellement du Parlement du Kurdistan se sont déroulées le 20 octobre dans le calme, sans incidents particuliers.

2.899.578 électeurs étaient appelés aux urnes. Le taux de participation a été de 72%, bien plus élevé qu'en 2018 (58%) et même en 2013 (67%), en démentant les prévisions de certains reportages de presse évoquant la désillusion ou la fatigue démocratique de la population. Pour la première fois dans l'histoire de ces élections,

les électeurs, tous munis de cartes d'identité biométriques, ont pu voter électroniquement. De ce fait le processus de dépouillement et de comptage qui en 2018 avait pris près d'un mois a pu être finalisé en 24h.

Les quelques plaintes adressées à la Haute Commission électorale portaient sur des questions mineures comme actes de propagande la veille ou le jour du scrutin dans telle ou telle localité ou l'ouverture tardive d'un bureau de vote.

Après avoir traité ces plaintes la Haute Commission électorale a, le 21 octobre, annoncé les résultats officiels des élections. Sans surprise, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946 par Moustafa Barzani, est arrivé en tête avec 809.172 voix, soit 39% des suffrages exprimés, il obtient 39 sièges sur les 100 sièges du Parlement, dont 5 sièges réservés aux minorités. En 2008, il avait obtenu 688.070 voix et 45 sièges sur 111. Malgré une hausse de 121.182 voix, il enregistre donc une perte de 6 sièges en raison de la réduction du

nombre de sièges du Parlement et de la nouvelle loi électorale divisant le Kurdistan autonome en 4 provinces électorales, au lieu d'une circonscription globale unique. Dans l'ancien système électoral, le PDK aurait obtenu 46 sièges affirme une analyse de la chaîne de télévision Kurdistan 24. Il est suivi par son rival historique l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), fondé en 1975 par Jalal Talabani, qui avec 408141 voix, soit 22% des suffrages exprimés s'assure 23 sièges, contre 21 sièges en 2018. Il a ainsi en 4 ans gagné environ 90.000 voix et 2 sièges, une avancée due à l'effondrement du Mouvement Goran (Changement), né d'une scission de l'UPK qui avait en 2018 récolté 186.903 voix et 12 sièges et qui se trouve en 2024 avec 11.621 voix et un seul siège.

Cependant, l'essentiel de l'ex-électorat de Goran et de tous les mécontents du statu quo, ont voté pour le Mouvement Nouvelle Génération, un parti populiste antisystème et attrape tout, fondé par un riche homme d'affaires Shahswar Abdulwahid, proche du Bagdad, qui enregistre d'une élection à l'autre une forte avancée, obte-

nant 290.991 voix soit 16% des suffrages exprimés et 15 sièges, contre 8 sièges en 2018.

Les deux partis religieux, l'Union islamique du Kurdistan et le Groupe pour la Justice obtiennent respectivement 7 sièges (5 sièges en 2018) et 3 sièges (7 sièges en 2018). L'influence électorale globale de ces deux partis stagne, voire recule en peu, passant de 12 sièges en 2018 à 10 sièges en 2024.

Un nouveau parti, Halwest (Position Nationale), issu de Goran a pu récupérer une partie de ses électeurs déçus en réalisant un score notable avec 55.775 de voix et 4 sièges. Le Front du Peuple, formé par Lahur Talabani, ex-coprésident de l'UPK et exclu de cette formation par son cousin Bafel Talabani, obtient 33.365 voix, soit 2% des suffrages exprimés et 2 sièges. Enfin, l'Alliance régionale du Kurdistan regroupant le Parti Social-Démocrate du Kurdistan, le Parti Communiste du Kurdistan et le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui avait présenté 84 candidats n'a obtenu que 12.929 voix et un seul siège.

31 femmes ont été élues au

Parlement du Kurdistan.

Plusieurs centaines de candidats indépendants s'étaient présentés au scrutin, aucun n'a eu suffisamment de voix pour être élu.

Sur les 5 sièges réservés aux minorités ethno-religieuses, 2 candidats Assyro-Chaldéens, 2 Turkmènes et 1 Arménien ont été élus.

Le 22 octobre, le Front du Peuple et l'Alliance régionale du Kurdistan ont tenu une conférence de presse commune pour contester les résultats du scrutin. La Haute Commission électorale a examiné leurs doléances et les a trouvées sans fondement.

Cependant, les échanges pour la formation d'un gouvernement de coalition ont déjà commencé. Une coalition PDK-UPK disposera de 62 sièges, une majorité suffisante qui pourrait s'élargir à d'autres formations. Les négociations s'annoncent ardues et longues si l'on se réfère au précédent processus de 2018.

Les parties islamiques ont rapidement fait savoir qu'ils ne participeront pas au futur gouvernement de coalition.

TURQUIE : ERDOGAN « TEND LA MAIN À SES FRÈRES KURDES » TOUT EN CONTINUANT À LES BOMBARDER

En quête permanente d'ennemis extérieurs et intérieurs menaçant la survie de la Turquie afin de rassembler autour de lui, « le sauveur de la nation » ? outre son électorat islamo conservateur les nationalistes laïques et les ultra-nationalistes turcs le président turc agite ces derniers temps le spectre d'une « refonte de la carte du Proche-Orient » par « Israël et ses alliés impérialistes occidentaux ». Il veut convaincre son public qu'après Gaza, le Liban, la Syrie et l'Iran Israël va s'en prendre

aussi à la Turquie et mettre en cause son unité. Après des déclarations alarmistes dans les médias proches du pouvoir il a, à la demande de l'opposition, réuni à huis clos la Grande Assemblée nationale de Turquie (nom officiel et pompeux du Parlement turc) pour informer les députés sur ces supposées menaces et à les appeler à l'unité dans cette période agitée où la survie de la Turquie serait en danger.

Israël est accusé d'utiliser « la carte kurde » pour diviser le

pays tout comme au lendemain de la première guerre mondiale les Occidentaux ont voulu créer, par le traité de Sèvres de 1920, un Kurdistan et une Arménie indépendants dans les provinces orientales de l'Empire ottoman vaincu.

L'éveil de ce « syndrome de Sèvres » est supposé unir les nationalistes turcs afin qu'ils neutralisent le péril sécessionniste kurde en tendant la main aux Kurdes.

C'est dans cette logique que le

chef du parti de l'Action nationaliste d'extrême droite, (MHP) Devlet Bahçeli, allié d'Erdogan, lors d'une réunion du Parlement turc, s'est rendu vers les bancs du Parti de la démocratie des peuples (DEM), pro-kurde, pour serrer ostensiblement les mains de quelques députés kurdes. Le « basbug » (équivalent turc de Führer) Bahçeli qui jusque-là réclamait à cor et à cris l'interdiction de DEM et de son prédécesseur Hadeş, a justifié son geste inattendu par la nécessité d'apaiser les tensions politiques en cette période d'instabilité régionale qui nécessite le rassemblement des tous les citoyens et de leurs partis autour de l'essentiel, à savoir « les intérêts supérieurs de la patrie ».

Dans le débat public lancé par l'initiative surprise du vieux chef de l'extrême droite nationaliste, critiqué par certains ultra-nationalistes dissidents, on a assisté à une sorte d'enchères. A Bahçeli qui a demandé que l'on libère Abdullah Öcalan, fondateur et leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), embastillé depuis 1999 dans l'île prison d'Imrali, afin qu'il puisse venir annoncer au parlement, devant les députés de DEM, la fin du conflit armé et la dissolution du PKK, le chef du vieux Parti républicain du peuple (CHP), fondé par Atatürk, a renchéri le 23 octobre: Je vais augmenter la mise ! Je promets aux Kurdes un État ! Devant le tollé provoqué par cette déclaration, il a précisé que cet État c'est la Turquie. Je propose, que les Kurdes en deviennent co-propriétaires ? qu'elle soit l'État commun des Turcs et des Kurdes sur un pied d'égalité citoyenne !

Habile parade qui feint d'ignorer qu'une telle promesse avait été solennellement faite par Mustafa Kemal lors de la guerre de l'indépendance de la Turquie et qu'après la victoire ? par le traité de Lausanne de 1923 cette pro-

messe fut enterrée et dès 1924 l'Assemblée nationale comptant 75 députés du Kurdistan fut dissoute, la langue et la culture kurdes bannies par la loi jusqu'en 1992 !

Cependant, le chef de CHP, Özgür Özel affirme que « si les 26 millions de Kurdes de Turquie pensent qu'il y a un problème kurde, alors il y a un problème kurde qu'il faut régler pacifiquement par le dialogue ». Il ajoute : « sans un consensus social complet il n'y aura pas de résolution de ce problème. Si cette question doit être réglée, elle doit être discutée autour d'une table en présence de tous les partis politiques(..) Sans satisfaire les griefs constitutionnels des Kurdes vous ne pouvez pas régler ce problème ».

Le président turc a réagi au ballon d'essai de son allié Bahçeli, en affirmant que l'Alliance populaire, qui regroupe l'AKP et le MHP, avait ouvert « une porte pour mettre un terme au terrorisme dans ce pays. Nous ne voulons pas que cette fenêtre d'opportunité historique ouverte par notre Alliance populaire soit scarifiée pour des agendas personnels ».

Cette ouverture consistant en quelques vagues déclarations d'intention sans préciser les conditions précises et les partenaires envisagés d'un éventuel processus de paix pour mettre un terme à un conflit armé qui dure depuis plus de 40 ans, qui a fait plus de 50.000 morts, provoqué la destruction de plus de 3400 villages et le déplacement de 2 à 3 millions de civils kurdes.

Au beau milieu de ce débat public le 23 octobre, une attaque menée par un homme et une femme armés a fait 7 morts, dont les 2 assaillants, et 22 blessés, dont 7 policiers, au sein du bâtiment du siège des industries aérospatiales de défense turques

près d'Ankara. L'attentat a été immédiatement attribué au PKK par les autorités turques qui ont lancé de vastes représailles contre les cibles du PKK au Kurdistan irakien mais aussi contre les infrastructures militaires, civiles et économiques de Rojava, sans qu'il y ait le moindre début d'un élément de preuve d'une implication quelconque des Kurdes syriens dans cette attaque. Mais toutes les occasions sont bonnes pour la Turquie pour affaiblir et déstabiliser l'administration kurde et semer le chaos au Rojava où selon l'Observateur syrien des droits de l'homme les bombardements turcs ont coûté la vie à 27 civils kurdes (AFP, 25 octobre)

Le 30 octobre, s'exprimant devant le groupe parlementaire de son parti, l'AKP, le président turc a déclaré : « chers frères kurdes, nous attendons que vous saisissiez sincèrement cette main tendue. Mais nous faisons clairement la différence avec les groupes terroristes. Cet appel ne concerne pas et ne peut pas concerner les barons de la terreur qui versent le sang depuis l'Irak et la Syrie. Mes chers frères kurdes, venez et construisons ensemble le siècle de la Turquie » (AFP, 30 octobre).

En résumé au-delà de la rhétorique d'une singulière « fraternité » et de vagues intentions d'inclusion rien de nouveau sous le ciel turc, aucune perspective d'un éventuel processus de paix. En revendiquant l'attentat contre le siège ultra-sécurisé des industries aérospatiales turques dont les drones ne cessent de bombarder les Kurdes, le PKK semble rappeler qu'il est loin d'être éradiqué comme l'affirme Ankara et qu'il est capable de mener des attaques en Turquie, y compris dans la capitale et qu'il ne peut y avoir de paix sans un règlement négocié, et qu'une déclaration d'Öcalan sans projet précis ne suffira pas pour mettre un terme

au conflit. Dans ce contexte, le neveu d'Ocalan Omer Ocalan, député de DEM, a été autorisé à lui rendre visite, une première depuis des années. Il a, à l'issue de la visite, annoncé qu'Ocalan était disposé à prendre part à un règlement pacifique du conflit mais ce message est resté inaudible dans le vacarme et l'agitation politique du moment.

La plupart des Kurdes ne croient guère aux professions de fraternité des dirigeants turcs. Ils relèvent que ces derniers dorlotent et honorent leurs frères turcs chypriotes dont ils financent le mini-Etat croupion dans le nord occupé de Chypre alors que les Kurdistan fédéré, reconnu dans la constitution irakienne et par la Communauté internationale est appelée par Ankara de ses médias « l'administration kurde du Nord de l'Irak » et que l'Administration kurde en Syrie,

alliée des pays occidentaux est, qualifiée d'entité terroriste et bombardée régulièrement.

A l'intérieur du pays, les derniers espaces d'expression libre se réduisent. L'une des dernières radios indépendantes, Açık Radyo (radio ouverte), qui était un forum apprécié par les artistes et des intellectuels stambouliotes, a été interdite le 19 octobre par le Conseil de radio-télévision turque à cause d'une émission sur « le génocide des Arméniens ». Après 30 années d'existence cette radio « de toutes voix de l'univers » a été privée de micro et s'est tue (Le Monde, 19 octobre). Précarisée, brutalisée, paupérisée la société turque devient de plus en plus violente et des trafics de tous genres y prolifèrent. Les femmes sont, comme toujours, les plus exposées.

Selon un décompte que rapporte RFI, le 11 octobre, depuis le début

de l'année 295 féminicides ont été recensés. Le milieu hospitalier est ébranlé par « le scandale du gang des nouveau-nés » sévissant dans une vingtaine d'hôpitaux publics et privés une quarantaine de soignants sont accusés d'avoir organisé un trafic de nourrissons afin d'extorquer un maximum d'argent au système de sécurité sociale turc et aux familles (Le Monde, 22 octobre).

Par ailleurs, les ONG de défense des droits de l'homme tirent la sonnette d'alarme sur le sort des réfugiés et dénoncent une Turquie devenue « une machine à expulsion financée par l'Union européenne (Le Monde, 11 octobre). Celle-ci, tétanisée par la menace d'un nouvel afflux de réfugiés vers l'Europe, observe un silence assourdissant sur les dérives et les turpitudes du régime autoritaire turc.

IRAN : LA CRAINTE D'UN CONFLIT GÉNÉRALISÉ AVEC ISRAËL

La stratégie iranienne d'encerclement et d'affaiblissement d'Israël par un vaste réseau de milices arabes pro-iraniennes, dont le Hezbollah libanais, les milices chiites irakiennes, le Hamas et les Houthis du Yémen, a atteint ses limites. Elle semble même se retourner contre Téhéran et l'obliger d'entrer directement en conflit avec Israël afin de protéger et de venger ses alliés malmenés ces derniers mois par les opérations militaires tous azimuts d'Israël. Il en va de sa crédibilité auprès de ses alliés régionaux.

Ainsi, après l'assassinat le 3 juillet à Téhéran du Leader du Hamas, Ismail Hamiyeh, invité à assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien Massoud Pezeshkian, puis celui du chef du Hezbollah libanais Hassan Nasrallah et du général iranien Abbas

Nilforoushan qui se trouvait à ses côtés, le Guide suprême iranien avait promis une riposte sévère. Après moult délibérations entre l'aile civile du pouvoir soucieuse d'éviter une escalade militaire aux conséquences potentiellement dévastatrices et les chefs militaires des Gardiens de la révolution déterminés à venir au secours de leurs alliés régionaux afin de sauver la crédibilité iranienne questionnée et entamée, la décision d'une riposte proportionnée a été prise. Le 1er octobre, près de 200 missiles balistiques ont été tirés contre Israël. Selon les experts cités par le Monde du 1er octobre, près d'un tiers de ces missiles n'est pas arrivé à destination et les autres ont, pour la plupart, ont été détectés et détruits par les défenses anti-aériennes israéliennes (Dôme de fer, Fronde de Davis, Arrow) renforcées par les moyens américains depuis des destroyers croisant

dans la région. Les forces françaises stationnant au Proche-Orient ont également participé à la défense d'Israël. Les cibles visées étaient des installations, militaires dont, le siège du Mossad, au nord de Tel-Aviv. Les dégâts seraient mineurs les quelques missiles non abattus seraient tombés dans des zones non habitées. Mais les media iraniens ont parlé des « dégâts considérables », une « véritable gifle au régime sioniste » à l'en croire Téhéran.

Selon l'agence Reuters l'Iran aurait informé la Russie de cette attaque que les Américains ont annoncée quelques heures en avance. Réagissant à cette attaque plus sophistiquée que celle d'avril dernier où des drones iraniens ont mis des heures à atteindre les frontières de l'État hébreu, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré : « l'Iran a

commis une grave erreur. Et il va payer pour cela. Le régime de Téhéran ne comprend pas notre détermination à nous défendre et à faire payer le prix fort à nos ennemis ».

Après cette riposte « mesurée » de l'Iran le Secrétaire général de l'ONU, la France, la Chine et la plupart des autres pays ont appelé Israël à « la retenue » afin d'éviter une escalade. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont, le 1er octobre, pris une série de nouvelles sanctions, aux effets limités, contre l'Iran qui de son côté a multiplié des visites dans les pays du Golfe pour chercher des appuis (voir *Le Monde* des 14 et 15 octobre). Le même jour, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, la Turquie a plaidé pour des sanctions contre Israël. « Il faut boycotter Israël » pour son offensive à Gaza et ses attaques contre le Liban a-t-il déclaré. Mais une partie de l'opposition et de la presse turque accusent le gouvernement turc de fermer les yeux sur la poursuite des échanges par des voies détournées. Le quotidien conservateur *Karar* signale la hausse impressionnante de certaines exportations turques vers les territoires palestiniens, qu'il soupçonne d'être en réalité destinées à Israël. A titre d'exemple, il cite les exportations d'acier turc vers les territoires palestiniens qui ont dépassé 20 millions de dollars sur les huit premiers mois de l'année contre 17.000 dollars seulement sur la même période l'an dernier. Ceux qui reprennent ces accusations « sont systématiquement arrêtés par la police turque » constate la journaliste de RFI Anne Andlauer (RFI, 15 octobre).

Le gouvernement israélien qui menaçait l'Iran de représailles massives et dévastatrices s'est finalement contenté d'une riposte réduite mais précise contre certains sites militaires

iraniens. L'État hébreu a, le 26 octobre annoncé publiquement avoir bombardé des installations iraniennes de fabrication de missiles ainsi que les systèmes de défense anti-aérienne de plusieurs cibles militaires et économiques stratégiques, comme des raffineries de pétrole. L'Iran a d'abord fait état de « dégâts limités » et de quatre militaires tués. Cependant, constatant l'ampleur des dégâts, notamment dans les usines de fabrication de fuel pour les propulseurs de missile, l'ayatollah Khamenei a déclaré qu'il ne fallait pas « minimiser ni exagérer » les dégâts causés par les frappes israéliennes, ce qui revient à admettre qu'ils sont loin d'être mineurs.

Selon les observateurs, c'est sous la pression incessante de l'administration Biden, qu'Israël aurait renoncé à toute attaque contre les installations nucléaires et pétrolières de l'Iran afin d'éviter un conflit généralisé à quelques jours des élections américaines.

Pour sa part Téhéran menace de répondre par une attaque « massive et écrasante » aux frappes israéliennes. Et ce cycle d'attaque-représailles-attaque risque de dégénérer progressivement en une véritable guerre régionale aux conséquences dramatiques pour toute la région, en particulier pour le Kurdistan iranien et irakien, qui risque fort de devenir de théâtres avancés du conflit comme il a été lors de la guerre irano-irakienne de 1980-1988. Avant de s'en prendre « à la tête de la pieuvre » Israël semble poursuivre méthodiquement la destruction de ses tentacules, à savoir les milices pro-iraniennes de la région.

Dans l'attente de cette déflagration potentielle le régime iranien continue d'étouffer toute voix dissidente, toute forme d'opposition civile, écologiste ou féministe, sans tenir compte d'éventuelles réactions internationales.

Ainsi, le 26 octobre il a exécuté le dissident irano-allemand Jamshid Sharmahi, 59 ans, enlevé en 2020 Dubaï, condamné a mort en 2023 par un tribunal de Téhéran pour son implication présumée dans un attentat contre une mosquée de Chiraz en 2008. Berlin avait alors jugé cette peine « absolument inacceptable » et expulsé deux diplomates iraniens. La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock avait à plusieurs reprises averti que « l'exécution d'un ressortissant allemand aurait de graves conséquences » (AFP, 28 octobre). Le 30 octobre, le gouvernement allemand a décidé de fermer les consulats iraniens de Frankfurt, Munich et Hambourg. La tension diplomatique reste vive entre les deux pays.

La répression iranienne ordinaire s'est poursuivie tout au long du mois. Le régime iranien a condamné un militant kurde nommé Idris Karsaz à trois ans de prison pour appartenance à un parti kurde interdit, et un autre Kurde nommé Ayhan Alikani à six ans de prison pour « appartenance à des groupes d'opposition ». Pendant ce temps, Siamand Hasanpour, un porteur frontalier kurde de 37 ans (kolbar) de Sardasht, est décédé après être tombé d'une falaise alors qu'il tentait d'échapper aux gardes-frontières iraniens dans la région de Qandil. Les gardes-frontières iraniens ont également tiré à plusieurs reprises sur un kolbar nommé Shahwan Moshhouri alors qu'il traversait la frontière vers Baneh. Moshhouri a été transporté à l'hôpital de Tabriz pour y être soigné. Enfin, la police iranienne a abattu un Kurde de 22 ans nommé Mehrshad Almasi à Kermanshah. Plusieurs témoins ont affirmé qu'Almasi avait été abattu de deux balles après avoir résisté à la tentative de la police de confisquer sa moto.

Deux militants kurdes du Kurdistan irakien, Aram Bahaddin et Rasul Reza Sharif, ont été condamnés par les autorités iraniennes à une peine totale de 22,5 ans de prison iranienne. Arrêtés lors des manifestations « Femme, Vie, Liberté », ils ont passé trois mois en cellule d'isolement sans avocat. Initialement condamnés à 15 ans chacun, leur peine a été réduite à 11,25 ans, chacun. Ils restent emprisonnés à Sanandaj et Baneh. Par ailleurs, Solmaz Hassanzadeh, dont le frère a été tué lors des manifestations, a été condamné à un an de prison pour « propagande contre la République islamique ». Arrêtée le jour de l'anniversaire de son frère, elle a mené une grève de la faim de huit jours pendant sa détention.

Parallèlement, Adel Pirouzi, 29 ans, ancien prisonnier politique de Marivan, a été condamné à un an de prison pour ses liens présumés avec le Parti démocratique du Kurdistan iranien. Pendant ce temps, un prisonnier politique kurde Nayeab Askari, originaire d'Ourmia, a vu sa peine de mort commuée en 15 ans de prison et une amende. Arrêté en 2021 après son retour en Iran, il avait dans un premier temps été condamné pour son ancienne appartenance au parti kurde PJAK. Malgré l'isolement cellulaire et les mauvais traitements qu'il subit, il reste incarcéré à la prison centrale d'Urmia où son état de santé se détériore. Parallèlement, plusieurs arrestations ont été effectuées contre des militants kurdes, dont

Keyvan Mohammadi, un Kurde de 38 ans, arrêté près de Senna par les services de renseignements iraniens le 1er octobre 2024. Sa détention, intervenue juste avant l'anniversaire de l'exécution de son frère, a suscité des inquiétudes pour sa sécurité. Deux autres kurdes, Akam Amini et Milad Naseri, ont été arrêtés par les services de renseignement iraniens à Bokoan le 23 octobre 2024. Ces arrestations, menées sans mandat et impliquant des violences, ont laissé leurs familles dans l'ignorance quant à leur sort et aux motifs de leur détention. Enfin, Ebrahim Ahmadnejad, un kolbar kurde de Mahabad, a été mortellement abattu par les gardes-frontières iraniens le 25 octobre 2024, à Sardasht.

ROJAVA : 27 CIVILS TUÉS PAR L'AVIATION TURQUE

Prenant prétexte à un attentat contre le siège des industries aérospatiales turques près d'Ankara le 23 octobre, qui a fait 7 morts dont les deux assaillants, la Turquie a lancé plusieurs vagues de « représailles » contre des cibles du PKK au Kurdistan irakien et contre des cibles civiles et des infrastructures de Rojava

Selon un communiqué daté du 24 octobre des forces démocratiques syriennes (FDS), cité par AFP, « en plus des zones peuplées, des avions de guerre et drones turcs ont ciblé des boulangeries, des centrales électriques, des installations pétrolières et des points de contrôle des forces de sécurité intérieurs kurde ». Selon, les FDS. La Turquie a lancé 129 drones et 15 avions de guerre et tiré 1024 obus, entraînant un total de 1168 attaques qui ont au 23 octobre fait 14 morts civils et 4 morts militaires ainsi que 68 civils.

Un bilan établi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme "indique que vingt-

sept civils ont été tués dans 45 attaques et drones dans le nord et l'est de la Syrie" (AFP, 25 octobre).

Le commandant général des FDS, Mazloum Abdi, a mis Ankara au défi d'avancer la moindre preuve d'un lien quelconque entre les auteurs de cet attentat attribué au PKK et les forces kurdes de Syrie. Le gouvernement turc qui a imposé une censure totale aux médias sur cet attentat afin d'éviter toute enquête indépendante et toute information déviant de la version officielle, ne s'embarrasse point d'apporter des preuves de ses accusations. Il considère les forces kurdes syriennes comme une émanation de « l'organisation terroriste PKK » donc « cible légitime » pour les attaques de l'armée turque alors que ces forces sont alliées à la coalition internationale de la guerre contre Daech. Les États-Unis qui forment et arment ces forces restent silencieux face aux attaques turques. Et ce bras de fer sourd se poursuit depuis 2019 !

Tout au long du mois d'octobre des affrontements sanglants ont opposé diverses milices pro-turques, dans le canton kurde d'Afrin sous occupation turque. En pleine crise économique, la Turquie ne verse plus régulièrement les soldes de ses supplétifs arabes syriens et les encourage à prélever des "taxes" dans les régions où ils sévissent. Les propriétaires des oliveraies encore présents sur leurs terres sont taxés de 20% de leur production tandis que les récoltes des absents qui ont été contraints de partir sont purement et simplement confisquées même s'ils ont sur place des proches ou des métayers. Le partage de ces rançons suscite des conflits sanglants entre les diverses milices islamistes inféodées à l'armée d'occupation turque.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 12 personnes ont été tuées dans des affrontements dans la province d'Alep entre factions soutenues par la Turquie. Les combats, qui

ont éclaté sur ordre des services de renseignement turcs, ont impliqué des « forces conjointes » composées de plusieurs milices turkmènes et de la faction « Liwaa Soqour Al-Shamal ». Parmi les morts figuraient quatre membres des forces conjointes, six de Liwaa Soqour Al-Shamal et deux civils, dont une femme.

Pendant ce temps, la guerre contre Daech se poursuit sans relâche. Le 12 octobre, le Commandement central américain (CENTCOM) a annoncé que les forces américaines avaient mené des frappes aériennes contre plusieurs camps de l'État islamique (Daech) en Syrie. Le CENTCOM a affirmé que les frappes visaient à affaiblir la capacité de Daech à planifier et exécuter des attaques contre les États-Unis, leurs alliés et les civils locaux. Les États-Unis s'attendent à ce que ces frappes, qui, selon les premières évaluations, n'ont fait aucune victime civile, dégradent considérablement la capacité de Daech à planifier et coordonner ses opérations. De leur côté, les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la Coalition internationale, ont mené une opération de sécurité à Raqqa visant une cellule de Daech qui prévoyait d'attaquer les positions des

FDS et était chargée de fournir des armes aux cellules pour les attaques contre le personnel des FDS et civils. Les FDS ont saisi des armes, des munitions et des documents personnels lors du raid. Plus tôt ce mois-ci, les 2 et 3 octobre, des raids des FDS ont ciblé deux cellules de Daech à Deir Ez Zor et à Raqqa. Le premier raid a capturé un terroriste responsable du recrutement et de l'endoctrinement des membres de Daech. Le deuxième raid a capturé deux membres de Daech à Raqqa, Manhal et Madin Ibrahim al Hamoud, qui ont fourni des armes et des explosifs aux cellules de Daech.

Le 29 octobre, les équipes d'opérations militaires des FDS ont mené une opération dans le camp d'al-Hol, appréhendant deux ressortissants irakiens identifiés comme étant Khaled Mahmoud Ali et Abdullah Jamal Khalaf. Les deux individus avaient déjà rejoint l'État islamique en Irak avant de s'infiltrer en Syrie. Selon les FDS, les suspects détenus se seraient livrés à de multiples activités terroristes visant les forces des FDS, les civils et les institutions autonomes.

Par ailleurs, parmi les centaines de

milliers de déplacés syriens fuyant la guerre au Liban certains cherchent refuge au Rojava. La Cellule de crise pour les rapatriés au Liban, créée par l'Administration autonome démocratique du nord et de l'est de la Syrie (DAANES) dirigée par les Kurdes, a annoncé que 19 754 personnes sont entrées dans la région depuis le Liban. Un récent rapport du DAANES indique que ce total comprend 7 200 hommes, 6 109 femmes et 6 350 enfants. Parmi les arrivées, 76 sont de nationalité libanaise. DAANES a ajouté que de nombreux rapatriés se dirigent vers leur domicile ou restent chez des proches dans la région, et pour ceux qui n'ont pas de logement, des centres ont été mis en place par l'administration pour les héberger.

A noter aussi que le 10 octobre l'Irak a rapatrié 706 de ses ressortissants du camp d'Al Hol de Rojava qui abrite notamment des proches de jihadistes de Daech (AFP, 10 octobre). Plus de 43.000 personnes vivent encore dans le camp surpeuplé sous administration kurde il s'agit de déplacés syriens, de réfugiés irakiens et de milliers d'étrangers originaires d'au moins 45 pays, dont des familles des djihadistes de Daech.

PARIS : DÉCÈS DE JOYCE BLAU

Notre très chère collègue et amie Joyce Blau, est décédée dans la soirée du jeudi 24 octobre à son domicile parisien.

Hospitalisée depuis début septembre, elle avait choisi de finir ses jours chez elle, entourée de ses proches. Elle s'est éteinte paisiblement à l'âge de 92 ans.

Doyenne des études kurdes en Europe, professeure émérite de la langue et de la civilisation kurdes de l'INALCO, elle était aussi depuis plusieurs décennies l'un des piliers de l'Institut

kurde, sa trésorière et sa directrice des programmes. Grâce à ses travaux universitaires, à ses nombreux ouvrages sur les Kurdes, à son militantisme incessant et dévoué pour la cause kurde, elle était devenue une figure très connue et appréciée dans l'ensemble du Kurdistan et dans la diaspora kurde.

Née le 18 mars 1932 au Caire en Égypte, dans une famille juive d'origine polonaise francophone, elle a fait ses études primaires et secondaires dans les écoles françaises et britanniques du Caire. Elle s'engagea très jeune dans le

mouvement anticolonialiste dont la figure de proue était Henri Curiel, fondateur du Mouvement égyptien de libération nationale (MELN). Après l'expulsion de l'Égypte de celui-ci en 1951, ses amis proches ont fait l'objet des poursuites. Joyce passa un an en prison et fut à son tour expulsée d'Égypte vers la France en 1955. Certains autres membres de leur mouvement, comme Robert Grunspan, ingénieur, qui allait plus tard devenir son compagnon, ont été envoyés dans des camps de travail en plein désert pour purger des peines de 6 à 8 ans de prison.

À son arrivée en France, Joyce fut accueillie par son mentor Henri Curiel qui vivait alors dans la clandestinité. Sur ses conseils, après une période d'adaptation, elle s'inscrivit à l'École des langues orientales (Langues O') pour y étudier l'arabe et le persan, puis le kurde. Dans le même temps, elle devait travailler pour assurer sa subsistance. Parfaitement francophone et anglophone, elle n'eut pas de grandes difficultés pour trouver des jobs de survie. Elle fut même pour un certain temps secrétaire de François Mauriac dont elle garda un excellent souvenir.

Tout en militant pour la libération des geôles de Nasser des prisonniers politiques égyptiens, elle joignit à la suite de Curiel le réseau de Francis Jeanson pour soutenir le FLN algérien en lutte pour l'indépendance de son pays. En 1960 Henri Curiel succéda à Jeanson à la tête de ce réseau de soutien, mais il fut arrêté en octobre et resta en prison jusqu'en mars 1962. Joyce a dû s'exiler d'abord en Allemagne, puis en Belgique où elle résida jusqu'en 1966. C'est à l'Université libre de Bruxelles qu'elle termina sa maîtrise sur les Kurdes. Son mémoire de maîtrise "**Le problème kurde, essai sociologique et historique**", de 80p, fut publié par le Centre pour l'Étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain. Dès sa parution, il fut interdit d'entrée et de diffusion en Turquie par un décret pris en conseil des ministres, signé par le président turc de l'époque, le général Cemal Gürsel, le premier ministre İsmet İnönü, et une quinzaine de ministres.

Elle considérait ce décret comme une haute distinction, tout un gouvernement se mobilisant contre un modeste mémoire de maîtrise d'une jeune étudiante.

De retour en France, elle prépara une thèse sur le dialecte kurde

d'Amadiya et de Djabal Sindjar, sous la direction du professeur Gilbert Lazard et publiée en 1975 aux éditions Klincksieck. En 1970, à la suite du départ à la retraite du son professeur Kamran Ali Bédîr Khan, elle prit sa succession aux Langues O, devenue plus tard INALCO.

Elle transforma ce poste en une chaire de la langue et de la civilisation kurdes, multiplia les échanges avec les kurdologues soviétiques et l'académie kurde de Bagdad.

Parallèlement à son travail universitaire, elle poursuivait ses activités militantes au sein d'un nouveau groupe appelé Solidarité, dirigé par Curiel, soutenant les mouvements anticolonialistes en Afrique et au Moyen-Orient, dont l'ANC sud-africain.

Ce groupe joua un rôle pionnier dans l'établissement du tout premier dialogue israélo-palestinien pour un règlement politique de la question palestinienne. La première rencontre eut lieu à Bruxelles entre le général israélien Peled et le dirigeant palestinien Dr. Issam Sartauoui.

La rencontre suivante se tint à Paris et au lendemain de celle-ci, le 4 mai 1978, Henri Curiel fut assassiné en bas de chez lui, un drame qui marqua Joyce jusqu'à la fin de ses jours.

Depuis, Joyce BLAU consacrait l'essentiel de son temps à ses travaux sur les Kurdes et à ses activités pour la cause kurde.

Associée à la création de l'Institut kurde en 1983, elle est devenue dès son départ à la retraite, une membre à plein temps et bénévole de son équipe s'occupant des questions aussi variées que la gestion administrative, le secrétariat, le suivi des étudiants boursiers, les relations avec les chercheurs occidentaux travaillant sur le monde kurde.

Malgré son état de santé devenu fragile en 2023, elle tenait à venir à l'Institut tous les jours « pour être utile » et « régler les petits problèmes ». Sa capacité d'empathie avec ses interlocuteurs de toutes générations et de toutes origines, son optimisme à toute épreuve, sa gentillesse, sa modestie, son dévouement la faisaient aimer et admirer de toutes et de tous.

Sa disparition est une grande perte pour l'Institut kurde et pour la cause kurde.

Elle laisse derrière elle une œuvre très importante, souvent pionnière, sur les Kurdes (*voir bibliographie ci-dessous*) et de très beaux souvenirs. Qu'elle repose en paix !

Ses obsèques auront lieu le mercredi 6 novembre 2024 à 10h30 au Crématorium du Père Lachaise; salle la Coupole. Après les obsèques une réunion pour la présentation de condoléances aura lieu à l'Institut kurde de 15h à 18h.

Ses publications

Date Intitulés

- 1963 Le problème kurde, essai sociologique et historique, publication du Centre pour l'Étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, Bruxelles, 80 p. + une carte.
- 1964 « Les relations intercommunautaires en Irak », in : Études, Correspondance d'Orient, n°> 5-6, publié par le Centre pour l'Étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, Bruxelles, p. 87-102
- 1965 « Trois textes de folklore kurde », in : Études, Correspondance d'Orient, publié par le Centre pour l'Étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, Bruxelles, p. 29-50.

- 1965 Dictionnaire kurde/Kurdish Dictionary, Centre pour l'Étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, Bruxelles
- 1966 « L'Irak », in : Les Minorités et les dissidences dans les pays musulmans, Acta Orientalia Belgica, Bruxelles, p. 237-240
- 1968 Kurdish Kurmandji Modern Texts, Introduction, Selection and Glossary, Iranische Texte, dir. par Georges Redard, Otto Harrassowitz, Wiesbaden, 58 p.
- 1975 Le Kurde de 'Amadiya et de Djabal Sindjar, analyse linguistique, textes folkloriques, glossaires, Travaux de l'Institut d'Études iraniennes de l'Université de la Sorbonne Nouvelle, Klincksieck, 252 p.
- 1975 Ferheng kurdî û Tirkî, publ. Sivan, République Fédérale d'Allemagne, 109 p.
- 1977 Traduction du russe de l'ouvrage d'I.O. Oranskij, Les langues iraniennes, préface de Gilbert Lazard, Institut d'Études iraniennes de l'Université de la Sorbonne Nouvelle, C. Klincksieck, Paris 239 p. + 1 carte
- 1980 Manuel de kurde, dialecte sorani, C. Klincksieck, 287 p.
- 1980 « Djassem Djelil », in : Dictionnaire des Auteurs de tous les temps et de tous les pays, Laffont-Bompiani, coll. « Bouquins » 2^e éd., p. 545
- 1982 « Les Kurdes », in : Frontières, problèmes de frontières dans le Tiers-monde, L'Harmattan, Université Paris VII, p. 128-135
- 1983 « Les études de linguistique et de lexicographies kurdes : historique et développements actuels », in : Verbum, Revue de linguistique publiée par l'Université de Nancy II, Tome VI, fasc.1/2, p. 2-18.
- 1984 « Le Mouvement national kurde », in : Les Temps Modernes, n^o 456-457, Turquie du réformisme autoritaire au libéralisme musclé, p. 447-461
- 1984 « Problems in the unification of the Kurdish Language », in : New Pesh Merga, n^o 18, Nacka (Suède), p. 14-19
- 1984 Mémoire du Kurdistan, recueil de la tradition littéraire orale et écrite, préface Maxime Rodinson, éditions Findakly Paris, 221 p.
- 1984 « Une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizilji, Le thé du diwakhane », in : Le Monde Diplomatique, mois de juin
- 1985 Articles : « Chamilov » (Ereb Semo), Djagarkhwîn (Cegerxwîn), Goran (Abdullah Sulayman), Hawar (l'Appel), Khani (Ahmadê Khanî), Koyî (Hadjî Qadir Koyî), Kurde (Littérature kurde), in : Dictionnaire historique, thématique et technique des LITTÉRATURES, Larousse, Paris.
- 1985 « Les Juifs au Kurdistan », in : Mélanges linguistiques offerts à Maxime Rodinson par ses élèves, ses collègues et amis, éd. Christian Robin, Geuthner, Paris p. 123-132
- 1985 « Mirîna Hesên Qizilcî (Le décès de Hasan Qizilcî) », in Hêvî, n^o 4, Institut kurde de Paris, p. 7-10
- 1986 Contes kurdes, Conseil International de la Langue française, coll. Fleuve et Flamme, Paris 1986, 167 p.
- 1986 « Bîranîna Thomas Bois (En mémoire de Thomas Bois) », in : Hêvî, N^o 4, Institut kurde de Paris, p. 11-13
- 1986 « Mirîna zanayê mezin Qanatê Kurdo (Décès du grand savant Kanatê Kurdoev) », p. 7 – 15 et « Hêmin jî mir (Hêmin est également décédé) » p. 19-24, in : Hêvî, kovara çandîya gîstî, n^o 5, Institut kurde de Paris
- 1986 « Qanate Kurdoev, 1908-1985 », in : Studia Iranica, Tome 15 – fasc. 2, publ. de l'Association pour l'avancement des Études Iraniennes, CNRS, Paris, p. 249-256
- 1987 « Mes jours, de Goran », « La Douleur du peuple (Janî Gel), d'Ibrahim Ahmed », « Plaie noire (Bîrîna Res/Kara yara) » de Musa Anter », in : Dictionnaire des Œuvres de tous les temps et de tous les pays, Littérature, philosophie, musique, coll. Bouquins, 5^e éd. Paris
- 1988 « Gulchine, un conte kurde », in : Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, p. 57-61
- 1988 « Bibliographie des ouvrages de kurdologie depuis la fondation de l'Institut kurde de Paris : 1983-1985 », in : Studia Kurdica.
- 1989 « Kurde », « Gurânî », « Zâzâ », in : Compendium Linguarum Iranicarum, ouvrage collectif dirigé dir. Rüdiger Schmitt, Wiesbaden, p. 326-340.
- 1989 >« Le kurde lori », in : Études irano-aryennes offertes à Gilbert Lazard, Studia Iranica, Cahier 7, p. 37-58
- 1990 « Le rôle des cheikhs naqshbandi dans le mouvement national kurde », in : Naqshbandis, cheminements et situation actuelle d'un ordre mystique musulman, éd. par Marc Gaborieau, Alexandre Popovic et Thierry Zarcone, Editions Isis, Istanbul-Paris, p. 371-377

- 1990 « La réforme du kurde », in : La réforme des langues, dir. Claude Hagège et I. Fodor, Cologne
- 1990 Les Kurdes et le Kurdistan, Bibliographie critique 1977 – 1986, Institut Français de recherche en Iran, Téhéran-Paris, 146 p.
- 1990 Préface à l'ouvrage I Curdi nella Storia, Mirella Galletti, ed. Vecchio Faggio, Rome.
- 1991 « La langue et la littérature kurdes », in : Conférence internationale de Paris 14-15 octobre 1989, Les Kurdes : Droits de l'homme et identité culturelle, Institut kurde de Paris, p. 44-50
- 1991 Kürtçe/Türkçe, Kürtçe/Fransızca, Kürtçe/İngilizce Sözlük, Dictionnaire kurde/turc/français/anglais, Sosyal Yayınlar, İstanbul, 342 p.
- 1991 « The Poetry of Kurdistan, Language embodies Kurdish National Unity », in : The Word and I, a Publication of the Washington Times Corporation, Vol. 6, N° 8, Washington, p. 623-637.
- 1992 « Les Kurdes », in : Historiens et Géographes, n° 336, mai-juin, Le Moyen-Orient au XX^e siècle, Paris, p. 305-320.
- 1992 « Die Wissenschaft von der kurdischen Sprache », in : Kurden, Azadi Freiheit in de Bergen, Alfred Janata, Karin Kren und Maria Anna Six, Schallaburg, November 1992, Katalog des NÖ Landesmuseums, Neue Folge Nr 294, Wien, p. 180-191
- 1992 « Kurdische Literatur », idem, p. 192-205
- 1993 « Le cagani : lori ou kurde ? », in : Studia Iranica, Tome 22, fasc. 1, publ. Association pour l'Avancement des études iraniennes, Paris, p. 93-119.
- 1994 « Goran », « Littérature en gorânî », « Folklore et littérature kurdes », « Mem o Zîn », in : Dictionnaire universel des Littératures, Presses universitaires de France, pub. sous la direction de Béatrice Didier
- 1994 Kürtler ve Kurdistan, elistirel bir bibliyografya 1977 – 1990, Mezopotamya, Suède, 165 p.
- 1994 « Deldar Yunes », in : Encyclopaedia Iranica, Vol. VII, fasc. 3, Mazda, California, p. 238
- 1994 « La littérature kurde », in : Les Kurdes et les États, Peuples Méditerranéens, n° 68-69, p. 77-94
- 1995 « La littérature kurde », in : Les Kurdes et les États, Peuples Méditerranéens, n° 68-69, juillet-décembre, p. 77-93.
- 1995 « Kurdologie als Spiegel der Politischen Situation », in : Kurdologie, Bibliothek Feqiyê Teyran, Berlin, p. 43-56
- 1995 « Jiyan û berhemên Ehmedê Xanî (1650-1707) », in : Çira, kovara komeleya nivîskarên kurde le Swêdê, sal 1, hejmar 3,
- 1995 « Vie et œuvre de Thomas Bois, 1900-1975 », in : Journal of Kurdish Studies, Vol. 1, Peeters Press, Louvain, p. 85-96.
- 1996 « Kurdish written literature », in : Kurdish Culture and Identity, ed. Philip Kreyenbroek & Christine Allison, Zed Books, Middle Eastern Studies p. 20-28
- 1999 Manuel de kurde kurmanji, en collaboration avec Veysi Barak, L'Harmattan, 225 p.
- 1999 « Les relations entre les juifs et les musulmans au Kurdistan », in : L'Islam des Kurdes, Les Annales de l'Autre Islam, n° 5, INALCO, Paris, p. 199-224.
- 2000 Méthode de kurde sorani, L'Harmattan, 323 p.
- 2000 « Le développement de la littérature kurde dans la cité », in : The Journal of Kurdish Studies, vol. III, 1998-2000, Louvain, Peeters Press, p. 85-91.
- 2005 « La littérature kurde », in : Passerelles, Kurdistan, Revue d'Études interculturelles, Thionville, p. 287-296.
- 2010 « Written Kurdish Literature », in : Oral Literature of Iranian Languages, ed. par Philip G. Kreyenbroek & Ulrich Marzolph, A History of Persian Literature XVIII, I.B. Tauris, p. 1-31.
- 2012 « La littérature kurde », in : Études kurdes, La Littérature kurde, L'Harmattan, p. 5-36

Entre Israël et l'Iran, la crainte d'une guerre régionale

Téhéran a tiré près de deux cents missiles balistiques en direction d'Israël, mardi soir, en riposte aux incursions de l'armée de l'Etat hébreu au Liban. La défense antiaérienne israélienne, à laquelle les Etats-Unis et la France ont apporté leur soutien, a intercepté la plus grande partie de ces missiles.

Depuis la région centrale d'Israël où résonnaient les sirènes d'alerte, il a été possible de les apercevoir dans le ciel, en début de soirée, mardi 1^{er} octobre : des petites traces lumineuses qui semblaient avancer en rang, et en nombre important, avant que ne retentissent les explosions sourdes des interceptions de ces missiles iraniens, ou celles, nettement plus rares, de leur impact au sol, dans les environs de Tel-Aviv ou vers le Néguev.

Quelques minutes auparavant, un communiqué israélien avait appelé la population à se préparer à rejoindre les abris les plus proches en vue de l'arrivée de missiles balistiques qui allaient être tirés depuis l'Iran, et devaient atteindre leur cible bien plus rapidement que lors de la précédente frappe iranienne dans la nuit du 13 avril, au cours de laquelle divers types de missiles et des drones avaient mis jusqu'à plusieurs heures pour atteindre le territoire israélien.

Au total, un peu moins de deux cents missiles balistiques ont été tirés mardi soir. Si les spécialistes estiment qu'une partie non négligeable – pouvant atteindre un tiers – n'arrive généralement pas à destination, les défenses antiaériennes israéliennes (Dôme de fer, Fronde de David, Arrow), ont été renforcées par des moyens américains, depuis des destroyers croisant dans la région, pour intercepter le plus grand nombre possible de ces missiles. Les



Le système antimissile israélien Dôme de fer intercepte des missiles iraniens, vu d'Ashkelon, en Israël, 1^{er} octobre 2024. AMIR COHEN / REUTERS

forces françaises ont participé à l'opération. « *La France a mobilisé aujourd'hui ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne* », a indiqué un communiqué de l'Elysée diffusé le 1^{er} octobre dans la soirée. Plusieurs facteurs ont permis au système israélien de défense de ne pas être saturé : ses capacités d'interception bien sûr, mais aussi l'absence d'aide qu'aurait pu apporter à l'Iran le Hezbollah, rendu impuissant par des frappes israéliennes. Sans oublier l'annonce discrète de ses intentions par le pouvoir iranien. L'Iran aurait, selon l'agence Reuters, prévenu la Russie. Un responsable anonyme affirme que les Etats-Unis avaient également été prévenus. Quelques heures

avant l'attaque, Washington avait d'ailleurs indiqué que celle-ci était imminente. Un communiqué de l'armée israélienne, mercredi matin, indiquait que des préparatifs en vue de ces interceptions avaient débuté « *plusieurs jours à l'avance* », et s'étaient poursuivis « *pendant, et après l'attaque iranienne* ».

Missiles plus précis

La frappe n'en était pas pour autant négligeable, tant en raison du nombre de missiles envoyés – deux fois plus qu'en avril –, que de leur haute capacité, avec des versions récemment modifiées du Fattah. Ces derniers missiles sont potentiellement dotés d'une opérabilité de « *planeur* » : leur trajectoire, à l'approche

de leur cible, peut être modifiée, rendant leur interception plus complexe. « *Ils sont plus précis, plus efficaces que les versions précédentes* », note Jeffrey Lewis, expert en missiles au Centre James Martin pour les études de non-prolifération au Middlebury Institute de Monterey, en Californie.

Les cibles visées étaient des installations militaires, à commencer par la base de Gilot, au nord de Tel Aviv, où se trouve à la fois le siège du Mossad – à qui est imputée l'opération qui a permis l'élimination de Ismaïl Haniyeh, le dirigeant du Hamas, le 3 juillet à Téhéran –, et celui de l'unité 8200, dépendant du renseignement militaire, chargé des interceptions électroniques. Cette unité joue un

rôle-clé pour pister les responsables du Hezbollah, au Liban.

Alors que le Hezbollah, allié de l'Iran, mais engagé dans son propre conflit depuis le 8 octobre 2023 avec Israël, a affirmé plusieurs fois avoir frappé Gilot au cours des dernières semaines, aucune preuve n'a étayé cette affirmation. Cette fois, un missile iranien a créé un cratère, à quelques centaines de mètres de l'enceinte, mais en terrain découvert. D'autres bases ont été visées, plus au Sud. Au total, plusieurs bases de la même région (dont Nevatim et Tel Nof), ont été visées.

L'Iran veut restaurer sa crédibilité

Au-delà de quelques blessés, dont un soldat, le seul décès imputable aux frappes, mardi soir, est celui d'un Palestinien dans les environs de Jéricho, en Cisjordanie occupée. Par ailleurs, mardi, deux hommes, des Palestiniens de Cisjordanie selon les autorités israéliennes, ont ouvert le feu dans un tram de Tel-Aviv, tuant six personnes. Une septième est décédée quelques heures plus

tard. Un des assaillants a été abattu dans la rue et l'autre a été blessé et transféré vers un hôpital dans un état grave.

Pour les Iraniens, les frappes entendent restaurer la crédibilité de l'Iran, notamment auprès ses alliés. La campagne de frappes aériennes israélienne en cours au Liban, à laquelle s'est ajoutée, mardi, une présence militaire au sol, inflige des dommages sérieux au Hezbollah. Vendredi, son secrétaire général, Hassan Nasrallah, a été éliminé à Beyrouth dans un bombardement d'ampleur. Les membres de « l'axe de la résistance » ont noté que leur parrain n'avait pas volé au secours de son allié libanais.

De plus, ces derniers jours, en Iran, la pression de l'aile la plus dure du régime, appelant à une riposte, s'était faite plus forte. L'attaque a été présentée dans un communiqué des gardiens de la révolution comme un acte de représailles plus large, en réponse aux assassinats d'Ismaïl Haniyeh et d'Abbas Nilforoushan, haut dirigeant des gardiens de la révolution qui était présent dans le bunker de Hassan

Nasrallah bombardé par l'arme israélienne.

Les frappes iraniennes, en avril, semblaient avoir apporté une réponse temporaire à la crainte d'une escalade. La situation avait été gardée sous contrôle, notamment en raison de l'influence des Etats-unis, soucieux de continuer à assurer la protection d'Israël, tout en évitant un embrasement régional. Cette fois, quels seront les développements, après la frappe iranienne ? Le président Biden et la vice-présidente Kamala Harris ont suivi la séquence depuis la salle de crise de la Maison Blanche. « L'Iran est une force de déstabilisation, dangereuse, au Moyen Orient, et l'attaque d'aujourd'hui en constitue un peu plus la démonstration. (...) Je soutiens complètement l'ordre donné par le président Biden d'abattre tous les missiles iraniens visant Israël, tout comme nous l'avons fait en avril », a déclaré Kamala Harris.

« Grave erreur »

Les Etats-Unis ont renforcé leur présence militaire dans la région les jours derniers, le Pentagone annonçant lundi

l'envoi de moyens supplémentaires. Lors d'un entretien téléphonique entre le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant, et le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, il a été évoqué les « *conséquences sérieuses* » qui pourraient faire suite à la vague de frappes. Mardi soir, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a déclaré : « *L'Iran a commis une grave erreur. Et il va payer pour cela. Le régime de Téhéran ne comprend pas notre détermination à nous défendre et à faire payer le prix fort à nos ennemis.* »

Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, dirigera la prière du vendredi à Téhéran cette semaine. Un geste que n'effectue la plus haute autorité du pays que dans des circonstances spéciales, liées à la sécurité nationale. Le chef iranien d'état-major des forces armées, Mohammad Bagheri, a prévenu que si Israël ripostait sur son territoire, un barrage de missiles de la République islamique d'Iran « *serait répété avec une plus grande intensité* » et que, cette fois-ci, « *toutes les infrastructures du régime seraient visées* ».

The New York Times

Farnaz Fassihi
Oct. 1, 2024

In Iran, Military Commanders Win Debate, and Israel Is Hit

The barrage of missile fire came after much debate among Iranian leaders, officials there say.

After days of sharp debate at the top levels of government, Iran's senior military commanders prevailed, and almost 200 ballistic missiles were sent speeding toward the heart of Israel.

The direct military strike on

Tuesday came after senior military commanders of the Revolutionary Guards Corps convinced the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, that it was the only course of action if Iran wanted to appear strong, according to three Iranian officials.

During the surprise attack, Iran launched about 180 ballistic missiles at Israel, the Israeli military said. Some landed, but most were intercepted, Israel said.

But the Iranian military has also prepared hundreds of

missiles to launch from western borders should Israel or its top ally, the United States, strike back, two members of the Revolutionary Guards familiar with the planning said.

"If the Zionist regime reacts to Iran's operation it will face

more fierce attacks,” the Revolutionary Guards said in a statement.

The statement said the missiles had been launched to retaliate for Israel’s assassination last week of [Hassan Nasrallah](#), leader of Hezbollah, the Lebanese militant group. Mr. Nasrallah was the most powerful figure in Iran’s “axis of resistance” — how it refers to its regional alliance of militants — and a close confidant of Mr. Khamenei.

The attack was also intended to avenge the recent assassinations of the political leader of Hamas, the Gaza Strip militant group, and of a top Iranian commander who was with Mr. Nasrallah at the time, the statement said.

Iran’s new president, Massoud Pezeshkian, had been among those urging restraint, but on Tuesday he said the missile strike was a legitimate act of self-defense. He warned Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel that “Iran is not seeking war but it will stand firmly against any threats.”

He added: “This is only a small glimpse of our powers. Do not enter into a war with Iran.”

For nearly a year, since the Oct. 7 Hamas-led attack on Israel, Hezbollah and Israel have been embroiled in tit-for-tat attacks. The hostilities started after the Lebanese militants began launching rockets across the border in a show of support for Hamas. In recent days, as Israel intensified its assault on Hezbollah, it was unclear how — or if — Iran, its patron, would respond.

To some analysts, early comments from Iranian leaders, including the supreme leader, suggested that it might not do so, at least directly, lest it find itself in a full-scale war with Israel.

Privately, Mr. Pezeshkian was



Iranians in Tehran cheering the strike on Israel. Arash Khamooshi for The New York Times

urging caution, Iranian officials said, warning that Israel was trying to ensnare Iran into a wider conflict. And publicly, the new president was sounding a new tone. Just days before Mr. Nasrallah was assassinated, he had spoken before the United Nations of his desire to defuse tensions.

Iranian conservatives attacked the president and the government in a harsh campaign on social media and Iranian media, saying their calls for restraint were tantamount to treason.

Missiles launched from Iran are seen in the sky over Kfar Saba, Israel. Avishag Shaar-Yashuv for The New York Times

Tuesday’s ballistic missile assault on Israel made clear which side of the debate had won, at least for the moment.

Iran’s senior military commanders had concluded that it was essential to establish deterrence against Israel — and quickly — to turn or at least slow the tide of its onslaught on Hezbollah. Still more important, they argued, Iran needed to act to prevent Israel from turning its attention toward Tehran.

The missiles were launched from Revolutionary Guards aerospace bases in Karaj, Kermanshah and the province of Azerbaijan, the Iranian officials said. They asked that their names not be published because they were not authorized to speak on the record.

The Iranians also wanted to restore credibility with members of the “axis of resistance,” and reverse any perception that Iran or its regional allies were weak.

Ali Vaez, Iran director for the International Crisis Group, said before the missile strike that in Iran, the consensus had moved toward responding to Israel “in order to kill the momentum that Israel has been able to gain for the past few days.”

But the decision could backfire, he said.

“A unilateral Iranian response is still extremely risky because it would provide justification for Israel to strike back on Iran now that it’s much exposed because Hezbollah is on its knees,” Mr. Vaez said. “If Iranians strike Israel it indicates that they calculated the cost of inaction outweighs

the risks of taking action against Israel.”

A senior aide to Mr. Pezeshkian said in a telephone interview before the missile attack that whatever the president’s private reservations about war with Israel, he would publicly support any decision Mr. Khamenei made — as he did on Tuesday.

Iran’s shift in strategy, officials said, stemmed from a reckoning among its leaders, including Foreign Minister Abbas Araghchi.

They decided that Iran had miscalculated by not responding to the killing of the Hamas leader, [Ismail Haniyeh](#), in July, and the more recent killing of the top Iranian commander, Gen. Abbas Nilforoushan.

The restraint, they believed, had been misunderstood as weakness. Mr. Araghchi has told other officials that western countries had duped Iran when they asked it to exercise restraint and allow for a ceasefire to be negotiated in Gaza, the three officials said.

Mr. Khamenei will lead the Friday Prayer in Tehran this week and deliver a sermon that is expected to set the tone for what will come next,

Iranian media reported. Mr. Khamenei usually leads the Friday Prayer only in extraordinary circumstances tied to national security. His last was in 2020 in the aftermath of the U.S. assassination of [Qassim Suleimani](#), a top

general revered by Iranians.

After the strikes on Israel, supporters of the government chanted praises to God and posted messages on social media. Crowds gathered outside Tehran University waving

Iranian and Palestinian flags and holding signs. "The time for revenge has arrived," some read, state television reported.

Hamidreza Alimi, one conservative supporter of the government, offered an argument

for the missile strike on social media.

"Sometimes you have to go to war to establish peace, you have to fight to have peace of mind," he said.



Laurie Mylroie
October 01, 2024

US Warns it will Protect its Forces against Attack from Iran, Proxies

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) In two separate statements, U.S. defense officials warned they were prepared to use force to protect U.S. troops in the Middle East against attack by Iran and its proxy forces.

That point was affirmed by Secretary of Defense Lloyd Austin in a statement issued late on Tuesday, following a large-scale Iranian ballistic missile attack on Israel, in which nearly 200 missiles were fired on the Jewish state.

The Iranian attack was the second this year on Israel. It involved twice the number of missiles fired in April.

In both cases, however, the results were the same: minimal damage.

The U.S. and U.K., and perhaps other countries as well, aided Israel in its defense against Iran's missile attack. In addition, Jordan allowed the use of its airspace for the U.S. to fly and shoot down the Iranian missiles.

Of course, Iran did not ask permission to use Jordanian air space, and as a Jordanian

official told NBC News, Jordan would do the same with regard to «any other missile flying over our airspace.»

Despite the large number of missiles fired, there was only two casualties, and there were not Israeli! They were Arab. One was a Jordanian, and the other was a Palestinian from Gaza, who died in the West Bank, in Jericho, just 23 kilometers from the Jordanian border.

Both men were struck by shrapnel falling from the destroyed missiles.

U.S. Commitment to Defend its Forces against Attack by Iran, Iranian Proxies

"Today, U.S. forces in the Middle East intercepted multiple missiles launched by Iran toward Israel," Secretary of Defense Austin said in a written statement. "We condemn this outrageous act of aggression by Iran, and we call on Iran to halt any further attacks, including from its proxy terrorist groups."

"We will never hesitate to protect our forces and interests in the Middle East, and to

support the defense of Israel and our partners in the region," he affirmed. "Our forces remain postured to protect U.S. troops and partners in the Middle East."

Earlier on Tuesday, Pentagon Press Secretary Maj. Gen. Patrick Ryder made similar statements, as he briefed reporters.

"Should U.S. forces be targeted by Iran or its proxies, we'll take necessary steps to defend our people," Ryder affirmed.

On Monday night, "there was an attack on the Baghdad Diplomatic Support Compound, a US diplomatic facility," the U.S. Ambassador to Iraq, Alina Romanowski tweeted on Tuesday.

There were no casualties, and Romanowski expressed her appreciation for "Iraq's quick response to the attack," even as she affirmed, "These attacks must stop."

Chance to Establish a Lebanese Government

Since October 2022, when the term of Lebanon's

President Michel Aoun ended, Hizbollah has blocked the formation of a new Lebanese government through undemocratic maneuvers, like blocking a quorum and preventing a vote.

But now Hizbollah is weak. Hoshiyar Zebari, a senior figure in the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Iraq's first post-Saddam Foreign Minister, before becoming Deputy Prime Minister of Iraq and then Finance Minister, suggested in a tweet on Monday that the Lebanese should take advantage of this situation to form a government.

In a briefing the next day, State Department Spokesperson Matthew Miller advised much the same. Of course, the State Department is capable of reaching that conclusion on its own, but the convergence speaks to the coherent, strategic thinking of the Kurdish leadership.

Asked by journalists on Tuesday about U.S. policy toward Lebanon, Miller replied, "Lebanon has been plagued by instabilities, as I know you know far better than me, for

some time.”“One of the driving factors of Lebanon’s instability,” he continued, “has been the fact that Hizbollah plays a significant role in the political organization of

Lebanon and has held a veto over Lebanon’s ability to move forward with a new president.”

Thus, we will try, Miller concluded, “to seize this

moment and really hope that the Lebanese people can seize this moment”—against difficult odds—“because there are still a number of Hizbollah fighters” with “access to arms

and equipment inside Lebanon – but seize this moment to try to establish actual political stability for Lebanon.”



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan Digest | October 1, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On September 25, Iran’s Guardian Council [approved](#) the controversial “Hijab and Chastity Bill.” The law legitimizes the use of violence to enforce mandatory hijab laws, expands gender segregation in public spaces, and grants intelligence agencies significant enforcement authority. Iran’s Ministry of Intelligence (VAJA), the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), and the Islamic Republic of Iran Police Intelligence Organization (SAFA) now have far more authority to enforce laws that were once the primary responsibility of the “morality police.” Penalties for violations of moral statutes [now range from](#) fines and imprisonment to 74 lashes for mocking the hijab and even the death penalty for some hijab-related offenses.

The Iranian regime sentenced the father, sister, and brother-in-law of Kurdish political prisoner Pakshan Azizi — Aziz Azizi, Pershang Azizi, and Hossein Abbasi — to one year in prison. Pakshan Azizi is facing the death penalty, and another Kurd, Ayoub Anisi Yengjeh, received a two-year sentence in connection with Azizi’s case. On September 22, the Tehran Court of Appeals upheld all four prison

sentences. The Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) that Pakshan Azizi’s relatives were convicted of “assisting a criminal,” and Yengjeh was charged with “conspiring against international security.” Pakshan Azizi was sentenced to death for rebellion after participating in the anti-government protests that followed Zhina Amini’s death in September 2022. Concurrently, the Iranian regime issued harsh sentences to three more Kurds, including a 64-month sentence to Kurdish journalist [Mostafa Nemati](#) in Tehran. The regime also sentenced a [52-year-old Kurdish man](#) from Shinno to two years in prison, and the Supreme Court of Iran upheld the death sentence of a Kurdish political prisoner from Turkey’s Kurdish region named [Hatem Ozdemir](#). Meanwhile, at least five people were arrested in [Bokan](#) and [Diwandara](#), and Iranian authorities [shot](#) two Kurdish border porters (kolbars) near Baneh on September 23.

Iraq

U.S. Secretary of State Antony Blinken met with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al Sudani in New York on September 23 and [discussed the importance](#) of reopening the Iraq-Türkiye oil pipeline to pro-

mote foreign investment in Iraq’s economy. The pipeline, which moves oil exports from Iraqi Kurdistan to Turkey, has been closed since Iraq successfully sued Turkey to prevent it from allowing Iraqi Kurdistan to export oil independently in March 2023. The pipeline remains shut despite Baghdad’s assertions it will reopen soon, and its closure has cost Iraq an estimated [20 billion dollars](#). Blinken and al Sudani also emphasized the U.S. and Iraq’s strategic partnership and the two countries’ shared commitment to achieving regional stability and the enduring defeat of ISIS (Da’esh). The U.S. and Iraq recently [agreed](#) to wind down and conclude the U.S.-led coalition’s counter-Da’esh mission in Iraq by September 2025.

President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani [expressed profound concerns](#) about the escalating conflicts in the Middle East and emphasized such developments pose a significant risk to the security of the entire region. “We must recognize that the continuation of this situation will inevitably lead to further calamities and devastation for all parties involved. It is essential for the well-being of the region that all parties respond with prudence and measured actions,”

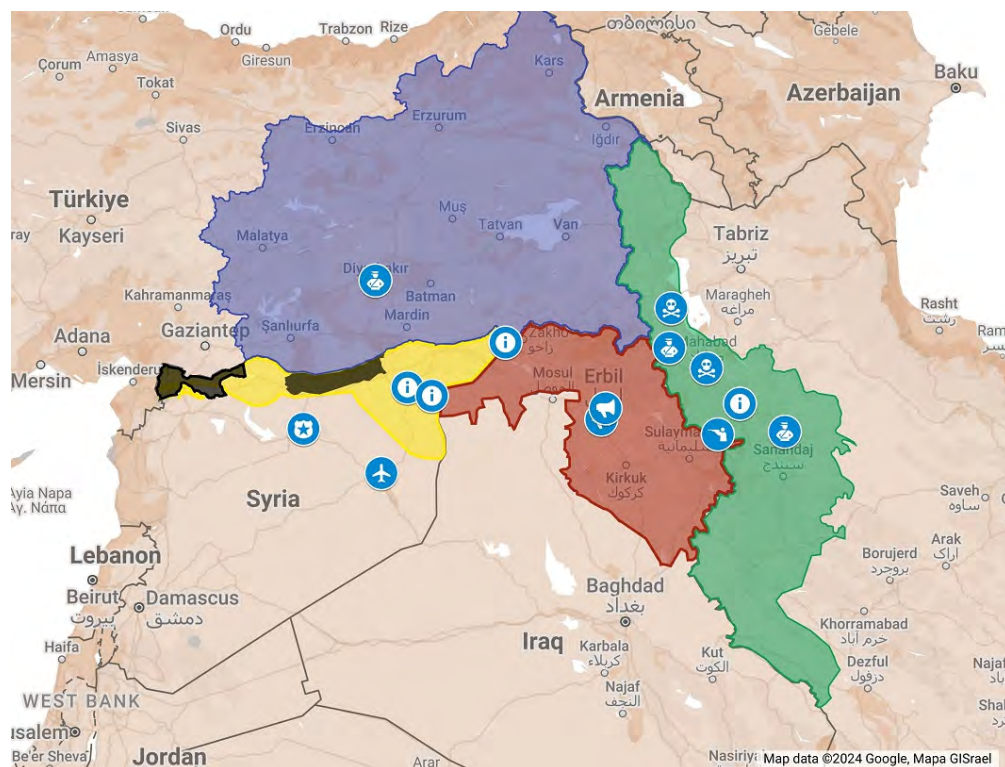
said Barzani at a recent press conference. Barzani went on to stress the importance of dialogue and cooperation to de-escalate tensions and seek peaceful resolutions to disputes. The recent conflict between Israel and the Iranian-led “Axis of Resistance” has halted numerous flights to the [Middle East](#) and previously caused Lufthansa to [suspend](#) all flights to Erbil from July 29 to August 27.

The United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) [welcomed](#) the start of campaigning for Iraqi Kurdistan’s upcoming parliamentary elections. The elections are scheduled for October 20 and will be the region’s sixth since Iraqi Kurdistan became semi-autonomous in 1991. UNAMI released a statement that underscored the need for political parties to engage in a healthy competition of ideas that remains free from intimidation or threats. UNAMI also called for all candidates, political parties, and media outlets to foster an atmosphere of inclusivity and dialogue and ensure that women, who often face unique challenges during elections, can participate fully. A total of 139 lists [will compete](#) in October’s elections, including 13 political parties, 85 independent candidates, and 39 quota seat candidates.

Syria

The U.S. conducted two targeted strikes in Syria that eliminated at least 37 terrorists from Da'esh and the al Qa'ida affiliate Hurras ad Din. The first strike targeted a Da'esh training camp in central Syria on September 16 and killed at least 28 Da'esh terrorists, including four senior leaders. The second strike targeted a site in northwest Syria on September 24 and killed nine Hurras ad Din terrorists, including Marwan Bassam Abd al Ra'uf, a senior leader responsible for military operations in Syria. Meanwhile, the Syrian Democratic Forces (SDF) executed multiple raids targeting Da'esh cells in Raqqa and Deir Ez Zor. On September 17, the SDF captured two Da'esh operatives in Raqqa, Muhammed al-Rukhus and Ahmad al-Rukhus, who were transporting weapons and facilitating attacks on military and civilian targets. Also in Raqqa, the SDF captured a Da'esh terrorist named Muhammad al Jojah AKA Abu Abboud on September 24. Al Jojah was responsible for smuggling the Da'esh child soldiers known as the "Caliphate Cubs" out of detention camps in north-eastern Syria. Lastly, on September 29, the SDF, backed by the U.S.-led coalition, arrested two Da'esh operatives in Deir Ez Zor, Mohammed Hassan Saleh and Bashar Jaan al Hamid, who were procuring weapons and ammunition for the organization.

The Autonomous Administration of North and East Syria's (AANES) Social Justice Council announced that 1,520 convicts are covered under the AANES's General Amnesty Law No. 10 of 2024. The deci-



sion to implement Amnesty Law No. 10 was motivated by an effort to reduce overcrowding in AANES-administered detention camps and to honor a 2020 agreement with local Arab tribes. 1,120 of the convicts have already been released in batches, and the remaining 400 will be freed similarly once they have served half of their sentences. Some non-combatants affiliated with Da'esh have also benefited from the amnesty, but individuals who fought against the SDF, leaders of terrorist organizations, and those convicted of serious crimes like treason or bombings are excluded from it.

Amid the escalating situation in Lebanon and the growing challenges faced by Syrian refugees, the Kurdish-led AANES has announced the creation of a Crisis Cell responsible for receiving and settling those returning to the

region. In less than a week, 7,703 Syrians and Lebanese have entered AANES-controlled areas.

Turkey

On September 24, Turkish police raided the Mesopotamian Language and Culture Research Association (MEDDER), Payîz Pirtûk bookstore, and the Anka Language and Arts Education Cooperative in Diyarbakir (Amed) as part of an ongoing investigation by the prosecutor's office. Authorities seized publications and electronic devices. The raids led to the detention of 23 individuals, who were denied access to legal representation for 24 hours. The operation, which included searches of employees' homes, drew immediate condemnation from Kurdish leaders and organizations, accusing the state of suppressing Kurdish language and cul-

ture. "Kurdish people have the right to use their own language in public and in education and to receive information in their mother tongue. Our linguistic riches should be celebrated, not destroyed," said Burhan Sonmez, PEN International President. Simultaneously, the police arrested members of the Kurdish Koma Hevra for singing Kurdish songs at a public concert. In recent months, the Turkish government has escalated its crackdown on the Kurdish language, including raiding weddings where Kurdish songs, labeled by the authorities as "terror propaganda" music, were being played. On a separate note, the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) building in Istanbul's Sultangazi district was targeted in an armed attack, marking yet another hate crime against the Kurdish community in Turkey.

Proche-Orient : l'Iran vise Israël avec des missiles, « une grave erreur », avertit Benjamin Nétanyahou

Israël et les Etats-Unis ont menacé de riposter à l'attaque, mardi, de l'Iran qui a tiré entre 180 et 200 missiles sur le territoire israélien pour venger la mort de ses alliés, les chefs du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien.

L'Iran a tiré, mardi 1^{er} octobre, des missiles sur Israël, où les sirènes d'alerte ont retenti dans l'ensemble du territoire. La République islamique souhaitait ainsi venger la mort d'Hassan Nasrallah et d'Ismaïl Haniyeh, les chefs du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien.

Téhéran a annoncé, mercredi à la télévision d'Etat, avoir lancé 200 missiles contre l'Etat hébreu, dont pour la première fois plusieurs missiles hypersoniques volant à basse altitude, avec une trajectoire difficilement prévisible, rendant leur interception complexe. Les gardiens de la révolution, armée idéologique iranienne, ont affirmé que « 90 % des missiles » avaient « atteint leurs cibles ».

« Environ 180 missiles ont été tirés vers le territoire israélien depuis l'Iran », a de son côté avancé l'armée israélienne, affirmant qu'un grand nombre d'entre eux ont été interceptés par le système de défense Dôme de fer.

Israël et son allié américain ont menacé de riposter à cette attaque. « L'Iran a commis une grave erreur ce soir et en paiera le prix », a déclaré, en soirée, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. « Nous nous en tiendrons à ce que nous avons fixé : celui qui nous attaque, nous l'attaquons », a-t-il menacé. Les Etats-Unis, qui ont aidé



Des membres des forces armées israéliennes inspectent un cratère créé suite à l'explosion d'un projectile iranien, dans la ville de Gedera (Israël), le 1^{er} octobre 2024. MENAHEM KAHANA / AFP

leur allié à abattre les missiles iraniens, ont dit vouloir « coordonner » avec les Israéliens une réponse à l'Iran. « Les Etats-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël », a déclaré à la presse le président américain, Joe Biden.

« Si le régime sioniste, qui est devenu fou, n'est pas contrôlé par ses soutiens américain et européen et veut poursuivre ses crimes ou agir contre notre souveraineté et notre intégrité territoriale, l'opération comme celle de ce soir [mardi] sera répétée avec une plus grande intensité et toutes les infrastructures du régime seront visées », a répliqué de

son côté, mercredi matin, le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général Bagheri, à la télévision d'Etat.

L'Iran dit exercer son « droit à l'autodéfense »

En pleine attaque iranienne, l'armée israélienne a tiré des missiles d'interception au-dessus de Jérusalem contre des projectiles, visibles à leurs traces lumineuses, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse. Des dizaines de détonations ont été entendues et des explosions étaient visibles dans le ciel. L'espace aérien israélien a été fermé pendant l'attaque. Environ une heure après, l'ar-

mée a appelé la population à sortir des abris.

Il y a eu deux blessés légers en Israël, selon les secours. Un Palestinien a été tué à Jéricho, en Cisjordanie occupée, par des éclats de missile, selon un responsable palestinien.

« En réponse aux martyrs d'Ismaïl Haniyeh, Hassan Nasrallah et Abbas Nilforoushan [un adjoint au chef des gardiens de la révolution], nous avons visé le cœur des territoires occupés », ont dit les gardiens de la révolution, en référence à Israël. Ils ont affirmé avoir frappé « trois bases militaires » situées autour de Tel-Aviv.

L'Iran a exercé son « droit à l'autodéfense », a écrit, sur la plateforme X, le ministre des affaires étrangères iranien, Seyed Abbas Araghchi. « Nous avons agi ainsi après avoir fait preuve d'une immense retenue pendant près de deux mois, afin de laisser la place à un cessez-le-feu à Gaza », a-t-il poursuivi. « Notre action est terminée à moins que le régime israélien ne décide d'inviter à de nouvelles représailles. Dans ce cas, notre réponse sera plus forte et plus puissante », a averti le ministre.

Des tirs de joie nourris ont éclaté dans la banlieue sud de Beyrouth après l'attaque iranienne. Le Hamas palestinien a salué « les tirs de missiles héroïques de l'Iran ».

Paris « mobilise ses moyens militaires »

La France, l'Union européenne, l'Espagne et la Grande-Bretagne ont

condamné l'attaque. Paris a « mobilisé » mardi « ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne », a déclaré l'Elysée dans un communiqué à l'issue d'un conseil de défense. Emmanuel Macron a également exigé que « le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population », rappelant que la France est « attachée à la sécurité d'Israël ». Il a aussi demandé aux autorités israéliennes de « mettre fin au plus vite » à leurs « opérations militaires » au Liban.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir d'urgence, mercredi, pour discuter de l'escalade des hostilités au Proche-Orient. Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a « condamné l'élargissement du conflit » dans la région.

Après le coup dévastateur porté au Hezbollah, dont plusieurs chefs militaires ont été

tués par Israël, et après une semaine de frappes israéliennes qui ont fait des centaines de morts au Liban, Israël a averti que la guerre n'était pas finie contre le mouvement libanais.

L'armée israélienne a ainsi annoncé avoir frappé tôt mercredi « des cibles terroristes du Hezbollah » dans la banlieue sud de Beyrouth, après avoir ordonné aux habitants du secteur d'évacuer. Une source sécuritaire libanaise a confirmé ce bombardement.

Israël mène des « raids localisés »

Le ministère de la santé libanais a annoncé, mardi soir, que 55 personnes avaient été tuées et 156 autres blessées par des « frappes de l'ennemi israélien » au cours des dernières vingt-quatre heures dans plusieurs régions du pays. L'unité de gestion des catastrophes avait annoncé

avant la publication de ce bilan quotidien que 1 873 personnes avaient été tuées au Liban depuis un an.

Mardi, l'armée israélienne a annoncé des raids au sol contre le Hezbollah dans le sud du Liban et la mobilisation de forces supplémentaires contre ce mouvement. Elle a appelé les habitants de vingt-sept localités du sud du Liban à les évacuer. La Force intérimaire de l'ONU au Liban, déployée à la frontière avec Israël, a néanmoins assuré ne pas avoir détecté d'incursion israélienne.

L'armée libanaise et le Hezbollah ont également nié une telle incursion. Selon un responsable israélien, il s'agit de « raids localisés d'une ampleur très limitée », destinés à « éloigner les menaces contre les communautés civiles du nord d'Israël », frontalier du sud du Liban et cible des tirs du Hezbollah.

Le Monde

Philippe Ricard, Hélène Sallon
03 octobre 2024

Face à l'Iran, la France se range aux côtés d'Israël et des Etats-Unis

Le positionnement français rend plus difficile le rôle de médiateur que Paris ambitionne de jouer au Liban.

L'escalade entre Israël et l'Iran risque de fragiliser encore la position de la France dans la région. Un an après les attaques du 7-October, tandis que la guerre de Gaza continue, Paris s'est rangé aux côtés d'Israël, comme des Etats-Unis, pour condamner le tir de quelque deux cents missiles iraniens vers l'Etat hébreu, mardi soir. Téhéran cherchait à répliquer aux opérations orchestrées par Israël pour éliminer des

responsables du Hezbollah et du Hamas.

Tandis que la région menace de s'embraser, la France a serré les rangs, mercredi 2 octobre, avec les principaux alliés occidentaux d'Israël, lors d'une visioconférence des dirigeants du G7. Emmanuel Macron, en déplacement à Berlin, s'était fait représenter par le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Les sept puissances démo-

cratiques les plus riches de la planète ont exprimé leur « forte préoccupation face à l'escalade » du conflit au Proche-Orient et « condamn[ent] fermement » l'attaque iranienne menée la veille contre Israël.

Une ligne rouge fixée à Israël

Les Américains essaient d'encadrer la riposte annoncée par le premier ministre israé-

lien, Benjamin Netanyahu. Joe Biden a clairement fixé une ligne rouge à Israël, qui consiste à ne pas s'en prendre aux installations nucléaires iraniennes. « Nous sommes d'accord tous les sept sur le fait que les Israéliens ont le droit de riposter, mais qu'ils doivent répondre de manière proportionnée », a affirmé le président américain, après le G7, sans détailler les contours d'une telle réponse. A l'issue d'un conseil de dé-

fense convoqué, mardi soir, à l'Elysée, Emmanuel Macron avait lui-même condamné, « avec la plus grande fermeté, les nouvelles attaques de l'Iran contre Israël ». Au nom de la « sécurité » de l'Etat hébreu, il a également rappelé « l'exigence de la France que le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population », tout en souhaitant qu'« Israël mette fin au plus vite à ses opérations militaires » dans le pays du Cèdre.

« La sécurité d'Israël n'est pas négociable », estime le ministre des armées, Sébastien Lecornu, dans un entretien au *Point*. Pour ce proche du chef de l'Etat, présent au conseil de défense de mardi soir, aux côtés du premier ministre, Michel Barnier, et de M. Barrot, « l'agenda d'insécurité et de déstabilisation est porté par Téhéran et ses proxys », que ce soit à la frontière nord d'Israël, avec le Hezbollah, en Irak, avec des milices chiites, et en mer Rouge, en raison des attaques menées par les houthistes.

Une inflexion à Paris

La pénétration du renseignement israélien au sein du Hezbollah a surpris Paris. La France s'interroge désormais sur l'ampleur du renseignement accumulé par Israël sur l'Iran. « On est à l'aveugle, or, la qualité du renseignement israélien sur l'Iran est ce qui orientera les actions futures des Israéliens. Nous ne pesons pas dans l'équation, on avance au gré de ce que nous racontent les Américains et les Israéliens sur l'Iran. L'idée circule, dans certains cercles,

que, peut-être, les Israéliens nous emmènent vers un moment historique, que c'est le début de la fin pour le régime iranien », confie une source diplomatique.

Une inflexion a été observée à Paris sur le dossier iranien. L'Elysée, dans un communiqué diffusé à l'issue du conseil de défense, assume avoir mobilisé ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer à la menace iranienne. En avril, la France n'avait reconnu que de façon officieuse avoir joué un rôle pour contrer les missiles iraniens envoyés sur Israël. « Il n'est plus seulement question pour Paris de défendre ses seuls intérêts. La défense d'Israël est désormais clairement assumée », commente cette source.

Paris cherche à dissocier les dossiers iranien et libanais, une stratégie que certains considèrent intenable. Cela pourrait compliquer les laborieux efforts de la France pour tenter de jouer les médiateurs entre Israël et le Hezbollah. Engagés dès les premiers jours de la guerre à Gaza, en coopération plus ou moins étroite avec les Etats-Unis, ces efforts ont culminé par un coup de dés, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, fin septembre : un projet de trêve presque aussitôt rejeté par Benjamin Nétanyahou.

« La France prétend être médiatrice, mais ne l'est pas, juge l'ancien diplomate Yves Aubin de La Messuzière, spécialiste du Proche-Orient. Nous sommes très proches du Liban, bien que notre influence y ait beaucoup dimi-

nué. Mais la prise de position très claire en faveur d'Israël, même si nous n'avons pas toujours été alignés sur elle au fil de la guerre de Gaza, alimente la confusion et la perte de crédit de la France dans les médias libanais et arabes. »

Appel au cessez-le-feu

Le chef de l'Etat français ne renonce pas pour autant à jouer un rôle d'intermédiaire pour tenter d'enrayer l'escalade au Liban, où il s'était fait fort, en août 2020, deux jours après l'explosion dans le port de Beyrouth, de contribuer à dénouer la crise politico-économique secouant le pays. Tout en renvoyant M. Barrot dans la région dans les prochains jours, il annonce l'organisation – à une date encore indéterminée – d'une conférence de soutien au « peuple libanais et à ses institutions ».

La France continue d'appeler au cessez-le-feu et au respect de la souveraineté libanaise. Elle condamne le lourd tribut payé par les civils, alors que près de deux mille morts sont dénombrés par les autorités de Beyrouth depuis octobre 2023. « La France fait passer le message aux Etats-Unis que cela doit s'arrêter, qu'il y a des lignes rouges, mais elle n'a pas leur oreille et, au fond, cela l'arrange qu'Israël tape sur le Hezbollah », dit la même source diplomatique.

La visite de M. Barrot au Liban, lundi, a illustré l'impuissance de la France sur ce dossier. De Beyrouth, il a exhorté Israël à « s'abstenir de toute incursion terrestre

au Liban » et appelé les belligérants à « saisir » la proposition internationale de cessez-le-feu, lancée à l'ONU. Dans la même soirée, Israël annonçait le début d'une opération terrestre à la frontière libanaise.

S'il salue le caractère « symbolique » de ce déplacement, le politologue franco-libanais Karim Bitar estime que « la France est plus inaudible aujourd'hui au Liban qu'auparavant ». « Sa marge de manœuvre s'est réduite, mais elle n'est pas inexistante, car elle est devenue la seule puissance qui a des canaux avec le Hezbollah », analyse-t-il.

Alors que le Liban n'a plus de président depuis deux ans, Paris poursuit ses efforts pour débloquer la situation. Mercredi soir, le premier ministre démissionnaire Najib Mikati, le président du Parlement, Nabih Berri, et le chef druze Walid Joumblatt ont appelé à l'élection d'un « président de consensus ». Le Hezbollah, qui n'a plus de direction depuis l'assassinat d'Hassan Nasrallah, le 27 septembre, a délégué M. Berri pour négocier en son nom.

M. Mikati tente de convaincre la France d'aider au renforcement des forces armées libanaises pour qu'elles se déploient au Liban sud. Paris y est réticent, de crainte que ces armements ne tombent entre les mains du Hezbollah ou que l'armée libanaise soit entraînée dans une confrontation avec la formation chiite voire même avec l'Etat hébreu.

Les frappes de l'Iran sur Israël ont illustré les forces et les faiblesses militaires de la République islamique

Téhéran a pu démontrer la crédibilité de son arsenal de missiles, même si une bonne partie des projectiles ont été contrés. Mais l'attaque a aussi mis en exergue les limites de la capacité de riposte d'une armée sans aviation, sans défense antiaérienne ni antibalistique.

La pluie de missiles lancée par l'Iran contre Israël, dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre, a constitué, selon la plupart des experts militaires, une démonstration de force mais aussi un révélateur des faiblesses militaires iraniennes. Au lendemain de la riposte de Téhéran à l'offensive israélienne au Liban et à l'élimination, ces dernières semaines, de la hiérarchie du Hezbollah – un de ses plus puissants relais au Moyen-Orient –, l'arsenal iranien apparaît autant redouté que limité et suscite nombre d'interrogations sur les risques d'évolution du conflit.

Alors qu'en avril, lors d'une première réplique sous forme de frappes contre Israël, la République islamique avait semblé avoir retenu sa force et surtout cherché à s'affirmer, cette fois l'analyse est tout autre. En tirant quelque 200 missiles balistiques – contre 120 au printemps –, Téhéran « avait l'intention de causer des dégâts et de tuer des Israéliens », estime Tom Karako, chercheur au Center for Strategic and International Studies, un centre de recherche américain.

Grâce à ses différentes couches de défense antimissile – Dôme de fer, Fronde de David et système Arrow –, Israël a pu contrer une bonne partie de ces projectiles. Les

Etats-Unis y ont aussi contribué. Le 2 octobre, le Pentagone a indiqué avoir tiré une douzaine d'intercepteurs depuis des destroyers déployés en mer, entre la Méditerranée et le golfe d'Oman. Mais certains missiles iraniens ont malgré tout franchi les défenses israéliennes, creusant des cratères bien visibles. Avec une telle offensive, l'Iran a donc pu démontrer la crédibilité de son arsenal, en grande partie développé à l'ombre des sanctions internationales qui n'ont eu de cesse de se durcir contre le régime depuis 2006.

Un stock important

Lancé en 1983 en plein milieu de la guerre Iran-Irak (1980-1988) pour répondre aux attaques de missiles irakiens, le programme de missiles iranien est aujourd'hui constitué de dizaines de types de roquettes, de missiles balistiques et de croisière dont le stock est estimé à plusieurs milliers d'unités. Organisé autour de sites enterrés, parfois à 500 mètres sous terre, selon le régime des mollahs, c'est l'un des plus diversifiés et importants du Moyen-Orient. Un arsenal « probablement » bâti avec de « l'aide étrangère », selon M. Karako, et qui est « une menace pour Israël mais aussi pour d'autres pays de la région, comme l'Arabie saoudite », poursuit ce spé-

cialiste de la défense antimissile. L'Iran en a fait la démonstration lors d'attaques ciblant plusieurs Etats de la région. En septembre 2019, ses drones et missiles de croisière [avaient endommagé le site pétrolier de Khurais et la gigantesque raffinerie d'Ab-qaiq en Arabie saoudite](#), déjouant les défenses antimissiles du pays – dont des systèmes Patriot américains. Depuis 2020, Téhéran a aussi lancé des dizaines d'attaques contre des bases américaines en Irak et en Syrie employant différents types d'armes dont des missiles balistiques.

Depuis 2023, l'Iran se targue également de disposer d'une gamme de missiles « *hypersoniques* », soit des vecteurs à la fois très rapides et manœuvrables, donc plus difficiles à contrer. Une technologie que même les Etats-Unis ne maîtrisent pas encore complètement. Un de ces missiles baptisés Fattah, d'une portée revendiquée de 1 400 à 1 500 kilomètres, aurait été employé pour la première fois le 1^{er} octobre. Lors de la présentation officielle de ce missile, en 2023, un large panneau publicitaire avec le slogan « 400 secondes avant Tel-Aviv » avait été installé au milieu de la place de la Palestine à Téhéran, en guise de menace à l'encontre d'Israël.

« De vieux aéronefs »

Cet arsenal balistique demeure toutefois la vitrine d'un appareil militaire qui souffre de faiblesses importantes. Les forces armées iraniennes ne disposent pas, par exemple, d'une aviation de chasse moderne. « Les Iraniens n'ont que de vieux aéronefs de l'époque soviétique. A cause des sanctions, ils n'ont pas pu entretenir leur flotte », explique Héroïse Fayet, spécialiste du Moyen-Orient et des questions balistiques à l'Institut français des relations internationales. L'Iran manque aussi cruellement de systèmes de défense antiaérienne et antimissile.

Son programme balistique n'est, à ce titre, pas sous la responsabilité de l'armée régulière, mais il est placé sous l'autorité d'un corps d'élite – la force aérospatiale – directement rattaché aux gardiens de la révolution. « L'armée iranienne, bien qu'importante, est d'abord orientée vers la protection du territoire, elle a peu d'occasions de s'entraîner, hormis lors d'exercices navals dans l'océan Indien avec la marine russe et chinoise, et elle n'a que très peu d'expérience de guerres », ajoute M^{me} Fayet.

Conscient des limites de son appareil militaire, l'Iran cherche depuis longtemps à obtenir l'aide de la Russie. C'est en

partie pour cette raison que [Téhéran a fait le choix d'apporter un soutien militaire à Moscou dans la guerre en Ukraine](#). Il a notamment accepté le transfert de son savoir-faire en matière de drones – en particulier les drones Shahed –, dont Moscou a très vite copié la technologie pour développer ses propres modèles.

En novembre 2023, la République islamique a bien conclu un accord avec Moscou pour la livraison d'avions de chasse de dernière génération de type Su-35. Mais, à ce stade, seule la formation de pilotes a débuté, selon une note du Monterey Institute of International Studies, parue en août. Par

ailleurs, Moscou hésite toujours à céder à Téhéran son système S-400, une batterie mobile de défense anti-aérienne et antimissile très performante. Au-delà de difficultés d'accès à certains composants de pointe en raison des sanctions, Moscou demeure ambivalent vis-à-vis de Téhéran et redoute la montée d'un rival régional.

Des fronts secondaires

Face à la supériorité aérienne israélienne, beaucoup de spécialistes convergent sur le fait que l'Iran n'a donc pas les mains totalement libres dans ses options d'éventuelles futures ripostes. Le pays est loin d'être à court d'armes,

mais « *monter une telle opération prend du temps* », rappelle M. Karako. « *Les Iraniens ne peuvent pas aller trop loin car la réplique israélienne pourrait être très forte* », estime pour sa part M^{me} Fayet. Le soutien américain à Israël n'apparaît pas inconditionnel. Les experts doutent que l'armée israélienne soit en mesure de se lancer seule dans une campagne de bombardement contre l'Iran et son arsenal balistique en plus de ses autres engagements au Liban et dans la bande de Gaza. Téhéran n'en serait pas moins très vulnérable si l'armée israélienne s'aventurait, par exemple, à seulement cibler des objectifs non militaires sur son territoire, comme des

raffineries, afin de bloquer son économie.

Au-delà du théâtre libanais, c'est donc plutôt sur des fronts secondaires, en Irak, en Syrie ou encore au Yémen, où Téhéran dispose d'autres milices qui lui sont affiliées – comme les houthistes –, que les affrontements israélo-iraniens « *risquent de se reproduire assez régulièrement* », veut croire Marcin Andrzej Piotrowski, analyste spécialiste de l'Iran et des menaces balistiques à l'Institut polonais des affaires internationales, même si les déclarations et les menaces de part et d'autre laissent penser l'inverse.



03 octobre 2024

Le kurde : refuge d'un peuple sans État ? : épisode 4/4 du podcast La langue des autres

Répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, les Kurdes sont exposés à différents degrés de répression politique et culturelle. Combat politique et intellectuel de longue date, la préservation de leurs particularités linguistiques revêt dès lors un enjeu existentiel.

Serdar Ay Docteur en littérature kurde, chargé de cours à l'Inalco CERMOM (Centre de Recherches Moyen-Orient Méditerranée)

Boris James Maître de conférences en histoire à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3

Sultan Ulutaş Alopé Comédienne et autrice

Répartis dans plus de quatre pays du Moyen-Orient - Turquie, Iran, Irak et Syrie, sans oublier les diasporas - les Kurdes sont aujourd'hui considérés comme des minorités exposées à divers degrés de répression politique et culturelle. Si leur autonomie est encore préservée en Irak,



Au nord-est de la Syrie, le gouvernement local semi-autonome a élaboré un programme scolaire complet en kurde pour les élèves des écoles primaires, janvier 2016 ©AFP - DELIL SOULEIMAN

leurs particularités culturelles et linguistiques, marquées par

l'utilisation de dialectes aux alphabets parfois distincts,

sont niées ou réprimées depuis longtemps en Turquie ou

en Iran. En témoigne, fin septembre 2024, la perquisition par la police de deux associations dédiées à la culture et à la langue kurdes, ainsi qu'une librairie spécialisée, *Payîz Pirtûk*, à Diyarbakır, ville du sud-est de la Turquie peuplée majoritairement par des Kurdes. La préservation de la langue kurde est un combat politique et intellectuel de longue date dans lequel la production littéraire kurde joue un rôle non négligeable.

Focus : Apprendre «La langue de (s)on père» pour comprendre ses origines
Avec **Sultan Ulutaş Alopé**, comédienne et autrice. Elle a

publié *La langue de mon père*, aux éditions [L'espace d'un instant](#) (2023).

Comment le regard de la société turque sur les Kurdes imprègne-t-il jusqu'au cœur des relations sociales et familiales ? C'est la question que s'est posée Sultan Ulutaş Alopé qui raconte le voyage vers ses origines kurdes, qui s'est imposé à elle lorsqu'elle a commencé à apprendre la langue kurde alors qu'elle était en France. Elle se rappelle les discriminations de son enfance et la honte qu'elle ressentait vis-à-vis de ses origines, sans en comprendre la raison. Son cheminement

par l'écriture la libère de la honte et éclaire d'un jour nouveau la relation complexe à son père kurde qu'elle avait jusqu'alors l'impression de ne pas connaître.

Pour aller plus loin

Références sonores

- Un homme évoque la langue kurde, [INA](#), 1986

- Ouverture d'une école privée en langue kurde en 2014, en Turquie, à Diyarbakır. [RFI](#), Accents d'Europe

- Ishta évoque la langue kurde. Ma vie ma langue sur [RFI](#), mai 2024

- Extrait du film *'Deux langues, une valise'*

- Au Parlement turc, une députée kurde du parti DEM tente de faire la promotion de la journée internationale de la langue maternelle et se fait couper le micro quand elle parle en kurde, Beritan Günes, 21 février 2024, [Kurdistan Amed](#)

- Le professeur de littérature classique sorani d'Ishta donne son cours. Ma vie ma langue, [RFI](#), mai 2024

- Le Président de la République islamique d'Iran, Masud Pezeshkyan, répond en kurde à la presse, septembre 2024, [Zrebar](#)

- Extrait de la pièce *La langue de mon père* de Sultan Ulutaş Alopé

Le Monde

Alain Frachon
03 octobre 2024

« L'Iran se trouve pris au piège du réseau d'alliances régionales qu'il a développé pour assurer la protection de son régime »

Téhéran et Jérusalem s'installent dans un engrenage de violences dont on ne sait jusqu'où il peut aller, observe dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Sur la défensive, ébranlée dans son système d'alliances, sa crédibilité de puissance régionale diminuée par les offensives israéliennes, la République islamique d'Iran se devait de réagir. Du moins est-ce ainsi que « raisonne » le groupe dirigeant à Téhéran, ce mélange de religieux et de militaires (clergé chiite et gardiens de la révolution) unis dans une rhétorique de combat contre l'Etat hébreu et les Etats-Unis. La guerre irano-israélienne vient de franchir un nouveau pas.

Les spécialistes diront si la bordée de quelque 200 mis-

siles tirés, mardi soir 1^{er} octobre, sur la région de Tel-Aviv a été « téléphonique » ou non. L'agence de presse Reuters laisse entendre que les Iraniens ont prévenu Moscou et Washington de cette attaque, comme [ils l'avaient fait le 13 avril lors d'une réplique du même type](#) à une agression israélienne contre le consulat iranien en Syrie. Et cette fois encore, le bouclier antimissile de l'Etat hébreu semble avoir rempli sa fonction et a intercepté la plupart des projectiles.

Mais reste cette réalité, qui façonne le nouveau profil stratégique du Moyen-Orient :

l'Iran prend le risque d'affronter directement Israël. L'une et l'autre des grandes puissances militaires de la région s'installent dans un engrenage de violences dont on ne sait jusqu'où il peut aller. Car le gouvernement de Benyamin Nétanyahou a promis de « répliquer à la réplique », et l'administration de Joe Biden de l'aider dans cette entreprise. Les missiles n'ont peut-être pas fini de voler.

Conflit dévastateur

Une des clés de l'affrontement en cours est à chercher dans l'histoire de la République islamique. Les coups que les

Iraniens encaissent depuis douze mois menacent leur système de défense. Avec le Hezbollah (Parti de Dieu) diminué, ils voient s'effondrer un des piliers de leur environnement de sécurité. Ils se retrouvent pris au piège du réseau d'alliances régionales qu'ils ont développé pour assurer la protection du régime, promouvoir ses intérêts et asseoir sa prépondérance sur le Moyen-Orient. Les stratégies iraniens se prennent dans la toile qu'ils ont tissée. Le Moyen-Orient balance entre un équilibre stratégique et un autre – encore inconnu.

Pour prendre la mesure de

l'événement, il faut remonter aux débuts de la théocratie iranienne. Le conflit dévastateur entre l'Irak de Saddam Hussein et la toute jeune République islamique (de 1980 à 1988) a façonné le profil de cette dernière. Des centaines de milliers de jeunes gens sont morts dans cette guerre. Le nouveau régime a mesuré sa fragilité et son isolement. Au sortir de la bataille – qui s'est soldée par un retour aux frontières de chacun des belligérants –, la théocratie iranienne forge sa doctrine de défense.

Avec l'emploi des gaz de combat, Bagdad n'a pas hésité à user d'une arme de destruction massive. Téhéran réagit et relance un programme nucléaire amorcé par le pouvoir déchu, la dynastie Pahlavi, mais arrêté par la révolution islamique. Simultanément, le régime des mollahs se dote d'un arsenal de missiles sans cesse plus perfectionnés.

Enfin, il décide que la guerre ne doit plus avoir lieu sur le territoire iranien : il faut une ligne de défense à l'ouest. L'Iran va former et armer des milices amies dans les communautés chiites du monde arabe – Irak et Liban, notamment – pour promouvoir ses intérêts au-delà de ses frontières. Nucléaire, missiles et milices : c'est ce triptyque à la base de la défense du régime qui est touché, diminué, avec les lourdes pertes infligées par Israël au Hezbollah.

Dissuasion

Dans cet ensemble, la puissance de feu du parti-milice libanais – on parle de plus de cent mille missiles fournis par Téhéran – a une fonction bien précise et qui n'a rien à voir avec la cause palestinienne. Cette collection d'engins volants aurait la capacité de saturer le bouclier antimissile de l'Etat hébreu. Elle menacerait toutes les villes israéliennes. Elle est là pour mettre

les installations nucléaires de la République islamique à l'abri d'une attaque israélienne ou israélo-américaine : si vous visez nos sites, nous frapperons vos villes. Cette dissuasion semble avoir plutôt fonctionné. Téhéran a développé son programme nucléaire à l'abri des rampes de lancement du Parti de Dieu.

Mais celui-ci, en cet automne de fer, est décapité, [son chef, Hassan Nasrallah, enseveli sous les bombes israéliennes](#) ; ses commandants sont décimés, ses miliciens tués par centaines et une bonne partie de son arsenal est détruite. Le Hezbollah, l'un des boucliers arabes au service de la superpuissance régionale iranienne, est durement atteint. Depuis un an, par solidarité avec les Palestiniens de Gaza, il bombarde le nord d'Israël. Nasrallah a parié sur une réponse « contenue » de l'Etat hébreu. Il s'est trompé.

Aujourd'hui, l'Iran voit le « leader » de sa galaxie milicienne

arabe – qui comprend aussi les milices irakiennes, les houthis yéménites et, bien que sunnite, le Hamas palestinien – singulièrement affaibli. Perte substantielle. En contrepartie de l'aide reçue, le Parti de Dieu a toujours obéi quand il fallait assassiner et enlever au service de ses maîtres iraniens ; faire la guerre en Syrie pour sauver la famille régnante Al-Assad alliée de la République islamique ; affamer puis participer au [massacre des Palestiniens du camp de Yarmouk](#) dans la banlieue de Damas ; stocker des explosifs dans le port de Beyrouth et garantir, par la violence si nécessaire, le droit de veto de l'Iran sur l'avenir du Liban.

Le Parti de Dieu a sans doute encore des ressources, notamment certains de ses missiles les plus sophistiqués. Pour en user, il lui faut le feu vert de l'Iran. Que décidera le Guide suprême, Ali Khamenei ? Une certitude : le régime de Téhéran sera guidé par son objectif prioritaire, sa propre survie.



Karwan Faidhi Dri
October 03, 2024

The international effort to rescue a Yazidi woman from Gaza

ERBIL, Kurdistan Region - The rescue this week of a Yazidi woman from the war-torn Gaza Strip, ending more than a decade of Islamic State (ISIS) captivity, was an international effort with Iraqis, Americans, a Moroccan-Canadian, Israel, and a Kurdish journalist all playing a role.

The rescue of Fawzia Amin Sido was announced on Thursday.

The incredible rescue story began in 2023, when Rudaw journalist Nasir Ali met in Duhok a Yazidi woman who had been held captive by ISIS. She said she was in contact with another Yazidi woman who was being held in Palestine by the family of her ISIS husband.

She agreed to connect the journalist with the young woman.

At first the young woman was hesitant to speak to Ali, saying

that her new religion, Islam, would not allow such contact with a male journalist. She finally agreed to an on-camera interview in August if she wore a niqab, a face veil. She also used a pseudonym - Mariam.

Iraqi government officials in Baghdad saw Rudaw's [interview](#) with "Mariam" and set in motion a plan to rescue her. Khalaf Shingali, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani's advisor for Yazidi af-

fairs, said that information obtained from Rudaw's interview was key to locating her.

Baghdad reached out to the Americans for help, US State Department spokesperson Matthew Miller told reporters on Thursday.

"We were contacted by the Iraqi government, who was made aware of the fact that she escaped, that she was alive, that she wanted to come home to her family, and the

Government of Iraq asked us to do whatever we could to get her out of Gaza and get her home,” he said.

“Over the past few weeks, we worked with a number of our partners in the region to get her out of Gaza, to get her safely home, obviously, with the Government of Israel and with other partners as well,” he added.

According to Miller, Sido’s captor had recently been killed in Gaza, which allowed her to escape and, eventually, be rescued.

Sido had told Rudaw that when she was first brought to Palestine, she was in the city of Nablus in the West Bank and her husband had been killed in Syria. It is not clear how she ended up in Gaza or who was the “captor” who was recently killed.

The Israeli Defense Forces (IDF) said in a [statement](#) that it coordinated an operation with the US embassy in Jerusalem and other international actors to rescue Sido.

“At 11-years-old, Fawzia was trafficked by ISIS to a Hamas terrorist in Gaza, who was presumably killed during IDF strikes. She fled to a hideout in which she was rescued in a secret mission through the Kerem Shalom Crossing,” read the IDF statement.

Captain Ella Waweya, the IDF’s Arabic spokesperson, wrote in a [post](#) on X that Sido’s captor was killed during Operation Iron Swords - Israel’s ongoing war against the Palestinian Hamas movement in Gaza.

“During Operation Iron Swords, the terrorist who had apparently held her captive was killed following IDF attacks in the Gaza Strip, and she fled to a safe place in the Gaza Strip,” she said.

The IDF claimed that the case of Sido and her captivity “is



From left: Fawzia Amin Sido after and before being rescued from ISIS captivity. Photos: submitted / handout

further proof of the connection between Hamas and ISIS.”

Rudaw English could not independently verify this alleged link.

The Iraqi government announced on Thursday that Sido was freed through joint efforts between its foreign ministry and intelligence service.

“Fawzia was with an ISIS militant who is from the Gaza Strip in Palestine. The militant has been killed. It has been four years since the mother of the killed militant took Fawzia to the Gaza Strip with her,” Sarab Elias, director general for Survivors Affairs at the Iraqi Ministry of Labor and Social Affairs, told Rudaw.

Iraq has not mentioned an Israeli role in the operation. The two countries do not have diplomatic relations. Baghdad does not recognize the state of Israel.

Steve Maman, a Moroccan-Canadian businessman and the head of the non-profit Liberation of Christians and Yazidi Children of Iraq (CYCI), said his team reunited Sido with her family in Shingal.

“I made a promise to Fawzia

the yazidi who was hostage of Hamas in Gaza that I would bring her back home to her mother in Sinjar. To her it seemed surreal and impossible but not to me, my only enemy was time. Our team reunited her moments ago with her mother and family in Sinjar,” he said in a post on X on Thursday, [sharing](#) the video of the moment she returned to her hometown the night before.

Her story

When ISIS attacked northern Iraq in 2014, it committed genocide in Shingal. The terror group abducted 6,417 Yazidi women and children, forcing a large number of them into sexual slavery and labor. So far, 3,581 have been rescued, Hussein Qaidi, head of the Office for Rescuing Abducted Yazidis, which is affiliated with the Kurdistan Region Presidency, told Rudaw in August.

According to unofficial figures from Qaidi, between 120,000 and 130,000 Yazidis have left Iraq since ISIS swept through Shingal. Iraq has failed to provide the community with protection and prosperity and a huge number of Yazidis no longer consider the country home.

In her interview with Rudaw in 2023, Sido recounted the miseries she experienced when ISIS attacked Shingal and during her captivity by ISIS.

She said was married off to a Palestinian member of ISIS in Syria at a very young age following an order by the terrorist group’s emirs.

“I did not want the marriage and I was too young but they would not understand because my Arabic was poor. I didn’t even know what marriage was,” she recounted.

She had a son and a daughter with him. Her husband was killed in Idlib in 2018, one year before ISIS was defeated in Syria by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the US-led global coalition against ISIS.

The family of her deceased husband helped her leave Syria and join them in Palestine after the defeat of ISIS. She had been living with them since then.

She said the family of her husband were good to her. They rented her a house in Nablus and financially supported her at the beginning.

However, after her husband's family stopped supporting her, she depended on the generosity of a philanthropist.

She said she converted to Islam when she was in Syria and remembers only a little about Yazidism. From her correspondence and behavior, it appeared that she was saying this under pressure from her husband's family.

She was still in contact with her family in Kurdistan Region's Duhok province while in Palestine, but said she would not return until she was certain that her children would be safe.

It is not clear if she has returned to Iraq with her children or alone.

The children of Yazidi mothers and ISIS fathers has been a

controversial issue in the Yazidi community. For some, they are a reminder of the genocide and under Iraqi law they would be considered Muslim. Yazidi spiritual leaders in 2019 [decided](#) children born of rape by ISIS militants would not be welcomed into the faith.

Nadia Murad, a Nobel Peace Prize laureate and a survivor of ISIS atrocities, [said](#) Sido was not the only Yazidi woman

being held in Palestine and that Iraqi authorities and the international community "have failed to rescue Yazidi women and girls from captivity in Gaza, Syria, and other parts of the region."

Murad Ismael, a Yazidi activist, [said](#) in a post on X that there are thousands of Yazidi captives around the world.

The New York Times

Ephrat Livni
Oct. 3, 2024

Yazidi Woman Taken Captive by ISIS Has Been Rescued in Gaza, Israel Says

She was returned to her family in Iraq after a complex operation involving the United States, Jordan and others, the Israeli military said.

The Israeli military said on Thursday that it had rescued a 21-year-old Yazidi woman who had been held in captivity in the Gaza Strip after being captured by ISIS in Iraq as a child more than a decade ago, describing the operation as a "complex operation" involving the United States, Jordan and others.

The woman, Fawzia Amin Sido, appeared to be "more or less" in fine physical shape but was "not in a good mental situation," Brig. Gen. Elad Goren, who leads the Israeli military's humanitarian-civilian effort in the Gaza Strip, said in a briefing with reporters on Thursday.

He said that she had endured significant trauma over a long period, including rape and abuse. She received food and basic treatment in Israel, he said, and U.S. officials then escorted her to Jordan by car, from which she was returned to her family in Iraq. An Israeli diplomat, David Saranga,

posted [a video](#) on social media showing Ms. Sido's return, and said her captor was "a Palestinian Hamas-ISIS member." The New York Times has not verified the video.

Ms. Sido and her family could not be contacted for comment.

A screen grab from a video posted on Thursday on the X account of an Israeli diplomat, showing Fawzia Amin Sido, 21, reuniting with her family in Iraq via Reuters

General Goren said that the Israeli military had learned about her situation based on intelligence, and that the Israeli authorities engaged the United States for more information. Israel and the United States then began planning the operation, which added the cooperation of Jordan, and other unnamed international partners, he said.

Ms. Sido was sold by an ISIS operative more than 10 years ago to a member of Hamas

who took her to the Gaza Strip, possibly through the Rafah crossing at the Egyptian border, General Goren said. That timing suggests she was initially captured when ISIS overran northern Iraq in 2014 and carried out what the United Nations [has deemed a genocide](#) against the Yazidi, an ethno-religious minority.

Her captor in Gaza was killed, General Goren said, most likely by an Israeli airstrike, and Ms. Sido fled and hid. He did not specify when that occurred, but said that it was at that point that the Israeli authorities learned of her existence, confirmed it with Americans and planned the rescue operation. She was taken out of Gaza through the Kerem Shalom crossing, another entry point at Gaza's southern border.

The Hamas-run Government Media Office in Gaza responded to the Israeli military account in a statement on Friday, calling it "a false nar-

rative." The statement referred to Ms. Sido as "the Yazidi woman," and said she had married a Palestinian man from Khan Younis who had been fighting in Syria, and had lived in that country with her husband and mother-in-law until he died.

The statement said that she and her mother-in-law then traveled to the Gaza Strip, where she later married her deceased husband's brother. When her second husband died, Hamas said, she sought shelter from the local government and made contact with family in Iraq, and it was they who secured the cooperation of the Jordanian government, which facilitated her passage with Israeli authorities.

The Yazidis were targeted by the Islamic State, or ISIS, in August 2014, when ISIS captured about one-third of northern Iraq and large areas of territory in neighboring Syria. Up to 10,000 [Yazidis were killed](#); about 400,000 were

displaced from their homes in Iraq's remote, mountainous Sinjar district; and more than 6,000 were enslaved, most of them women and children, according to Yazda, a nonprofit

group created in the wake of the onslaught to aid Yazidis. Some of the women escaped, [telling of a system of forced marriages](#), orders to convert to Islam and repeated rape.

Many of the enslaved Yazidis were sold in slave markets in Syrian cities, according to the [Norwegian Refugee Council](#), a humanitarian agency. In 2015, Sinjar was captured

from ISIS by Kurdish forces and Yazidi fighters with the backing of American air power.



avec AFP
4 octobre 2024

Turquie : deux féminicides en quelques minutes à Istanbul, le principal suspect se suicide en se jetant des remparts

Ce vendredi, deux jeunes femmes ont été tuées à Istanbul, en Turquie, par un homme de 19 ans qui s'est ensuite suicidé en se jetant des remparts de la ville.

Les circonstances restent encore floues. Deux jeunes femmes ont été tuées ce vendredi à Istanbul à trente minutes d'intervalle, et le principal suspect s'est suicidé, ont annoncé les autorités.

Les deux femmes et le suspect étaient âgés de 19 ans, a indiqué le gouvernorat d'Istanbul, qui n'a pas précisé si les victimes connaissaient leur meurtrier présumé. Selon l'agence de presse turque DHA, une de ces femmes a été décapitée sur l'un des remparts de la ville, dans l'arrondissement de Fatih, duquel s'est ensuite jeté le suspect.

290 féminicides depuis le début de l'année

La Turquie est gangrenée par le fléau des féminicides : une association turque a recensé 290 meurtres de femmes de-



Deux femmes ont été tuées par un homme qui s'est ensuite suicidé ce vendredi à Istanbul. AFP/OZAN KOSE

puis le début de l'année, et plus de 160 autres « morts suspects » classées comme suicides ou accidents. Fin février, [sept féminicides ont eu lieu en une seule journée](#) à

travers le pays.

La Turquie s'est retirée en 2021 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre

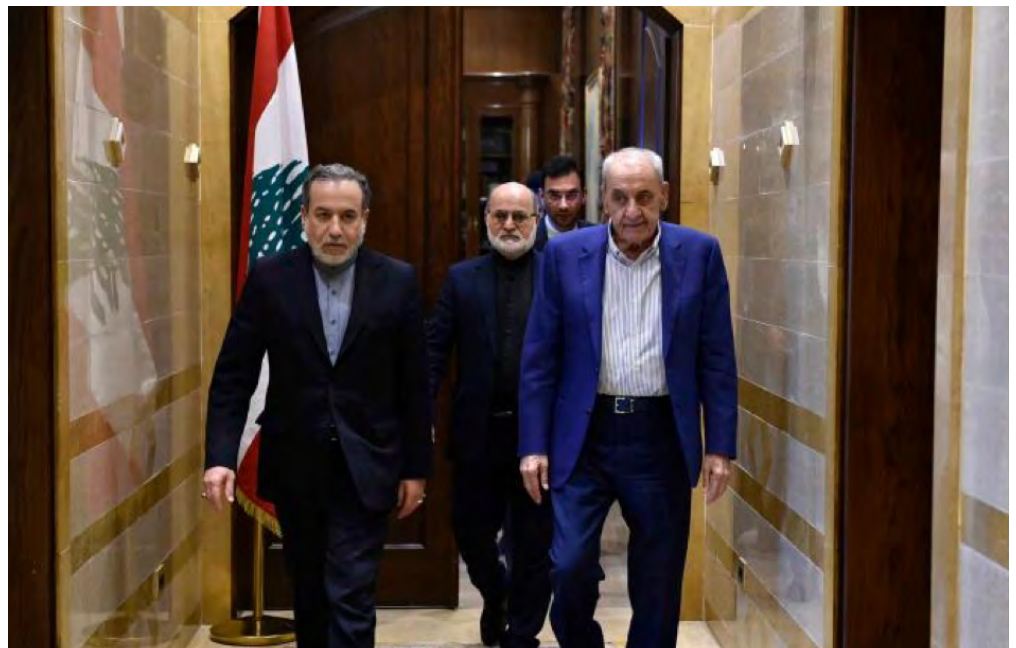
la violence à l'égard des femmes, dite Convention d'Istanbul, qui impose aux autorités d'enquêter et de sanctionner les violences à l'encontre des femmes.

Sous la menace d'une riposte israélienne, l'Iran met en garde l'Etat hébreu depuis Téhéran et Beyrouth

Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a tenté de rassurer les alliés de l'Iran lors de la prière du vendredi. Le ministre des affaires étrangères du pays, Abbas Araghchi, s'est également exprimé depuis la capitale libanaise.

Trois jours après l'attaque massive de missiles déclenchée dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre contre son ennemi numéro un, Israël, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a défendu une opération « *légitime* », lors d'un discours tenu devant une foule importante, réunie dans une grande mosquée de Téhéran vendredi 4 octobre, au cours d'une cérémonie organisée en mémoire d'Hassan Nasrallah, l'ancien chef du Hezbollah libanais mort dans un bombardement israélien, à Beyrouth, le 27 septembre. « *Nous ne tardons pas et nous ne nous précipitons pas pour prendre nos responsabilités*, a soutenu la plus haute autorité politique et religieuse du pays, lors de son prêche. *Ce qui est logique, raisonnable et correct selon l'opinion des décideurs politiques et militaires [du pays] sera fait à temps et à l'avenir, si nécessaire, cela se répètera.* »

La dernière fois que M. Khamenei avait dirigé la prière du vendredi remonte à janvier 2020, une dizaine de jours après la mort de Ghassem Soleimani, ancien chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), tué par un drone américain en Irak. Ces nouvelles déclarations du Guide font écho aux menaces proférées par d'autres hauts responsables iraniens qui, ces derniers jours, menacent Israël d'« *attaques*



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi et le président du Parlement libanais, Nabih Berri, à Beyrouth, le 4 octobre 2024. - / AFP

plus graves » dans le cas où il déciderait de riposter.

« *L'ennemi de la nation iranienne est l'ennemi des nations palestinienne, libanaise, irakienne, égyptienne, syrienne et yéménite. L'attaque contre Israël, par n'importe qui ou n'importe quel groupe, sert la région entière et aussi toute l'humanité* », a ajouté Ali Khamenei, qui a tenté de minimiser les conséquences de l'assassinat du chef du Hezbollah : « *La résistance dans la région ne reculera pas malgré les martyrs et remportera la victoire.* »

Geste de défiance

S'exprimant en partie en arabe, Ali Khamenei a tenté de réaffirmer sa position de

leader de « *l'axe de la résistance* » – réunissant les groupes alliés à l'Iran –, tout en assurant de son soutien aux membres de cette alliance. « *Son discours, une démonstration de force, s'adressait avant tout aux alliés de l'Iran sur le thème de : "Regardez combien de gens sont derrière vous et nous !"*, explique l'analyste politique iranien Mohammad Javad Akbareyn, qui vit en France. *En s'exprimant en présence du président du Parlement et du chef de la justice, il voulait aussi montrer que la situation sécuritaire [en Iran] était sûre, malgré les inquiétudes* [quant à une éventuelle menace d'assassinat par Israël]. *Or le ton était plutôt sur la défensive :*

« *Si vous arrêtez maintenant, nous n'irons pas plus loin.* »

Ce discours d'Ali Khamenei en public intervient en effet à un moment où la perspective d'une réponse d'Israël aux attaques de missiles iraniens inquiète le pays. Le 3 octobre, le président américain Joe Biden avait admis être « *en discussion* » avec l'Etat hébreu concernant d'éventuelles frappes sur les installations pétrolières, la première ressource financière du régime iranien, tout en appelant Israël à « *envisager d'autres options* ».

Au même moment, vendredi, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi,

atterrissait dans la capitale libanaise, quelques heures après des bombardements intenses à la lisière de la banlieue sud de la ville la nuit précédant son arrivée. Dès sa descente de l'avion, le chef de la diplomatie a présenté

son voyage comme un geste de défiance, alors que l'Etat hébreu a menacé de s'en prendre à tout appareil iranien qui tenterait d'atterrir dans la capitale libanaise. « *Ma présence à Beyrouth en ces temps difficiles est le meilleur*

signe que l'Iran soutiendra fermement le Hezbollah et le Liban », a-t-il affirmé.

La veille, Abbas Araghchi, et le président iranien, Massoud Pezeshkian, s'étaient rendus au Qatar à l'occasion du Dialogue pour la coopération asia-

tique. Selon les médias iraniens, Téhéran a fait parvenir un message aux Etats-Unis par le biais de Doha, leur annonçant que « *la période de retenue unilatérale [dont faisait preuve l'Iran vis-à-vis d'Israël] était désormais révolue* ».

Le Monde

05 octobre 2024

Le regain de tensions entre l'Iran et Israël fait remonter les prix du pétrole

En cas d'offensives avérées sur les infrastructures pétrolières iraniennes, il faudrait s'attendre à ce que les cours internationaux grimpent encore.

L'escalade au Moyen-Orient, l'attaque de missiles iraniens sur Israël mardi et la possible riposte d'Israël ont dopé les cours du pétrole, qui ont grimpé de près de 9 % en quatre séances. Vendredi 4 octobre, le baril de Brent de mer du Nord a clôturé la journée à un peu plus de 78 dollars (environ 71 euros). Tendance similaire pour le baril de West Texas Intermediate, aux Etats-Unis, désormais à plus de 74 dollars.

Jeudi, interrogé sur de potentielles frappes israéliennes contre des installations pétrolières iraniennes et sur un éventuel soutien des Etats-Unis, le président américain Joe Biden, cité par l'Agence France-Presse, a répondu être « *en discussion* » à ce sujet. Avant d'ajouter, le lendemain, qu'Israël ferait mieux d'« *envisager] d'autres options* ».

La remontée des prix reflète l'importance de la République islamique sur le marché de l'or noir. En cas d'offensives avérées sur ses infrastructures pétrolières, il faudrait s'attendre à ce que les prix inter-



Malgré l'embargo américain en vigueur depuis 2018, l'Iran parvient à exporter son pétrole. Ici, une vue du tanker MT Arman 114, saisi par l'armée indonésienne dans ses eaux territoriales, près de la province de Riau, le 7 juillet 2023. HANDOUT / AFP

nationaux grimpent jusqu'à « *10 dollars supplémentaires* », anticipe l'analyste Ann-Louise Hittle, du cabinet de conseil Wood Mackenzie. De quoi retrouver un prix du Brent au même niveau qu'au mois d'avril.

La Chine, « principal client »
« *Une attaque sur les termi-*

naux d'exportation aurait un gros impact, davantage qu'une sur les raffineries fournissant de l'essence pour le marché iranien », estime Giovanni Staunovo, analyste des matières premières pour le groupe bancaire suisse UBS.

L'Iran a extrait 3,4 millions de barils de pétrole brut par jour

au mois d'août, selon le dernier relevé de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il était au septième rang mondial en 2023, avec près de 5 % de toute l'offre en brut et en condensats, d'après les chiffres de l'Energy Institute. Ses réserves prouvées de brut comptent aussi parmi les plus importantes, de l'ordre

de 200 milliards de barils, sur une base déclarative.

Déduction faite de la consommation intérieure (86 millions d'habitants), environ la moitié de la production iranienne se destine aux exportations. La Chine, première importatrice mondiale de pétrole, en est « le principal client », souligne M. Staunovo.

Ces exportations bravent l'embargo américain en vigueur depuis 2018 – une mesure décrétée à l'initiative de Donald Trump, au motif du programme nucléaire iranien. Car Téhéran parvient à contourner les sanctions. En particulier ces derniers mois, quitte à vendre ses produits moins cher, à bord de navires « fantômes ». L'Iran a ainsi augmenté de 450 000 barils par jour ses extractions durant

2023, d'après l'AIE, ce qui en a fait la « deuxième source de croissance de l'offre après les Etats-Unis ». Et il y aurait encore de la marge : avant les sanctions, la National Iranian Oil Company pouvait sortir de terre près de 4 millions de barils quotidiennement.

Cofondateur, en 1960, de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Iran est « une économie pétrolière », décrit Thierry Coville, spécialiste de ce pays et chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques : « Les sanctions américaines ont d'abord entraîné une perte de recettes budgétaires et ont conduit par ailleurs, après un effondrement du taux de change, à une accélération de l'inflation dans le pays. » En 2023, la reprise des exportations de produits

pétroliers lui a déjà rapporté 41 milliards de dollars, soit 41 % de toutes ses marchandises vendues à l'étranger, selon les données citées par l'OPEP.

Point de transit crucial

Pour nuancer les craintes d'un emballement du marché du pétrole, les observateurs rappellent qu'une moindre production iranienne pourrait être compensée ailleurs. Selon l'AIE, l'offre mondiale de ces prochains mois s'annonce supérieure à la demande. C'est notamment le fait d'acteurs comme les Etats-Unis, le Canada et le Guyana. Quant au cartel de l'OPEP, il dispose aussi de marges de manœuvre, en particulier l'Arabie saoudite : afin d'éviter une chute des prix, le premier exportateur mondial limite encore sa production à 9 millions de

barils chaque jour, malgré la possibilité d'en extraire 3 millions de plus.

Dans la région et au-delà, la situation s'aggraverait surtout en cas de fermeture du détroit d'Ormuz. « L'Iran ne le ferait qu'en dernier recours, car il se pénaliserait lui-même », suppose Thierry Coville, de l'IRIS. Dans le golfe Persique, ce point de transit est crucial pour le commerce mondial, puisqu'il garantit aussi une porte de sortie aux marchandises des Saoudiens, des Irakiens, des Emiratis et des Koweïtiens. Même pendant la « guerre des pétroliers » – de nombreux tankers ayant été coulés lors du conflit entre l'Iran et l'Irak ? entre 1980 et 1988 – le détroit a permis le commerce.



October 07, 2024

Asayish arrest 54 people for theft, murder in Rojava's Hasaka

ERBIL, Kurdistan Region - Internal security forces (Asayish) carried out raids across Hasaka province, northeast Syria (Rojava) on Monday, arresting 54 people accused of carrying out robbery, theft and murder crimes, local media reported.

Asayish also confiscated a large quantity of weapons during the raids, according to ANHA news outlet, which is affiliated with the Kurdish administration.

The Kurdish force is yet to comment on the campaign.



Asayish raid in Hasaka on October 7, 2024. Photo: ANHA

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) re-

ported that Asayish also cordoned off regime-controlled

parts of Hasaka for unknown reasons.

The Kurdish forces in north-east and northern Syria have faced several threats from various armed groups, primarily the Islamic State (ISIS), Iran-backed militants, and pro-Turkey rebels.

Despite its territorial defeat in 2019, after a five-year reign, ISIS continues its attacks on Kurdish forces. The US-led global coalition has provided the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) with aerial support.

Les djihadistes français détenus en Irak souhaitent purger leur peine en France

Détenus dans des conditions épouvantables, quatorze Français, douze hommes et deux femmes, tous condamnés pour appartenance à l'Etat islamique, demandent leur rapatriement.

Quatorze Français djihadistes sont détenus dans les prisons irakiennes, douze hommes et deux femmes. Arrêtés par les forces arabo-kurdes en 2017 ou 2018 en Syrie, les hommes, tous des combattants de l'organisation Etat islamique (EI), avaient été transférés en Irak en vertu d'un accord secret passé avec Bagdad par Jean-Yves Le Drian, alors ministre des affaires étrangères, et critiqué par la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les droits de l'homme. Les femmes avaient, pour leur part, été arrêtées par l'armée irakienne pendant la bataille de Mossoul, où elles résidaient avec leur mari membre de l'EI.



La djihadiste française Mélina Boughedir, au tribunal de Bagdad, le 19 février 2018. Elle est désormais détenue à la prison d'Al-Russafa, dans la capitale irakienne. STRINGER / AFP

Une fois à Bagdad, les hommes ont été incarcérés, jugés et condamnés à mort pour participation à une organisation terroriste, suscitant l'embarras de Paris. Les procès, qui se sont tenus en mai et juin 2019, n'avaient duré qu'une demi-heure, sans avocat ni traducteur. Les accusés, qui avaient souligné n'avoir jamais combattu en Irak mais plutôt en Syrie, avaient également fait état de torture. A l'époque, la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, avait déclaré que Paris ne contestait pas « l'équité de ces procès » qui se sont tenus « dans de bonnes conditions avec une défense présente ». La Cour suprême fédérale d'Irak a fini par commuer les peines capitales en prison à vie, en juin 2023. Mais leurs condi-

tions de détention posent problème et ils demandent aujourd'hui leur rapatriement afin de purger leur peine en France.

Depuis 2019, ces Français, à l'exception de l'un d'entre eux, incarcéré à Nassiriya, dans le sud de l'Irak, sont détenus à la prison d'Al-Russafa, dans la capitale irakienne. C'est aussi le cas des deux Françaises, Djamila Boutoutaou et Mélina Boughedir, condamnées à vingt ans de réclusion en 2018. Aussi graves soient les crimes qu'ils aient pu commettre, leurs conditions de détention y sont épouvantables et indignes, selon quatre avocats français qui ont pu visiter leurs clients, à

deux reprises ces douze derniers mois, dans leur prison de Bagdad – une première fois du 29 septembre au 3 octobre 2023, puis du 20 au 21 février 2024. M^{es} Matthieu Bagard, Marie Dosé, Chirine Heydari-Malayeri et Richard Sédillot ont rédigé, à l'attention des autorités françaises, deux mémorandums approfondis que *Le Monde* a pu consulter.

Nourriture avariée

Dans la prison pour hommes, les avocats ont pu rendre visite à cinq détenus français dont ils sont les conseils. Quatre d'entre eux sont parqués dans une cellule qui compte 108 à 123 prisonniers, selon les périodes, pour

100 mètres carrés. Il est impossible aux détenus de s'asseoir par terre tous ensemble. Ils dorment sur des matelas sales posés à même le sol, sur le côté et à plusieurs pour pouvoir s'allonger. Le climatiseur de la cellule étant en panne, les gardiens ont demandé aux prisonniers de se cotiser pour en racheter un neuf.

Le récit livré par les avocats dans leur mémorandum est édifiant. La douche, les toilettes et la kitchenette de la cellule, qui pullule de cafards, sont côte à côte, séparées par un simple rideau. Il faut donner quelque chose au détenu qui fait office de chef de cellule pour pouvoir prendre une douche. Pour accéder

aux deux toilettes à la turque la nuit, les détenus doivent piétiner leurs congénères. Il n'existe aucun système de lingerie. La gale est courante, la nourriture souvent avariée et insuffisante. Le médecin de la prison ne prescrit que du paracétamol ou des antibiotiques, quelle que soit la maladie.

Sous-alimenté, **Léonard Lopez** souffre d'une dystrophie et voit les muscles de son dos et de sa poitrine fondre. Il lui est interdit, comme aux autres, de pratiquer la moindre activité s'apparentant à du sport, y compris pendant les promenades, qui se limitent à une vingtaine de minutes une ou deux fois par semaine. Karam El Harchaoui souffre d'un scotome (taches noires dans le champ visuel) et Vianney Ouraghi d'asthme. L'un des détenus français s'est arraché deux dents avec un fil de fer, faute de dentiste. Il arrive que des détenus meurent en cellule.

Les djihadistes français partagent leur cellule avec des miliciens chiites irakiens, qui leur sont farouchement hostiles. Les bagarres, violences entre détenus et agressions sexuelles sont fréquentes. En cas de conflit, les gardiens prennent le parti des chiites, souvent leurs coreligionnaires, écrivent les avocats. En cellule, une télévision allumée en permanence déverse de la propagande religieuse chiite de 8 heures à 23 heures. Les livres sont interdits.

Plainte contre X

Dans la prison des femmes, femmes et enfants sont détenus tous ensemble. Les enfants sont régulièrement frappés et insultés par les gardiens, selon les constatations des avocats, et doivent participer aux tâches ménagères comme le transport de

nourriture. Ils n'ont accès à aucune éducation. Djamila Boutoutaou n'a plus aucune nouvelle depuis quatre ans de sa fille rapatriée en France, malgré une décision du tribunal des enfants de Bobigny l'autorisant à garder le contact avec l'enfant, aujourd'hui âgée de 8 ans. Malade, M^{me} Boutoutaou pèse aujourd'hui 120 kilos sans prendre plus d'un repas par jour. Sa santé est en grave danger. La seule distraction autorisée est la lecture du Coran en arabe. Les agressions sexuelles commises par le personnel pénitentiaire sont monnaie courante.

Les communications téléphoniques des détenus français avec leur famille et leurs avocats ne sont possibles que depuis peu. Les dons des familles (médicaments, livres, vêtements, nourriture, etc.) sont souvent saisis par les gardiens ou la direction de la prison.

« Tous les détenus rencontrés portent les stigmates des violences commises, qu'elles soient de nature physique, psychologique ou sexuelle, subies quotidiennement depuis des années. (...) On peut considérer que leur état physique et psychique est particulièrement inquiétant, et qu'aucun des soins que cet état exige n'est prodigué », résume le mémorandum.

Djamila Boutoutaou, Vianney Ouraghi et Brahim Nejara ont déposé plainte en France contre X, par le biais de leurs avocats, pour « actes de torture et de barbarie », ainsi que pour « séquestration arbitraire ». C'est aussi le cas de Léonard Lopez, Yassine Sakkam et Karam El Harchaoui. Des demandes de transfèrement ont été effectuées par tous les détenus représentés durant les douze derniers mois. Mais le ministère de la justice a fait savoir

aux avocats que la demande devait émaner des autorités irakiennes. En septembre, les détenus se sont vu proposer par les autorités irakiennes de signer un texte en arabe demandant leur rapatriement en France, où ils purgeraient le reste de leur peine.

Statut de témoin assisté

Ces détenus djihadistes français sont tous poursuivis en France dans le cadre d'autres procédures pour terrorisme. Leurs avocats, pour pouvoir les rencontrer, doivent obtenir un permis du ministère irakien de la justice – et du ministère de l'intérieur, dans le cas de M^{me} Boutoutaou. Les avocats des hommes *« n'ont pas pu préparer leur défense dans des conditions garantissant la confidentialité de leurs échanges »*, mentionne le mémorandum. Tous les entretiens se sont déroulés en même temps, dans le bureau du directeur de la prison, en présence d'une agente pénitentiaire et d'un membre des services de renseignement. Dans la prison des femmes, M^e Marie Dosé, l'avocate de Djamila Boutoutaou, a rencontré sa cliente en présence de la directrice de l'établissement pénitentiaire et de quatre hommes.

A la deuxième visite en Irak, les avocats des hommes n'ont pas eu le droit de prendre ni papier ni stylo lors des entretiens. Quant à l'avocate défendant Djamila Boutoutaou, M^e Dosé, elle a subi une fouille s'apparentant à une agression sexuelle.

De manière surprenante, soulignent les avocats, un juge d'instruction antiterroriste français a pris l'initiative de venir à Bagdad interroger un détenu français, Fodil Tahar Aouidate, sous le statut de témoin assisté, alors qu'il est pourtant sous le coup d'un mandat d'arrêt pour la même procédure. Ce dernier n'ayant pas d'avocat français, le juge

a fait appel à un avocat commis d'office de la conférence, qui a accepté de l'accompagner lors de son transport à Bagdad, du 5 au 8 décembre 2023. Fodil Tahar Aouidate a été entendu dans le bureau du premier président de la cour d'appel de Bagdad en présence d'une demi-douzaine de personnes, dont l'officier de sécurité qui l'avait interrogé et torturé à son arrivée en Irak, a-t-il fait savoir à ses autres codétenus, qui l'ont transmis à la délégation des avocats français.

Sur le papier, rien ne s'oppose à l'exécution de cette commission rogatoire internationale, mais les conditions de l'audition par le juge et de détention du « témoin » – identique à celles des autres Français rencontrés par la délégation de quatre avocats – ne manquent pas d'interroger. *« Je trouve déplorable que les magistrats instructeurs se déplacent jusqu'en Irak pour entendre, sous un statut parfaitement inadapté, celui de témoin assisté, des ressortissants français qui sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international et qui sont détenus dans des conditions qui ne permettent pas d'être interrogés dans le respect de nos principes fondamentaux »*, s'insurge M^e Marie Dosé.

Ce statut de témoin assisté permet de préserver les droits de la personne entendue à l'étranger, explique une source proche du dossier. Une autre audition de la même sorte par un juge antiterroriste est prévue dans les semaines à venir à Bagdad.

Rectificatif le 7 octobre à 15 h 07 : correction du nombre de djihadistes français détenus en Irak et du nombre de ceux ayant déposé plainte en France, ainsi que de leurs dates d'arrestation.



Par Lucas Lazo
07 octobre 2024

Guerre au Liban: les autorités kurdes débordées par l'afflux de familles syriennes

Les bombardements israéliens au Liban poussent toujours plus de familles syriennes à rentrer dans leur pays. Dans la région autonome du nord-est syrien, les autorités kurdes font face tant bien que mal à ces retours.

Sipan organise la prise en charge des familles syriennes pour le Croissant-Rouge kurde. Réfugiées dans leur **propre pays**, et particulièrement vulnérables. « *Le voyage du Liban au nord-est syrien est trop long, dit-il, et ces réfugiés sont pour la plupart des enfants, des femmes enceintes ou des personnes âgées... Leur situation est délicate lorsqu'ils arrivent dans notre zone.* »

Plus de 17 000 réfugiés sont à ce jour de retour dans le nord-est syrien. Certains n'ont nulle part où aller, poursuit Sipan : « *Nous avons comptabilisé une quarantaine de familles qui viennent de Sérékanié, mais pour le moment, elles ne peuvent pas rentrer chez elles, alors nous devons les placer dans des camps.* »

Des réfugiés arrivant du Liban arrivent au poste frontière de



Des habitants fuient le Liban avec leurs affaires au milieu des décombres après une frappe israélienne, au poste frontière de Masnaa avec la Syrie, le 4 octobre 2024. REUTERS - Mohamed Azakir

Jdeidet Yabous, dans le sud-ouest de la Syrie, le 7 octobre 2024. AFP - LOUAI BESHARA

Une zone isolée du reste du monde

Retour impossible à Sérékanié contrôlé par la Turquie. Alors ces familles rejoignent les camps déjà surpeuplés par des années de guerre. « *Nous rencontrons déjà de nom-*

breuses difficultés dans ces camps... Si le nombre de réfugiés qui rentrent de Syrie augmente, c'est certain, la situation sera délicate. Il faudra leur offrir un abri, ils auront besoin d'assistance médicale, de nourriture. Tout va dépendre du nombre de personnes qui vont arriver. »

Le nord-est syrien est isolé du reste du monde. Pour faire

face, le Croissant-Rouge mobilise la solidarité de ses habitants. « *Nous lançons une campagne de collecte de dons pour offrir assistance à toutes les personnes qui arriveront ces prochains jours* », conclut Sipan.

D'ici là, le Croissant-Rouge se prépare, fait l'inventaire des places disponibles dans les camps pour ces familles syriennes sans solutions.

« La guerre nous a expédiés au Liban, elle nous réexpédie en Syrie » : au poste-frontière détruit de Masnaa, l'exode se poursuit

Depuis deux semaines, quelque 300 000 personnes, en majorité des Syriens, ont emprunté la principale voie vers Damas, dont une partie a été engloutie par une frappe, en rendant l'accès très difficile, en particulier pour les personnes âgées et les enfants, nombreux à fuir les bombardements israéliens.

« Vous pouvez encore rouler sur 2 kilomètres. » Au dernier poste de contrôle libanais, l'officier désigne d'un geste machinal la direction du profond cratère qui a englouti l'autoroute, devant lequel viennent s'échouer les véhicules qui tentent de gagner la Syrie voisine. Après qu'une série de frappes israéliennes a ciblé les abords du poste-frontière de Masnaa, le 4 octobre, la principale voie permettant de gagner la capitale syrienne est devenue impraticable. Des milliers de déplacés, en majorité syriens, continuent néanmoins de l'emprunter, décidés à passer coûte que coûte pour fuir les bombardements israéliens. Une décision qu'ils prennent dans l'urgence, beaucoup s'étant établis dans les régions pauvres du sud du Liban, dans la banlieue sud de Beyrouth ou dans la plaine de la Bekaa : les régions les plus féroce-ment attaquées par l'aviation. Plus de 300 000 personnes, Syriens et Libanais, sont passées en Syrie ces deux dernières semaines.

Exténuée, Roqya balaie d'un regard perdu le chemin qui lui reste à parcourir, dimanche 6 octobre au matin. La pre-



ADRIENNE SURPRENANT/MYOP POUR « LE MONDE

mière étape doit la conduire jusqu'aux premières camionnettes qui, venant de Syrie et pour 20 dollars (18 euros), viennent récupérer ces naufragés pour les convoyer jusqu'au poste syrien, à 4 kilomètres. A ses pieds gît ce qu'il reste de onze ans de sa vie passée au Liban : des matelas et quelques sacs. Au petit matin, après un nouveau bombardement, cette Syrienne originaire d'Alep a décidé de prendre la route avec ses six enfants depuis Gazieh, une bourgade située une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth. « Des immeubles et des maisons entières se sont effondrés sous les frappes, il fallait partir, ou nous allions mourir », décrit-elle. « Je dois rejoindre ma belle-famille. Je ne sais pas comment on va faire ni ce que cela va nous coûter », dit-elle en appréhendant la seconde partie du périple qui l'attend. Travaillleur agricole, Ahmad, son époux, a choisi de rester au Liban. Lui ne peut retourner

dans un pays qu'il a fui pour échapper au service militaire.

Ils sont des centaines à progresser péniblement sous un soleil de plomb, poussettes sous le bras ou tirant des valises à roulettes secouées dans la rocaïlle. Des vieillards sont portés à bout de bras pour franchir les obstacles ; une bonbonne d'oxygène passe de main en main ; plus loin, des adolescentes transportent leurs deux chats dans un carton.

« La guerre nous a expédiés au Liban, elle nous réexpédie en Syrie », constate, fataliste, Ali, la cinquantaine, qui s'épuise à transporter une douzaine de valises de l'autre côté. Lui aussi a pris la route précipitamment au petit matin de Ouzai, dans la banlieue sud de Beyrouth. Il y demeurerait avec sa famille depuis 2014. « On est restés jusqu'au bout, mais les frappes aériennes sont trop puissantes. » Toutefois, pas question de retourner à Al-

Boukamal, leur ville d'origine dans l'est de la Syrie, aujourd'hui « contrôlée par les Iraniens » et où ils avaient déjà tout perdu, précise-t-il. Un nouvel exil, le troisième en dix ans, les attend.

« Ce n'est pas pour les Syriens, ici »

Sous le choc, sa fille aînée de 21 ans, Hawa, a quitté le matin même sa permanence à l'hôpital Rafic-Hariri, frontalière de la banlieue sud. Elle reste traumatisée par les scènes auxquelles elle a assisté. « Il n'y a plus aucun endroit sûr ici. C'est terrible. »

Côté libanais aussi, le malheur de cette masse de damnés fait le profit de quelques-uns. Originaires de Zahlé, Abdelrahmane et Khaled, la vingtaine, multiplient les allers-retours entre le point de contrôle et le cratère, chargeant des réfugiés l'arrière de leur camion. « On prend 5 dollars par personne », annoncent-ils. Les

plus vieux, les malades ou ceux qui ont pris le plus d'affaires n'ont d'autre choix que se plier au diktat pécuniaire des deux jeunes hommes, lesquels n'ont que mépris pour les déplacés. « *Zahlé leur est désormais interdite* », se félicitent-ils. « *Ces gens manquent d'éducation. Ils ont ruiné le pays. De toute façon, Bachar Al-Assad va gracier tout le monde, et on n'entendra plus parler de cette histoire* », lance Abdelrahmane, tout sourire.

Sur les pelouses de Saïfi, un minuscule square vert dans le centre-ville de Beyrouth, où, avant la guerre, des couples de mariés se faisaient photographier, des familles se sont installées depuis le 27 septembre, quand a commencé la série de gigantesques frappes qui ont tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah. C'est une petite cour des miracles, où se pressent des travailleurs migrants, des Libanais et des Syriens. Tous n'ont nulle part où aller. « *Nous avons tenté de nous installer dans un immeuble désaffecté. Mais on nous a dit : "Ce n'est pas pour les Syriens ici, partez"* », rapporte Ahmad Al-Abdallah, 35 ans, mécanicien originaire d'Alep, vivant au Liban depuis 2011. *Les écoles [trans-*

formées en abris] sont pleines. La priorité est accordée aux Libanais. On voudrait au moins qu'on nous donne une tente. » Ils dorment à l'air libre.

« Triste, mais compréhensible »

Ahmad Al-Abdallah vivait dans la banlieue sud, avec sa femme et leurs trois enfants. Son épouse, Fatmeh, tient dans ses mains un canevas de broderie palestinienne traditionnelle. « *Nous étions sept Syriennes à participer à un atelier. Nous ne sommes plus que deux : les autres sont reparties en Syrie* », explique-t-elle. Le couple n'y songe pas. Ni la tante d'Ahmad, Mariam Badrani, tout de noir vêtue – elle est veuve : « *Les Israéliens frappent aussi en Syrie. Ici, les Libanais ne nous aiment pas. Mais nous nous taisons, pour continuer à travailler et à vivre.* » Tous rêvent d'Europe, et Ahmad se dit prêt à prendre la mer dans « *n'importe quel bateau* ». La présence massive et prolongée de réfugiés syriens au Liban, dont le nombre était estimé, avant le conflit au Liban, à deux millions de personnes, a nourri depuis plusieurs années l'exaspération de la population, aggravée par la faillite

économique du pays.

Un homme s'approche, son petit garçon de 3 ans souffrant d'une infirmité aux bras. Ismaïl Khodr, originaire de la campagne de Rakka, s'est installé sur un tapis, sur le bout de pelouse le plus proche de la cathédrale arménienne catholique. « *Comme ça, les Israéliens n'oseront pas nous bombarder* », avance-t-il. L'homme porte des cicatrices sur le bras et les jambes. « *Des blessures de la guerre en Syrie* », précise-t-il. Lui aussi se plaint du « racisme ». « *Il y a un immeuble désaffecté voisin, où se sont installés des Libanais. On en a été refoulés. Lors des distributions de nourriture, les Libanais sont prioritaires* », explique-t-il.

A quelques centaines de mètres, sur la place des Martyrs, des enfants participent à une animation proposée par l'organisation catholique Caritas Liban. Des baffles retentissent les notes d'une chanson, *Le Liban reviendra*. Le porche de la mosquée Al-Amine, sous lequel ont dormi plusieurs jours durant des déplacés, libanais ou étrangers, a été évacué. Il est désormais entouré de barrières, et des policiers y sont postés.

« *La plupart des familles qui dorment ici dans la rue sont des Syriens ou des Palestiniens*, rapporte Elio Geryes, jeune volontaire de Caritas. *C'est vrai que les places dans les abris sont données avant tout aux Libanais. C'est triste, mais compréhensible : le gouvernement n'a pas envie que les déplacés libanais soient en colère contre lui.* » Selon Lisa Abou Khaled, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Liban, « *la plupart des réfugiés syriens en situation de déplacement se sont installés soit dans les camps qui existent déjà [dans l'est et le nord du pays], soit chez de la famille* ».

A proximité du port, devant de petites épiceries qui préparent du café sur le trottoir, des taxis immatriculés en Syrie sont garés. Marwan Qarbouch, chauffeur, attend des clients. Il a fait beaucoup d'allers-retours vers la Syrie ces derniers temps. Depuis que la route reliant Beyrouth à Damas a été bombardée, il passe par l'un des postes-frontières du nord du Liban. « *La majorité de ceux qui partent sont des Syriens, des gens qui ont de l'argent ou des ouvriers qui ont tout perdu* », dit-il.



October 08, 2024

Parliament candidates debate province status of Halabja

ERBIL, Kurdistan Region - Parliament candidates from Halabja debated the challenges surrounding the city's status and recognition as a province during a Rudaw program, criticizing the government for the city's lack of essential services and infrastructure.

Participants of Rudaw's Chwar Bazna (Four Constituencies) expressed dissatisfaction with the administration of Halabja, citing neglected projects, including an uncompleted hospital project for the chemical attack survivors, and blaming the ruling parties for poor governance.

"We have been officially recognized as a province by the Kurdistan Regional Government [KRG] since 2014. But [the city's] needs have not been met necessarily. There has been some work done here and there, but they have neither met our expectations nor been at the level of the sacrifices of the city," Shahin Hamaraza, a candidate for the Change Movement (Gorran), told Rudaw's Sangar Abdulrahman.

The Iraqi cabinet in March 2023 approved a bill to make Halabja a province in recognition of the 35th anniversary of Saddam Hussein's brutal chemical attack against the city. For the decision to be finalized, the Iraqi legislature needs to pass the bill through a vote, but a vote continues to be postponed.



Candidates debating the status of Halabja, during Rudaw's Chwar Bazna (Four Constituencies) program. Photo: Rudaw

"What has happened in the past few years and is happening now is the price that Halabja pays for being a district," said Kawa Ali, a candidate for the Kurdistan Islamic Union (KIU), adding, "The Kurdistan Regional Government has had an abysmal governance in Halabja province, marginalizing [the province] in the past nine years and four months."

Halabja used to be a city within Sulaimani province. Some residents have complained that not much has changed since its status has been changed to province by the KRG.

"We have 186 [service] projects worth 254 billion dinars [approximately 190 million US

dollars]; I can say most of these projects have been halted," Ali added. "It's only during election times, and only four or five months before elections, that they start considering Halabja and propose few projects."

Abbas Mohammed, the Kurdistan Justice Group's (Komal) candidate, echoed the KIU's candidate, stating, "The Kurdistan Regional Government has definitively failed to prioritize Halabja in reconstruction and providing essential services. Similar to the [local] administration of Halabja."

There are allegations of corruption and financial mismanagement in Halabja, with calls for more transparency and fair resource distribution.

"We do not say that Halabja's rights have been taken away, but they may not allocate to us the same amount of funds they are allocating to other [provinces]," said Shahin Hamaraza, a candidate for the Change Movement (Gorran).

The Kurdistan Democratic Party's candidate, Sangar Hewrami, shifted the blame on the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK), saying the KRG is "sending 43 percent of the Kurdistan Region's budget and revenue to Sulaimani, go and ask the Patriotic Union of Kurdistan. They are treating Halabja like a Dokan [a small] district."

On March 16, 1988, in the final days of the eight-year-long war between Iran and

Iraq, warplanes of the former regime of dictator Saddam Hussein rained down a lethal cocktail of chemical weapons on the city of Halabja, killing at least 5,000 people, mostly women, and children, and injuring hundreds of others.

The Halabja chemical attack,

which was recognized as an act of genocide by Iraq's High Court in 2010, has left a permanent scar in the collective memory of the Kurdish people. It was part of the Baathist regime's Anfal campaign against the Kurds that killed over 182,000 people.

A few years later, the international community imposed a no-fly zone over northern Iraq to protect the Kurdish population. This gave Kurds the space they needed to establish their own parliament, and their autonomy was formally recognized by Iraq in 2005. A series of rulings by

the Iraqi Federal Supreme Court in recent years, however, have been criticized by Kurdish officials as detrimental to the Kurdistan Region's political entity and have sparked concerns over the future of the Region's semi-autonomous status in Iraq.



8 octobre 2024

Amed : Arrestation des musiciens kurdes Azad Bedran et Helîm Omerî

Deux musiciens kurdes, Azad Bedran et Helîm Omerî, ont été arrêtés lundi à Amed. L'association culturelle MKM dénonce à ce sujet une tentative de réduire la musique kurde au silence.

Lundi matin, deux musiciens kurdes, Helîm Arslan (Omerî) et Azad Bedran Kızılkâr, ont été interpellés dans la métropole kurde d'Amed (Diyarbakır). Helim Arslan a été arrêté à son domicile, tandis que Kızılkâr a été appréhendé à l'aéroport. Pour l'heure, on ne connaît pas le motif de ces arrestations.

Le Centre culturel de Mésopotamie (MKM) a fermement condamné ces arrestations dans un communiqué : « Le régime ne tolère pas la culture et l'art kurdes. Il continue à s'attaquer à toute expression de l'identité kurde par des arrestations et des



Les musiciens kurdes Azad Bedran et Helîm Omerî

détentions. Les arrestations des artistes kurdes Azad Bedran et Helîm Omerî ce matin sont une attaque contre la diffusion et l'existence de la musique et de l'art kurdes. Mais cette répression ne fait que renforcer notre lutte pour la promotion de la culture

kurde. La musique et l'art kurdes ne peuvent être réduits au silence! » Ces arrestations s'inscrivent dans une vague de répression contre les différentes expressions de la culture kurde. De nombreuses personnes ont été arrêtées au cours des derniers mois pour

avoir chanté en kurde ou exécuté des danses folkloriques kurdes. La répression du régime islamo-nationaliste d'Erdogan cible également les structures linguistiques kurdes, allant même jusqu'à la suppression de la signalétique routière en langue kurde.

Le tribunal administratif empêche l'expulsion d'un militant kurde du PKK vers la Turquie

Idris Kaplan, cadre du PKK condamné par contumace par la justice turque,

Après plusieurs expulsions controversées de militants kurdes résidant en France vers la Turquie en 2024, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a décidé, mardi 8 octobre, de suspendre l'arrêté d'expulsion d'un ressortissant turc kurde, Idris Kaplan, visé par une notice rouge d'Interpol émise par Ankara, qui veut le juger et l'a déjà condamné par contumace à la perpétuité aggravée, en tant que responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en guerre avec l'Etat turc). Son sort illustre les contradictions entre l'exécutif et la justice concernant le sort des militants kurdes en France.

Né en 1982 à Cizre, dans le Kurdistan turc, M. Kaplan a fui la Turquie vers l'Irak en 2004 pour échapper au service militaire. Après l'attaque de son camp de réfugié par l'organisation Etat islamique, il a rejoint la France en septembre 2015. L'année suivante, son frère est tué par l'armée turque à la faveur du couvre-feu imposé à Cizre et un autre de ses frères est condamné à sept ans de prison. En 2017, M. Kaplan obtient le statut de réfugié politique en France « du fait de son engagement en faveur de la cause kurde et du

soutien qu'il a apporté au Parti des travailleurs du Kurdistan ». L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) estime qu'il occupe au sein du PKK, classé comme terroriste en Europe et en France, « des rôles secondaires de logistique et d'encadrement ».

En mars 2021, M. Kaplan est interpellé et placé en garde à vue par la direction générale de la sécurité intérieure dans le cadre d'une affaire de financement de terrorisme, en l'occurrence du PKK, inscrit par l'Union européenne en 2002 dans la liste des organisations impliquées « dans des actes de terrorisme et faisant l'objet de mesures restrictives ». Il est placé en détention provisoire le mois suivant. Remis en liberté en février 2023, il est jugé deux mois plus tard par le tribunal correctionnel de Paris, qui le condamne à quatre années de prison ferme et un an avec sursis.

Sa peine n'est, en revanche, pas assortie d'une interdiction du territoire français (ITF), normalement obligatoire en cas de condamnation pour terrorisme. Incarcéré en mai 2023 pour purger le reste de sa peine, il perd, le mois suivant, le statut de réfugié politique. L'Ofpra le lui retire

à la suite de sa condamnation pour financement de terrorisme, estimant qu'il s'est rendu coupable « d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations unies ».

« Remettre ses alliés à leurs ennemis »

La cour d'appel confirme sa condamnation en janvier 2024, mais réduit sa peine à deux ans et demi de prison ferme et deux ans avec sursis. Comme en première instance, elle dispense M. Kaplan d'ITF. Mais le préfet du Val-d'Oise émet malgré tout un arrêté d'expulsion le 2 juillet 2024 en vertu de l'article L 631-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, qui stipule que « l'autorité administrative peut décider d'expulser un étranger lorsque sa présence en France constitue une menace grave pour l'ordre public ».

Les avocats de M. Kaplan, M^{es} Raphaël Kempf et Romain Ruiz, ont contesté cette décision devant le juge administratif des référés. Ils avancent, notamment, qu'elle viole les articles 2, 3 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et que leur client avait toutes les chances d'être arrêté dès son

arrivée, voire torturé avant un procès joué d'avance. Le tribunal a estimé que l'arrêté d'expulsion méconnaissait les articles 3 et 6 de la Convention, qui interdisent de soumettre une personne à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants et garantissent à l'individu le droit à un procès équitable, ce qui ne serait pas le cas en Turquie.

En avril 2024, trois militants kurdes avaient été expulsés coup sur coup vers Ankara. Ils ont tous été interpellés à leur arrivée. Deux d'entre eux sont toujours en détention, dont Serhat Gültekin, dont l'obligation de quitter le territoire français a été annulée par le tribunal administratif... après son expulsion. « C'est la première fois que la France expulse des militants kurdes, de surcroît vers la Turquie. On ne peut pas remettre ses alliés à leurs ennemis au nom d'accords sécuritaires ou diplomatiques. C'est un principe moral de base », souligne Agit Polat, porte-parole du conseil démocratique kurde en France. Ce dernier tient à signaler que M. Kaplan a combattu l'organisation Etat islamique les armes à la main, aux côtés des forces spéciales françaises durant la deuxième moitié des années 2010.

Philippe Droz-Vincent, politiste : « L'Iran n'a ni les moyens, ni le souhait d'aller à la confrontation »

Le politiste Philippe Droz-Vincent estime, dans une tribune au « Monde », qu'il ne faut pas donner trop d'importance aux appels de Téhéran à franchir le seuil de la militarisation nucléaire car, pour le Guide suprême, Ali Khamenei, le sujet le plus important est la

Depuis un an, violences et guerres s'enchaînent autour de perspectives de « [guerre totale](#) », désormais d'un « nouveau Moyen-Orient » évoqué par un premier ministre israélien en « mission sacrée », faisant penser au moment néoconservateur de la politique américaine en 2002-2003. Le rôle de l'Iran est au cœur des débats, et, dans ce domaine, deux interprétations s'opposent.

La première voit dans l'Iran la cheville ouvrière d'un « [axe de la résistance](#) » aux Etats-Unis et à Israël aux côtés du Hezbollah, de la Syrie, des houthistes, des groupes chiites irakiens et du Hamas. Depuis [les frappes israéliennes sur le consulat iranien à Damas](#) et la riposte iranienne dirigée directement sur Israël, l'Iran peut compter sur ces acteurs par procuration (*proxies*) pour ouvrir des fronts face à Israël. Dans une version moins belliqueuse que celle de Benjamin Nétanyahou, cette interprétation amène à l'hypothèse d'une contre-alliance, un « [front américano-euro-arabe](#) » (*sunnite*) contre l'Iran.

Cette vision a cependant ses limites. L'Iran ne semble pas dans une logique de confrontation et, en août, le Guide suprême, Ali Khamenei, s'est dit prêt à des négociations avec les Etats-Unis sur le programme nucléaire. La lenteur de la riposte iranienne à l'as-

sassinat du chef politique du Hamas, [Ismail Haniyeh](#), à Téhéran – une première prouesse israélienne et une humiliation pour l'Iran – va dans ce sens. Il ne semble pas qu'il faille donner trop d'importance aux (nombreux) appels à Téhéran à franchir le seuil de la militarisation nucléaire : ce sont des clameurs usuelles.

Soutien logistique, moral, politique

Plus que l'« axe de la résistance » tant ressassé, la notion d'« unité des arènes » (*wahda al-sahaf*) est plus pertinente pour qualifier ces formes d'alliances où chacune des composantes conserve une marge de manœuvre. Feu le chef du Hezbollah, [Hassan Nasrallah](#), a [expliqué en août](#) que l'Iran (comme la Syrie) « *n'était pas obligé d'entrer dans les combats* », tout en demandant son soutien logistique, moral, politique, symbolisé par le canal de fourniture de matériel depuis l'Iran à travers l'Irak et la Syrie jusqu'au Liban.

Très différente, la seconde interprétation de la stratégie iranienne, qui ouvre de maigres perspectives de sortie de crise, ne postule pas que l'Iran est à la tête d'un « axe » dans une logique de guerre, mais que l'ambition de l'Iran est d'être reconnu comme puissance régionale. L'« axe de la résistance » existe certes

bien, et les généraux des pas-darans tués (un au consulat, un avec Nasrallah) en témoignent, mais, malgré ses missiles, ses drones ou son programme nucléaire, l'Iran a conscience de ses faiblesses militaires, si un combat frontal devait l'opposer à Israël – les prouesses israéliennes, avec les [bipeurs](#), les talkies-walkies puis la décapitation de l'organigramme du Hezbollah, ont été perçues à Téhéran.

Les réactions a priori étranges des Etats du Golfe, particulièrement de l'Arabie saoudite et des Emirats, en paix avec Israël depuis 2020, étonnent : non seulement ils refusent de faire front contre l'Iran, mais ils ont multiplié les contacts avec ce pays – ce fut le cas dernièrement à un sommet asiatique à Doha, où des délégations du Golfe de très haut niveau ont rencontré le président iranien, [Massoud Pezeshkian](#). Ils ne disent d'ailleurs mot au sujet de la mort de Hassan Nasrallah ou des [attaques de missiles iraniens sur Israël du 1^{er} octobre](#), se focalisant sur les bombardements israéliens sur les civils.

Après les échecs américains en Syrie, en Irak et en Afghanistan, le Golfe n'a plus confiance en la puissance américaine dont la diplomatie, de Joe Biden à Antony Blinken, montre son incapacité à arrêter les ardeurs guerrières de Benjamin Nétanyahou.

L'Arabie saoudite et les Emirats, avec l'aide du [Qatar, délégitimé depuis le 7-Octobre en raison de son soutien financier au Hamas](#), souhaitent plutôt une gestion par un ensemble de puissances régionales qui réincluerait l'Iran. Malgré leurs divergences persistantes, le point de rapprochement entre l'Iran et le Golfe sur la question palestinienne semble être la solution à deux Etats au sujet de laquelle [le ministre saoudien des affaires étrangères a pris la plume dans le Financial Times](#) le 2 octobre.

L'Iran se rend compte que les alliances « alternatives » à l'ordre occidental ne sont pas de vraies cartes. Quelles que soient les relations transactionnelles intenses que le pays entretient, sur le plan militaire, avec la Russie, la confiance mutuelle n'existe pas. De même, les relations avec la Chine sont tendues depuis le début de l'année 2024 autour des prix du pétrole, et Pékin demande à Téhéran de calmer les attaques des houthistes, qui ont fait passer le prix du conteneur de 3 000 dollars à 7 000 dollars (de 2735 euros à 6382 euros) pour le contournement de la mer Rouge et impactent fortement la croissance économique chinoise par la [Belt and Road Initiative](#), centrale pour Xi Jinping. Sur ce point, la Chine trouvera de nombreux soutiens parmi les BRICS [*Brésil, Russie, Inde,*

Chine et Afrique du Sud] ou dans le Sud global.

Peut-être l'Iran joue-t-il sur les deux tableaux dans une stratégie complexe dont le système iranien a le secret, mais une chose est sûre : l'Iran n'a ni les moyens, ni le souhait

d'aller à la confrontation. Pour le Guide, le sujet le plus important est la perpétuation du régime après la confrontation avec la société iranienne de septembre 2022, qui a laissé le pouvoir répressif délégitimé face à une société qui continue à le haïr.

Si la seconde interprétation est la bonne, le faible espoir de sortir de la logique d'embrasement que nous avons connue lors du moment néo-conservateur américain et qui, après la guerre entre le Hezbollah et Israël, en 2006, a vu la montée en puissance

de l'Iran par l'intermédiaire de ses acteurs par procuration, ne viendra pas d'une hypothétique action de l'administration Biden, mais des puissances régionales du Golfe et de leurs relations avec l'Iran.



09 oct, 2024

Rojhelat environmentalists say Marivan forests deliberately set on fire

ERBIL, Kurdistan Region - Environmentalists in Iran's western Kurdish regions (Rojhelat) warned on Wednesday that the forests near Marivan are intentionally being burned, as volunteers continue efforts to bring the blaze under control.

The occurrence of forest fires in Rojhelat, particularly in the vicinity of Marivan, has become more regular over the past few years, sparking concerns for the environment and its ecosystems amid claims of arson and blames of government inactivity.

"The destruction, arrests, creation of excessive restrictions, deliberate encroachment by people, and presence of many military bases pose a clear and direct threat to the environment of this protected natural area," Naji Kanisani, an environmentalist from Marivan, told Rudaw. Kanisani lamented that the presence of Iranian military bases in the area "has not contributed to preventing environmental destruction," and that forces present in the area make no efforts to arrest arsonists. Chya the Green Organization was established over 20 years ago and is one of few environmentalist groups in Marivan, raising awareness of illegal



A forest fire engulfs Rojhelat's Zagros mountain range in August, 2023. Photo: IRNA

logging and threats to the famous oak trees. The group comprises hundreds of volunteers who actively work on putting out the summertime fires out of a sense of pride and love for their homeland.

Members of the organization say they have been exhausted over the past few days, as new fires are "deliberately" started every time after they control the blaze.

The Kosalan region in Marivan covers an area of 57,000 hectares

and was designated as a protected natural area by Iran's High Environmental Council in 2009. Environmentalists say the burning of the forests not only destroys trees and vegetation but also harms the wildlife in the area.

"In this area, 117 species of birds, 23 species of mammals, and 17 species of reptiles live, along with thousands of plant species, 10 types of trees, and many types of shrubs that have been documented," Kanisani said. A last year report by Hengaw

Human Rights Organization, a rights watchdog, on the Marivan fires blamed the Iranian government for failing to control the fires and said that authorities routinely arrest environmentalists trying to extinguish the flames.

In 2018, two members of an environmentalist group died in the vicinity of Marivan as they were trying to control a forest fire with two members of the forestry police. Full statistics on fires and their consequences are not available.

Depuis le 7-Octobre, en Turquie, Recep Tayyip Erdogan, de la prudence à la surenchère

« 7-Octobre, un an après ». L'approche pro-Hamas agressive adoptée par Ankara depuis le 7-Octobre a marginalisé la Turquie et réduit son rôle de médiateur sur la scène internationale.

Le plan avait de quoi séduire : se rapprocher de Tel-Aviv tout en maintenant des liens étroits avec le Hamas. De cette façon, Ankara pouvait à la fois avoir de bonnes relations avec Israël et faire avancer la cause palestinienne. Le président turc Recep Tayyip Erdogan, champion de la rue arabe dans les années 2010, voyait sûrement là un moyen de redorer son image, mais aussi de desserrer son isolement diplomatique dans la région et de multiplier les opportunités économiques dont le pays avait un grand besoin.

La volonté de rapprochement avec Tel-Aviv s'est manifestée par la voix du chef de l'Etat à la fin de 2020, avant d'annoncer deux ans plus tard un rétablissement des relations diplomatiques avec Israël. Lorsque le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, se sont rencontrés, le 26 juillet 2023, à Ankara, circulait le bruit d'une réunion entre le président turc et Benjamin Nétanyahou dans la capitale turque. L'entrevue aura lieu à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le 20 septembre. Un peu plus de deux semaines avant l'attaque du 7-Octobre, qui fit voler en éclats tous les propos sur une normalisation en cours dans la région.

Il faudra trois jours de siège



Le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'un rassemblement organisé par le parti AKP en solidarité avec les Palestiniens de Gaza, à Istanbul, le 28 octobre 2023. HANDOUT/AFP

de Gaza et de frappes militaires pour que le chef de l'Etat change de braquet et élève à nouveau la voix contre les « méthodes honteuses » de l'armée israélienne. Trois longues journées durant lesquelles Recep Tayyip Erdogan a d'abord retenu ses coups, appelant à la fin des « actions agressives », avant de revêtir son uniforme favori de défenseur de la cause palestinienne. Un virage qui sonne comme une énième volte-face et témoigne d'un embarras croissant.

Pas un jour ne se passe sans qu'il n'attaque Israël. Il évoque un « crime contre l'humanité », suspecte les Occidentaux de

vouloir lancer « une nouvelle croisade de la Croix contre le Croissant ». Le 28 juillet, Recep Tayyip Erdogan menace d'intervenir militairement en Israël. A la suite de l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh, à Téhéran, le président déclare une journée de deuil national. Sa mort prive le chef de l'Etat d'un atout diplomatique. Pire, sur la scène internationale, son approche pro-Hamas a fini par marginaliser la Turquie dans son rôle de médiateur. A aucun moment, elle n'a pu se hisser au niveau de l'Egypte et du Qatar.

« Une utopie qui englobe l'Anatolie »

Ce 24 septembre encore, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président s'échine, pendant près de la moitié de son temps de parole, à évoquer la guerre et à comparer le premier ministre israélien à Hitler, appelant à une « alliance internationale de l'humanité » pour arrêter l'Etat hébreu. Mercredi 2 octobre, à Ankara, lors de la session d'ouverture du Parlement, il affirme que l'« aspirant à Hitler nommé Nétanyahou a commis imprudemment tous les crimes comme le génocide, le nettoyage ethnique, la destruction de la liberté d'expression et le bombardement de lieux de culte, d'hôpitaux et d'écoles ». Et puis

ceci : « L'administration israélienne jettera son dévolu sur notre patrie après la Palestine et le Liban... Le gouvernement Netanyahu rêve d'une utopie qui englobe l'Anatolie. »

L'idée n'est pas nouvelle. Elle a été portée dans les années 1970 par son défunt mentor politique Necmettin Erbakan, le père de la droite islamiste turque, lié person-

nnellement à la confrérie des Frères musulmans, et qui prêtait aux dirigeants juifs l'intention d'étendre leurs frontières jusqu'à la Cappadoce. « Qu'Israël puisse vouloir annexer des parties de la Turquie est tiré, pour le moins, par les cheveux. Mais l'invoquer est une façon de dire qu'Erdogan génère de l'énergie politique en s'opposant à Israël et à ses politiques d'expansion, cela doit être pris au sé-

rieux », souligne l'analyste politique Selim Koru, précisant qu'en Turquie « beaucoup de gens l'écoutent encore ».

« Il agit aujourd'hui pour transmettre un message à sa propre base nationaliste et conservatrice, ajoute l'essayiste Mehmet Altan. Il n'y a plus de public qui considère réellement la Turquie ou Erdogan comme l'avant-garde des droits des Palestiniens.

Cela ne prend plus, mais la rhétorique incendiaire, elle, est là. »

Un an après le 7-October, le président turc a écrit sur son compte X : « Israël paiera tôt ou tard le prix du génocide qu'il commet depuis un an et qu'il poursuit. » Avant de conclure : « Nous continuerons à nous opposer au gouvernement israélien, quel qu'en soit le prix. »



10 october, 2024

Erdogan responds to resolving issues with pro-Kurdish party

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Wednesday responded to a question about resolving issues with the country's pro-Kurdish party, as efforts continue to restore relations.

After a meeting of the ruling Justice and Development Party (AKP), the president asked about restarting the peace process. Erdogan replied: "Ask Ruya," referring to Ruya Akkus, a journalist of the pro-government and AKP-affiliated A Haber TV.

"The steps are not here yet, but let's continue the moderate atmosphere," Akkus said, and Erdogan appeared to agree with the remark.

Devlet Bahceli, leader of the

AKP's ultranationalist ally the Nationalist Movement Party (MHP), on October 1 made an unprecedented gesture by greeting members of the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) in parliament. Bahceli extended his hand to DEM Party co-chair Tuncer Bakirhan and MPs Sezai Temelli, Pervin Buldan, and Sirri Sakik.

"We are entering a new era. If we want peace in the world, we must first establish peace in our own country," Bahceli told journalists afterward.

"By extending my hand, I was proposing: 'Come, join the Kurdish political system and stand against terrorism.' This gesture is a message of national unity and brotherhood,"

he reiterated during an MHP meeting earlier this week.

DEM Party is routinely accused of being the political wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Kurdish group founded in 1978 that declared war against the Turkish state in 1984. The group initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now calls for autonomy. It has been declared a terrorist organization by Turkey, the United States, European Union, and several other countries. This year, it was declared a banned organization by the Iraqi government.

"We appreciate Mr. Bahceli's statements, and we hope that the opposition understands the significance of MHP's

message," Erdogan said on Wednesday, praising Bahceli's gesture.

Aysegul Dogan, DEM Party spokesperson, on Tuesday welcomed Bahceli's gesture as "very valuable" but said "it is still too early to comment." In 2013, the AKP government entered into peace talks with the PKK, paving the way for an unprecedented opening towards Kurds in the country. Kurdish politicians were able to speak freely about their rights, a topic that was previously taboo. The peace talks, which were mediated by DEM Party's predecessor the Peoples' Democratic Party (HDP), collapsed in 2015 and were followed by intense urban fighting in the country's southwestern Kurdish areas.

The New York Times

Oct. 10, 2024

Israel's Security Cabinet Met to Discuss Response to Iran Attack

The cabinet was expected to authorize initiating a retaliatory attack, officials said. They didn't make their decision public.

Israel's security cabinet convened on Thursday to discuss Israel's response to an Iranian barrage of some 200 ballistic missiles that sent nearly the entire country into reinforced shelters last week, officials said.

Senior ministers, including Prime Minister Benjamin Netanyahu, discussed the overall plan for Israel's retaliation, said two officials who spoke on condition of anonymity because of the sensitivity of the discussions.

The cabinet was expected to authorize Mr. Netanyahu and Yoav Gallant, the defense minister, to initiate the response at their discretion, the officials said. The results of the meeting were not released.

Mr. Gallant posted a video on Wednesday saying that Israel's attack against Iran would be "deadly, precise and, above all, surprising." He added: "They will not understand what happened and how it happened. They will see the results."

[Iran's attack](#) earlier this month came in retaliation for Israel's killing of top leaders in Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, as well as Hamas and Hezbollah, both Iran-backed armed groups. One leader,



An Israeli soldier inspects the remains of an Iranian ballistic missile in southern Israel on Wednesday. Amir Cohen/Reuters

Ismail Haniyeh, Hamas's political chief, was assassinated while staying in a state guesthouse in Tehran in July.

Most of the missiles were intercepted by Israel's Iron Dome defense system, but a Palestinian man was killed in the Israeli-occupied West Bank when a fragment of an Iranian missile fell on him. Two Israeli air bases also sustained light damage, according to the Israeli military.

International mediators and

the Biden administration are concerned that a huge Israeli strike could [touch off a wider](#) conflict between Israel and Iran. The regional arch-enemies' decades-long shadow war escalated into direct action in April, after Israel struck an Iranian embassy complex in the Syrian capital, Damascus, killing at least three senior commanders in the Revolutionary Guards.

In response, Iran launched hundreds of missiles and drones at Israeli territory, al-

most all of which were intercepted by Israel, the United States and allies across the region. Israel retaliated with a strike that damaged an S-300 antiaircraft system near Natanz, a city in central Iran critical to the country's nuclear weapons program.

Israeli officials have suggested that the coming retaliation for the missile barrage will be more severe. But analysts still say neither side appears interested in all-out war.

L'Iran cherche des appuis diplomatiques dans le Golfe

Le chef de la diplomatie de Téhéran a été reçu par le prince héritier saoudien, qui redoute une extension du conflit entre Israël et l'Iran à toute la région.

Alors qu'Israël prépare sa riposte contre l'Iran, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, a effectué, mercredi 9 et jeudi 10 octobre, une visite en Arabie saoudite et au Qatar, destinée à prévenir une escalade régionale. A Riyad, M. Araghtchi a été reçu par le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, dit « MBS », avant de s'entretenir, à Doha, avec le premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani.

« Il est de la responsabilité de tous les Etats de maximiser leurs efforts pour protéger notre région contre une catastrophe, en mettant fin au génocide à Gaza et à l'agression contre le Liban », a déclaré le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Esmail Baghaei, sur son compte X, après cette rencontre. Israël a promis une riposte sévère à l'attaque menée par l'Iran sur son territoire, le 1^{er} octobre, avec près de 180 missiles – dont certains ont touché ou frôlé des sites stratégiques israéliens – en représailles à la mort de ses alliés, les chefs du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, et du Hamas palestinien, Ismaïl Haniyeh.

Les Etats arabes du Golfe pourraient se retrouver pris entre deux feux en cas d'escalade entre les Etats-Unis et Israël d'une part, l'Iran et l'« axe de la résistance » d'autre part. A Riyad, M. Araghtchi aurait transmis



Le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, reçoit le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, à Riyad, le 9 octobre 2024. SAUDI PRESS AGENCY / VIA REUTERS

aux puissances du Golfe une mise en garde de Téhéran contre l'utilisation de leur espace aérien ou de bases militaires américaines dans la région contre l'Iran, selon l'agence Reuters, citant un haut responsable iranien.

Un « geste fort »

Les bases américaines situées dans la péninsule Arabique – au Qatar, aux Emirats, en Arabie saoudite, à Bahreïn et au Koweït – pourraient devenir des cibles pour l'Iran ou pour l'« axe », en cas d'extension du conflit. La République islamique aurait également prévenu que toute action de ce type entraînerait une riposte contre ces pays. Le site d'information américain Axios, citant des respon-

sables israéliens, a rapporté, le 2 octobre, que l'Etat hébreu pourrait envisager de cibler les installations de production pétrolière en Iran en guise de représailles. Les pays arabes de la région craignent que la République islamique ne riposte en attaquant leurs propres infrastructures pétrolières. Au Yémen, les houthis pourraient reprendre leurs attaques contre l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, comme par le passé.

La rencontre entre M. Araghtchi et le souverain saoudien a été vue comme un « geste fort » de la part de « MBS ». Elle témoigne que « la diplomatie saoudienne est confiante dans le fait que l'Iran ne s'en prendra pas aux intérêts saoudiens en repré-

sailles, sinon les discussions n'auraient pas été élevées à ce niveau », estime l'expert saoudien Aziz Alghashian.

« Tant que les Saoudiens peuvent maintenir l'Iran engagé dans la diplomatie et le dialogue, ils se sentent à l'abri de cette perspective. Ils veulent que Téhéran voie que Riyad peut être un canal utile pour eux », abonde Cinzia Bianco, spécialiste des pays du golfe Persique au sein du cercle de réflexion European Council on Foreign Relations.

Message des Américains

Selon la chaîne France 24, le prince héritier saoudien aurait en effet transmis au chef de la diplomatie iranienne un message de la part des Américains. Par ce message,

Washington aurait fait savoir à l'Iran qu'il n'avait pas encore connaissance des plans de représailles israéliens, mais que les Etats-Unis ne participeraient en aucun cas à des frappes contre le programme nucléaire iranien.

De son côté, le Qatar, qui a

déjà joué un rôle-clé lors du premier cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, en novembre 2023, tente également de tirer parti de ses liens étroits avec les Américains et les Iraniens – y compris avec ceux qui, en coulisse, prennent les décisions stratégiques.

« L'objectif est de comprendre quelles sont les lignes rouges des Iraniens, puis de transmettre ce message aux Etats-Unis, car ces derniers cherchent à limiter autant que possible la réponse israélienne à cette attaque », explique Andreas Krieg, chercheur au King's College, à

Londres. A ce stade, selon Cinzia Bianco, voir des initiatives ou des propositions conjointes se dessiner entre l'Iran et les puissances arabes du Golfe concernant la guerre dans la bande de Gaza et au Liban paraît en revanche « ambitieux ».



Anne Andlauer
11 octobre 2024

Turquie: déjà 295 féminicides recensés depuis le début de l'année

A l'occasion de la « Journée internationale de la fille », célébrée par les Nations unies le 11 octobre pour promouvoir la reconnaissance des droits des filles dans le monde, la Turquie se retrouve au cœur d'une tragédie qui relance le débat sur les violences faites aux femmes. Ces dernières semaines, plusieurs féminicides, dont le meurtre d'une fillette, ont bouleversé le pays.

C'est d'abord le meurtre de Narin, une fillette de 8 ans à Diyarbakir, dans le sud-est de la **Turquie**, qui a provoqué l'indignation. Une douzaine de personnes, dont sa mère, un frère et un oncle, sont actuellement en détention, les enquêteurs ayant la certitude que le **crime** a été commis en famille. À cela s'ajoute les meurtres de deux jeunes **femmes**, assassinées la semaine dernière à Istanbul par un même homme, qui a ensuite décapité l'une d'entre elles avant de se suicider.

Un système qui échoue à protéger les femmes

Ces crimes, bien qu'ayant beaucoup choqué en raison de leur brutalité, rappellent une réalité tragique que dénoncent les ONG féministes : la violence contre les femmes en Turquie. Depuis le début de l'année, au moins 295 femmes ont été tuées, le plus souvent par leurs conjoints, ex-partenaires, ou des membres de leur famille proche, tels que des pères, ex-maris, petits amis, ou frères.

Les ONG féministes en Turquie dénoncent un système qui ne protège pas les femmes. Elles soulignent les failles à plusieurs niveaux, notamment dans les commissariats où les plaintes des femmes victimes de violence ne sont pas toujours écoutées. Viennent ensuite les tribunaux, où certains juges trouvent encore des circonstances atténuantes à des auteurs de féminicide ; réduisent parfois la condamnation

parce que le meurtrier s'est « bien comporté » à l'audience ; accordent une libération conditionnelle à des maris violents qui s'empres-sent d'aller tuer leur femme ; ou encore se permettent de commenter la tenue des femmes qui viennent témoigner.

Une responsabilité gouvernementale ?

Les organisations féministes tiennent les autorités responsables de cette situation. Bien que la Turquie dispose de lois adéquates sur le papier, le gouvernement privilégie la protection de la « famille », qu'il estime menacée par les mouvements féministes, le mouvement LGBT et les influences occidentales. Ce choix prioritaire a des effets négatifs sur **les droits et la sécurité des femmes**. Par exemple, en 2021, le président **Erdogan** a pris la décision de retirer la Turquie de la **Convention d'Istanbul**, un traité international du Conseil de l'Europe sur la prévention

et la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

De son côté, le pouvoir a promis de nouvelles mesures après les meurtres des dernières semaines. Le ministre de la **Justice** a évoqué cette semaine la possible suppression des allègements de peine pour « *bonne conduite* » et une révision des mesures de liberté conditionnelle pour, selon, « *en finir avec le sentiment d'impunité* ». Le président Erdogan a utilisé la même expression.

Néanmoins, il a également défendu son bilan : il a affirmé que la Turquie avait fait « *un bond en avant* » dans la lutte contre les violences faites aux femmes, que le retrait de la Convention d'Istanbul n'avait rien fait perdre aux femmes, et que la consommation d'alcool était la raison principale des violences, ce qu'aucune étude ne vient étayer. Des propos qui inquiètent plus qu'ils ne rassurent les ONG féministes turques.

Turquie, la machine à expulsion financée par l'UE

EnquêteL'Union européenne a financé et aidé à la construction de centres d'accueil de demandeurs d'asile en Turquie, où ils sont détenus dans des conditions parfois épouvantables et renvoyés en masse dans leur pays d'origine, souvent en Syrie et en Afghanistan, malgré les risques encourus.

A les écouter, on ressent la peur, la douleur et une solitude aussi rude que le bruit et la violence des hommes. A les voir, on frémit : ils sont las, silencieux parfois, toujours traumatisés, brisés même, à force d'être ballottés d'une frontière à l'autre, aujourd'hui échoués, ici, en Turquie, sous la menace continuelle d'une expulsion, ou déjà renvoyés dans leur pays d'origine, voire ailleurs. Aucun d'eux ne donne son vrai prénom, par souci de sécurité, mais leurs histoires, elles, sont authentiques.

Il y a par exemple celle de Feroz, un ancien membre des forces spéciales afghanes ayant combattu les talibans : tabassé et repoussé en 2023 par des gendarmes turcs à la frontière iranienne, il s'est obstiné et, après vingt-trois tentatives de passage en Turquie, vit et travaille caché, depuis quatorze mois, dans une petite usine de recyclage insalubre de la banlieue d'Istanbul. Il y a aussi le cas de Mahmoud, 34 ans, originaire de la ville syrienne de Homs, qui a vécu pendant des années comme réfugié en Turquie avant d'être expulsé sous prétexte d'un permis de résident invalidé, sans explications. Il affirme avoir été forcé, une fois arrivé dans un



MURAD SEZER / REUTERS

centre de rétention, de signer un papier dit de « *retour volontaire* ».

Et puis, il y a Lara, une jeune Syrienne transgenre séropositive, renvoyée elle aussi au pays, mais cette fois pour des « *raisons de santé publique* », après la divulgation sur les réseaux sociaux d'informations la concernant. Ou encore le cas de Nur, une Iranienne convertie au christianisme : mariée dans la ville de Van à un Turc, elle vient de recevoir un ordre d'expulsion. Citons enfin l'histoire de Sami, 28 ans, originaire d'Alep (Syrie). Seul survivant, avec sa mère, d'une famille décimée par la guerre, il n'a pu obtenir un statut de réfugié en Turquie en raison d'une plainte d'un de ses voisins, estimant qu'il y avait « *trop d'Arabes* » dans leur immeuble d'Istanbul. Appréhendé par la police, Sami a été battu puis transféré dans un centre de rétention de la ville d'Urfa. Une fois là-bas, il est tombé malade, il a perdu 29 kilos, avant de se retrouver dans un hôpital dans le nord de la Syrie.

« 142 000 migrants déportés en un an »

Ces récits nous viennent d'une quarantaine de migrants originaires de Syrie, d'Iran et d'Afghanistan, anciennement détenus en Turquie, dont *Le Monde*, le média à but non lucratif Lighthouse Reports et huit journaux internationaux partenaires ont pu obtenir les témoignages en près de sept mois d'enquête. Chacune de ces histoires permet de prendre la mesure d'une réalité : le nombre croissant d'hommes, de femmes et d'enfants étrangers appréhendés en Turquie, enfermés dans des centres d'expulsion puis renvoyés dans leur pays d'origine où ils risquent la mort, l'emprisonnement ou de graves représailles. Mis bout à bout, leurs témoignages dessinent en creux un vaste système destiné, au départ, à l'accueil des vagues de réfugiés venus des pays frontaliers en crise ou en guerre, et qui s'est transformé au fil des ans en une complexe mais implacable machine à

expulser, soutenue et financée en toute connaissance de cause par l'Union européenne (UE).

Des dizaines d'entretiens avec divers intervenants (diplomates, avocats, cadres de l'UE, cadres turcs locaux ou nationaux, défenseurs des droits humains, employés et fonctionnaires des services migratoires...) confirment la situation alarmante des réfugiés en Turquie, pays où l'arbitraire et le pouvoir discrétionnaire de certaines administrations et cours de justice semblent s'exercer sans frein. Au point où, de l'avis de tous les spécialistes rencontrés, un demandeur d'asile, surtout si c'est un homme et plutôt jeune, n'a désormais plus aucune chance d'obtenir un statut de réfugié s'il n'est pas solidement accompagné d'un avocat ou d'une ONG. En 2022, les données du gouvernement d'Ankara figurant dans un document interne de l'UE montraient que seulement 21 % des détenus avaient pu avoir accès à un défenseur.

Selon plusieurs avocats interrogés, ils seraient aujourd'hui encore bien moins nombreux dans certains centres.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'après le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, nommé par le président, Recep Tayyip Erdogan, après les élections générales de 2023 marquées par la profonde crise économique et les discours antiréfugiés, « 142 000 migrants ont été déportés en un an, soit plus que l'ensemble des pays de Frontex [l'agence chargée du contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen] réunis ». D'après la direction générale des services de migration, le Göç İdaresi, le nombre de migrants appréhendés depuis le début de l'année 2024 s'élève à 165 473 personnes. Toujours selon Ankara, qui se félicite aussi d'avoir entrepris la construction des murs aux frontières avec la Syrie (long de 828 kilomètres) et avec l'Iran (173 kilomètres), ses services ont enregistré un nombre inégalé de retours de réfugiés dits « volontaires » dans leur pays d'origine : parmi eux, quelque 132 000 Syriens « ont quitté en sécurité et dignement » la Turquie lors des quinze derniers mois, à en croire le ministre Ali Yerlikaya ; soit plus du double que son prédécesseur.

Pour ne prendre que le nombre de réfugiés syriens titulaires d'un statut de protection spéciale – un droit d'asile temporaire accordé par Ankara peu après le déclenchement de la guerre civile en 2011 –, le nombre de bénéficiaires est passé, d'après le décompte officiel, de plus de 3,7 millions d'individus en 2020 à moins de 3,1 millions en septembre 2024. Selon les chiffres transmis par le Göç İdaresi, 715 645 Syriens seraient ainsi rentrés volontairement dans leur pays depuis 2016. Même si la Turquie conserve, et de loin, son statut de pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés au monde, ces mouve-

ments de population n'en posent pas moins une série de problèmes et de questions urgentes.

Non seulement cela remet en cause la convention de Genève relative au statut des réfugiés, en renvoyant des personnes dans des pays en guerre, ou confrontées à des conditions extrêmes, mais c'est aussi le signe d'un virage à 180 degrés, celui d'une sanctuarisation plus agressive du pays : aucun nouveau Syrien n'a été enregistré par les services turcs depuis juin 2022. Le tout sous l'œil complaisant de l'UE.

« Il y a des logos de l'UE partout »

Depuis plusieurs années, et notamment l'accord sur l'immigration signé en 2016 entre la Turquie et l'UE, Ankara est objet de moult attentions de Bruxelles dans la mise en place de sa stratégie de lutte contre l'immigration irrégulière. Alors que la question migratoire divise les opinions publiques et crispe les Etats membres sur fond de montée des extrêmes droites, l'Europe mobilise d'importants moyens pour éviter que les candidats à l'exil ne parviennent jusqu'à ses portes. Ainsi, d'après notre enquête, l'UE a versé 200 millions d'euros à la Turquie pour la mise en place et la gestion d'une trentaine de centres de rétention pour migrants. Un dispositif considéré par l'ONG Global Detention Project, basée à Genève (Suisse), comme étant « un des plus grands systèmes de rétention de migrants au monde », avec une capacité de détention quasi égale à celle de l'ensemble des pays de l'UE.

Quatorze des centres en question ont été construits avec ces fonds européens. L'UE en a rénové cinq autres et a payé pour l'équipement, l'entretien et des salaires du personnel de l'ensemble des établissements. Au total, depuis 2014, Bruxelles a versé

près de 1 milliard d'euros à la Turquie pour la gestion des migrations et des frontières.

En 2015, lorsque le gouvernement turc a envoyé une demande visant à convertir une demi-douzaine de ces centres d'accueil en centres de rétention et d'expulsion, l'UE n'a rien trouvé à redire. « Au départ, ces bâtiments n'ont pas été conçus pour devenir des prisons, ce qu'ils sont aujourd'hui », affirme, sous le couvert de l'anonymat, Asli, une fonctionnaire travaillant depuis plusieurs années dans un centre. *Quand ces établissements se sont transformés en centres d'expulsion, il y a eu beaucoup d'évasions au début, entraînant tout un tas de travaux et de rafistolages. Des murs, des barreaux et des barbelés ont été mis un peu partout, rendant l'endroit très difficile à vivre. »*

Plusieurs documents financiers obtenus au cours de l'enquête indiquent que l'UE a sciemment accompagné et financé la transformation des centres en antichambre de l'expulsion. Un exemple : dans le cadre d'un contrat concernant sept bâtiments répartis entre Izmir (extrême ouest du pays) et Van (à l'est), l'UE a déboursé 1,4 million d'euros pour augmenter la hauteur des murs extérieurs et 600 000 euros pour la vidéosurveillance. Des aménagements qui, selon le rapport conclusif de Bruxelles, ont permis de « réduire le taux d'évasion ». « Ils ne s'en cachent pas, il y a des logos de l'UE partout », ajoute Asli.

Dans les rues des villes turques, les autorités utilisent également du matériel financé par l'UE pour appréhender les réfugiés. Ainsi, le système « Mobil Göç » (migration mobile), lancé en 2023 et conçu pour rechercher et identifier les migrants en situation irrégulière dans les centres urbains, utilise un procédé d'enregistrement des empreintes digitales mis en place et étendu grâce

à des fonds de l'UE. Nous avons également observé au moins un bus, financé à l'origine par Bruxelles et portant le drapeau de l'UE, utilisé pour expulser des Syriens. Au total, la Turquie a renvoyé, avec l'aide de ces fonds européens, plusieurs centaines de milliers de Syriens et d'Afghans dans leur pays d'origine depuis 2022, malgré la poursuite du conflit en Syrie et le retour des talibans en 2021.

Aussitôt tué par les talibans

Sollicitées, les autorités répètent que les retours de ces personnes sont « volontaires ». Les témoignages de maltraitances ? « Des cas isolés. » Une trentaine de réfugiés, eux-mêmes victimes ou témoins de violences dans des centres, mais aussi plusieurs responsables turcs et syriens nous ont pourtant affirmé le contraire, confirmant un nombre important d'expulsions forcées. Plusieurs fonctionnaires employés dans trois des cinq postes-frontières opérationnels entre les deux pays attestent l'ampleur du phénomène.

L'un d'eux dispose même de statistiques détaillées concernant le nombre de Syriens rentrés volontairement dans leur pays et celui de ceux expulsés de façon coercitive, à l'un des points de passage, sur la période janvier 2023-août 2024. Or les chiffres sont clairs : près d'un réfugié sur deux ne voulait pas retourner en Syrie. Depuis, la Turquie a demandé à ses services de ne plus enregistrer ces informations. Du reste, les détails et autres statistiques mensuelles sur les renvois de réfugiés vers la Syrie ne sont plus publiquement actualisés depuis 2023.

Un ex-conseiller de la présidence, en poste à Ankara jusqu'à cette même année 2023, a également reconnu que des Syriens étaient expulsés contre leur gré (« le gouvernement les renvoie quand même »), précisant

qu'une politique de tolérance zéro s'appliquait à ceux qui n'avaient pas de papiers officiels et à ceux impliqués dans des « troubles de l'ordre public » ou des « activités criminelles », des notions floues, utilisées de façon de plus en plus fréquente.

Au sujet des Afghans, Ankara affirme n'expulser que les migrants irréguliers en mesure de rentrer chez eux en toute sécurité. Or, au cours de l'enquête, nous avons pu identifier le cas d'un ancien commandant afghan expulsé par la Turquie vers l'Iran, puis renvoyé à la mi-2023 en Afghanistan, où il a été aussitôt tué par les talibans. Autres cas : ceux d'une femme âgée souffrant de la maladie d'Alzheimer et de sa fille analphabète, à qui on a fait signer, à leur insu, des documents de retour volontaire. Citons encore le cas de ce couple de parents afghans – lui ancien policier, elle chanteuse – installé en Turquie avec des cartes de séjour valides et dont le mari a été arrêté et expulsé, en mai 2024, en compagnie de leur enfant de 4 ans, né en Turquie, vers le pays des talibans. Ils se terrent désormais à Kaboul.

Un employé de la compagnie aérienne afghane Ariana Airlines nous a affirmé que ses compatriotes expulsés étaient escortés dans l'avion par la police turque et que la très grande majorité d'entre eux s'opposaient ostensiblement à leur retour. Dans un des appareils, dans lequel se trouvait l'employé en question, ils avaient été menottés. Ariana Airlines a ainsi transporté, d'après les informations qu'il a pu réunir, plus de 100 000 Afghans depuis août 2021 : « C'est devenu l'opération la plus importante et la plus rentable » pour la compagnie, estime-t-il. Certains mois, celle-ci affrèterait plus de 40 vols (230 passagers par appareil) pour transporter des expulsés depuis diverses villes turques vers Kaboul. Interrogé sur ces expulsions, un ancien attaché militaire af-

ghan, en poste à Ankara, confirme que des fonctionnaires de son ambassade sont chargés de mener des entretiens avec les migrants afghans sous le coup d'un avis d'expulsion et qu'ils « trompent » les personnes « analphabètes et incapables de lire ou d'écrire » pour obtenir leur signature sur le formulaire d'expulsion volontaire. Un interprète turc ayant travaillé dans plusieurs centres d'expulsion soutient, de son côté, que les hommes célibataires afghans sont contraints, parfois avec le recours à la force, de signer de tels formulaires.

Expulsions forcées illégales

Un jour, les détenus afghans d'un centre situé dans l'est du pays ont été appelés à se rassembler dans une des salles du bâtiment. A leur grande surprise, un petit groupe de trois ou quatre officiels afghans, présentés comme des diplomates, leur a fait passer le message qu'ils pouvaient sans crainte rentrer en Afghanistan s'ils acceptaient de signer une déclaration de « retour volontaire ». Signe de l'attitude plutôt bienveillante d'Ankara envers les autorités de Kaboul, cette visite s'est tenue dans au moins un autre centre de rétention.

A plusieurs reprises, le barreau de la ville turque d'Izmir a dénoncé les autorités pour avoir procédé à des retours forcés massifs de ressortissants afghans. Par deux fois, rien qu'en 2022, les avocats ont écrit à l'organisme turc de surveillance des droits de l'homme (Tihek) pour se plaindre du grand nombre d'Afghans – y compris d'anciens membres de l'armée, des ex-fonctionnaires et des familles hazara chiites – poussés à signer ce type de formulaire avant d'être expulsés. Les défenseurs avaient pris pour exemple le cas d'un groupe de 100 personnes au mois d'avril 2022 et celui d'un autre, cette fois de 226 personnes, en juin.

Des tribunaux turcs, ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), ont eux aussi, et à plusieurs reprises, reconnu les autorités turques coupables d'avoir procédé ou tenté de procéder à des expulsions forcées illégales. En juin 2022, la CEDH a ainsi accusé Ankara d'avoir violé les droits d'un citoyen syrien, Muhammad Fawzi Akkad, pour l'avoir « expulsé arbitrairement vers son propre pays » malgré un permis de séjour valide. L'Etat a été condamné à verser 12 250 euros à M. Akkad pour préjudice moral.

En septembre 2023, un magistrat turc a estimé que les droits d'un Syrien avaient été violés lorsqu'il avait été contraint de signer un formulaire de retour volontaire dans un centre d'expulsion, puis expulsé sans avoir eu la possibilité d'interjeter appel. La même année et encore en 2024, différents tribunaux d'appel du pays, dont la Cour constitutionnelle, ont annulé l'expulsion de dizaines d'Afghans et de Syriens, estimant que les autorités n'avaient pas suffisamment enquêté sur les risques encourus. Des avis qui ont été peu ou pas suivis par les tribunaux locaux.

Matraquage, viol...

Nos entretiens avec 37 anciens réfugiés détenus, dont beaucoup ont été expulsés par la suite, laissent entrevoir des conditions « épouvantables » et « dégradantes » dans 22 centres d'expulsion financés par l'UE : insalubrité, manque d'accès aux soins, sans oublier une surpopulation susceptible d'atteindre, dans certains cas, le double de la capacité théorique du bâtiment. La grande majorité des avocats interrogés affirment, eux, avoir des difficultés à voir leurs clients ou à communiquer avec eux ; le plus souvent parce que ceux-ci changent de centre sans qu'ils en soient informés. Diverses vidéos prises clan-

destinement à l'intérieur des centres donnent une idée des conditions de détention. Sur certaines, on voit des détenus dormir en plein air, entassés sur des terrains de sport ou dans des allées jonchées de débris. Des images de vidéosurveillance du centre d'Izmir, en 2021, montrent des gardiens en train de battre des détenus. En 2023, dans le centre de la ville d'Aydin, le matraquage par une gardienne d'une réfugiée iranienne, aujourd'hui exilée en France, a donné lieu à un procès-verbal et à l'ouverture d'une procédure, toujours en cours.

En 2022, le cas d'un viol d'une autre Iranienne par deux agents de sécurité dans le centre d'expulsion de Van a, lui, provoqué un profond émoi au sein de l'établissement. Alerté par un interprète, le directeur, en congé au moment des faits, avait décidé, à son retour, d'alerter la police. Au terme de quatre mois de procédure, les deux agents ont été condamnés à quinze ans de réclusion et une partie de la direction a été sanctionnée.

Depuis, les autorités du Göç İdaresi chargées de l'établissement de Van ont relevé le niveau de recrutement des gardes, ainsi que leurs rémunérations. C'est à partir de cette époque, aussi, que des gendarmes ont été déployés au sein même de l'enceinte. « Je n'ai plus entendu parler de cas de violence depuis cet épisode, affirme au Monde un ancien fonctionnaire du centre. Le salaire et le fait que cette affaire ait été suivie publiquement ont entraîné un changement de comportement des agents de surveillance. Bien sûr, les tensions persistent, vu le cadre, il peut y avoir des accrochages et des pressions, mais, en règle générale, il n'y a que les gendarmes qui parlent durement et menacent les détenus. » Selon les propres statistiques récupérées par l'UE, les cas d'automutilation et de vio-

lence signalés dans les centres d'expulsion sont passés de 70 en 2019 à 218 en 2022. L'organisme de surveillance Tihek, qui a effectué des visites régulières sur les différents sites, a pour sa part recensé 23 tentatives de suicide et quatre émeutes rien que dans celui de Çanakale (Nord-Ouest), entre mars 2017 et août 2021. Depuis avril, la direction des services de migration affirme que des commissions d'inspection ont lieu au moins une fois tous les deux mois, avec ou sans préavis, à Çanakale comme ailleurs. Avec, parfois, des fuites, comme l'a révélé un réfugié syrien qui, malade, a été transféré avec d'autres détenus en mauvaise santé dans un autre centre à l'approche d'une visite.

Un revirement complet

Trois diplomates européens et un ancien haut fonctionnaire de la Commission européenne nous ont certifié avoir informé leurs hiérarchies de leurs inquiétudes quant à l'utilisation des fonds de l'UE pour faciliter les arrestations, les expulsions « *illégal*es » et signalé aussi les mauvais traitements infligés aux réfugiés, mais leurs démarches auraient été ignorées. Au total, sept diplomates européens en poste en Turquie, et travaillant pour Bruxelles ou des Etats membres, ont expliqué qu'eux-mêmes et leurs collègues disposaient d'informations sur ces dérives. Des documents internes à l'UE confirment que celle-ci a connaissance des retours forcés et d'« *allégations récurrentes* » de violations des droits humains dans les fameux centres. Des mentions « *systématique-*

ment effacées » dans les rapports annuels de l'Union sur la Turquie, d'après l'ancien fonctionnaire de la Commission ayant suivi le dossier.

D'après la même source, le commissaire à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, le Hongrois Oliver Varhelyi, un proche du premier ministre nationaliste, Viktor Orban, en poste de 2019 à septembre 2024 est clairement « *en faveur* » des retours vers la Syrie et l'Afghanistan. « *Ce qui lui importait*, dit notre interlocuteur, *c'était de démontrer qu'il avait considérablement augmenté les investissements de l'UE dans la sécurisation des frontières de nos partenaires. Les préoccupations en matière de droits humains, les politiques de refoulement, les déportations collectives... tout cela, le commissaire n'en avait cure.* » De fait, précise le haut fonctionnaire, « *tout le monde sait à la Commission que les retours volontaires ne le sont pas, mais tous ferment les yeux* ».

A l'automne 2022, Human Rights Watch (HRW) a été une des premières ONG à s'alarmer du nombre croissant d'expulsions forcées. Dans une enquête fouillée, évoquant « *plusieurs centaines de réfugiés syriens, y compris des enfants non accompagnés, arbitrairement arrêtés, détenus et expulsés vers la Syrie* », HRW avait souligné le fait qu'Ankara s'engageait dans un revirement complet de sa politique d'accueil, au risque de violer le droit international.

« *Les dirigeants européens*

sont pleinement conscients de ce qui se passe, ils ne veulent juste pas se salir les mains, souligne Emma Sinclair-Webb, représentante en Turquie de HRW. *En finançant en partie les centres d'expulsion, l'UE facilite indirectement le refoulement. Les Etats membres sous-traitent les violations des droits humains à des Etats tiers. Inversement, l'UE ne peut s'offrir une politique d'externalisation avec un pays si elle lui reconnaît des problèmes ou des défaillances. Pour autant que nous le sachions, Bruxelles ne dispose pas de mécanismes d'évaluation concrets pour déterminer ce qui se passe dans les centres d'expulsion que l'UE a contribué à mettre en œuvre.* »

« Tout est expéditif et imprévisible »

Sur place, en Turquie, la spécialiste souligne le climat d'insécurité et d'extrême tension régnant au sein des communautés de réfugiés. En juillet, une flambée de violence inouïe contre les étrangers s'était abattue sur la ville de Kayseri, dans le centre du pays. Il avait fallu attendre trois nuits pour que la police intervienne. « *Les demandeurs d'asile sont désormais considérés comme des migrants en situation irrégulière*, déplore Emma Sinclair-Webb. *Le système lui-même est devenu déroutant pour les réfugiés, les règles changent tout le temps, tout est expéditif et imprévisible.* »

Installé à Van, l'avocat Mahmut Kaçan, ancien représentant local du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), spécialiste des questions relatives

aux droits humains et aux migrations, ne dit pas autre chose. « *Même ceux qui ont obtenu, il y a des années, un statut de réfugié international* [le HCR traitait les demandes d'asile jusqu'en 2018] *reçoivent des avis des services migratoires leur stipulant sa suspension. Une fois arrêtés pour une raison ou une autre et placés dans un centre, leur expulsion est quasi systématique.* » Et l'avocat d'ajouter, amer : « *Qui se préoccupe des éventuelles conséquences juridiques ? Des milliers de personnes ont été expulsées de la sorte et combien d'entre elles ont saisi un tribunal ?* »

Aucune statistique ne permet de savoir quel pourcentage de migrants expulsés de Turquie a repassé la frontière. Aucun chiffre n'est disponible sur le nombre de Syriens partis « *volontairement* » selon Ankara et revenus depuis sur le sol turc. Plusieurs sources locales estiment simplement que plus des deux tiers des 80 000 Syriens ayant quitté la région de Hatay (sud de la Turquie) [après le séisme meurtrier du 6 février 2023 sont revenus](#), que la frontière avec l'Iran voit passer chaque jour de 100 à 300 personnes de façon irrégulière, et qu'aujourd'hui l'immense majorité des réfugiés en Turquie cherche à partir en Europe. L'exact contraire de la mécanique migratoire mise en place et financée par Bruxelles.

Ont aussi contribué à cette enquête pour Lighthouse Reports : Fahim Abed, Charlotte Alfred, May Bulman, Elena DeBre, Bashar Deeb, J. Jalali, Mahmoud Naffakh et Giacomo Zandonini.

Telegram, l'application au cœur du trafic d'esclaves de l'organisation Etat islamique

EnquêteUn marché tentaculaire d'otages yézidis, hébergé sur le réseau social de Pavel Durov, s'est développé en toute impunité à travers le « califat », de 2014 jusqu'à sa chute en 2019. Aux charges visant déjà, en France, le sulfureux patron de Telegram, pourrait s'ajouter celle de complicité de crimes contre l'humanité.

A travers les rues désertes parsemées de carcasses de voitures calcinées, une vieille berline force en direction des monts Sinjar, dont l'imposante silhouette déchire l'horizon, aux confins nord-ouest de l'Irak. A l'arrière du véhicule, une fillette yézidie de 5 ans vient d'être arrachée aux griffes de l'organisation Etat islamique (EI), au terme d'une opération d'exfiltration qui aura duré près d'une semaine. Ce début de mois de juillet 2016 marque pour la petite Imane (le nom a été changé) la fin d'un calvaire de deux ans.

Rescapée des massacres perpétrés le 3 août 2014 par l'EI contre les yézidis sur leurs terres ancestrales, elle a été capturée et réduite en esclavage par les hommes en noir. D'abord à Mossoul, capitale irakienne du « califat » proclamé par Abou Bakr Al-Baghdadi, où la petite fille est mise à prix à 6 000 dollars (5 460 euros de l'époque), puis dans le bastion syrien de l'EI à Rakka, où elle est proposée à 4 000 dollars le 22 juin 2016. L'offre de vente, que *Le Monde* a consultée, précise qu'Imane « fait pipi au lit ». L'annonce a été publiée sur un marché virtuel où les enfants otages de l'EI sont achetés ou vendus aux enchères par les djihadistes : des garçons, destinés à devenir en-

fants soldats dès l'âge de 7 ans, et des filles réduites au rang d'esclaves sexuelles. Ce trafic tentaculaire, hébergé sur la plateforme de messagerie en ligne Telegram, va proliférer en toute impunité à travers le « califat », jusqu'à sa chute en 2019.

Durant toute cette période, un homme a traqué, sur Internet comme sur le terrain, ce trafic d'êtres humains : Bahzad Farhan. Ce trentenaire yézidi est originaire de la province irakienne de Dohouk, où se niche le temple de Lalesh, haut lieu de spiritualité de sa communauté religieuse, persécutée à travers les âges car qualifiée d'adoratrice de Satan par les fondamentalistes chrétiens et musulmans et vouée à la « purification » par les djihadistes. [Selon une enquête de terrain, basée sur des recensements systématiques, publiée en 2017 par PLOS, un éditeur scientifique en ligne](#), environ 3 100 yézidis sont morts lors de l'offensive d'août 2014. Sur ce total, 1 400 ont été exécutés et 1 700 ont péri d'inanition dans les conditions effroyables qui régnaient sur les monts Sinjar. A l'époque de ces estimations, sur 6 800 yézidis pris en otage, 2 500 étaient encore portés disparus.

Né dans une famille aisée de négociants en spiritueux, dispersée entre l'Irak et l'Allemagne, Bahzad Farhan est une force tranquille. Mais son inamovible sourire cache une détermination sans faille. Face au génocide des siens, l'homme a mis de côté ses affaires pour se consacrer aux otages yézidis de l'EI, pour les sauver, définir l'identité des bourreaux et documenter leurs crimes. « Il n'y a pas de trace écrite des massacres que nous avons subis

à travers l'histoire », explique Bahzad. *La mémoire yézidie s'est transmise de manière orale [depuis six mille ans]. J'ai voulu que, cette fois, nous gardions des preuves tangibles de l'innommable.* » Bahzad recense les morts et les disparus, recueille les témoignages des rescapés, collecte les indices, parvient à entrer en contact avec des otages et, parfois, à les exfiltrer du « califat ». En 2017, il fonde l'association Kinyat et s'associe à la [Fédération internationale pour les droits humains \(FIDH\)](#) à Paris. Ensemble, ils publient, en 2018, un [rapport](#) édifiant sur les crimes sexuels commis contre les yézidis par les recrues étrangères – notamment françaises – de l'EI.

Bahzad lit, imprime et répertorie les atrocités déversées sur la Toile par les djihadistes, constatant leur prédilection grandissante pour Telegram. L'application, qui permet de communiquer en privé avec plusieurs correspondants, offre aussi la possibilité de créer des groupes publics contenant jusqu'à 200 000 membres, et des canaux de communication dont seuls les administrateurs contrôlent le contenu. Redoutable outil de propagande et de recrutement, ces canaux peuvent rassembler des millions d'internautes. L'EI y diffuse des images de décapitation, des *anachid* (sorte de chants islamiques), des discours du « calife » autoproclamé Abou Bakr Al-Baghdadi, des appels à rejoindre le « califat » dans diverses langues. « *Quand Telegram a vu le jour, en 2013, presque personne ne l'utilisait en Irak*, précise Bahzad. *C'est avec Daech [acronyme arabe désignant l'EI] que j'ai vraiment découvert cette application.* »

Activités très lucratives

Au sein même de la communauté yézidie, l'exfiltration des otages de l'EI devient une activité très lucrative. Des « passeurs », chargés de ramener les captifs en zone libre, exigent parfois de grasses rémunérations pour leurs services. Un matin de l'été 2015, l'un d'eux, Hadi (le nom a été changé), soumet à Bahzad la capture d'écran d'une discussion en ligne entre djihadistes. Ils y négocient l'acquisition d'enfants au sein d'un groupe intitulé « Marché aux esclaves », hébergé par Telegram – dont Bahzad reconnaît le logo figurant un avion de papier. Hormis les cas de très jeunes yézidis destinés à l'adoption par des couples stériles, il n'est pas rare que les otages soient le moyen de faire des bénéfices en monnayant leur libération auprès de leurs familles. Les djihadistes font alors appel à des intermédiaires aux scrupules peu encombrants, tel Hadi. C'est pour sceller l'une de ces ventes que le passeur a reçu, la veille, une capture d'écran exhibant des mineurs proposés aux enchères sur Telegram.

Dans le fracas des armes opposant la coalition internationale aux troupes de l'EI, Bahzad entre en guerre contre les djihadistes sur Internet. Parvenant à contourner le dispositif de parrainage imposé par l'organisation Etat islamique pour rejoindre ses discussions sur Telegram, il infiltre plusieurs groupes de vente, dissimulés derrière des noms d'emprunt ou en utilisant ceux de membres de l'EI. C'est alors que s'affiche « l'innommable ». Sur des canapés ou des coussins de velours, des fillettes posent de

manière suggestive, maquillées à outrance, les ongles vernis de rouge, ou chaussées de talons dans lesquels flottent leurs pieds d'enfant.

Des présentations laconiques en font la promotion. « *Esclave à vendre, 12 ans, déflorée, très belle, [réside à] Rakka... 13 000 dollars, dernier prix !!!* », détaille une annonce sur « Le Marché du califat », qui compte 421 membres. Parmi les douze groupes Telegram infiltrés par Bahzad, celui-ci est surtout fréquenté par des anglophones. « *Je suis certain qu'il y avait des Français et des Allemands, relate Bahzad. L'administrateur du groupe s'appelait d'ailleurs Abou Mohammed Al-Almani [dont la nisba signifie "l'Allemand"]*. »

« Le Centre commercial de l'Etat islamique », lui, rassemble 718 membres. Comme les autres groupes de vente abrités par Telegram, il s'agit d'un véritable « Leboncoin » pour djihadistes qui, au milieu d'annonces proposant kalachnikovs, fusils d'assaut M4 ou ceintures explosives à 200 dollars, s'arachent des filles – vierges de préférence – ou des garçons pour faire le ménage, préparer le café ou apprendre le maniement des armes. On s'y adonne aussi au troc : un enfant contre une voiture, un pistolet Glock ou des chaussures. Comme cet acheteur qui, sur la messagerie, écrit en allusion au récit, réfuté par les théologiens, selon lequel Abdallah, fils d'Omar Ibn Al-Khattab, compagnon de Mahomet, aurait échangé une esclave contre des souliers : « *Ce n'est pas une blague, ni du sarcasme, [mais une manière de] suivre l'exemple des compagnons [du Prophète]. Si quelqu'un veut échanger une esclave contre une paire d'Adidas, qu'il m'envoie un message privé*. » Une réponse s'affiche aussitôt : « *Quelle pointure ?* » Puis une autre : « *Si quelqu'un veut échanger une esclave contre des chaussures, je lui donne deux paires d'Adidas... et des chaussettes en prime*. »

Vulgaire marchandise

S'ils adoptent le plus souvent l'anonymat, les djihadistes ne craignent pas de révéler leur voix dans les messages vocaux laissés sur Telegram. Dans l'un d'eux, un intermédiaire, chargé de la vente d'une otage de 14 ans, propose ainsi à un acquéreur de s'assurer auprès des deux précédents « maîtres » de l'adolescente que celle-ci n'a pas été « *pénétrée trop souvent* ». Les tribunaux de l'EI, qui encadrent le trafic d'esclaves selon la charia, ont fixé à 9 ans l'âge de nubilité des filles. A un acheteur, refroidi par la jeunesse d'une yézidie de 7 ans, proposée à 7 000 dollars, le vendeur déploie un argumentaire commercial qui lui permettra de conclure : la fillette aurait déjà des poils pubiens, un signe de puberté qui, pour les tribunaux, signifie qu'elle est prête. Sur présentation de « preuves », les juges de l'EI peuvent accorder des dérogations permettant d'avoir des relations sexuelles avec des esclaves avant l'âge officiel requis, et de les vendre à travers tout le « califat ». « *Telegram, c'est le marché de l'horreur, l'Amazon de l'esclavage*, soupire Bahzad. *Sur cette messagerie, ils ont vendu des êtres humains en Irak et les ont livrés en Syrie, et inversement, comme de la vulgaire marchandise*. »

L'infiltration de ces groupes Telegram et ses échanges en ligne avec les djihadistes permettent à Bahzad d'identifier les otages encore en vie, de prétendre vouloir les acheter pour finalement les exfiltrer, notamment grâce à la complicité, au cœur du « califat », de citoyens arabes révoltés par ces pratiques moyenâgeuses. Au total, il parvient à sauver 55 femmes et enfants yézidis et chrétiens. Il a aussi accumulé des preuves de ces actes, constitutifs de crimes contre l'humanité : déportations, réduction en esclavage, viols, entre autres. D'innombrables éléments sonores, des vidéos et des photos, ainsi que 6 000 pages de captures d'écran, constituent ce dossier

explosif qu'il intitule « Les marchés de Telegram ».

Dès 2018, il frappe à toutes les portes, de la Cour pénale internationale, à La Haye, au Mécanisme international, impartial et indépendant, basé à Genève et créé par les Nations unies pour faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en Syrie. A Paris, il soumet ses preuves à deux organismes d'enquête : à l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP), affilié à la direction générale de la police nationale, et à l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (ex-Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre), qui dépend de la gendarmerie nationale. Il saisit en outre le pôle crimes contre l'humanité du parquet de Paris et parvient à convaincre des victimes de le suivre en France pour témoigner.

« *Bahzad Farhan a fait un travail extraordinaire*, souligne Clémence Bectarte, coordinatrice du Groupe d'action judiciaire de la FIDH. *Il a soumis un nombre très important d'éléments matériels, de preuves incroyables, notamment les conversations Telegram en sa possession. Il a aussi détaillé aux enquêteurs la méthodologie suivie pour recueillir ces preuves, qui démontrent l'idéologie génocidaire de Daech à l'encontre des yézidis*. »

En attendant que la justice se mette en marche, Bahzad se rend, en septembre 2018, dans le camp de concentration d'Auschwitz, se recueille devant les vestiges des chambres à gaz, découvre le mémorial et la manière dont la Shoah y est documentée, le souvenir sanctuarisé. L'activiste espère un jour ouvrir un musée du génocide yézidi, en collaboration avec le Musée d'histoire militaire de Dresde. « *A Auschwitz, écrit-il dans son carnet de route, j'ai prononcé une prière yézidie pour les victimes juives. Les photos, les textes, les objets :*

tout dans le camp respire la souffrance de ces victimes. Elle est palpable, créatrice de tant d'empathie. »

Pavel Durov, un sulfureux milliardaire

Pour ceux qui portent, depuis près d'une décennie, le dossier des marchés virtuels aux esclaves de l'EI, l'espoir renaît après l'interpellation de Pavel Durov, patron et cofondateur de Telegram, le 24 août, à l'aéroport du Bourget. Le sulfureux milliardaire de 40 ans, également fondateur du réseau social russe VKontakte (dont il a vendu ses parts en 2014), est visé par une enquête portant sur des faits de complicité de crimes graves et pour ses refus répétés de répondre aux demandes des enquêteurs français. Son application de plus de 900 millions d'utilisateurs revendiqués dans le monde est accusée d'avoir laissé prospérer trafics de stupéfiants, blanchiment d'argent, pédopornographie... Entre autres infractions. Dans cette longue liste, cependant, nulle mention n'est faite des crimes contre l'humanité perpétrés par l'organisation Etat islamique sur Telegram.

Depuis sa ville de Dohouk, Bahzad Farhan reprend son bâton de pèlerin. Alors que Pavel Durov est encore en garde à vue, il recontacte les enquêteurs de l'OCRVP pour leur demander d'examiner la possibilité d'inclure au dossier des charges concernant le rôle de Telegram dans l'achat et la vente de femmes et d'enfants yézidis. Conscient du caractère exceptionnel de la mise en examen du patron de Telegram, Bahzad s'interdit tout optimisme. Pavel Durov ne manque pas de soutiens : de la Russie, où le Kremlin a pourtant tenté d'interdire l'application en 2018, du lanceur d'alerte Edward Snowden, qui dénonce une « prise d'otage », ou encore d'Elon Musk, patron de X. Les Emirats arabes unis, qui abritent le siège social de Telegram, se joignent à cette vague de solidarité. Le riche pays du Golfe, qui tient ses habitants sous haute sur-

veillance et bloque les fonctionnalités d'appels vocaux et vidéo d'applications de communication telles que WhatsApp, demande à la France un accès consulaire à Pavel Durov, qui a acquis la nationalité émiratie malgré sa foi en un Etat minimal et en la totale liberté d'expression.

« *Après avoir affronté Daech, nous voilà aux prises avec les puissants de ce monde* », ironise Bahzad, tout en soulignant que les membres de l'EI qui ont survécu à la disparition territoriale du « califat », en 2019, continuent à échanger sur Telegram, notamment pour administrer les reliquats de leur butin de guerre – dont des esclaves yézidiés. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, si la plupart des otages ont été libérés, 1 277 d'entre eux étaient toujours captifs en août 2023. Nombre d'esclaves sexuelles restent aux mains de cadres de l'EI, dont certains ont trouvé refuge en Turquie, où la police est parvenue, depuis 2020, à libérer au moins deux yézidiés vendues aux enchères sur le Web.

Telegram continue aussi d'abriter des canaux et des groupes d'anciens membres ou de partisans de l'organisation djihadiste, qui diffusent des « archives » de l'EI, dont des exécutions et des *anachid* (en français et en allemand notamment) appelant à la guerre contre les « *mécréants* ». Un groupe est dédié aux détenues du camp syrien d'Al-Hol, *poudrière djihadiste en passe de devenir un « mini-califat »*. Cette présence en ligne est résiduelle, en comparaison, par exemple, de celle du Hamas palestinien, dont certains canaux Telegram comptent plus de 150 000 abonnés. Dès 2021, et jusqu'en septembre 2023, l'organisation y a diffusé des vidéos de ses entraînements militaires et de techniques qui allaient être employées lors du massacre du 7 octobre 2023 : utilisation d'explosifs pour pratiquer des brèches dans la barrière entourant la bande de Gaza, neu-

tralisation des dispositifs de surveillance à l'aide de drones armés et infiltration du territoire israélien par les airs, avec des parapentes. Les Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, qui ont inondé Telegram de vidéos après l'attaque, continuent, à ce jour, d'y diffuser la propagande du mouvement.

Le 31 août, les corps de six Israéliens, enlevés par le Hamas, sont découverts dans le sud de la bande de Gaza. Selon les éléments d'autopsie rendus publics en Israël, les otages ont été exécutés « *à bout portant* », vingt-quatre ou quarante-huit heures auparavant. Tandis que la population israélienne laisse éclater sa colère et décrète une « *grève générale* » afin de forcer le gouvernement de Benyamin Nétanyahou à conclure un accord permettant la libération des otages encore retenus dans l'enclave palestinienne, le Hamas annonce, sur Telegram, que « *les [six] morts s'adresseront* » bientôt au public. Des vidéos seront diffusées sur la messagerie, entre le 2 et le 6 septembre, parfois précédées d'une bande-annonce en arabe, en anglais et en hébreu. Les otages y accusent le chef du gouvernement d'être responsable de leur calvaire. Une stratégie de la terreur, véhiculée sur Telegram, sans la moindre modération de l'application.

Crimes contre l'humanité

L'impunité dont jouit Telegram pourrait prendre fin en raison des stratagèmes que son PDG, Pavel Durov, a lui-même choisis pour se protéger des régimes autoritaires qui prennent aujourd'hui sa défense. L'homme a en effet décidé de collectionner les passeports – russe, émirati et même du paradis fiscal caribéen Saint-Kitts-et-Nevis. En août 2021, il obtient la nationalité française sur intervention de l'Elysée, alors même que la sulfureuse messagerie est dans le viseur des autorités françaises depuis les attentats de

Paris en 2015.

Le président Emmanuel Macron, qui proposera une « *coalition internationale* » pour lutter contre le Hamas, au lendemain de l'attaque du 7-Octobre, avait décidé, deux ans auparavant, de faire bénéficier Pavel Durov de cette procédure de naturalisation, réservée aux étrangers contribuant « *au rayonnement de la France* ». Un discernement discutable, qui pourrait aboutir à un retournement de situation contre l'« *émérite* » Paul du Rove – nom francisé de Durov – et jouer en faveur des victimes yézidiés vendues sur Telegram. La charge la plus grave qui pourrait s'ajouter aux poursuites judiciaires visant Pavel Durov en France est, en effet, celle de complicité de crimes contre l'humanité, notamment pour la réduction en esclavage des yézidiés. De tels crimes relèvent de la compétence du pôle crimes contre l'humanité du Parquet national antiterroriste quand sont impliqués des auteurs de nationalité française. Avoir sollicité – et obtenu – cette dernière pourrait s'avérer ne pas être la meilleure idée qu'ait eue le génie de la tech.

D'autant que, dans cette affaire, la justice française peut s'appuyer sur la jurisprudence Lafarge, le cimentier français mis en examen pour complicité de crimes contre l'humanité. La société, désormais filiale d'Holcim, est accusée d'avoir versé, entre 2013 et 2014, quelque 13 millions d'euros à divers groupes armés, dont l'EI, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie à Jalabiya, en Syrie. « *Cette mise en examen constitue une décision historique*, pointe M^e Bectarte. *Ce que nous dit la Cour de cassation, qui l'a confirmée [le 16 janvier], c'est que la complicité de crime contre l'humanité n'exige pas l'adhésion à la conception du crime. Il suffit, pour être complice, d'en avoir eu connaissance et d'avoir contribué à sa réalisation, par son aide ou son assistance.* »

Or, dès 2016, la presse internationale s'est fait l'écho de ce trafic d'êtres humains sur Telegram. « *Pavel Durov ne pouvait pas l'ignorer !* », tranche Bahzad. Et si l'entreprise Lafarge a été mise en examen en tant que personne morale, « *la justice française pourrait exercer sa compétence à l'encontre d'une personne physique pour complicité de crimes contre l'humanité* », conclut l'avocate de la FIDH. Contacté pour Le Monde, le Parquet national antiterroriste a affirmé, dans un courrier datant du 17 septembre, avoir « *ouvert des enquêtes du chef de crimes contre l'humanité au préjudice des victimes issues de la communauté yézidie, visant notamment la réduction en esclavage* », mais précise qu'aucune enquête n'est en cours, « *à ce stade* », concernant Telegram.

En attendant l'issue de ce long combat, Bahzad Farhan se consacre à son projet de musée, loin des monts Sinjar, où un monument commémoratif du génocide yézidi a été inauguré, fin 2023. S'il a choisi l'Allemagne, où réside une importante communauté yézidie, plutôt que l'Irak, c'est pour éviter que le musée ne disparaisse « *lors du prochain massacre* ». C'est aussi, ajoute-t-il, parce que les autorités irakiennes ne sont pas prêtes à laisser exposer certaines pièces en sa possession : des lettres, des photos, des éléments sonores et les échanges des djihadistes sur Telegram. Une crainte de l'amalgame entre le terrorisme et l'islam, injustifiée selon l'activiste, l'EI n'ayant pas épargné les populations musulmanes. « *La mémoire ne remplace pas la justice*, concède Bahzad, *les victimes juives ont eu les procès de Nuremberg [de 1945 à 1946], mais ce qui perpétue leur souvenir, c'est le camp silencieux d'Auschwitz qui défie le temps.* » « *La mémoire*, conclut-il, *c'est la victoire des victimes sur leurs bourreaux. C'est ce qu'il nous restera, si tout espoir de justice est définitivement perdu.* »

LE FIGARO

Par Barbara Azaïs
13 octobre 2024

7 octobre : des documents secrets révèlent que le Hamas voulait que l'Iran et le Hezbollah participent

Les procès-verbaux de réunions secrètes du Hamas, consultés par le *New York Times*, révèlent que le mouvement avait essayé d'obtenir le soutien de l'Iran et du Hezbollah pour lancer ce qu'il espérait être « l'effondrement » d'Israël.

Un an après les [attaques sanglantes du 7 octobre](#) 2023 qui ont fait 1200 morts en Israël, des documents saisis par l'armée israélienne et consultés par le *New York Times* permettent de mieux comprendre la longue et méticuleuse planification de cette opération.

Pendant plus de deux ans, [Yahya Sinwar](#), le chef du Hamas, s'est réuni avec ses principaux commandants pour orchestrer ce qu'il espérait être l'attaque la plus dévastatrice jamais perpétrée

contre Israël et « l'effondrement » de l'État hébreu.

Les procès-verbaux de ces dix réunions secrètes révèlent que pour y parvenir, il aurait tenté de convaincre [ses alliés, l'Iran et le Hezbollah libanais](#), de se joindre à l'assaut, ou au moins de s'engager dans une lutte plus intense contre Israël à la suite de l'attaque qu'il prévoyait.

«Le grand projet»

Baptisées « le grand projet », les attaques du 7 octobre étaient à l'origine prévues à l'automne 2022, mais le Hamas les aurait reportées dans l'espoir de créer cette alliance.

Selon le *New York Times* toujours, le Hamas aurait alors rencontré « un commandant iranien de haut rang » en juillet 2023 qui lui aurait dit que

l'Iran et le Hezbollah étaient favorables au projet, mais qu'ils avaient besoin de temps pour se préparer.

Le Hamas prévoyait également de discuter plus en détail de son projet avec [Hassan Nasrallah](#), le chef du Hezbollah à l'époque, [récemment assassiné par l'armée israélienne](#). Mais aucune information ne permet de savoir si cet échange a finalement eu lieu.

Les motivations du Hamas

« Le Hamas s'est senti assuré du soutien général de ses alliés, mais a conclu qu'il lui faudrait peut-être aller de l'avant sans leur pleine participation », constatent nos confrères à la lecture de ces documents, notamment pour anticiper l'imminente mise en place d'un nouveau système

de défense aérienne israélienne.

Afin de tromper l'État hébreu et le prendre par surprise, le Hamas se serait fait discret pendant deux ans, évitant toute confrontation majeure avec lui dès 2021. Les têtes pensantes des attaques entendaient ainsi « maintenir l'ennemi convaincu que le Hamas à Gaza (voulait) le calme ».

Les 30 pages de procès-verbaux permettent aussi de savoir que les motivations du Hamas visaient à perturber les relations d'Israël et l'Arabie saoudite, [à l'époque proches d'un accord de paix historique](#), ainsi que de s'opposer à l'occupation israélienne en Cisjordanie et au contrôle de la mosquée Aqsa, à Jérusalem, considérée comme sacrée dans l'islam et le judaïsme.

l'Humanité

Diego Chauvet
13 octobre 2024

En Iran, la condamnation à mort de Sharifeh Mohammadi annulée

La Cour suprême d'Iran a annulé la condamnation à mort de Sharifeh Mohammadi, une syndicaliste liée à un parti kurde interdit par le régime.

Arrêtée en décembre 2023, Sharifeh Mohammadi, 45 ans, est accusée d'être membre du parti séparatiste kurde Ko-

mala. Elle avait été condamnée le 4 juillet 2024 à la peine capitale par la cour révolutionnaire de Rasht, principale ville de la province de Gilan, sur la mer Caspienne.

Elle avait été jugée coupable de rébellion, selon l'ONG *Hen-gaw*, qui affirme que Sharifeh Mohammadi a été victime de

« tortures mentales et physiques » durant sa détention. La province de Gilan avait été un des centres majeurs des manifestations de 2022 en Iran, déclenchées après la mort en détention de [la jeune Kurde Mahsa Amini](#), arrêtée pour violation des strictes règles vestimentaires imposées aux femmes par la

République islamique.

La répression enclenchée par le régime s'est révélée impitoyable, provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes tandis que des manifestations de masse ont secoué le pays durant plusieurs mois.

Les Etats-Unis imposent de nouvelles sanctions aux effets limités à l'Iran

Les mesures adoptées vendredi 11 octobre visent les industries iraniennes de la pétrochimie et du pétrole, ainsi qu'une vingtaine de navires et plusieurs entreprises à l'étranger, accusés de faciliter le transport, les exportations ou la production dans ces secteurs.

Les Etats-Unis répondent aux **attaques de missiles iraniens sur Israël, le 1^{er} octobre**, par de nouvelles sanctions. Celles adoptées vendredi 11 octobre visent les industries iraniennes de la pétrochimie et du pétrole, ainsi qu'une vingtaine de navires et plusieurs entreprises à l'étranger, accusés de faciliter le transport, les exportations ou la production dans ces secteurs. « Ces mesures contribueront à priver l'Iran des ressources financières utilisées pour soutenir ses programmes de missiles et les groupes terroristes qui menacent les Etats-Unis, leurs alliés et leurs partenaires », a justifié dans un communiqué Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden. Des sanctions aussitôt qualifiées d'« illégales » et « injustifiées » par Téhéran.

Cette annonce survient au moment où Israël étudie une riposte « mortelle, précise et surprenante » aux attaques du 1^{er} octobre, selon les termes du ministre de la défense israélien, Yoav Gallant. Washington presse l'Etat hébreu de ne pas s'en prendre aux sites pétroliers ou nucléaires iraniens, par crainte d'une escalade ou des répercussions économiques mondiales – l'Iran étant encore, en 2023, le septième producteur de pétrole brut au monde, selon le classement de l'Energy Institute. D'après l'agence Bloomberg, qui cite des responsables proches du dossier, les autorités américaines ont proposé à la place d'imposer de nouvelles

sanctions économiques.

Contrairement aux destructions de raffineries, les sanctions laissent passer le pétrole. C'est tout le paradoxe de ces mesures. Elles n'empêchent pas l'Iran d'écouler sa production vers le reste du monde, notamment par l'intermédiaire de flottes fantômes et de multiples sociétés-écrans, mais elles compliquent leur tâche, accentuant la pression sur le régime de Téhéran. Avec le temps, elles perdent de leur efficacité, car les pays visés apprennent à les contourner. Malgré l'embargo américain de 2018, l'Iran a ainsi progressivement repris ses exportations de pétrole, ce qui s'est traduit par une remontée de sa production de brut. Celle-ci est de nouveau à 3,4 millions de barils par jour au mois d'août, après avoir chuté jusqu'à 2 millions en 2020, d'après l'Agence internationale de l'énergie.

La moitié de la production actuelle est exportée, principalement vers la Chine, premier importateur mondial d'« or noir ». « L'augmentation de la production pétrolière iranienne a bénéficié d'une approbation tacite de l'administration américaine, qui y voyait un moyen de freiner la hausse des prix du brut, ainsi que du soutien de la Chine, principal acheteur, qui a systématiquement ignoré les sanctions occidentales », résume l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles, dans une note publiée le 7 octobre. **Pas d'effacement des cours attendu**

Les exportations de pétrole ont

rapporté au régime 41 milliards de dollars (37 milliards d'euros) en 2023, soit environ 41 % de toutes ses recettes à l'étranger, d'après les données compilées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – dont l'Iran est l'un des membres fondateurs. Cette manne est désormais pointée du doigt, alors que la République islamique vient de tirer 200 missiles balistiques contre Israël le 1^{er} octobre, **après les 120 au printemps**. D'autant qu'elle exporte à la Russie son savoir-faire en matière de drones – notamment le modèle Shahed –, qui explosent par centaines dans le ciel ukrainien. L'Iran est parvenu à se constituer un arsenal balistique à l'ombre des sanctions internationales qui n'ont cessé de se durcir depuis 2006. Constitué de dizaines de types de roquettes, de missiles balistiques et de croisière dont le stock est estimé à plusieurs milliers d'unités, celui-ci est l'un des plus diversifiés et importants du Moyen-Orient.

Les nouvelles sanctions ciblent désormais des navires dits « fantômes », utilisés pour transporter clandestinement du pétrole iranien en éteignant leurs transpondeurs, ou pour le transborder, en pleine mer, sur d'autres navires pour en masquer l'origine. Une pratique de plus en plus répandue et que les Etats-Unis espèrent restreindre en ciblant directement les navires. Ensuite, les sanctions s'attaquent aux flux financiers de ce commerce avec l'Iran, en visant plusieurs entreprises intermédiaires enregistrées au Surinam, en Inde,

en Malaisie et à Hongkong. « Plus d'une centaine de pétroliers participent au commerce du pétrole iranien et nombre d'entre eux ne sont pas vulnérables aux sanctions américaines, relativise toutefois Gregory Brew, analyste au cabinet de conseil américain Eurasia Group. Tant que les Etats-Unis éviteront de sanctionner les entités chinoises, il est probable que le commerce se poursuivra. »

D'ailleurs, les observateurs du marché pétrolier ne s'attendent pas spécialement à un effacement des cours. Vendredi 11 octobre, le baril de Brent de la mer du Nord (pour livraison en décembre) finissait la journée à 79 dollars, contre 71 dollars un mois plus tôt. Il reste encore à bonne distance du niveau d'avril (90 dollars). D'abord, parce que les membres de l'OPEP seraient en capacité de mettre 5 millions de barils par jour en plus sur le marché, à commencer par l'Arabie saoudite. Ensuite, parce que plusieurs pays hors du cartel continuent d'accroître leur offre, comme les Etats-Unis, le Canada ou le Guyana. Enfin, « la croissance de la demande en Chine reste timide en raison d'un contexte économique morose », glisse Fitch Ratings, agence américaine de notation financière. Un élément, cependant, compliquerait singulièrement la donne : si Téhéran fermait le détroit d'Ormuz, il bloquerait là un point de transit stratégique où passe près d'un quart du commerce mondial de pétrole.

L'Union européenne annonce de nouvelles sanctions contre l'Iran

Accusé d'avoir livré des armes à la Russie et au Hezbollah, Téhéran est sous le coup de plusieurs mesures de l'UE. Les Vingt-Sept ne sont toutefois pas encore prêts à lister le corps des gardiens de la révolution islamique comme un groupe terroriste.

L'Union européenne (UE) veut faire encore monter la pression contre l'Iran. Réunis lundi 14 octobre, les ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept ont annoncé une nouvelle salve de sanctions contre Téhéran, accusé d'avoir livré des missiles et des drones à la Russie, mais également à ses groupes affiliés au Moyen-Orient, comme le Hezbollah. Ces sanctions interviennent deux semaines [après l'attaque d'Israël par l'Iran](#).

L'Europe a décidé de sanctionner sept entités, dont la compagnie aérienne Iran Air, accusée d'avoir livré des armes à Moscou. L'UE a également placé sur sa liste de sanctions deux entreprises impliquées dans la production de carburant pour le lancement de fusées et de missiles. Les ministres européens ont aussi décidé d'imposer des sanctions à sept nouveaux responsables, dont le vice-ministre de la défense iranien, Seyed Hamzeh Ghalandari, et des hauts responsables militaires iraniens. Dans la foulée, Londres a présenté une nouvelle vague de sanctions visant une dizaine de responsables et d'organisations.

Si le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, ne s'est pas épanché lundi sur ces mesures, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a, pour sa part, salué cette décision, demandant qu'on aille « plus loin » dans les sanctions contre le



Un avion de la compagnie Iran Air en Serbie en 2018. La compagnie aérienne nationale iranienne a été sanctionnée par l'Union européenne car elle est accusée d'avoir livré des armes à la Russie. MARKO DJURICA / REUTERS

régime de Téhéran. Le Conseil national de la résistance iranienne, une organisation d'iraniens en exil, a également salué ces nouvelles mesures. « Le régime clérical utilise toutes les ressources et capacités du pays, même les organisations civiles, pour promouvoir ses objectifs de répression et d'exportation du terrorisme et de l'extrémisme », estime Shahin Gorbadi, de la commission des affaires étrangères de ce conseil.

« Politiques destructrices »

« A la suite de l'attaque de missiles balistiques contre Israël, nous demandons des

comptes à l'Iran, déclare, de son côté, David Lammy, le ministre des affaires étrangères britannique. Avec nos alliés et partenaires, nous continuerons à prendre les mesures nécessaires pour contrer les menaces inacceptables de l'Iran et faire pression pour une désescalade dans toute la région. »

A Bruxelles, une autre mesure est d'ailleurs en discussion : le placement sur la liste européenne des organisations terroristes du corps des gardiens de la révolution islamique. En 2019, [Donald Trump l'avait placé sur la liste américaine des entités terroristes](#). Début 2023, le Parle-

ment européen l'avait réclamé, mais les Etats membres n'avaient pas suivi.

La désignation de ce groupe comme « entité terroriste » par l'UE la « soumettrait à des mesures renforcées en matière de coopération policière et judiciaire dans les affaires criminelles » et « soumettrait tout fonds détenu par le groupe en Europe à un gel des avoirs », assure le juriste américain Matthew Levitt, dans une étude publiée par le Washington Institute. « Cela a pour l'instant été retardé uniquement en raison de politiques d'apaisement et de considérations politiques illégitimes, qui n'ont fait qu'encourager le régime iranien à

poursuivre ses politiques destructrices et même à introduire le terrorisme au cœur de l'Europe », estime Shahin Gombadi.

En Europe, l'Allemagne et les Pays-Bas militent pour une telle disposition. En janvier 2023, Josep Borrell assurait qu'il fallait une décision de justice dans l'un des Etats membres pour que l'Europe puisse prendre cette résolution. « Désormais, nous avons eu cette décision de justice, en Allemagne, établissant un lien entre les gardiens iraniens de la révolution islamique et une attaque terroriste », rappelle un diplomate européen. « Légalement, c'est désormais possible, confirme un autre diplomate. Mais il faut que les Vingt-Sept s'accordent. »

Dimanche, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a officiellement soutenu cette mesure. « Nous voulons que la Suède aborde sérieusement, avec d'autres pays de l'UE, le lien incroyablement problématique entre le corps des gardiens de la révolution islamique et son rôle destructeur dans la région [du Moyen-Orient], mais aussi ses actions croissantes dans divers pays européens, y compris la Suède », a-t-il déclaré au quotidien suédois *Expressen*.

Ne pas refermer les voies de la diplomatie

Ce choix peut avoir des implications lourdes à plusieurs niveaux. Tout d'abord sécuritaire. Contrairement aux Etats-Unis, les différents pays européens ont conservé une

présence diplomatique en Iran encore relativement importante, et pourraient subir des représailles contre leurs ressortissants, rappelle Ellie Geranmayeh, du Conseil européen des affaires étrangères, un centre de réflexion.

Par ailleurs, souligne la chercheuse, « l'Iran est aujourd'hui le pays le plus sanctionné de la planète, mais le régime, même s'il est affaibli, subsiste toujours en mode survie. La politique des sanctions atteint d'autant plus ses limites qu'elle n'est pas assez accompagnée d'initiatives diplomatiques. Dès lors, une telle décision, qui pourrait être symboliquement très forte, même si elle reste limitée dans les faits, reste le dernier recours pour les Européens ».

De fait, le service diplomatique européen, qui a joué un rôle important dans les pourparlers autour du nucléaire iranien, ne veut pas laisser se refermer les voies de la diplomatie, malgré les tensions importantes dans la région entre Israël et l'Iran. « Si nous classons les gardiens de la révolution islamique comme groupe terroriste, il n'y aura aucun effet par rapport aux centaines de sanctions déjà imposées contre l'Iran, à part entraver nos contacts avec les Iraniens », juge une source diplomatique à Bruxelles. Bref, conclut un autre diplomate, « nous attendons les travaux des experts du groupe de travail compétent ».



Anne Andlauer
15 octobre 2024

Conflit au Proche-Orient: la Turquie plaide pour «des sanctions» contre Israël

Le temps de la diplomatie est « dépassé », « il faut boycotter Israël ». Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a appelé mardi 15 octobre la communauté internationale à décréter des sanctions contre l'État hébreu pour son offensive à Gaza et ses attaques sur le Liban. La Turquie a rompu au printemps l'essentiel de ses relations économiques avec Israël, mais une partie de l'opposition accuse Ankara de continuer

les échanges de façon indirecte.

Face aux attaques israéliennes, les dirigeants turcs aiment présenter leur pays comme un exemple à suivre. Le président Erdogan est l'un des plus virulents critiques d'Israël, avec lequel la **Turquie** a rompu les liens commerciaux. Selon Hakan Fidan, le chef de la diplomatie turque, qui a appelé à des « sanctions », c'est parce qu'Israël « ne paye pas le prix » de

ses actions que la guerre à Gaza et au **Liban** se poursuit.

Pourtant, une partie de l'opposition et de la presse en Turquie accusent le gouvernement de fermer les yeux sur la poursuite des échanges par des voies détournées. C'est le cas du quotidien *Karar*, dont la rédaction et le lectorat rassemblent d'anciens soutiens de Tayyip Erdogan. Ce journal pointe du doigt la hausse impressionnante de certaines exportations turques vers les

territoires palestiniens, qu'il soupçonne d'être en réalité destinées à Israël.

Par exemple, les exportations d'acier turc vers les territoires palestiniens ont dépassé 20 millions de dollars sur les huit premiers mois de l'année, contre 17 000 dollars seulement sur la même période l'an dernier. Et ceux qui reprennent ces accusations dans les manifestations anti-israéliennes sont systématiquement arrêtés par la police turque.

The New York Times

Oct. 15, 2024

Iranian General Is Seen in State Media After Questions Over His Whereabouts

Brig. Gen. Esmail Ghaani, commander of the elite Quds Force, appeared in video footage on Tuesday as Tehran braces for a possible counterstrike by Israel.

Brig. Gen. Esmail Ghaani, the commander of Iran's elite Quds Force, appeared in video footage broadcast by Iranian state news media on Tuesday after [days of speculation about his whereabouts](#).

The Quds Force is the branch of the Islamic Revolutionary Guards Corps that conducts external operations, including the oversight of the militant groups that Iran supports, such as Hezbollah in Lebanon, Hamas in Gaza, the Houthis in Yemen and militia groups in Iraq and Syria. Questions about the whereabouts of General Ghaani, 67, emerged as Iran braced for a potential counterstrike after [it fired a barrage of missiles at Israel](#) two weeks ago.



The commander of Iran's Quds Force was shown in a broadcast by Iranian state news media on Tuesday. Majid Asgaripour/Wana News Agency, via Reuters

Before the video footage was broadcast on Tuesday, General Ghaani was last seen in Tehran two days after Israel [killed the leader of Hezbollah, Hassan Nasrallah](#), in Lebanon, according to photos published by Iranian news

media. [According to IRNA](#), an Iranian state news agency, General Ghaani was at a ceremony at an airport in Tehran in the early hours of Tuesday to receive the body of Maj. Gen. Abbas Nilforoushan, a senior Iranian commander

who was killed in the strike on Mr. Nasrallah.

Later on Tuesday morning, General Ghaani was present at a public funeral for General Nilforoushan in Tehran, according to the video foot-

age broadcast by Iranian state media.

General Ghaani [became the head of the Quds Force](#) after the United States killed its previous commander, Gen. Qassem Suleimani, in Iraq in 2020.



October 16, 2024

President Barzani meets Erdogan in Ankara to discuss regional stability

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday held high-level talks with senior Turkish officials in Ankara, including President Recep Tayyip Erdogan, ahead of the long-awaited Kurdistan parliamentary elections.

"I am delighted to have met with President @RTErdogan once again in Ankara. Our visit covered a range of issues, including enhancing regional stability and further strengthening the ties between the Kurdistan Region, Iraq, and Türkiye," President Barzani said on X.

A later statement from the Kurdistan Region Presidency said the meeting discussed economic opportunities between Turkey on one hand and Iraq and the Kurdistan Region on the other.

"The Turkish president reiterated his country's continued cooperation with Iraq and the Kurdistan Region and the readiness and desire of the private sector to work and invest in different sectors," the statement said.

Barzani arrived in Ankara on Wednesday for high-level talks with Turkish officials, including Erdogan, Foreign Minister Hakan Fidan, and head of Turkey's National Intelligence Organization (MIT) Ibrahim Kalin.

During the meeting with Fidan, both sides "discussed the development of Turkey's relations with Iraq and the Kurdistan Region, the situation in the

Middle East and its consequences, and several other issues of common interest," the Kurdistan Region Presidency said in a statement.

Dilshad Shahab, spokesperson for the Kurdistan Region Presidency, said the visit will "engage in discussions regarding the advancement of Turkey's relations with Iraq and the Kurdistan Region, as well as the recent developments in the wider region, while also sharing perspectives on other issues of mutual interest," according to a Presidency statement.

Minister of Foreign Affairs @HakanFidan met with Nechirvan Barzani, President of the KRG of Iraq, in Ankara.

Ibrahim Kalin, Director of the National Intelligence Organization, has also attended the meeting. pic.twitter.com/fr53NHiz11

— Turkish MFA (@MFATurkey) October 16, 2024

The visit comes six months after Erdogan visited Erbil – his first to the Kurdistan Region in his tenure as president – and discussed ties with Iraq and the Kurdistan Region. During his visit, he met with senior Kurdish leaders including President Barzani and Prime Minister Masrour Barzani.

Selim Ensarioglu, an independent Turkish MP for Istanbul and former member of the ultranationalist IYI party, labeled President Barzani's visit as "very valuable" and said it comes at a strategic

time. "I believe that President Barzani's visit to Turkey at this time is very meaningful. I'm genuinely pleased and also thank our esteemed President Erdogan," Ensarioglu told Rudaw on Wednesday, calling for greater unity between Turks and Kurds.

The lawmaker called for greater dialogue between Turkey's ethnicities, as well as expanded cooperation with neighboring countries such as Iraq, Iran, and Syria. He praised Barzani for "having chosen the right path" through visits to Ankara.

Ensarioglu also touched on the Kurdish-Turkish peace process, with talks between the government led by Erdogan's ruling Justice and Development (AKP) party and the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) at a standstill.

"Undoubtedly, the peace process cannot be achieved through armed means but rather through dialogue and within the parliament," he said, praising AKP's far-right ally and leader of the Nationalist Movement Party (MHP) Devlet Bahçeli for his recent gesture in parliament.

In early October, Bahçeli made an unprecedented gesture by greeting members of the DEM Party in parliament. He extended his hand to DEM party co-chair Tuncer Bakırhan and MPs Sezai Temelli, Pervin Buldan, and Sirri Sakik.

"It is important that Mr. Bahçeli be involved in this process. We must all be a part of it.

That means that if there are shortcomings in democracy, justice, and freedoms in Turkey, this is not just a Kurdish issue but a Turkish issue as well," Ensarioglu said.

"It is unacceptable to pull down a member from the podium and cause chaos during their speech. If a member of parliament cannot freely express their views, then it loses its meaning," he added, with ultranationalist Turkish lawmakers routinely inciting chaos during speeches of pro-Kurdish lawmakers.

DEM Party is routinely accused of being the political wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

In 2013, the AKP government entered into peace talks with the PKK, paving the way for an unprecedented opening towards Kurds in the country. Kurdish politicians were able to speak freely about their rights, a topic that was previously taboo. The peace talks, which were mediated by DEM Party's predecessor the Peoples' Democratic Party (HDP), collapsed in 2015 and were followed by intense urban fighting in the country's southwestern Kurdish areas.

The Kurdistan Region relies on neighboring Turkey for the lion's share of its trade and investment, its economy being heavily dependent on foreign imports of food and consumer goods, paid for with oil.

The trade volume between the Kurdistan Region and Turkey stands at over five billion dollars a year.

Tensions au Proche-Orient : l'Iran menace de frapper « douloureusement » Israël s'il attaque des cibles iraniennes

LE POINT SUR LA SITUATION - La Syrie a indiqué ce jeudi qu'une frappe aérienne israélienne sur la ville portuaire de Lattaquié avait fait deux blessés. Cette ville est l'un des fiefs du président Bachar al-Assad, allié du mouvement islamiste libanais Hezbollah.

L'Iran met une nouvelle fois en garde Israël

Le chef des Gardiens de la révolution iranienne, Hossein Salami, a menacé ce jeudi de frapper « douloureusement » Israël s'il attaquait des cibles iraniennes en riposte aux tirs de missiles iraniens le 1er octobre sur le territoire israélien. « Si vous faites une erreur et attaquez nos cibles, que ce soit dans la région ou en Iran, nous vous frapperons à nouveau douloureusement », a mis en garde le général Salami, chef des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran. Hossein Salami a fait cette déclaration à Isfahan (centre), lors des funérailles du général Abbas Niforoushan, l'un des principaux commandants d'une unité d'élite des Gardiens, tué par une frappe israélienne fin septembre au Liban.

Lors de son discours, il a fustigé la récente livraison par les États-Unis du système Thaad (Défense antimissile à haute altitude, NDLR) à Israël, affirmant qu'il ne constituait pas un bouclier « fiable » contre une attaque iranienne. « Attention, nous connaissons vos faiblesses, vous le savez. Vous savez à quel point vous êtes vulnérable », a-t-il ajouté. Ces propos ont été tenus au moment où le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, multiplie ces der-

niers jours les consultations diplomatiques pour tenter d'apaiser les tensions régionales.

Israël appelle la population à évacuer une zone de la Békaa dans l'est du Liban

L'armée israélienne a émis jeudi un ordre d'évacuation urgent à la population d'une zone de la plaine de la Békaa, dans l'est du Liban, avertissant d'une attaque « dans un avenir proche ». « Avertissement urgent aux résidents de la région de la Békaa, spécialement ceux habitant dans le bâtiment marqué sur la carte dans la zone de Temnine », a annoncé sur X le porte-parole de l'armée Avichay Adraee, soulignant que « des installations et des intérêts appartenant au Hezbollah » situés à proximité seraient « visés par les forces de défense dans un avenir proche ».

De son côté, Le Hezbollah a affirmé jeudi avoir détruit deux chars israéliens avec des missiles guidés dans un village du sud du Liban frontalier d'Israël, qui mène des bombardements intenses visant le mouvement islamiste armé au Liban.

La Syrie fait état d'une frappe israélienne sur la ville portuaire de Lattaquié

Les médias officiels syriens

ont indiqué ce jeudi qu'une frappe aérienne israélienne sur la ville portuaire de Lattaquié avait fait deux blessés et provoqué des incendies, fait rare dans ce fief du président Bachar al-Assad. « À environ 02H50, l'ennemi israélien a mené une attaque aérienne (...) visant l'une des positions à l'entrée sud-est de Lattaquié », a indiqué l'agence officielle Sana citant une source militaire. « Deux civils ont été blessés et des propriétés privées endommagées », selon la même source.

L'agence avait indiqué plus tôt que la défense anti-aérienne avait « intercepté des projectiles hostiles au-dessus de Lattaquié », et affirmé que les frappes avaient déclenché des incendies. L'aviation israélienne mène des frappes intensives sur la Syrie mais vise rarement cette ville portuaire, au nord-ouest de Damas. Lattaquié, l'un des fiefs du président Bachar al-Assad, allié du mouvement islamiste libanais Hezbollah en guerre ouverte contre Israël depuis le 23 septembre, est proche de la base aérienne russe de Hmeimim. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, a de son côté affirmé que la frappe visait « un entrepôt d'armes à Lattaquié ».

Dans la nuit du 2 au 3 octobre, l'OSDH avait fait état de frappes de drones visant un autre dépôt de munitions, près de Jablé, à une vingtaine de kilomètres plus au sud et plus proches de la base russe. Israël accuse le Hezbollah d'acheminer des armes depuis la Syrie. Israël a intensifié ses raids sur la Syrie en même temps que son escalade au Liban, où il mène des frappes intensives sur les bastions du Hezbollah.

Les États-Unis ont frappé des installations Houthis au Yémen

Les États-Unis ont frappé cinq dépôts souterrains de munitions des rebelles Houthis au Yémen à l'aide de bombardiers stratégiques furtifs B-2, a annoncé ce mercredi soir le ministre de la Défense américain Lloyd Austin. « Les forces américaines ont ciblé plusieurs installations souterraines des Houthis abritant plusieurs types d'armes que les Houthis ont utilisés pour cibler des navires civils et militaires dans toute la région », a indiqué le ministre de la Défense américain dans un communiqué.

Il s'agit du premier emploi connu à ce jour de bombardiers B-2 par les forces américaines depuis le début de leurs frappes contre les Houthis, un groupement soutenu

par l'Iran. «L'emploi de bombardiers furtifs à long rayon d'action B-2 Spirit de l'armée de l'air américaine prouve la capacité de frappe» américaine «à tout moment et en tout lieu», s'est félicité Lloyd Austin, évoquant une «démonstration sans pareille».

La chaîne des Houthis, Al-Massira, a fait état de 15 frappes ce jeudi à l'aube, visant des sites au nord et au sud de la capitale Sanaa, ainsi que dans le gouvernorat de Saada (Nord-ouest), fief

des rebelles. Les Houthis, qui contrôlent de larges pans du Yémen, mènent depuis des mois des attaques contre Israël et les navires qui leur seraient liés, en affirmant agir en solidarité avec le mouvement islamiste palestinien Hamas, opposé à Israël dans la bande de Gaza depuis un an.

En réponse, les États-Unis et le Royaume-Uni procèdent régulièrement à des frappes contre des installations houthis, mais sans être parvenus à ce stade à anéantir la

capacité opérationnelle du mouvement. «Cette opération marque un changement dans la politique américaine, indiquant une position plus ferme contre le comportement déstabilisateur du groupe», a estimé Mohammed Al-Basha, un spécialiste du Yémen basé aux États-Unis.

Yémen: les Houthis affirment que les frappes américaines ne resteront pas sans réponse

Les rebelles houthis ont af-

firmé que les frappes américaines menées dans la nuit contre leurs positions ne resteraient pas sans réponse.

«L'agression américaine (...) s'inscrit dans le contexte de l'escalade israélienne et américaine contre la Palestine, le Liban et le Yémen», et elle ne «restera pas sans réponse», a indiqué le bureau politique du mouvement dans un communiqué, en affirmant qu'il continuerait de soutenir les Palestiniens de la bande de Gaza et le Liban.



Oct 18, 2024

Early voting begins in Kurdistan Region's parliamentary elections

ERBIL, Kurdistan Region - Security forces across the Kurdistan Region on Friday headed to the polling stations to cast their ballots during the early voting period two days ahead of the general vote in parliamentary elections.

Around 215,960 members of the security forces are eligible to vote early. The polls opened at 7 am and will close at 6 pm.

The Kurdistan Region elections were originally scheduled for October 2022, but the process has been marred with difficulties due to political disputes between the parties. After several delays, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani in June set October 20 as the date for the vote.

There are 165 polling centers opened across the country - 153 in the Kurdistan Region and 12 in Iraqi provinces. The Iraqi Independent High Electoral Body (IHEC) opened centers in Kirkuk, Baghdad, Salahaddin, Nineveh, Wasit, Diyala, and Anbar provinces for the security



Members of security forces waiting for polling centers to open to cast their vote during early voting period in Kurdistan Region's parliamentary elections. Photo: Abubakir Ismail/Rudaw

forces that are on duty outside the Region.

According to IHEC guidelines, voters are not allowed to take their phones with them inside the polling stations.

The election is being monitored by nearly 2000 members of international missions and civil

organizations.

The United Nations will have 25 observers, the European Union will have three observers, civil organizations will have 47 observers, and election observation organizations will have 1,604 observers present to

monitor the vote, according to head of IHEC media team Imad Jamil.

There are 1,191 candidates vying for the 100-seat Kurdistan parliament - 823 men and 368 women - including 38 candidates for five minority quota seats.



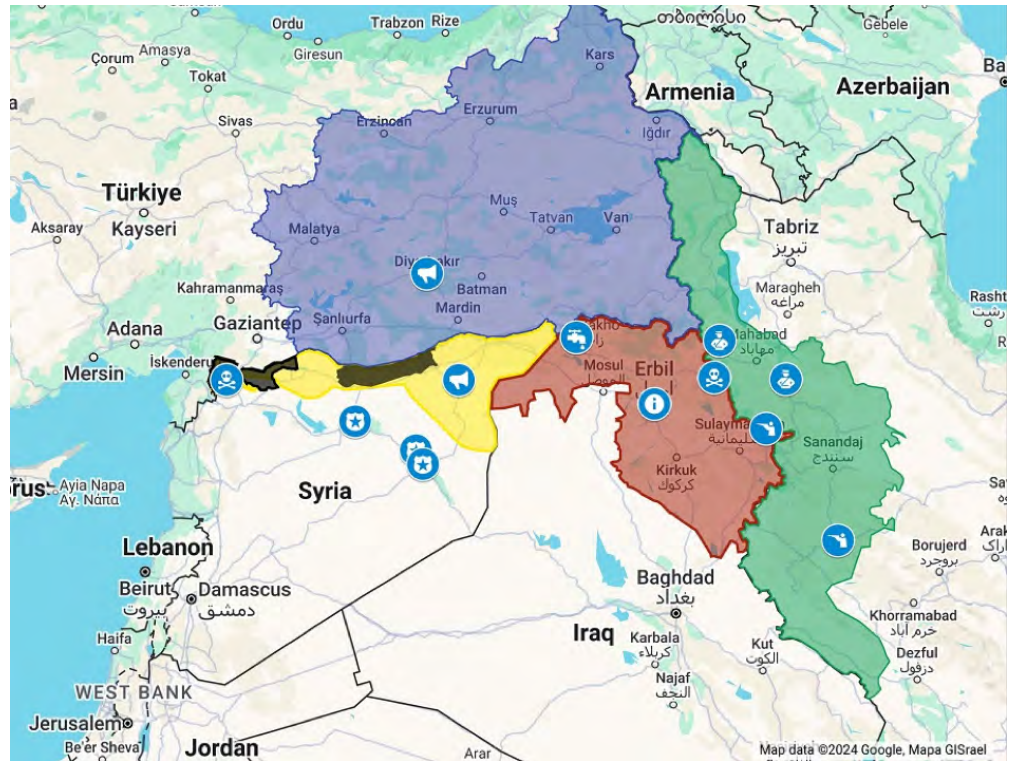
WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan Digest | October 18, 2024

A Digest of Events in the Kurdistan Regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iranian courts issued lengthy prison sentences to numerous Kurdish activists, including several women, on charges related to activism and “spreading corruption on Earth.” A 38-year-old woman from Bikan named **Zahra Sajedinia** received a ten-month sentence after she was initially detained in July. Similarly, a Kurdish woman named **Manizhe Khoshnoud** received a ten-month sentence after she was arrested when Iranian authorities raided a home in July. Concurrently, a Kurdish activist named **Susan Hassanzadeh** received a three-month sentence for criticizing the regime. According to the **Hengaw Organization for Human Rights**, Iranian authorities arrested eight female activists in September 2024, six of whom were sentenced to prison. The regime also sentenced a Kurdish activist named **Ildris Karsaz** to three years in prison for membership in a banned Kurdish party, another Kurdish man named **Ayhan Alikani** to six years in prison for “membership in opposition groups.” Meanwhile, a 37-year-old Kurdish border porter (kolbar) from Sardasht named **Siamand Hasanpour** died after he fell from a cliff while attempting to evade Iranian border guards in the Qandil region. Iranian border guards also shot a kolbar named **Shahwan Moshhour** multiple times while he was crossing the border into Baneh. Moshhour was taken to a hospital in Tabriz for treatment. Lastly, Iranian police **fatally shot** a 22-



year-old Kurdish man named Mehrshad Almasi in Kermanshah. Several witnesses claimed Almasi was shot twice after resisting the police’s attempt to confiscate his motorcycle.

Iraq

Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) spokesperson Myles Caggins **told Rudaw** that the suspension of oil exports from Iraqi Kurdistan has cost Iraq \$21 billion since March 2023. Despite over a year of ongoing discussions between the Iraqi government, Kurdistan Regional Government (KRG), and APIKUR, no tangible solution has emerged. Iraqi Kurdistan’s oil exports were halted when an **Inter-**

national Chamber of Commerce Court of Arbitration ruling banned the independent export of oil from Iraqi Kurdistan via Turkey.

An official from Iraq’s Independent Electoral High Commission (IHEC) claimed nearly **2,000 observers** from consulates and international organizations are poised to oversee Iraqi Kurdistan’s parliamentary elections on October 20. Sunday’s elections have sparked intense exchanges between Iraqi Kurdistan’s ruling and opposition parties, with the opposition Gorran (Change) Movement experiencing a division between its two factions and the resignation of three cabinet members. Concurrently, newly appointed Special Rep-

resentative of the United Nations Secretary-General and Head of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) Mohamed al Hassan visited Iraqi Kurdistan and emphasized the importance of the upcoming elections. “This is absolutely necessary. The Kurdistan Region has been without a parliament for some time, and this election is long overdue,” **said al Hassan**.

Syria

On October 12, U.S. Central Command (CENTCOM) **announced** U.S. forces conducted airstrikes targeting several ISIS (Da’esh) camps in Syria. CENTCOM claimed the strikes were intended to weaken Da’esh’s ability to

plan and execute attacks against the U.S., its allies, and local civilians. The U.S. expects the strikes, which initial assessments say caused no civilian casualties, to significantly degrade Da'esh's ability to plan and coordinate operations. Meanwhile, the Syrian Democratic Forces (SDF), supported by the International Coalition, [conducted a security](#) operation in Raqqa that targeted a Da'esh cell that was planning to attack SDF positions and was responsible for supplying weapons to cells for attacks on SDF personnel and civilians. The SDF seized weapons, ammunition, and personal documents during the raid. [Earlier this month](#), SDF raids targeted two Da'esh cells in Deir Ez Zor and Raqqa on October 2 and 3. The first raid captured a terrorist responsible for recruiting and indoctrinating Da'esh operatives. The second raid netted two Da'esh operatives in Raqqa, Manhal and Madin Ibrahim al Hamoud, who supplied weapons and explosives to Da'esh cells.

The Crisis Cell for Lebanon Returnees, established by the Kurdish-led Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), [announced](#) that

19,754 individuals have entered the region from Lebanon. A recent report by DAANES noted that this total includes 7,200 men, 6,109 women, and 6,350 children. Among the arrivals, 76 are of Lebanese nationality. DAANES added that many returnees are heading to their homes or staying with relatives in the region, and for those without accommodation, centers have been set up by the administration to house them.

According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), 12 people have been killed in clashes in Aleppo province between Turkish-backed factions. The fighting, which erupted following orders from Turkish intelligence, involved "joint forces" consisting of several Turkmen militias and the "Liwa al-Shamal" faction. Among the dead were four members of the joint forces, six from Liwa al-Shamal, and two civilians, including a woman. Additionally, dozens of fighters and 27 civilians, including three children, were injured. These clashes are part of ongoing internal disputes over control of [city revenues](#), which [frequently erupt](#) between Turkish-backed militias since the

occupation of the Kurdish city of Afrin.

Turkey

On October 12, Turkish President Recep Tayyip Erdoğan [discussed the possibility](#) of a renewed peace process with the Kurds, following Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli's surprising overtures to the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy (DEM) Party. Bahçeli, previously known for his hardline stance on the Kurds and calls for the DEM Party's closure, shocked many by [shaking hands](#) with DEM deputies and inviting them to "become a party of Turkey." Erdoğan praised Bahçeli's gesture as a positive step for democracy and expressed hope for a broader social consensus in drafting a new constitution. He emphasized the need to establish peace at home amid regional turmoil, while reaffirming his commitment to resolving issues through non-violent means. President Erdoğan continues to rally support for drafting a new constitution, and experts view his recent outreach to the Kurds as a strategic move to gain backing for another presidential term. Nevertheless, the Turkish government continued its bombardment of

the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraqi Kurdistan while also intensifying its crackdown on Kurds within Turkey.

The [DEM Party issued](#) a statement reaffirming its commitment to the coexistence of diverse peoples and beliefs in Turkey and global politics. The party, which advocates for the equal and democratic rights of the oppressed, condemned recent attacks targeting its collective struggle, particularly against Co-Chair Tülay Hatimoğulları. Several pro-government social media accounts targeted Hatimoğulları after decades-old videos surfaced, showing her praising a nationalist Arab leader. The DEM Party characterized these social media attacks as a racist and sexist response, claiming the videos were taken out of context and misrepresented. The party asserted that it would not tolerate such slander from organized troll accounts and remains dedicated to its mission, drawing from the rich history of the Kurdish political movement and socialist movements in Turkey. The DEM Party is co-led by Tülay Hatimoğulları, who was raised in an Arab family and identifies as a feminist, alongside Kurdish politician Tuncer Bakırhan.

En Turquie, le ras-le-bol de la société contre les violences faites aux femmes

Le pays compte près d'un féminicide par jour en moyenne.
L'assassinat de deux jeunes femmes ces derniers jours a provoqué une nouvelle vague de mobilisation.

Cela ressemble à une lame de fond. Après une succession dramatique de cas de féminicides relayés dans la presse façon faits divers et délaissés quasi systématiquement quelques jours après, le débat sur les violences faites aux femmes en Turquie tend à changer, sinon de nature, du moins en intensité : depuis un peu plus d'une semaine, des manifestations spontanées ont lieu aux quatre coins du pays avec une mobilisation rarement atteinte. Dans les rues des villes moyennes, sur les campus universitaires, à Istanbul ou dans le Sud-Est, des milliers de Turcs, surtout des jeunes, expriment un sentiment de colère et un profond ras-le-bol devant l'inaction de l'Etat face à l'augmentation incessante des meurtres des femmes dans le pays.

Rien qu'au mois septembre, une femme est morte chaque jour des mains d'un homme, selon la Fédération des associations des femmes de Turquie, auxquels s'ajoutent six cas de décès dits « *suspects* ». Depuis le début de l'année, on compte ainsi 296 victimes de féminicides. Un chiffre en hausse comparé à 2023, où 315 femmes avaient succombé à la violence masculine, selon la plateforme « Nous stopperons les féminicides ». Au moins vingt-huit d'entre elles ont été tuées alors qu'une ordonnance de protection leur avait été accordée par les autorités.

Le déclencheur de cette mobilisation est le double meurtre d'Ikbal Uzuner et Aysenur Halil, le 4 octobre à Istanbul par un jeune homme de leur âge, 19 ans, ancien camarade de classe devenu harceleur et signalé à plusieurs reprises. En moins d'une heure d'intervalle, Semih Çelik a assassiné Aysenur chez elle en lui tranchant la gorge, puis il a tué Ikbal sur les murailles historiques de la ville, dans le quartier d'Edirnekapi, à Fatih. Il a décapité sa victime et jeté sa tête dans le vide. Lui s'est suicidé, sur place, en haut des remparts.

Les funérailles des deux jeunes femmes ont eu lieu le 5 octobre. S'ensuivit une déferlante de marches d'hommages tout le week-end et les jours suivants. Des groupes de défense des droits des femmes ont appelé à des rassemblements et des sit-in dans tout le pays, accusant les « *politiques d'impunité* » de la coalition islamico-nationaliste au pouvoir d'être à l'origine de cette violence masculine.

Partout des pancartes et slogans demandant à la Turquie de réintégrer la Convention d'Istanbul, un traité du Conseil de l'Europe visant à mieux lutter contre les violences faites aux femmes, dont le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan s'est retiré en 2021. Celui-ci entendait manifester, à l'époque, son désaccord avec la mention de la diversité des orien-

tations sexuelles inscrite dans le texte, au motif que cela pourrait être instrumentalisé pour « *normaliser l'homosexualité* », qui est « *incompatible avec les valeurs de la famille et celles de la société turque* ».

A Tünel, sur la grande artère d'Istiklal à Istanbul, plusieurs centaines de femmes ont réussi, après moult blocages, à passer le cordon des policiers aux cris de « *Arrêtez les meurtriers, pas les femmes* ». Une déclaration publique a été lue une centaine de mètres plus loin, condamnant le peu d'empressement à mettre en application la loi sur la prévention des violences dite « 6284 », adoptée en 2012 peu après la Convention d'Istanbul. Sur les réseaux sociaux, les images d'étudiants devant les portes closes de leurs universités réclamant le droit de saluer la mémoire des deux jeunes femmes se sont, elles aussi, répandues comme une traînée de poudre. Même les supporters de l'équipe de football de Bursa, plus connus pour leurs slogans nationalistes, ont brandi dans les tribunes, dimanche 12 octobre, des panneaux avec le nom de femmes assassinées.

Sentiment de trop-plein

C'est dire si ce double féminicide est venu jeter une lumière crue sur ce fléau qui ronge en profondeur toutes les couches de la société turque. Le président Erdogan

a déclaré que le retrait de la Convention d'Istanbul « *n'a pas eu le moindre impact négatif sur les droits des femmes* ». Il a annoncé que sa formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), préparait des réglementations juridiques supplémentaires concernant les crimes contre les femmes et les enfants.

Depuis des mois, on sait également que la coalition gouvernementale prépare une réforme de la Constitution en vue notamment d'imposer, au grand dam des associations féministes et LGBT+, une définition plus stricte de la famille. Plusieurs dispositions seraient également envisagées pour encadrer encore davantage la diffusion d'informations sur les violences faites aux femmes et aux enfants survenus dans un cadre familial. La moitié des féminicides en Turquie ont lieu au domicile des victimes.

A écouter les nombreux témoignages des manifestantes venues défiler contre les violences, on mesure le sentiment de trop-plein, une nausée. Le jour de l'enterrement d'Ikbal Uzuner et d'Aysenur Halil, les médias se faisaient l'écho de la mort de Sila, un bébé de 2 ans décédé dans un hôpital de Tekirdag après avoir été victime d'abus sexuels. A Van, dans l'est du pays, c'est une étudiante de 21 ans qui disparaît. Elle sera retrouvée morte, dix-huit jours plus tard, à 25 km du foyer

dans lequel elle venait d'emménager.

A Istanbul, peu ou prou au même moment, deux hommes, **filmés en train de harceler brutalement une femme dans une rue de Beyoglu**, un quartier touristique connu pour sa vie nocturne animée, sont relâchés après leur garde à vue. Ils avaient tous deux un casier judiciaire pour abus sexuel. Et puis, il y a cette ombre ob-

sédante de la petite Narin Güran, 8 ans, qui plane depuis ce jour de la fin août où la police a retrouvé son corps enveloppé d'un sac plastique dans le lit de la rivière de son village, situé près de Diyarbakir. Une affaire sordide qui a, elle aussi, choqué le pays et n'en finit pas de connaître des rebondissements.

Semih Çelik, l'auteur du double féminicide, semble avoir préparé son crime depuis

près d'un an. Une de ses vidéos atteste son intention de tuer Ikbâl. Plusieurs médias ont par ailleurs relevé le fait que le jeune homme s'était rapproché de groupes Incel (pour *involuntary celibate*, « *célibataires involontaires* »), **une mouvance en ligne d'hommes misogynes** qui considèrent que les femmes sont responsables de leur célibat. Une des plateformes turques les plus prisées par les jeunes, Eksi Sözlük, y

consacre un forum ouvert.

Le 12 octobre, un étudiant à l'Université d'Istanbul a été arrêté par la police après s'être réjoui de ce double meurtre, affirmant sur son compte X que l'assassin avait eu raison d'agir de la sorte. Son arrestation suit celle survenue deux jours avant d'un autre homme, âgé de 20 ans, qui avait lui aussi loué l'action du jeune tueur.



18 octobre 2024

Des militants kurdes ont-ils servi de monnaie d'échange entre la France et la Turquie?

Le Conseil démocratique kurde de France dénonce plusieurs expulsions de militants kurdes depuis le printemps dernier, dont une désignée illégale après coup par la cour d'appel de Paris. La diaspora française est appelée à se mobiliser ce samedi 19 octobre à Montreuil, en banlieue parisienne. Plusieurs milliers de personnes sont attendues.

Au mois d'**avril 2024**, trois militants **kurdes**, soupçonnés d'être proches du PKK, ont été expulsés par la France vers la Turquie. D'autres dossiers sont en cours d'instruction, dont cinq qui risquent l'expulsion imminente, selon le Conseil démocratique Kurde de France (CDKF). Une situation nouvelle puisque avant le mois d'avril, aucun militant kurde n'avait été remis à la Turquie par la France, selon le CDKF.

Les Kurdes sont un peuple réparti entre quatre pays : l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Tur-

quie où ils représentent jusqu'à un tiers de la population. C'est justement en Turquie où l'identité kurde a fait l'objet d'importantes répressions. Menant à l'existence d'un parti politique séparatiste à tendance marxiste : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Depuis trente ans, le parti devenu groupe armé est en guerre contre l'État turc. Les militants du PKK sont considérés comme terroristes par Ankara.

Des militants recherchés par la Turquie

C'est donc de ces militants dont il s'agit, des kurdes na-

tionalistes. Des militants condamnés et recherchés en Turquie pour terrorisme, qui se sont donc réfugiés en France pour échapper à la prison, voire à la torture. La France les accueillait jusqu'ici au nom du droit d'asile.

Mais depuis le printemps dernier, les autorités françaises ont retiré une cinquantaine de statuts de réfugiés à des militants kurdes. C'est en tout cas ce qu'affirme le CDKF, réputé proche du PKK. La structure revendique plus de 507.000 membres sur les 300.000 kurdes présents en France.

« Aujourd'hui, on va t'envoyer en Turquie »

Parmi les militants expulsés, figure Serhat Gultekin. Dans le passé, condamné pour extorsion de fonds et financement du terrorisme pour avoir collecté l'impôt révolutionnaire du PKK - la « kampanya » -, il dépose au printemps dernier une demande d'asile auprès de la préfecture. Ce qui normalement lui garantit de pouvoir rester sur le sol français le temps de la démarche. Il devait d'ailleurs être auditionné par un juge selon son avocat. Mais la veille de son audience, des policiers français en civil

l'ont embarqué. Un arrêté d'expulsion a été pris par la préfecture du Val-de-Marne et par le ministère de l'Intérieur malgré son statut de demandeur d'asile.

« Des policiers en civil l'embarquent dans un camion, ils le menottent, ils le ligotent, lui mettent des entraves et l'amènent jusqu'à un aéroport, raconte l'avocat de Serhat Gultekin, Maître David Andic. Dans le camion, ils lui disent : «Serhat, on va t'envoyer en Turquie. Que tu le veuilles ou non, aujourd'hui, on va t'envoyer en Turquie». »

Et c'est ce qui s'est passé, Serhat Gultekin est aujourd'hui incarcéré en Turquie dans un

département consacré aux prisonniers politiques. Dans une décision rendue le 26 septembre dernier, la cour administrative d'appel de Paris a déclaré son expulsion « *illégal* » cinq mois après, donc bien trop tard.

Des accusations de marchandage selon le CDKF

Le CDKF dénonce ces méthodes et accuse la France de marchandage avec la Turquie. Pour le CDKF, c'est très clair : l'État Français échange quelque chose - on ne sait pas quoi - contre des militants kurdes avec la Turquie.

Le journal français Marianne citait en mai dernier une

source anonyme des services secrets français qui parlait d'échanges d'informations avec le MIT turc, leurs services de renseignement. Selon cette même source, le MIT a promis des informations sur des projets d'attentats de l'État Islamique Afghan pendant les JO 2024. Des informations échangées contre des militants kurdes recherchés par l'État turc.

Un dossier classé « secret défense »

D'autres sources approchées par RFI penchent plutôt pour une opération séduction de la France auprès de la Turquie motivée par des enjeux économiques.

Contacté à propos de ces mystérieuses expulsions forcées, le ministère français de l'Intérieur nous a informé que ce dossier était classé « secret défense ».

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), quant à lui, affirme « *apprécier en toute indépendance* » chaque demande du ministère de l'Intérieur de levée du statut de réfugié. L'Ofpra rappelle également que chaque décision prise peut faire l'objet d'un appel devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Cinq autres militants kurdes risquent d'être expulsés ces prochains mois, selon le CDKF.

Le Monde Angèle Pierre
19 octobre 2024

En Turquie, Açık Radyo, la radio de « toutes les voix de l'univers », privée de micro

Le Conseil supérieur de la radio-télévision turc a annulé la licence de diffusion de la radio indépendante vieille de 30 ans après une émission évoquant « le génocide des Arméniens ».

Nous arrivons donc désormais à la fin... Nous remercions tous les auditeurs et toutes les personnes qui nous ont soutenus. Açık Radyo restera ouverte à toutes les voix, à toutes les couleurs et à tous les frémissements de l'univers », concluait Omer Madra, 79 ans, au micro d'Açık Radyo (« radio ouverte » ou « libre »), mercredi 16 octobre. C'est avec émotion que le fondateur de la station a achevé sa dernière émission, après vingt-neuf années d'antenne, en direct des modestes studios installés dans une impasse du quartier de Tophane, à Beyoglu, au cœur d'Istanbul.

L'équipe de cette station in-

dépendante, dont la ligne éditoriale engagée, progressiste et multiculturelle en faisait une vitrine du melting-pot stambouliote, avait été sanctionnée, le 22 mai, d'une amende et d'une interdiction d'émettre de cinq jours par le Conseil supérieur de la radio-télévision turc (RTÜK). L'équipe d'Açık Radyo était, depuis, dans l'attente des dates de suspension d'antenne. Or, ces précisions n'ont pu être reçues à cause d'un « problème technique » du système de messagerie de la RTÜK, précise l'équipe de la radio dans un communiqué. Faute d'application effective des cinq jours de suspension d'antenne, le RTÜK a estimé que la radio avait commis une infraction sup-

plémentaire à ses directives, justifiant ainsi l'annulation de la licence de diffusion de la station, qui émettait depuis 1995.

La sanction faisait suite à une matinale diffusée le 24 avril, date anniversaire du début de la déportation massive des Arméniens de 1915 sous l'Empire ottoman. « Cette année marque le 109^e anniversaire des déportations et des massacres, qualifiés par certains de «génocide», qui se sont déroulés en terres ottomanes. Comme vous le savez, la commémoration du génocide arménien a également été interdite cette année », avait expliqué à l'antenne Cengiz Aktar, intellectuel connu pour

ses prises de position sur la question.

Liberté d'expression réduite à peau de chagrin

Le RTÜK avait estimé que l'usage des termes « génocide arménien » était une « incitation à la haine », en référence à l'article 216 du code pénal turc. Bien que l'atmosphère politique ait permis de relancer les débats universitaires sur la nature des événements de 1915 au début des années 2010, les espaces où s'exerce la liberté d'expression ont été réduits à peau de chagrin avec la montée de l'autoritarisme qui a suivi la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

« La question de l'interprétation des événements de 1915 et la qualification de "génocide" a toujours fait l'objet de polémique en Turquie, mais depuis la mort de Hrant Dink [journaliste turc d'origine arménienne assassiné en 2007], cela faisait partie des débats et cela rentre dans le cadre de la liberté d'expression », rappelle Ilksen Mavituna, 38 ans, coordinateur de programme à Açık Radyo et membre de l'équipe depuis vingt ans.

« Ce qui est étonnant, c'est que la formulation de Cengiz Aktar est particulièrement mesurée. Il a usé d'une expression qui relève tout simplement d'un compte rendu journalistique de l'état des débats. Nous ne savons pas pourquoi cette décision arrive maintenant, sur ces propos en particulier. A part une décision politique, nous ne voyons pas d'autres explications », reconnaît l'animateur au timbre de voix grave, bien connu des auditeurs de la station.

Se relancer sur Internet

Une centaine de personnes étaient réunies devant les studios, à l'heure de la dernière émission, pour soutenir l'équipe d'Açık Radyo. Une campagne de soutien sous le hashtag #personneneferatairaçık radyo a également tourné ces derniers jours sur les réseaux sociaux. La radio



Des employés d'Açık Radyo, après l'annonce de la suspension de la radio, le 16 octobre 2024, à Istanbul. OZAN KOSE/AFP

s'était fait connaître grâce à une programmation particulière riche et variée. Émissions politiques, artistiques, sur des thématiques sociétales et environnementales, l'équipe avait fait le choix d'une ligne souvent critique du pouvoir central. Artistes, auteurs, universitaires reconnus à Istanbul et dans le pays figuraient sur la longue liste des contributeurs bénévoles. Une bouffée d'oxygène, dans un environnement médiatique détenu à 90 % par des personnalités proches du pouvoir.

La suspension de l'antenne laisse des centaines de milliers

d'auditeurs orphelins. « Cela fait dix ans que j'écoute Açık Radyo, et ses émissions ont énormément contribué à ouvrir mon horizon », témoigne Oykü Dogan, une illustratrice de 42 ans, en citant la programmation musicale et culturelle. Véritable lanceuse d'alerte, la station de radio a traité avec constance de la gravité de la crise climatique, thématique qui n'est abordée que de manière très marginale dans les autres médias. Comme des milliers d'auditeurs, Oykü Dogan a mis la main à la poche pour faire un don à la radio.

Mais Açık Radyo n'a pas dit

son dernier mot. « Nous avons contesté la décision d'annulation de licence auprès du tribunal. Cela devrait arriver rapidement. Ensuite, nous avons toujours la possibilité de relancer les émissions sur Internet », relativise Ilksen Mavituna. Parallèlement à la procédure administrative de fermeture de l'antenne, le procès au pénal portant sur l'usage du terme « génocide » se poursuivra sans doute plusieurs années, mais l'équipe de la radio est décidée à maintenir sa ligne de défense et à plaider la liberté d'expression.

Djihadistes français emprisonnés en Irak : enquête pour tortures et détention inhumaine

Une juge du pôle Crimes contre l'humanité du tribunal de Paris enquête sur les conditions de détention de deux djihadistes français en Irak.

Une enquête a été ouverte en décembre 2023 pour tortures, peines et traitements inhumains, dégradants, et détention arbitraire concernant deux djihadistes français détenus en Irak, a annoncé l'Agence France-Presse (AFP), dimanche 20 octobre.

Ces investigations inédites sont conduites par une juge d'instruction du pôle Crimes contre l'humanité du tribunal de Paris, a confirmé à l'AFP le Parquet national antiterroriste (PNAT).

« On ne peut pas admettre que des Français dépérissent dans des geôles, quelle que soit la gravité des faits qu'on leur reproche », a expliqué Richard Sédillot, avocat des deux plaignants, Brahim Nejara et Vianney Ouraghi. « Je ne demande pas leur exonération a priori, mais il est indispensable qu'ils puissent être jugés dans des conditions équitables, pas en cinq minutes, sans avocat. Il faut une instruction et un jugement en France », a-t-il insisté, sollicité par l'AFP.

La plainte, déposée avec constitution de partie civile en septembre 2020, a mis du temps à aboutir. La justice avait d'abord décidé de ne pas enquêter, mais l'avocat a fait appel et obtenu le lancement des investigations. Une décision qui donne espoir à quatre autres djihadistes qui ont aussi porté plainte.

Déshydratation, humiliations, maladies

Quatre avocats se sont rendus à la prison d'Al-Rusafa à l'automne 2023 et en février 2024. Ils ont tiré de leurs échanges non confidentiels avec leurs clients deux mémorandums alarmants, transmis à la justice française et dont *Le Monde* puis l'AFP ont eu connaissance.

Les prisonniers vivent dans des « cachots » bondés de plus de cent vingt hommes, avec seulement une douche et deux toilettes, où « les corps se déshydratent très rapidement » dans une « chaleur étouffante ». Ils n'ont qu'« une bouteille d'un litre et demi par jour pour boire, assurer leur hygiène et faire leur vaisselle ».

« Le matin, si les occupants de l'un des cachots ne se réveillent pas, tous les détenus sont punis. » Le chef de cellule peut « insulter, humilier, violenter ses codétenus en toute impunité ». Seule sortie autorisée : une promenade, deux fois par semaine, de « dix minutes à trente minutes (...) dans une cour tellement exiguë qu'il est quasi impossible de marcher ».

Les détenus, même gravement malades, ne sont pas soignés. Léonard Lopez, dit « Abou Ibrahim Al-Andaloussi », souffre ainsi de « dys-trophie importante ». Il ne peut plus « lever les bras et donc se défendre » des violences des autres détenus ou

des gardes. « J'ai peur que certains d'entre eux finissent par succomber, j'ai peur que ma cliente ne fasse un AVC », résume Marie Dosé, qui défend une djihadiste.

Collaboration de la justice irakienne

Après la chute de l'organisation Etat islamique (EI), onze djihadistes avaient été condamnés à mort par pendaison en juin 2019 en Irak. Le 30 mai 2023, la justice irakienne a commué cette peine en emprisonnement à vie. Ce changement est le fruit d'échanges entre magistrats des deux pays, a expliqué une source judiciaire, les Irakiens étant « très désireux de collaborer » avec la justice française, qui enquête encore sur ces djihadistes. Les onze sont en effet visés par des mandats d'arrêt pour association de malfaiteurs terroriste criminelle, selon le PNAT.

« Tous avaient des positions élevées au sein de l'EI, et certains ont été impliqués dans des projets d'attentats en France avant leur départ puis pendant leur séjour en zone irako-syrienne », a précisé la source judiciaire. Trois autres Français détenus en Irak, dont deux femmes, sont aussi visés par des enquêtes antiterroristes, selon le ministère de la justice.

Pour poursuivre ces investigations, les juges ont cherché un moyen « d'entendre les suspects sans que leurs droits

soient diminués » et « inter-cédé auprès des Irakiens pour qu'ils acceptent la venue d'avocats », souligne la source judiciaire.

Les juges ont proposé des interrogatoires sous le statut de témoin assisté – ce que plusieurs détenus ont vigoureusement refusé par la voix de leurs avocats. « Aller les entendre en sachant pertinemment dans quelles conditions ils sont détenus, c'est cautionner leurs conditions de détention. Comment peut-on interroger un justiciable en le sachant exposé à des traitements inhumains et dégradants et repartir ensuite à Paris comme si de rien n'était ? », s'est indignée M^{me} Dosé, qui défend une djihadiste.

Interrogatoires en Irak

Certains suspects ont toutefois accepté et un interrogatoire a déjà été mené, en décembre 2023. Fodil Tahar Aouidate, dit « Abou Mariam », Roubaïsi parti en Syrie en 2014 à l'instar de vingt-deux autres membres de sa famille, a été interrogé pendant deux jours, par un magistrat français, en présence d'un magistrat et d'un enquêteur irakiens, ainsi que de son avocat. Ce dernier, Charles Sabbe, n'a pas commenté, invoquant le secret de l'instruction.

Matthieu Bagard, qui défend trois autres hommes, a, lui, dénoncé un « dévoiement de

la procédure » : la justice française procède à « des interrogatoires intenable pour les droits de la défense, qui fragilisent les procédures » au lieu d'attendre l'exécution du mandat d'arrêt et le transfèrement en France pour les interroger. « Le transfèrement est la règle et le problème est justement que les autorités françaises y dérogent, sans

justification », a abondé Chirine Heydari-Malayeri, qui défend l'un des hommes. Deux représentants d'associations de victimes d'attentats, Georges Salines et Arthur Dénouveaux, ont aussi dit à l'AFP qu'ils souhaitent le rapatriement de ces djihadistes, pour une « plus grande transparence » des enquêtes. Interrogés plusieurs fois sur

cette question du retour, ni le ministère des affaires étrangères ni le ministère de la justice n'ont répondu à l'AFP.

En Irak, un responsable du ministère de la justice a déclaré à l'AFP que son pays « n'avait reçu aucune demande officielle des autorités françaises ». Un haut responsable sécuritaire a assuré que

le gouvernement irakien comptait rapatrier « par les canaux officiels » plus de « 500 femmes » condamnées et détenues en Irak – il s'agit de ressortissantes de plusieurs pays, notamment de Turquie, de Syrie ou du Tadjikistan. « Le sort des hommes n'a pas encore été déterminé », a ajouté le responsable.



21 octobre 2024

Les États-Unis enquêtent après une fuite « très inquiétante » de documents sur les projets d'attaque d'Israël contre l'Iran

Deux documents classés top secret, décrivant en partie les plans d'Israël pour attaquer l'Iran, ont fuité, rapportent plusieurs journaux américains depuis dimanche. Le président de la chambre des représentants Mike Johnson (Républicains) l'a confirmé sur CNN, parlant d'une fuite « très inquiétante ». « Une enquête est en cours », sur ce sujet, a-t-il déclaré, « nous suivons la situation de près ».

Ces documents classifiés se sont retrouvés sur des chaînes Telegram. Ils semblent être des évaluations des services secrets américains concernant les plans israéliens pour une attaque sur l'Iran, en réponse au lancement de nombreux missiles iraniens sur l'État hébreu début octobre.

« Ces tirs sont très graves, il y aura une réponse », avait prévenu Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne. « L'Iran a commis une grave erreur et en paiera le prix »,

avait lancé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Activités secrètes de drones et préparatifs pour des frappes

D'après Reuters, l'un des documents, décrivant l'utilisation de missiles balistiques, est intitulé : « Israël : l'armée de l'air poursuit les préparatifs d'une frappe contre l'Iran et mène un deuxième exercice d'engagement de grandes forces ». Toujours selon Reuters, le second document est

intitulé : « Israël : les forces de défense poursuivent la préparation de munitions clés ainsi que des activités secrètes avec des drones, presque certainement en vue d'une frappe contre l'Iran ».

Les documents diffusés ne représentent toutefois qu'une part des informations recueillies par les États-Unis sur les préparatifs israéliens, selon des sources au New York Times.

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

Il est difficile de savoir pour l'instant s'il s'agit d'un piratage informatique ou bien d'une fuite délibérée provenant d'un agent américain. L'enquête doit déterminer comment ces documents ont été obtenus, qui y avait accès mais aussi si d'autres informations sont compromises, ont expliqué des responsables à Associated Press. <https://apnews.com/article/israel-iran-us-documents-a-t-t-a-c-k-e7e23d09a2f1fc14498e64b38d74576f>

The New York Times

Matthew Mpoke Bigg
Oct. 21, 2024

Israel Dismantles Iranian Spy Network and Arrests Seven People, Authorities Say

The suspects, all Israeli citizens, conducted intelligence missions for two years under the direction of two Iranian agents, the authorities said.

The Israeli authorities said on Monday that they have dismantled a spy network made up of seven Israelis who were gathering intelligence for Iran, adding that the seven had been arrested. It's one of the largest such cases involving Iran since the war in Gaza began more than a year ago.

The seven Israelis, all from the country's north, were arrested after an investigation concluded that they had conducted intelligence missions for two years under the direction of two Iranian agents, according to a statement by the Israeli police and Shin Bet, the Israeli security agency. They are suspected of photographing and gathering information on Israeli air force and navy installations, ports, Iron Dome missile defense systems and a power plant, the statement said.

A separate statement, in Hebrew, said that the suspects had surveilled Nevatim, an air base in the Negev desert in the south of the country, which Iran attempted to hit with missiles on Oct. 1. The statements did not say when the arrests were made.

The English language version of Iran's state news agency, IRNA, did not mention the case or offer any response from the Iranian authorities.



A satellite image released by Planet Labs showing the air base of Nevatim, in the Negev desert, after Iran's attack this month. Planet Labs PBC, via Agence France-Presse — Getty Images

"The network members were aware that the intelligence they provided compromised national security and could potentially aid enemy missile attacks," the statement said.

The statement named five of the suspects, citing the other two as minors, and said that they used equipment "procured specifically" for tasks of espionage under Iranian guidance.

Some of the suspects were caught while trying to gather intelligence on a senior Israeli citizen who lived nearby. Israeli security determined that

there was a potential plan to harm that citizen, but gave no details of their identity. Charges against the suspects are expected in the coming days, the statement said, adding that they were all Jewish Israeli citizens.

The suspects were paid hundreds of thousands of dollars, some of it in cryptocurrency, the statement said. They were originally from Azerbaijan, according to the Israeli news organization Haaretz, which said they were motivated by money.

Israel's government has said it will retaliate against Iran for

a drone and missile attack by Tehran on Israel on Oct. 1. Direct conflict between Israel and Iran broke out in April after a clandestine war that had lasted for decades.

In September, Israeli authorities said they had [indicted a citizen](#) who prosecutors said met with Iranian intelligence agents and discussed a plan to carry out attacks on Israeli soil, including a possible attempt to assassinate the prime minister, Benjamin Netanyahu, according to the justice ministry.

La Turquie et la tentation des BRICS

Présent au sommet de Kazan, en Russie, Recep Tayyip Erdogan devait s'entretenir, mercredi, avec Vladimir Poutine, alors que la Turquie a fait savoir qu'elle souhaitait adhérer au groupe alternatif au G7.

Vladimir Poutine a de quoi sourire. Le président russe devait rencontrer, mercredi 23 octobre, à Kazan, sur les rives de la Volga, son homologue turc Recep Tayyip Erdogan dans le cadre du sommet annuel des BRICS, dont il est l'hôte jusqu'à jeudi. Une belle prise pour ce club informel qui compte désormais neuf puissances émergentes (aux fondateurs Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud se sont ajoutés l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis), résolues à renforcer l'affirmation du « Sud global ».

Bien que la réunion entre les deux dirigeants ait officiellement pour objet la coopération énergétique entre les deux pays, le véritable enjeu diplomatique est bel et bien de concrétiser l'adhésion de la Turquie, premier pays membre de l'Alliance atlantique à intégrer, le cas échéant, les BRICS. En septembre, un porte-parole du parti au pouvoir, l'AKP, avait confirmé le souhait de son pays de rejoindre ce groupe alternatif au G7.

La démarche d'Ankara n'est en soi pas une surprise au regard du ton et de la conduite de sa politique étrangère. Elle n'en pose pas moins plusieurs questions. Du côté des Occidentaux, l'entrée potentielle de la Turquie dans les BRICS embarrasse, pour le moins, s'agissant du pilier oriental de l'OTAN. En agissant de la sorte, les dirigeants turcs ne veulent-ils pas faire partie d'un groupement de pays dominé par la Russie et la Chine qui souhaite mettre fin à l'hégé-

monie de l'alliance occidentale ?

À l'heure de la recomposition des blocs, la voie particulière turque passe ainsi de la posture à l'acte, tant avec Moscou, contre laquelle Ankara n'a jamais pris de sanctions, qu'avec Pékin, dont le pays se rapprocherait, au moins sur le plan économique, grâce à l'adhésion aux BRICS. Il « *renforce sa propre main* » à un moment où les liens avec l'Occident sont au plus bas, souligne Gönül Tol, directrice du centre d'études turques au Middle East Institute.

Installer son propre pôle de puissance

Selon Ankara, il n'y a aucune contradiction à avoir un pied dans chaque camp. Fin août, peu avant l'annonce de la demande d'adhésion aux BRICS, Recep Tayyip Erdogan avait déclaré que la Turquie ne pouvait atteindre « *ses objectifs en se tournant uniquement vers l'Occident* ». Le pays devait améliorer simultanément ses relations avec l'Ouest et l'Est afin de devenir un pays fort, prospère et sûr de lui. « *Toute autre méthode lui nuira* », avait-il assuré. Une manière de signifier qu'Ankara vise à installer sur la scène internationale son propre pôle de puissance, à la périphérie de l'Europe.

La Turquie est passée d'« *une approche équilibrée à une approche indépendante* », nuance Tülin Daloglu, journaliste et spécialiste de la politique étrangère d'Ankara. Il n'y a

rien de mal à ce que la Turquie ait des approches différentes de celles de ses alliés transatlantiques, avance-t-elle. En revanche, elle doit être extrêmement claire quant à son intention de devenir membre des BRICS : veut-elle apporter une valeur ajoutée à son bien-être économique ou a-t-elle décidé d'en faire un acte politique ? »

Pour Asli Aydintasbas, chercheuse associée à l'European Council on Foreign Relations à Washington, cette prise de distance vis-à-vis de l'Occident est le fruit d'un long cheminement. Selon cette experte des relations internationales, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan s'est ancrée dans un récit post-occidental qui a façonné son identité politique ces dernières années : « *L'idée d'un Occident en déclin et qui repousse sans cesse la Turquie est désormais fermement ancrée chez les dirigeants politiques qui pensent qu'une autonomie stratégique, ce terme cher à Emmanuel Macron, est la clé pour jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Toutefois, il reste évident que le pays souhaite conserver son ancrage occidental, tout en gardant cette flexibilité nécessaire pour avoir un pied dans chaque camp.* » Un « *en même temps* » diplomatique dont beaucoup reste encore à inventer.

Jeu d'équilibriste entre la Russie et l'Occident

À l'instar de ses homologues illibéraux de Serbie, de Hongrie et des monarchies arabes du Golfe, le président turc considère la géopolitique

comme un moyen de louvoyer entre les grandes puissances. Il s'y emploie en développant tout un jeu d'équilibriste entre la Russie et l'Occident, utilisant à la fois les avantages d'être membre de l'OTAN et les relations personnelles qu'il a tissées avec Vladimir Poutine pour accroître les gains économiques de la Turquie. La guerre en Ukraine permet ainsi d'augmenter ses profits en matière d'échanges commerciaux et énergétiques avec Moscou, tout en soutenant l'Ukraine par des ventes d'armes et des partenariats industriels en matière de défense.

« *Les BRICS sont clairement un instrument supplémentaire dans cet exercice difficile* », affirme également Asli Aydintasbas. L'adhésion permettrait à la Turquie de consolider ses positions dans les pays du Sud, notamment en Asie centrale et en Afrique, où elle est devenue un acteur économique. Avec la Chine, Ankara espère attirer les investisseurs qui lui font cruellement défaut et devenir un canal commercial entre l'UE et toute la région asiatique.

Dans une forme d'aveu, le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, a récemment déclaré que « *si l'intégration économique de la Turquie à l'UE avait été couronnée par une adhésion, qui se situe actuellement (seulement) au niveau de l'Union douanière, peut-être ne serions-nous pas à la recherche d'une telle solution* ». Une façon d'affirmer, là encore, que cette adhésion aux BRICS, en plus de créer des opportunités

commerciales, devrait inciter les alliés occidentaux à prêter davantage attention aux besoins intérieurs de la Turquie.

« Les Etats-Unis, les pays européens et surtout la France se doivent de réfléchir au type de relation qu'ils souhaitent avec Ankara. Une adhésion effective aux BRICS compliquera certes les liens institutionnels avec l'OTAN et l'UE,

mais le fait que le gouvernement turc fasse miroiter l'intégration aux BRICS pour attirer l'attention de l'Occident offre l'occasion de repenser, et peut-être de réengager, les relations entre l'Occident et Ankara, peut-être plus dossier par dossier », estime Asli Aydintasbas.

Le désir exprimé par la Turquie de rejoindre les BRICS est

une manifestation des convulsions du monde multipolaire, un « avertissement », selon la chercheuse. « Nous devons accepter que l'identité géopolitique de la Turquie est celle d'une puissance moyenne, un Etat pivot qui continuera à se comporter ainsi et peut-être même après Erdogan, ajoute la spécialiste. Et même s'il flirte avec tout le monde, le pays n'est

pas encore passé dans l'autre camp, comme il a pu le faire dans le passé, par exemple, en s'alliant, après avoir frappé aux portes des capitales occidentales, à l'Empire allemand durant la première guerre mondiale. » A l'heure où se redessine la carte de toute la région et où l'avenir de la sécurité européenne est sur toutes les lèvres, la mise en garde n'est pas inutile.

The New York Times

Carlotta Gall
Oct 22, 2024

The Coup Attempt That Set Turkey on a Path to Authoritarianism

President Recep Tayyip Erdogan and Fethullah Gulen, the powerful preacher who died this week, began as allies. But their falling out brought bloodshed and an Erdogan crackdown.

It was a spectacular falling out.

President Recep Tayyip Erdogan had risen to power largely thanks to the support of a preacher and fellow Islamist, [Fethullah Gulen](#), who died this week. Mr. Gulen's millions-strong following of educated and motivated Turks helped fill the ranks of government, as well as the media, the police and law courts, helping Mr. Erdogan run the country and cement his power.

In the early years of Mr. Erdogan's leadership as prime minister, Gulen followers were the most prominent spokesmen for the government in Turkey and abroad. But by a decade later, Mr. Erdogan had come to resent Mr. Gulen's reach and differences over policy emerged.

The first break came in 2013 when Gulenist prosecutors started corruption proceed-

ings against members of Mr. Erdogan's government and even against members of his family.

Mr. Erdogan accused Mr. Gulen of directing a "judicial coup" and moved to close down some of Mr. Gulen's holdings in the media, as well as his lucrative education centers that prepared students for university entrance exams.

The rivalry turned deadly when members of a group found to be aligned with Mr. Gulen — some visited him in the United States — attempted a [military coup in July 2016](#). Mr. Erdogan faced it down, bringing his supporters out on the streets and securing the allegiance of military and intelligence leaders who moved to arrest the coup leaders.

Clothes and weapons belonging to soldiers involved in the coup attempt on Bosphorus

Bridge in Istanbul on July 16, 2016. Getty Images

He then cracked down with a vengeance not only against those immediately involved in the coup attempt but also on the wider circles of the movement. Tens of thousands of [followers of Mr. Gulen were arrested](#), their businesses and properties were seized, and 150,000 government employees were purged from their jobs.

The Turkish government issued a warrant for Mr. Gulen's arrest and requested his extradition from the United States, where he had lived in self-imposed exile for many years in Pennsylvania. Mr. Erdogan was never successful in bringing Mr. Gulen back to Turkey. The United States government cited a lack of evidence for not moving on the extradition. But he did succeed in crushing the Gulenist movement, branding it as a terrorist organization

and imprisoning many prominent leaders with draconian sentences of multiple life terms without parole.

By the time of his death, Mr. Gulen had lost much of his support among families whose relatives were in prison and thousands who had been forced to flee Turkey and rebuild their lives as refugees.

The attempted coup had a profound effect on Mr. Erdogan.

He wept at the funeral of one of his closest political aides, Erol Olcok, and Mr. Olcok's 16-year-old son, who were killed in gunfire on the Bosphorus Bridge in Istanbul. They were among protesters there who were blocking advancing troops.

Mr. Erdogan strengthened ties with Russia's president, Vladimir V. Putin, who had warned him of a pending

coup and was swift to offer his support afterward. That led Mr. Erdogan to make a deal to buy a S400 missile defense system from Russia, despite Turkey's membership in NATO — a decision that caused broad upset among its partners in the military alliance.

His drift into authoritarianism, which had begun several years earlier after popular protests in 2013, accelerated dramatically and led to a sharp deterioration in relations with the United States and countries in the European Union.

Mr. Erdogan frequently railed against Washington for not supporting him at the time of the coup and for failing to extradite Mr. Gulen. Many of his supporters went further and accused the United States of hosting Mr. Gulen and of being behind the coup attempt.

Fethullah Gulen in Saylorsburg, Pa., after the coup attempt. Charles Mostoller for The New York Times

Whether driven by the threat to his person, or political opportunism, Mr. Erdogan used the coup attempt to reshape Turkey and prolong his position at the helm of Turkish politics.

With a referendum in 2017, he changed the Constitution to end Turkey's parliamentary system and give sweeping executive powers to the president, once a largely ceremonial position. He has since secured two more terms as president.

He has overseen years of mass trials of Gulen followers, including of young cadets, conscripted soldiers, teachers and others who had little or



A campaign poster for President Recep Tayyip Erdogan in Kayseri, Turkey, last year. Sergey Ponomarev for The New York Times

no part in the coup attempt and who have received lengthy prison sentences.

The evidence presented at the trials of the coup leaders seemed to put to rest any broad doubts that there had been an organized plot to unseat Mr. Erdogan, but human rights activists and government critics said the prosecutions were nevertheless deeply flawed. In some cases, several hundred people were tried at the same time.

In addition to supporters of Mr. Gulen, hundreds of Kurdish politicians, democracy activists, journalists, and others, among them a prominent philanthropist, have been imprisoned in Turkey in recent years in what is seen as a broad effort to suppress dissent. Hundreds of media outlets have been closed and opponents of the government are rarely allowed access to mainstream media.

As a result, Mr. Erdogan has

achieved what has long been the aim of Islamists in Turkey, including his own Justice and Development Party: to take power from the country's secularist parties and expand the role of Islam in Turkish society and its institutions.

Supporters of Mr. Erdogan celebrating his victory in presidential elections outside in Istanbul last year. Sergey Ponomarev for The New York Times

Mr. Erdogan has even adopted some of the methods of his former ally, Mr. Gulen. Members of Mr. Erdogan's party have frequently pointed to Mr. Gulen's old practice of securing power by inserting his own followers into the various branches of government, commerce and the media.

In the crackdown after the coup attempt, Mr. Erdogan's government purged thousands of Gulen followers from government ministries, schools, courts, universities, nongovernmental organiza-

tions, police departments, military battalions, hospitals and banks.

Then he replaced them with his own loyalists.

That has left Turkey deeply divided, but with a system that is skewed toward supporting the incumbent president and his party.

Still, Mr. Erdogan has retained elections. He is in the second of two presidential terms allowed by the Constitution, with a mandate until 2028. His plans are not clear, but weeks before voters went the polls last April to cast ballots in local races, the president suggested that it would be his "last election."

Carlotta Gall worked as bureau chief in Istanbul for five years from 2017, reporting on events following the attempted coup in Turkey and the changes wrought by Mr. Erdogan. She is now based in London.

En Turquie, le scandale du « gang des nouveau-nés » ébranle le milieu hospitalier

L'horreur a saisi les Turcs à la découverte des détails de l'affaire du « gang des nouveau-nés », révélée mi-octobre dans le pays. Elle désigne un réseau actif dans une vingtaine d'hôpitaux publics et privés d'Istanbul et de Tekirdag, en Thrace, dans l'ouest du pays. Une quarantaine de soignants – médecins, infirmiers et brancardiers – sont accusés d'avoir organisé un trafic de nourrissons afin d'extorquer un maximum d'argent au système de sécurité sociale turc et aux familles. Au moins dix nourrissons auraient trouvé la mort lors de ces trafics. La médiatisation de l'affaire fait remonter de nouveaux cas et le bilan pourrait s'alourdir.

Avec la complicité des standardistes du service d'urgence du 112, les médecins impliqués présentaient de faux diagnostics aux familles en détresse pour justifier le transfert des nouveau-nés vers des unités néonatales d'hôpitaux privés. Le maintien des enfants en soins intensifs rapportait au réseau 8 000 livres turques par jour (soit environ 216 euros). Les premiers témoignages mettent en lumière des pratiques motivées par l'appât du gain, aux antipodes du serment d'Hippocrate.

« Après sa naissance, mon fils est resté dix jours en soins intensifs (...). Il est malheureusement décédé. Depuis, je me suis toujours demandé s'il y avait eu négligence. (...) Mon fils, que je croyais mort de causes naturelles depuis

des années, a-t-il été victime d'un meurtre ? Qui apaisera ma douleur ? », s'est insurgée Burcu Gökdeniz, mère victime du gang, dans un message sur son compte X accompagné d'une photo d'elle, en larmes, un bébé violacé dans les bras.

L'existence de ce réseau avait été dénoncée aux autorités dans un message posté sur l'interface CIMER – site du gouvernement sur lequel les citoyens peuvent poser directement des questions ou dénoncer des faits répréhensibles –, le 27 mars 2023, et avait justifié le déclenchement d'une enquête. Le rapport de l'inspection du ministère de la santé fait état de 47 accusés, dont 22 ont été arrêtés. Dans l'acte d'accusation de 1 400 pages daté du 17 octobre, les principaux protagonistes de l'affaire – les médecins Firat Sari et Ilker Gönen – sont accusés d'« homicide volontaire par négligence », « délit d'initié », « création d'une organisation criminelle » et de « falsification de documents officiels ». Ils encourent jusqu'à 582 ans et neuf mois d'emprisonnement.

« Manque de contrôle »

L'ampleur du scandale a fait réagir des personnalités politiques de tous bords. « La première plainte a été déposée en mai 2023. Il ne s'est rien passé entre mai 2023 et octobre 2024. Le gang a eu accès à toutes les informations nécessaires pour menacer le procureur qui a mené l'enquête. Des assassins cir-

culent librement parmi nous », a dénoncé Özgür Ozel, président du Parti républicain du peuple (CHP), le principal mouvement d'opposition, critiquant le déroulé de la procédure. Il a également appelé le pouvoir à « nationaliser » les établissements hospitaliers impliqués dans cette affaire.

« En 2023, septembre, octobre et novembre, nous avons été en suivi constant. (...) Nous les avons mis sous surveillance secrète. (...) Si nous n'avions pas fait cette surveillance, nous n'aurions pas pu obtenir de preuves », s'est défendu le ministre de la santé, Kemal Memisoglu, sur la chaîne d'information CNN Türk, samedi 19 octobre. Les autorités ont annulé la licence de dix des établissements hospitaliers impliqués et des centaines de patients ont été transférés, samedi, vers les lits d'autres hôpitaux du secteur.

Information embarrassante pour le gouvernement et son parti, le Parti de la justice et du développement (AKP), l'un des hôpitaux fermés récemment – l'hôpital privé Avcilar – appartient à un ancien ministre de la santé, Mehmet Muezzinoglu (2013-2016). Le CHP n'a pas été épargné non plus. Un de ses membres siégeant au conseil municipal de la ville d'Istanbul, le médecin Ahmet Atilla Yilmaz, occupait le poste de chef de service dans l'un des hôpitaux du réseau. Il a démissionné de ses fonctions au parti.

Comment un tel réseau a-t-il

pu prospérer pendant des années ? Les projecteurs sont désormais braqués sur les agences régionales de santé, administrations responsables du suivi et du contrôle des établissements hospitaliers publics et privés. Les chambres professionnelles dénoncent la logique de privatisation du secteur qui domine ces dernières années.

« Les politiques néolibérales se sont imposées en Turquie et ont entraîné le développement du secteur privé, explique Nurhan Demirhan, à la fois médecin et avocate, professionnelle du secteur depuis trente-cinq ans. En tant que médecin ayant dirigé des établissements publics, j'ai été profondément choquée par cette affaire. A mon sens, ce sont les lacunes de la direction, le manque de contrôle et l'absence de sanctions véritablement dissuasives qui sont à l'origine de ce scandale. » Comme dans de nombreux secteurs en Turquie, la réglementation existe, mais c'est l'application effective des sanctions qui pêche. « Il faut que les autorités réorientent leur politique et les ressources vers le soutien à l'hôpital public », conclut-elle.

L'affaire du « gang des nouveau-nés » à peine révélée, d'autres dossiers refont surface. Sur la chaîne d'information du quotidien Sözcü, le journaliste Fatih Ergin affirmait, samedi, qu'un réseau similaire systématisait – sans motif médical – les transferts de personnes âgées vers des unités de dialyse.



Azhi Rasul
23 oct 2024

CHP's Ozel supports Bahceli, offers more Kurdish inclusion in Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's largest opposition party leader Ozgur Ozel on Tuesday expressed support for comments made by ultranationalist leader Devlet Bahceli to allow jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan to address the parliament, proposing to offer Kurds a more inclusive role.

"If no more soldiers will die, if no more blood will be shed, if mothers' tears will no longer flow, and if guns will no longer be pointed at soldiers, then every word said to achieve this is valuable to us as CHP," Republican People's Party's (CHP) leader Ozel said while addressing his parliamentary group.

"We, as CHP, will fully support any effort to end terrorism," he added.

Ozel's comments came hours after Nationalist Movement Party (MHP) leader Bahceli [proposed allowing Ocalan](#) to appear in parliament and call for the dissolution of the armed group.

The CHP leader also criticized Bahceli's proposal, saying it excludes the parliament, within which such decisions should be discussed.

"Without a complete social consensus, there will be no resolution," Ozel said. "If this issue is to be solved, it should be discussed at a table with all political parties present." Ozel encouraged that the issues of Kurds in Turkey should be resolved through



Leader of the Republican People's Party (CHP) Ozgur Ozel attends his party's group meeting at the Turkish parliament in Ankara on October 22, 2024. Photo: AA

the constitution while calling for Kurds to have a more inclusive role within the Republic of Turkey.

"Without addressing the constitutional grievances of the Kurds, you cannot solve this issue with a solution tailored to one individual. We value every step taken to reconcile 86 million citizens," Ozel said.

"I agree, Mr. Devlet, I also offer Kurds a state," he added. "I propose that Kurds who do not feel fully belonging to the state, to become the rightful owners of the Republic of Turkey. Let's create a country where no one feels like an outsider."

Bahceli's comments were met with different reactions. Later in the day, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said a door was opened by the alliance of his party with the

MHP to "end terror" in the country, adding that it should not be squandered.

"We do not want the historic window of opportunity opened by the People's Alliance to be sacrificed for personal agendas. We want to build a Turkey free of terrorism together," Erdogan said, referring to the AKP-MHP alliance.

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) co-chair Tulay Hatimogullari responded to Bahceli on Tuesday, stating that ending the isolation of Ocalan is a requirement for any form of a peace process to start in the country, adding that her party is ready to launch an initiative. "If there is to be a beginning, the isolation must be lifted immediately. We are ready to take the initiative for an honorable peace," Hatimo-

gullari said inside the parliament.

The DEM Party is routinely accused of being the political wing of the PKK. Founded in 1978, the PKK initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now calls for autonomy. The group is designated as a terrorist organization by Turkey and western allies. Earlier this year, the Iraqi government also declared it as a banned organization.

On October 1, however, Bahceli made an unprecedented gesture by greeting members of the DEM Party inside the Turkish parliament. Bahceli extended his hand to DEM Party leaders, including Bakirhan.

Following the move, Bahceli said that "a new era is starting in the country. When we ask for peace in the world, we should maintain peace in our country."

En Turquie, une attaque terroriste fait cinq morts dans une usine aéronautique à Ankara

L'action n'a pas encore été revendiquée mais le ministre de la défense turc a rapidement accusé le PKK, organisation armée kurde considérée comme terroriste.

Cinq personnes ont été tuées et 22 autres blessées, mercredi 23 octobre, dans une attaque du siège de la société Tusas, l'une des plus importantes entreprises turques dans le domaine de l'aérospatial et de la défense, dans la grande banlieue d'Ankara. Un homme et une femme lourdement armés se sont introduits dans les locaux et ont ouvert le feu, au moment de la relève des équipes, aux environs de 15 h 30, avant d'être abattus par un groupe d'intervention des forces spéciales. Les autorités ont rapidement interdit la diffusion de toute information supplémentaire sur l'attaque dans les médias et ont ralenti l'accès à plusieurs réseaux sociaux (Facebook, X, Instagram).

Bien que l'action n'ait pas été revendiquée à ce stade, le gouvernement turc a immédiatement désigné l'organisation armée du PKK (Parti des travailleurs du Kur-

distan), bête noire d'Ankara, qui est classée terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. « *Nous infligeons à ces salauds du PKK la punition qu'ils méritent à chaque fois, mais ils n'en deviennent pas plus sages pour autant. (...) Nous ne lâcherons rien tant que nous n'aurons pas éliminé les terroristes jusqu'au dernier* », a déclaré Yasar Güler, ministre de la défense et ancien chef d'état-major. La chaîne d'information Habertürk affirmait dans la soirée avoir retrouvé l'identité de l'assailant de sexe masculin, né en 1992, qui aurait rejoint le PKK en 2016.

Dans leurs premières réactions officielles, les responsables du DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, prokurde) ainsi que le très populaire Selahattin Demirtas, emprisonné depuis huit ans, ancien coprésident du HDP (Parti démocratique des peuples,

depuis devenu DEM), ont laissé entendre qu'il pourrait s'agir d'une fraction dissidente ou manipulée au sein du PKK. « *Certains tentent de saboter par le sang la recherche du dialogue. Qu'ils soient assurés du fait que si Öcalan [Abdullah Öcalan, chef du PKK en prison depuis 1999] prend une initiative [pour renouer le dialogue avec le gouvernement], nous le soutiendrons de toutes nos forces. Nous ne permettrons pas que la voix de la paix soit étouffée à nouveau !* », a déclaré ce dernier dans un communiqué sur son compte X.

Relance du processus de paix

La scène politique était agitée ces derniers jours par la possibilité d'une relance du processus de paix avec l'organisation armée du PKK. Les initiatives du chef du Parti d'action nationaliste (extrême droite), Devlet Bah-

çeli, pourtant très hostile à toute revendication identitaire kurde, ont notamment surpris. « *Que Öcalan vienne s'exprimer lors de la réunion du groupe du parti DEM et qu'il déclare que le terrorisme est terminé et que l'organisation est dissoute* », a-t-il déclaré, le 22 octobre, lors d'une réunion de son groupe parlementaire, à Ankara.

Soucieux de s'aménager une marge de manœuvre dans ce dossier central, le chef du CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste) le principal parti d'opposition, Özgür Özel, était lui-même en visite à Diyarbakir, dans le sud-est du pays, mercredi 23 octobre. Il avait au préalable fait un détour par la prison d'Edirne, dans le nord-ouest, pour rendre visite à Selahattin Demirtas, qui conserve une influence déterminante sur le DEM et son électorat.



Salomé Robles avec AFP
24 octobre 2024

Turquie: frappes de représailles, PKK... Ce que l'on sait sur l'attentat qui a fait cinq morts près d'Ankara

Une attaque a fait 5 morts et 22 blessés, dont 7 policiers, au sein du bâtiment du siège des industries aérospatiales de défense de Turquie, ce mercredi 23 octobre. Alors que l'acte n'a pas été revendiqué, la Turquie a mené des frappes de représailles contre les forces kurdes.

Un attentat a fait cinq morts et plus de vingt blessés, ce mercredi 23 octobre près d'Ankara, en Turquie. Deux assaillants ont attaqué le siège des industries aérospatiales de défense de Turquie, la Turkish Aerospace Industries (TUSAS), à Kahramankazan.

Selon le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya, les deux sont membres du commando ont été tués, il s'agit d'un homme et une femme précise CNN.

Le ministère de la Justice a annoncé ouvrir une enquête. «Le processus d'identification et la recherche d'empreintes digitales se poursuivent (pour dire) quelle organisation terroriste est à l'origine de l'attentat», a affirmé Ali Yerlikaya.

• Une explosion et des échanges de tirs

La chaîne de télévision privée NTV a évoqué une attaque suicide, qui n'a pas été confirmée. L'explosion, selon les médias, a été suivie d'échanges de tirs pendant plus d'une heure.

Le journal Sabah a publié sur son compte X une photo issue des caméras de surveillance à l'entrée du bâtiment visé, montrant un jeune homme entièrement



Des ambulances à Kahramankazan, à quelque 40 kilomètres au nord d'Ankara, le 23 octobre 2024, après un attentat qui a fait 5 morts et 22 blessés. - Adem ALTAN / AFP

vêtu de noir, portant un sac à dos et apparemment muni d'un fusil d'assaut. Des images télévisées ont montré d'importantes flammes suivies d'une fumée blanche, avant de devoir renoncer au direct sur ordre de la RTürk, l'organe de régulation des radios et télévisions turques.

• Cinq morts et plusieurs blessés

Le vice-président turc, Cevdet Yılmaz, qui a rendu visite aux blessés en soirée avec plusieurs membres du gouvernement, a indiqué qu'une des personnes décédées, outre quatre employés du

site, était un chauffeur de taxi dont le commando a braqué la voiture avant l'attentat. Et que sept des blessés étaient des policiers. Selon Reuters, deux blessés sont dans un état critique.

Selon des témoins à Reuters, les employés à l'intérieur du bâtiment ont été mis à l'abri par les autorités et personne n'a été autorisé à sortir pendant plusieurs heures. Ils ont déclaré que les explosions qu'ils ont entendues pourraient avoir eu lieu à différentes sorties, alors que les employés quittaient leur travail pour la journée. Les employés confinés ont ensuite été autorisés à quitter

les lieux de l'attaque et évacués par autocar.

• Un fabricant aérospatial militaire

TUSAS est le plus grand fabricant aérospatial de Turquie, produisant actuellement un avion d'entraînement, des hélicoptères civils et de combat, et développant le premier avion de chasse du pays, le KAAN. Propriété de la Fondation des forces armées turques et du gouvernement, elle emploie plus de 10.000 personnes.

«Il s'agit de l'une des plus grandes entreprises de défense du pays. Elle produit des drones armés et des avions de chasse», a expli-

qué à CNN Ragip Soylu, chef du bureau turc du média Middle East Eye.

Le secteur de la défense de la Turquie, dont les célèbres drones Bayraktar, a représenté près de 80% des revenus à l'exportation du pays et 10,2 milliards de dollars pour l'année 2023. Sur les huit premiers mois de 2024, les revenus d'exportation des industries de défense ont atteint 3,7 milliards de dollars, en hausse de 9,8% comparé à la même période l'an dernier.

Un important salon des industries de défense et aérospatiales se tient cette semaine à Istanbul, en présence du PDG des Industries de Défense, auquel s'est rendu notamment le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andrii Sybiga.

• **Erdogan dénonce une «attaque ignoble»**

Dénonçant une «attaque ignoble» visant «l'une des locomotives de l'industrie de défense turque», le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis de «briser ceux qui portent des mains sales sur la Turquie».

«Notre lutte contre toutes les menaces terroristes se poursuivra avec détermination» a-t-il assuré sur X.

Le chef de l'État se trouvait à Kazan, en Russie, au côté de son homologue russe Vladimir Poutine qui lui a adressé ses condoléances, «condamnant tout acte de ce genre, quelles que soient ses motivations».

• **Le PKK désigné coupable**

Alors que l'attaque n'a pas été revendiquée, les autorités turques ont désigné le **Parti des travailleurs du Kurdistan** comme «probable» responsable de l'attentat.

«La manière dont cette action a été menée est très probablement liée au PKK» a indiqué le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya.

Le PKK en lutte armée contre le gouvernement, avait perpétré une attaque à Ankara devant un commissariat de police en octobre 2023, qui avait fait deux morts (les assaillants) et blessé deux policiers.

• **Des frappes de représailles font 12 morts**

La Turquie a mené en représailles des frappes contre les positions du PKK en Irak en Syrie.

Le ministre de la Défense, Yasar Güler, a déclaré que la Turquie «inflige toujours à ces scélérats du PKK le châtiment qu'ils méritent (...). Nous ne renoncerons pas à les poursuivre jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé et nous les ferons souffrir pour ce qu'ils ont fait», a-t-il insisté.

Peu après minuit, son ministère a annoncé avoir frappé «trente-deux cibles» du PKK et de ses alliés dans le nord de l'Irak et en Syrie.

Assurant avoir agi en «défense» conformément à la Charte des Nations unies, il a expliqué dans un communiqué que «un total de 32

cibles appartenant aux terroristes ont été détruites avec succès» et précisé que ces «opérations aériennes se poursuivent». Ce jeudi matin, les forces kurdes font état de 12 civils tués et 25 blessés dans ces frappes.

• **Discussions entre le PKK et la classe politique turque**

Le PKK est interdit en tant qu'organisation terroriste en Turquie, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il lutte contre l'État turc depuis les années 1980 pour obtenir davantage de droits pour l'importante minorité kurde du pays.

L'attaque à Kahramankazan survient alors que la classe politique semble vouloir trouver une solution politique et négociée au conflit sanglant avec les combattants kurdes.

Le principal parti pro-kurde, le Dem (ex-HDP), troisième force au parlement, a ainsi jugé «significatif» qu'elle se produise «alors que la société turque discute de solutions pour faire émerger la possibilité d'un dialogue».

Le président du MHP (nationaliste) Devlet Bahçeli, principal allié du parti AKP d'Erdogan, a invité le chef du PKK Abdullah Öcalan, 75 ans, en prison depuis 1999, à s'exprimer devant le Parlement pour annoncer la dissolution de son parti, considéré comme un mouvement «terroriste» par Ankara et ses alliés.

Depuis sa cellule, l'ex-co-président du Dem Selahattin Demirtas, condamné à 42 ans de prison en mai dernier,

a dénoncé l'attaque et une «mentalité qui tente de briser dans le sang la recherche de solutions par le dialogue». «Si Öcalan prend une initiative et veut ouvrir la voie à une (solution) politique, nous le soutiendrons de toutes nos forces» prévient-il.

• **Condamnations de l'étranger**

De nombreuses condamnations ont afflué de l'étranger, dont celle de Mark Rutte, secrétaire général de l'Otan, dont la Turquie est membre, qui a indiqué «se tenir au côté de notre allié, la Turquie».

La Maison Blanche, la France, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne ont également exprimé leurs condoléances et leur soutien, rejoints dans la nuit par le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis.

L'Union européenne a «condamné vivement» l'attaque meurtrière perpétrée par des «terroristes» contre le siège des industries de défense de Turquie, près d'Ankara

«Aujourd'hui, le siège d'une société d'aviation turque a été attaqué par des terroristes, et il y a des morts et des blessés», a déclaré sur X le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. «Nous condamnons vivement le terrorisme sous toutes ses formes», a-t-il poursuivi, assurant la Turquie de la «solidarité» de l'UE.

Turquie : au lendemain de l'attentat près d'Ankara, le gouvernement confirme que les auteurs sont « des membres du PKK »

En représailles à cet attentat, qui a fait cinq morts en plus des deux assaillants, l'armée turque mène depuis la nuit des raids qui ont visé « quarante-sept cibles [du PKK] », a annoncé le ministère de la défense.

Le pouvoir turc a identifié, jeudi 24 octobre, les deux auteurs de l'attentat contre le siège de Turkish Aerospace Industries (Tusas), l'une des plus importantes entreprises du pays dans les domaines de l'aérospatial et de la défense, mercredi près d'Ankara, certifiant qu'il s'agissait de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'organisation armée, bête noire d'Ankara, est classée comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Plusieurs ministres turcs avaient rapidement désigné le PKK comme le « probable » responsable de l'attaque qui a fait cinq morts, en plus des deux assaillants, et vingt-deux blessés. Selon le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, les deux auteurs de l'attaque – un homme et une femme – ont été identifiés comme « des membres du PKK ». Tous deux apparaissent sur des images des caméras de surveillance du site visé, sortant d'un taxi, fusil d'assaut entre les mains et ouvrant immédiatement le feu sur les employés.

Dans ce contexte, les aéroports d'Istanbul ont décidé de renforcer les mesures de sécurité en passant en « alerte orange », selon la chaîne de télévision NTV et l'agence de presse DHA. La direction de l'aéroport Sabiha-Gökçen demande aux passagers d'arriver « avec trois heures d'avance ».

En représailles, l'armée turque

mène depuis la nuit dernière des raids, par avion et par drone, qui ont déjà visé « quarante-sept cibles [du PKK], dont vingt-neuf en Irak et dix-huit dans le nord de la Syrie », a annoncé le ministère de la défense. Selon une source proche de ce dernier, ces « opérations aériennes se poursuivront [jeudi] et dans les jours à venir ».

« Cinquante-neuf terroristes, dont deux responsables de haut niveau », ont été tués, a affirmé le président du Parlement, Numan Kurtulmus. Les forces kurdes en Syrie ont pour leur part annoncé la mort de douze civils, dont deux enfants. Plusieurs heures plus tard, dans la nuit de jeudi à vendredi, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a, lui, fait état de « vingt-sept civils tués » dans « quarante-cinq attaques de drones dans le nord et l'est de la Syrie ». Le groupe, établi au Royaume-Uni, dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie. Depuis jeudi soir, « les forces turques ont considérablement intensifié leurs attaques aériennes et terrestres dans le nord et l'est de la Syrie », a ajouté l'Observatoire.

« En plus des zones peuplées, des avions de guerre et des drones turcs ont ciblé des boulangeries, des centrales électriques, des installations pétrolières et des points de contrôle des forces de sécurité intérieure [kurdes] », avaient signalé dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS),

branche armée de l'Administration autonome soutenue par les Etats-Unis. La Turquie considère les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui dominent les FDS, comme une émanation du PKK. L'armée turque, qui contrôle plusieurs zones du nord syrien après en avoir expulsé les forces kurdes, mène régulièrement des frappes dans les zones contrôlées par ces dernières.

« Du terrain de la violence au terrain juridique et politique »

L'attentat près d'Ankara survient alors que les autorités semblent vouloir trouver une solution négociée au conflit, a rapporté jeudi M. Kurtulmus, estimant qu'il « ne peut s'agir d'une coïncidence ». Mardi, le président du MHP (extrême droite nationaliste), Devlet Bahçeli, principal allié de l'AKP, le parti du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a invité le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, à s'exprimer devant le Parlement pour annoncer son renoncement au terrorisme et la dissolution de son parti. Et au moment même où frappaient les terroristes à Ankara, Abdullah Öcalan, maintenu à l'isolement depuis 1999 sur une île-prison au sud d'Istanbul, recevait la visite d'un proche, qui en avait fait la demande en août.

Son neveu, Ömer Öcalan, député du principal parti prokurde, le DEM, a pu le voir et s'entretenir avec lui : « Notre dernière

rencontre en face à face avec Abdullah Öcalan avait eu lieu le 3 mars 2020 », a-t-il rappelé sur X. Entre-temps, la famille avait eu un bref échange téléphonique avec lui en mars 2021. A la demande d'Abdullah Öcalan, son neveu a transmis le message suivant : « Si les conditions se présentent, j'ai le pouvoir théorique et pratique de transférer le conflit du terrain de la violence au terrain juridique et politique. »

Dès mercredi, le DEM avait jugé « significatif » que cet attentat se produise « quand la société turque discute de solutions pour faire émerger la possibilité d'un dialogue ».

Abdullah Öcalan, « Apo » pour ses partisans (à la fois « oncle » et « chef », en kurde), a été condamné à la prison à vie. Fondateur du PKK, d'obédience marxiste-léniniste, en 1978, il avait opté pour la lutte armée en août 1984 afin d'obtenir la création d'un Etat kurde, avant d'appeler à plusieurs reprises à déposer les armes.

Le conflit, sanglant, avait repris à l'automne 2015 au cœur de Diyarbakir (Sud-Est), la plus grande ville à majorité kurde du pays, dont le vieux centre avait alors été dévasté. A l'issue de ces affrontements, au printemps 2016, les combattants du PKK s'étaient repliés dans les montagnes aux frontières de la Syrie et de l'Irak.



Oct 25, 2024

Syrian Kurdish forces say Turkish strike killed one, injured eight

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish security forces (Asayish) in northeast Syria (Rojava) on Friday said Turkish drone and heavy artillery fire targeting civilian sites killed one person and injured eight others.

The bombardment “targeted the Kobane silo, resulting in eight workers being seriously injured and one of them being killed,” read a statement from Asayish.

The overnight bombardments reportedly also targeted a hospital in Kobane, an Asayish checkpoint in Derik, as well as the village of al-Muhsinli and Aoun al-Dadat in the city of Manbij.

Suspected Turkish shelling in Manbij killed a child and injured three others on Thursday, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

“Turkish forces fired artillery shells on Al-Barhowin village, destroying a house, killing an 11-year-old girl and injuring her three brothers,” the UK-based war monitor reported.

The shelling followed an attack on an aerospace industries firm in the Turkish capital of Ankara on Wednesday that left five people dead and 22 others injured. The Kurdistan Workers’ Party (PKK) claimed responsibility for the assault in a statement on Friday.



Syria (Rojava) Logo of the Kurdish security forces (Asayish) in northeast

The attack “was carried out by an independent team of the Immortal Battalion. This historic act was carried out with high determination” read a statement from the People’s Defense Center (NPG), adding that “the heroes of this historical event are our comrades Asya Ali - Mine Sevjin Alcicek and Rojger Helin - Ali Orek.”

Turkey’s interior ministry on Thursday confirmed the identity of the assailants and said they were members of the PKK.

Late on Wednesday, Turkey said it launched strikes against PKK targets in the Kurdistan Region and Syria. The strikes killed 12 civilians

across northeast Syria, according to the Syrian Democratic Forces (SDF).

The SDF retaliated to Turkey’s aggression, saying their forces “conducted two successful operations targeting the bases of the Turkish occupation and its mercenaries” south of Sari Kani.

“These operations resulted in the elimination of several Turkish occupation soldiers and its mercenaries and the wounding of others,” read the SDF statement released on Thursday.

This surge of attacks came as there is a growing expectation that Turkey may restart peace talks with the PKK to

bring an end to the 40-year conflict.

On Tuesday, Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli proposed allowing the PKK leader Abdullah Öcalan, who has been imprisoned since 1999, to address the Turkish parliament and declare that the PKK has been dissolved.

Bahçeli, whose ultranationalist party is an ally of Turkish President Recep Tayyip Erdoğan’s Justice and Development Party (AKP), said that Öcalan should benefit from the “right to hope” principle that provides for the possibility of conditional release for prisoners, taking their behavior into account.

En Turquie, le PKK revendique un attentat mais affirme vouloir négocier la paix

L'affaiblissement de l'Iran face à Israël a comme conséquence indirecte une tentative de rapprochement entre les autorités turques et le parti kurde.

La confusion régnait depuis l'attentat perpétré sur le site de l'entreprise Tusas de défense, en banlieue d'Ankara, qui a fait cinq morts et vingt-deux blessés mercredi 23 octobre. La branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, classé terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux) a fini par revendiquer l'action, vendredi 25 octobre, confirmant les déclarations des autorités turques.

La formulation du communiqué laisse cependant perplexe. « Si l'action a bel et bien été menée par nos forces, le HPG [branche armée du PKK] fera un communiqué dans ce sens. En revanche, contrairement à ce qui est affirmé, cette action n'a absolument rien à voir avec le processus en cours [de négociations de paix] », écrit le conseil exécutif de l'organisation.

Depuis le 1^{er} octobre, l'hypothèse d'une reprise des négociations entre l'Etat et l'organisation armée du PKK agite la scène politique turque. Tout avait commencé par une main tendue dans l'hémicycle de la Grande Assemblée nationale turque ; celle du chef du Parti d'action nationaliste (MHP), Devlet Bahçeli, aux représentants du DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, prokurde). Une scène rare entre les représentants d'idéologies antagonistes plutôt habitués à s'éviter

dans les couloirs du Parlement.

L'ordre est très hostile à toute revendication identitaire kurde, le chef du MHP avait depuis multiplié les signaux d'ouverture, allant jusqu'à déclarer mardi 22 octobre : « Si le chef de file du terrorisme [Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, emprisonné depuis 1999] est libéré de sa cellule d'isolement, alors qu'il vienne parler à la réunion du groupe du parti DEM à la Grande Assemblée nationale turque et clamer haut et fort que le terrorisme est complètement terminé et que l'organisation a été démantelée. » L'initiative inattendue avait surpris, mais avait été accueillie positivement dans les rangs du DEM. Les dernières négociations s'étaient déroulées entre 2013 et 2015, mais s'étaient soldées par un échec.

L'hypothèse d'un désaccord au sein de l'organisation

L'attentat de mercredi 23 octobre revendiqué par le PKK intervient dans ce contexte de réchauffement. Une telle action était de nature à saboter de potentielles négociations et les déclarations de l'organisation – en contradiction avec ces actes – soulèvent des interrogations. Dans une déclaration vendredi 25 octobre, l'organisation avait en effet confirmé que « toutes les composantes du mouvement » suivraient les directives d'Abdullah Öcalan, qui s'est

lui prononcé en faveur d'une reprise des négociations.

Pourquoi mener alors une telle action à l'aube d'un nouveau processus de négociation ? L'hypothèse d'un désaccord au sein de l'organisation du PKK n'est pas exclue : « Il y a des personnalités au sein de la hiérarchie du PKK qui ne sont pas favorables à un processus de paix, comme Mustafa Karasu [un des fondateurs du PKK], membre du comité exécutif du PKK, et Besê Hozat. Il est possible qu'ils soient à l'initiative de cette attaque », commente une source à Diyarbakir, la plus grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie, sous le couvert de l'anonymat.

Dans un entretien, Mustafa Karasu avait en effet affirmé que ce nouveau processus de paix en germe était un « piège » tendu par l'Alliance populaire gouvernementale au DEM, rapportait le site d'information Rudaw, le 17 octobre. « Si le PKK a tout de même revendiqué [cet attentat], c'est potentiellement pour envoyer un message, rappeler sa présence, sa capacité d'action au cœur de la capitale sur des sites sensibles, et pousser les parties en présence à prendre en compte le sort des combattants dans une recherche de solution à venir », poursuit cette même source, auprès du Monde.

Raids aériens en Irak et en Syrie

Au lendemain de l'attentat, la

Turquie a mené des raids aériens en Irak et en Syrie contre des bases de l'organisation du PKK en guise de représailles. Mais les déclarations des différents représentants du gouvernement et de l'alliance progouvernementale ont confirmé que l'attentat ne remettrait pas en question le processus de négociations commencé. Samedi 26 octobre, le président Recep Tayyip Erdogan a déclaré que le gouvernement poursuivrait ses objectifs en « brisant les pièges » qui lui étaient tendus. La déstabilisation de l'environnement régional de la Turquie depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 pousse en effet Ankara à anticiper de futurs troubles à ses frontières.

« La reprise d'un dialogue avec le mouvement kurde est liée à l'affaiblissement de l'Iran face à Israël, analyse le chercheur Mesut Yegen, directeur du programme démocratisation de l'Institut Reform. L'influence régionale de Téhéran a considérablement faibli depuis un an. Cela va être déterminant pour la Turquie car cela pourrait donner plus de marge de manœuvre aux Kurdes en Irak et en Syrie (...). La Turquie se trouve dans une situation similaire à celle [rencontrée] lors du "printemps arabe". Comme en 2011, les évolutions peuvent ouvrir la voie à une actualisation de la position de la Turquie dans la région et à la tentation de "nouveaux scénarios" pour les Kurdes. »

L'Iran affirme son droit à « se défendre » après des frappes israéliennes sur des sites militaires

Téhéran « n'hésitera pas à réagir de manière décisive et proportionnée à toute violation de son intégrité territoriale et de sa sécurité au moment opportun », a prévenu son chef de la diplomatie. Quatre militaires ont été tués dans les bombardements, selon les autorités iraniennes.

Téhéran a affirmé, samedi 26 octobre, son droit à « se défendre » après les frappes menées par Israël contre des sites militaires iraniens. Pour la première fois, l'Etat hébreu a annoncé publiquement avoir bombardé des installations iraniennes de fabrication de missiles en Iran. L'Iran a fait état de « dégâts limités » et de quatre militaires tués.

« L'Iran a le droit et le devoir de se défendre contre les actes d'agression étrangers, sur la base du droit inhérent de légitime défense », a déclaré la diplomatie iranienne. Téhéran « n'hésitera pas à réagir de manière décisive et proportionnée à toute violation de son intégrité territoriale et de sa sécurité au moment opportun », a encore prévenu son chef de la diplomatie, Abbas Araghchi, assurant que sa détermination n'avait « pas de limites ».

Israël a aussitôt menacé l'Iran de lui faire « payer un prix élevé » s'il ripostait, alors que la communauté internationale a appelé à la retenue face au risque d'embrasement. Lors d'un appel téléphonique avec son homologue israélien, Yoav Gallant, le ministre de la défense américain, Lloyd Austin, a averti que « l'Iran ne devrait pas faire l'erreur de riposter », estimant qu'il existait actuellement « une occasion d'utiliser la diplomatie pour faire baisser



Dans une rue de Téhéran, le 26 octobre 2024. ATTA KENARE / AFP

la tension dans la région ». « J'espère que c'est la fin [des frappes israéliennes] », avait déclaré plus tôt le président américain, Joe Biden.

Israël a justifié les bombardements par l'attaque menée contre son territoire le 1^{er} octobre : l'Iran avait tiré quelque 200 missiles sur l'Etat hébreu pour venger la mort, le 27 septembre, du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et d'un général iranien, tués dans des frappes israéliennes près de Beyrouth, et celle, le 31 juillet à Téhéran, du chef du Hamas Ismaïl Haniyeh, tué dans une attaque imputée à Israël.

Le 13 avril, l'Iran avait déjà lancé des missiles et des drones contre l'Etat hébreu, la première attaque directe du genre, en riposte à une frappe attribuée à Israël qui a détruit le consulat iranien, à Damas. Un engrenage de violences qui semble sans fin depuis l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre 2023 contre Israël et les représailles de l'Etat hébreu contre le mouvement islamiste armé palestinien à Gaza et le Hezbollah au Liban, deux formations soutenues par l'Iran.

Poursuite des frappes israéliennes au Liban

Selon l'armée iranienne, « des

sites militaires dans les provinces de Téhéran, du Khouzestan et d'Illam » ont été ciblés, samedi, par Israël. « Grâce à notre défense aérienne, les attaques ont causé des dégâts limités et seuls certains systèmes radar ont été endommagés, a annoncé l'état-major des forces armées. Un nombre important de missiles ont été interceptés et les avions ennemis ont été empêchés d'entrer dans notre espace aérien. »

L'armée israélienne, quant à elle, a dit avoir « frappé des sites de fabrication de missiles (...) que l'Iran tire sur l'Etat d'Israël depuis un an », ainsi que « des batteries de missiles

sol-air et d'autres systèmes aériens ». « *Le régime iranien et ses relais dans la région ont attaqué sans relâche Israël depuis le 7-October sur plusieurs fronts* », a-t-elle ajouté, en allusion au Hamas, au Hezbollah et aux rebelles yéménites houthistes. Avec ces frappes, l'armée israélienne a dit avoir « *achevé la réponse aux attaques de l'Iran* ».

Selon des experts, l'objectif de la réponse israélienne était de démontrer les capacités offensives d'Israël tout en évitant l'escalade.

Dans le même temps, samedi, sur le front libanais, l'armée israélienne a fait état de « *80 projectiles* » tirés par le Hezbollah depuis le Liban. Elle

a poursuivi ses frappes sur le sud du Liban. L'agence de presse nationale libanaise ANI a rapporté, tôt dimanche, un raid israélien sur la banlieue sud de Beyrouth, un fief du Hezbollah, où l'armée israélienne avait conseillé aux résidents de deux quartiers de quitter leurs logements. Le Hezbollah a lui aussi appelé, samedi, à évacuer une dizaine de localités dans le nord d'Israël. Les troupes israéliennes sont engagées dans une offensive terrestre depuis le 30 septembre dans le sud du Liban avec l'objectif de neutraliser les combattants du mouvement libanais et de faire cesser les tirs de roquettes.

Des négociations au Qatar attendues dimanche

Après un an d'une guerre dévastatrice dans la bande de Gaza où elle a affaibli le Hamas, l'armée israélienne a intensifié, depuis le 23 septembre, ses opérations au Liban en y menant des frappes meurtrières, principalement sur les fiefs du Hezbollah.

Mais elle n'a pas pour autant relâché la pression sur la bande de Gaza, soumise à des bombardements incessants et en proie à un désastre humanitaire. Le chef de l'Organisation mondiale de la santé a prévenu, samedi, que la situation était « *catastrophique* » dans le nord de l'enclave, avec « *des opérations militaires intensives se déroulant dans et autour des établissements de santé* ». Tedros Adhanom Ghebreyesus

a notamment évoqué la situation à l'hôpital Kamal-Adwan, dans le camp de Jabaliya, le dernier en fonctionnement dans le nord de Gaza, qui a été pris d'assaut par les forces israéliennes, vendredi, selon le ministère de la santé de l'enclave. L'ONG Médecins sans frontières a annoncé qu'un de ses chirurgiens qui travaillait dans cet hôpital avait disparu.

De nouvelles négociations sont attendues, dimanche, à Doha entre Israéliens, Américains et Qataris pour évoquer la possibilité d'une trêve dans la bande de Gaza associée à une libération d'otages enlevés le 7 octobre 2023 en Israël et emmenés dans le territoire palestinien lors de l'attaque du Hamas.

Le Monde

avec AFP
28 octobre 2024

L'Iran exécute le dissident irano-allemand Jamshid Sharmahd

La ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, a rappelé que Berlin avait fait savoir à plusieurs reprises « que l'exécution d'un ressortissant allemand aurait de graves conséquences ».

Les autorités iraniennes ont exécuté lundi 28 octobre le dissident iranien naturalisé allemand Jamshid Sharmahd, arrêté puis emprisonné en 2020, a annoncé Mizan, l'agence de presse du pouvoir judiciaire. Jamshid Sharmahd, âgé de 69 ans, avait été condamné à mort en 2023 par un tribunal de Téhéran pour son implication présumée dans un attentat contre une mosquée à Chiraz, dans le sud de l'Iran, qui avait fait 14 morts en avril 2008.

L'Allemagne, qui avait alors jugé cette peine « *absolument inacceptable* », avait expulsé en représailles deux diplomates iraniens en poste à

Berlin. L'Iran avait pris une mesure similaire à l'encontre de deux diplomates allemands en poste à Téhéran. L'Iran ne reconnaît pas la double nationalité pour ses ressortissants.

L'Iran avait annoncé en août 2020 l'arrestation du dissident, qui résidait alors aux Etats-Unis, lors d'une « *opération complexe* », sans préciser ni où, ni comment, ni quand il avait été arrêté. Selon sa famille, il avait été enlevé par les services de sécurité iraniens alors qu'il se trouvait en transit à Dubaï (Emirats arabes unis), puis ramené de force en Iran.

« Régime inhumain »

Né à Téhéran, Jamshid Sharmahd a émigré en Allemagne au cours des années 1980 puis a vécu à partir de 2003 aux Etats-Unis. Il s'était notamment illustré par des déclarations hostiles à la République islamique sur des chaînes satellitaires en persan.

Jamshid Sharmahd était également accusé de diriger le groupe Tondar (« tonnerre » en persan), qualifié d'organisation « *terroriste* » par l'Iran. Ce groupe, également connu sous le nom d'Association monarchiste d'Iran, affirme vouloir renverser la Répu-

blique islamique. La justice iranienne reprochait également à Jamshid Sharmahd d'avoir établi des contacts avec des « *officiers du FBI et de la CIA* » et d'avoir « *tenté de contacter des agents du Mossad israélien* ».

Le chancelier allemand Olaf Scholz [a condamné lundi sur X](#) « avec la plus grande fermeté » l'exécution de l'homme, la qualifiant de « *scandale* ». « *Sharmahd n'a pas eu la possibilité de se défendre contre les accusations portées contre lui lors du procès* », a-t-il ajouté. « *Le meurtre de Jamshid Sharmahd montre une fois de plus quel type de régime inhumain* ».

règne à Téhéran : un régime qui utilise la mort contre sa jeunesse, sa propre population et les ressortissants étrangers », a déclaré Annalena Baerbock, la ministre des affaires étrangères allemande, ajoutant que Berlin avait fait savoir à plusieurs reprises « que l'exécution d'un ressortissant allemand aurait de graves conséquences ».

Elle a déclaré que le gouvernement allemand avait fait des démarches énergiques dans le cas de M. Sharmahd, l'ambassade d'Allemagne à Téhéran travaillant « sans re-

lâche » en sa faveur et des équipes de haut niveau ayant été envoyées de Berlin à plusieurs reprises.

« Meurtre extrajudiciaire »

Du côté de Bruxelles, [Josep Borrell](#), le chef de la diplomatie européenne, a également condamné l'exécution de Jamshid Sharmahd « avec la plus grande fermeté » et envisage des « mesures en réponse » contre Téhéran.

« L'exécution de Jamshid Sharmahd est le meurtre extrajudiciaire d'un otage », a déclaré Mahmoud Amiry-Mo-

ghaddam, directeur de l'ONG Iran Human Rights, établie en Norvège. Le Centre européen pour les droits humains et constitutionnels a lui qualifié l'exécution de « choquante ». « C'est une nouvelle illustration de la faiblesse de ce gouvernement, qui n'autorise pas la justice, puisque Jamshid Sharmahd n'a pas eu un procès juste et une défense indépendante », a déclaré Wolfgang Kaleck, secrétaire général de l'ONG.

La fille de Jamshid Sharmahd a, elle, affirmé que l'Iran devrait être « puni » pour avoir

exécuté son père. [Sur le réseau social X](#), Gazelle Sharmahd a expliqué qu'elle attendait de parler aux gouvernements allemand et américain du sort de son père, un résident américain. S'ils « ont des preuves » qu'il a été exécuté comme l'a affirmé l'organe de presse du pouvoir judiciaire iranien, elle demandera que son corps soit remis à sa famille et qu'une « punition sévère » soit mise en œuvre contre « les assassins du régime islamique ».

Le Monde avec AFP
29 octobre 2024

Le président turc Erdogan annonce la poursuite des opérations contre le PKK en Irak et en Syrie

Le dirigeant a fait part de son souhait d'« éliminer » la menace terroriste après que le Parti des travailleurs du Kurdistan a revendiqué l'attentat de mercredi à Ankara qui a fait cinq morts et vingt-deux blessés.

La Turquie va poursuivre ses opérations militaires dans le nord de l'Irak et de la Syrie contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a déclaré, mardi 29 octobre, le président Recep Tayyip Erdogan. « Nous empêchons les terroristes qui vivent à nos frontières de respirer (...). Jusqu'à l'établissement d'un pays et d'une région sans terreur, nous allons continuer ce combat à plusieurs dimensions », a déclaré le chef de l'Etat.

[Le PKK a revendiqué un attentat contre le siège des industries de défense](#) mercredi 23 octobre à Ankara qui a fait cinq morts et vingt-deux blessés.

« Là où nous détectons une menace pour notre pays, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, personne ne peut nous empêcher de l'éliminer », a poursuivi M. Erdogan qui s'exprimait à l'occasion du 101^e anniversaire de la République turque et s'est dit prêt « à recourir à

tous les moyens pour mettre fin au terrorisme ».

« Dôme d'acier »

« Nous sommes maintenant capables de développer les armes dont nous avons besoin dans la lutte contre la terreur et nous n'avons besoin de la permission de personne », a ajouté le président turc en vantant les industries de défense de son pays devant les responsables des principales sociétés qui les produisent.

Il a affirmé que la Turquie était en train de se doter d'un « dôme d'acier » pour sa défense antiaérienne, comparable au « dôme de fer » d'Israël.

M. Erdogan a ajouté que la Turquie était par ailleurs devenue « le plus grand fabricant mondial de drones ». « Depuis 2018, 65 % des ventes de drones armés dans le monde ont été réalisées par des entreprises turques », a-t-il assuré.



Oct 29, 2024

Nearly 500 PKK targets hit in Iraq, Syria after Ankara attack

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish military has struck 470 Kurdistan Workers' Party (PKK) targets in Iraq and Syria since the group carried out an attack on a Turkish state-owned defense firm last week, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan said on Monday.

Following a cabinet meeting, the Turkish leader said that the Kurdish armed group wanted to send the Turkish government a message through Wednesday's attack on Turkish Aerospace Industries (TAI) which killed five people and injured 22 others.

Hours after the attack, Turkey responded in time-honored fashion, by bombing border areas in the Kurdistan Region and alleged PKK positions in northeast Syria (Rojava).

Erdogan claimed that the Turkish army "neutralized" 213 PKK fighters during their retaliatory strikes against the group's alleged bases in the Kurdistan Region and Rojava, adding that 470 targets belonging to the group were hit. Ankara uses the phrase to denote adversaries captured, wounded, or killed.

«As the Republic of Turkey, we have discarded the messages intended to be given through this vile attack," he said.

PKK claimed responsibility for the attack, saying it was carried out by "an autonomous



Turkish President Recep Tayyip Erdogan speaking after a cabinet meeting in Ankara on October 28, 2024. Photo: Turkish presidency

team" which belongs to one of its offshoots, noting that it often conducts "self-sacrificing actions that are warnings and messages against the genocidal practices, massacres and isolation practices of the Turkish state power."

The Kurdish group has accused Ankara of oppressing its significant Kurdish population. Founded in 1978, the PKK initially called for the establishment of an independent Kurdistan but now calls for autonomy. The group is designated as a terrorist organization by Turkey and Western allies.

The 40-year long conflict between PKK and the Turkish

state has claimed an estimated 40,000 lives.

The latest tensions between the arch-foes emerged amid rumors of fresh attempts aiming for a rapprochement. The lifting of isolation measures on the jailed PKK leader Abdullah Ocalan on the same day of the TAI attack and the shocking remarks of a Turkish nationalist leader, who extended an olive branch to Ocalan, have given a glimpse of hope to those who have been struggling to end decades of war.

Erdogan claimed last week that the two PKK members who attacked TAI headquarters had entered the country from Syria.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) are the dominant force in northeast Syria and have been supported by the US-led international coalition against the Islamic State (ISIS). Ankara considers the SDF to be an offshoot of the PKK.

SDF commander Mazloum Abdi denied the "activists" entered Turkey from their areas.

"Our forces have nothing to do with these attacks and the attackers did not pass through Syrian territory," he said in a video message on Saturday.

Abdi said the Turkish strikes had killed 15 civilians and two of their members.

Joyce Blau, une femme à part

Blau est décédée, après une vie d'engagements anticolonialistes et antifascistes. Retour sur son parcours, du Caire jusqu'à Paris, avec Sylvie Braibant, co-fondatrice de Terriennes, dans un hommage publié sur [OrientXXI](#).

Combien de policiers ou de magistrats a-t-elle bernés, en Égypte, en France et même en Union soviétique, à coups de « *parole d'honneur !* » et de regards étonnés ? Combien de personnes, femmes, hommes, enfants, a-t-elle conquis-e-s par son intelligence, sa culture, son humour et sa générosité ? De l'Égypte à la France, en passant par la Belgique et les Kurdistan, ses engagements furent intenses : communiste au Caire, internationaliste aux côtés des indépendantistes algériens et de tous les damnés de la terre qui cherchaient de l'aide, activiste de la paix entre Israéliens et Palestiniens, passeuse de cultures, elle qui avait introduit dans l'université française l'étude de la civilisation et de la langue kurdes.

L'itinéraire de Joyce Blau est composé de cartes géographiques orientées vers l'Orient et la Méditerranée, de familles et d'amours multiples, où le rire et l'humour se tiennent toujours en embuscade derrière la tragédie.

Elle est née le 18 mars 1932 au Caire, où avaient débarqué au XIX^e siècle un grand-père né en Valachie (future Roumanie), passé par la Sorbonne puis recruté par une monarchie égyptienne sous domination britannique, et un autre natif de Tunis, enseignant attiré par la modernisation des écoles, conduite par le khédivé d'Égypte Ismaïl Pacha. Famille modeste mais parents attentifs. Les trois en-



fants — un garçon et deux filles — sont poussés à étudier. Joyce passe d'une école tenue par des sœurs françaises à un couvent anglais. Alors que l'Europe se réveille du cauchemar de la Seconde guerre mondiale, elle retourne dans le giron francophone, au Lycée français du Caire. Les horreurs du conflit ont touché l'Égypte, l'Union soviétique en sort triomphante et au Caire comme ailleurs les professeurs sont tentés par le

marxisme. L'un d'entre eux, du Lycée français, aura suffisamment d'influence sur la jeune Joyce pour qu'en 1947, à 15 ans, elle adhère à *Iskra* («*Étincelle*» en russe, ndlr).

Rencontre avec Henri Curiel

Les organisations communistes éclosent les unes après les autres dans la capitale égyptienne et se disputent, à coup d'interprétations

politiques et de positionnements, autour du plan de partage de la Palestine, adopté le 29 novembre 1947 par les Nations unies. Joyce choisit celle de l'antisioniste Hillel Schwartz, rival d'Henri Curiel, antisioniste également mais partisan du partage. Son premier amoureux vénère ce dernier. Les fiancés se retrouvent pour des vacances à Paris, en 1953. La suite, elle l'a racontée en riant : « *Mon fiancé m'a dit que j'allais ren-*

contrer quelqu'un de très important dont je ne devrais parler à personne. C'était Henri Curiel. Alors j'ai crié «Quoi ? Le sioniste ?» Mon fiancé m'a giflée, j'ai riposté, nous nous sommes roulés par terre en nous battant. Et Henri est entré dans la pièce. »

Henri Curiel, fondateur du Mouvement égyptien de libération nationale (MELN), autre organisation communiste, avait été expulsé en 1950 d'Égypte vers l'Italie avant de gagner Paris. Là, avec d'autres exilés, il continuait à diriger son parti. Il commence par tancer le fiancé : « *L'épithète sioniste ne justifie en aucun cas de frapper une jeune fille* », avant de convier Joyce à le retrouver le lendemain dans un café du Quartier latin. Elle avait 21 ans, il en avait 40. Elle trouve « *émouvant ce vieux monsieur si long, dans son blouson élimé, qui tousait tout le temps, et qui d'une voix rauque lui demandait pourquoi elle était communiste* ». Elle répond : « *Parce que je n'aime pas la guerre.* » Henri Curiel l'entraîne alors dans une promenade le long de la Seine jusqu'à la cathédrale de Notre-Dame de Paris, où il lui demande si elle accepterait, lorsqu'elle serait de retour en Égypte, d'assurer la liaison entre les « *camarades de l'extérieur et ceux de l'intérieur* ». Elle accepte. Premier jalon d'une relation de 25 ans, tissée d'amour et de travail politique, jusqu'à l'assassinat d'Henri.

En janvier 1954, elle dit au revoir à son fiancé resté à Paris et embarque à Marseille, avec dans ses bagages une boîte de chocolats sous lesquels étaient cachés des tracts et autres textes destinés aux camarades égyptiens, première mission confiée par Henri Curiel et ses compagnons. Le bateau a passé la Sicile lorsqu'elle reçoit un câble : « *Mange les chocolats.* » Mais elle n'aime pas le chocolat et laisse les



Joyce Blau, infatigable militante anticolonialiste et antifasciste, disparue à l'âge de 92 ans, le 24 octobre 2024 à Paris.
©Alain Nahum

douceurs dans la boîte sans avoir saisi qu'il fallait la jeter par-dessus bord, en raison d'une sérieuse alerte. « *Parole d'honneur, je n'avais pas compris !* », dira-t-elle encore 30 ans plus tard.

En Égypte, elle se met au travail, envoie rapport sur rapport au groupe de Paris, se dispute avec son fiancé qui avait cru possible de lui dire « *maintenant je pense, et tu agis* », jusqu'à ce que la police de Gamal Abdel Nasser les arrête tous les deux. Le jeune homme est envoyé en camp pour huit ans, et Joyce est enfermée à la prison de la Citadelle. C'est la première de ses arrestations.

Engagements anticolonialistes

À Paris, ses amis se mobilisent, envoient un avocat. La voilà acquittée et expulsée. Après un passage par Alexandrie et Marseille, elle débarque à la gare de Lyon à la fin de l'année 1955, attendue par un comité d'accueil décidé à faire d'elle le symbole des terribles conditions de détention pour les prisonniers politiques égyptiens. Henri Curiel cherche une silhouette maigre, un visage creusé ; il découvre, dépité, une pimpante jeune femme aux joues rondes et rouges.

Le directeur de la prison de la Citadelle s'était en effet pris d'affection pour Joyce et l'avait comblée de sandwiches à la banane dont elle raffolait — « *il m'a fait prendre quinze kilos !* ». Difficile à imaginer quand on a connu la si mince Joyce au long visage, parfait ovale, surmonté d'un casque de cheveux châains puis gris.

À Paris, elle confie à Henri Curiel, qu'au-delà du militantisme, elle souhaite reprendre ses études. Elle penche pour la chimie, il lui suggère d'apprendre l'arabe, le persan et le kurde. On ne dit pas non à Henri Curiel.

En 1955, elle a 23 ans. Après avoir tenté en vain de conserver l'Indochine, la France est confrontée à une nouvelle conflagration dans son empire - les Algériens, après les Vietnamiens, veulent leur indépendance. L'expédition de Suez en 1956 a été un fiasco pour Paris, une première occasion anticoloniale pour Henri Curiel et ses camarades qui se sont rangés résolument du côté de Nasser, malgré leurs camarades emprisonnés par le *raïs*. Ils ont compris que la colonisation, présentée au XIX^e siècle comme un bienfait émancipateur, est une malversation absolue.

Des citoyens français l'ont compris aussi et se mobilisent contre cette « guerre sans nom », ces « événements » de l'autre côté de la Méditerranée : les déserteurs, refusant d'aller combattre dans les Aurès, se conjuguent aux « porteurs de valise » du Front de libération nationale (FLN) algérien, et se regroupent en 1957 dans le réseau Jeanson, du nom de son initiateur, le philosophe Francis Jeanson. Mais deux ans plus tard, ce dernier est arrêté et le réseau affaibli, tandis qu'en Algérie, les horreurs, tortures, assassinats, enfumages de grottes et autres crimes de guerre se multiplient. Henri Curiel propose de prendre le relais de Jeanson. L'une des tâches essentielles du réseau est de transférer les fonds collectés en France auprès des sympathisants du FLN vers les comptes des indépendantistes. Le fils de banquier transforme le système — les valises pleines de billets de banque disparaissent au profit d'un jeu d'écriture financier.

Joyce est de la partie — elle aide aux transports d'appelés réfractaires, d'argent et de documents politiques. Jusqu'à ce mois d'octobre 1960 où elle est arrêtée à Vanves et menée aussitôt au siège de la DST, les services français « de l'intérieur ». Les inspecteurs qui la « traitent » doivent encore se demander ce qui leur est arrivé ce jour-là, celui où ils ont voulu interroger une frêle jeune femme de 28 ans, étudiante en langues orientales. La scène a été racontée par Gilles Perrault dans *Un homme à part*, le livre qu'il a consacré à Henri Curiel (*Un homme à part*, Éditions Bernard Barrault, 1984. Réédition Fayard, Paris, 2006).

Joyce Blau est un phénomène dont la description et l'interprétation excèdent les limites de notre art. Arrivée aux Saussaies, elle se présente comme l'institutrice des enfants de Vanves. Elle tremblait si fort qu'un policier

compatissant lui apporta une chaufferette, croyant qu'elle avait froid. « *Où est Guillaume ?* », lui demanda-t-on. C'était le pseudonyme d'Henri. Les mélodées lamentables qu'elle produisit en réponse créèrent une grande tension. Les trois policiers perdirent leur sang-froid : « *Attention ! Ne nous obligez pas à vous frapper ! On va vous gifler !* » Elle devint comme une folle. D'une voix hystérique, elle appela sa mère. Elle l'appela des heures durant dans un registre suraigu. À quatre heures du matin, la DST craqua. On fourra Joyce dans une voiture et on la ramena à Vanves.

Le lendemain, les policiers sont sommés de réparer leur bévée et de retourner à Vanves. Joyce est déjà loin. Maquillée et déguisée en vieille bourgeoise, elle a franchi la frontière avec l'Allemagne avant de passer en Belgique où elle retrouve sa petite sœur. Mais à Paris, Henri est arrêté à son tour, déferé à la prison de Fresnes et Joyce est désespérée, sûre qu'il y est torturé. Se morfondre ne dure pas. Elle entre à l'université de Bruxelles comme chercheuse et perfectionne ses connaissances en langue et civilisation kurde. Elle y présente son mémoire, *Le problème kurde, essai sociologique et historique*. Une autre étape peut commencer.

Du côté du Kurdistan

En 1966, elle rentre en France. Elle y présente sa thèse intitulée *Le dialecte kurde d'Amadiya et de Djabal Sindjar*, sous la direction du professeur Gilbert Lazard (publiée en 1975 aux Éditions Klincksieck). Plus tard, elle publiera des dizaines d'articles et essais sur le sujet kurde. En 1970, à la suite du départ à la retraite du son professeur Kamran Ali Bédîr Khan, elle prend sa succession à ce qui s'appelait encore à l'époque « Langues O »

(Institut national des langues et civilisations orientales - Inalco) et devient titulaire de la chaire de Langue et civilisation kurdes.

Ses cours régalaient les étudiants.e.s, même celles et ceux qui s'y risquent sans rien savoir. Au début des années 1980, l'audience se répartit entre un bon tiers de jeunes issu.e.s de la diaspora kurde, quelques Français.e.s égaré.e.s et un petit tiers de messieurs strictement vêtus, dont on pouvait penser qu'ils étaient peu ou prou membres des services secrets. Mais ils ne sont pas là pour la surveiller comme on aurait pu le craindre. Ils suivent son cours pour se former, boivent ses paroles, prennent frénétiquement des notes, et se battent pour poser des questions. Elle dit alors en riant : « *Ils sont de très bons élèves !* »

Elle court le monde de colloques en conférences. La voici en route pour Moscou. L'URSS de Léonid Brejnev compte alors le plus grand nombre de kurdologues. Henri Curiel, tout content et fier de ce voyage au pays du communisme, lui demande une faveur : qu'elle rencontre un cousin hébergé par sa famille au Caire de 1936 à 1939, et désormais moscovite. À l'époque, Henri, plus attiré par les *night-clubs* que par les relations familiales, avait négligé l'adolescent. Mais depuis, le petit George Behar s'est fait connaître sous le nom de George Blake, l'un des plus fameux agents doubles de la guerre froide, dont l'évasion spectaculaire, en 1966, de la plus cadenassée des prisons anglaises, après avoir été condamné à 42 ans de réclusion, a rempli de fierté heureuse Henri.

À ses hôtes venus l'accueillir à l'aéroport de Cheremetievo, Joyce demande aussitôt d'être conduite auprès de George Blake. Elle est em-

barquée vers le poste de police le plus proche, interrogée fermement par des membres du KGB venus en renfort, qu'elle embrouille à coups de « *Parole d'honneur, je ne savais pas que cela poserait problème !* ». Bien entendu, ceux-là aussi cèdent et la conduisent au Congrès de kurdologie à l'université Lomonossov, en traversant Moscou au son des gyrophares.

En marge de sa carrière, aux côtés d'Henri Curiel, elle accompagne les combats de Solidarité (réseau fondé par Henri Curiel pour venir en aide aux mouvements de libération nationale de ce qu'on appelait à l'époque « le tiers-monde », ndlr) et du « *clan des Égyptiens* » (voir Gilles Perrault, *Un Homme à part*), de Paris : l'aide aux « porteurs de valise » de l'ANC (initiales anglaises du Congrès national africain, le parti de Nelson Mandela), Sud-Africains blancs engagés dans la lutte contre l'apartheid ; celle aux Israéliens et Palestiniens décidés à discuter pour avancer vers la paix. Elle est la cheville ouvrière des rencontres entre le général Mattityahu Peled, « héros » israélien de la guerre de juin 1967, et le docteur Issam Sartauoui, membre influent de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), proche de Yasser Arafat, (Issam Sartauoui sera assassiné le 10 avril 1983 au Portugal, lors du 16^e congrès de l'Internationale socialiste, ndlr).

L'assassinat d'Henri Curiel le 4 mai 1978 par des mercenaires, anciens membres de l'Organisation armée secrète (OAS,) exécuteurs des basses œuvres de la Giscardie, la terrasse. Elle se relève toutefois et se met au service des artistes Maria Amaral et Jean-Philippe Elantkowski, les « repreneurs » de Solidarité. Pendant presque 50 ans, elle se tient aux côtés de la famille de Curiel pour que ce

meurtre trouve une issue judiciaire. L'enquête est toujours ouverte.

Elle n'avait pas d'enfants, mais elle était la mère et la grand-mère de tous ceux qui le voulaient bien. Elle mena sa vie de femme amoureuse, en toute liberté, en une forme de « monogamie successive », comme théorisée par Alexandra Kollontaï, une autre révolutionnaire.

Avec Roby Grunspan, son dernier compagnon, depuis leur appartement au-dessus des gares parisiennes de l'Est et du Nord, ils apercevaient l'Institut kurde, rue Lafayette. Trois semaines avant que la maladie ne l'en empêche, elle y rejoignait encore chaque jour, à 92 ans, son petit bureau perché au-dessus d'un escalier en pente raide. À l'annonce de son décès, un fleuve ininterrompu d'hommages venus des Kurdes du monde entier s'est répandu, telle une trainée de lumière, sur les réseaux sociaux. Jusqu'au Kurdistan irakien, dont le président Nêçîrvan Barzanî a salué sur X :

La professeure Joyce Blau, amie des Kurdes, écrivaine, experte de la langue et de la littérature kurdes. Mme Blau a passé la plus grande partie de sa vie à soutenir le peuple kurde, à servir sa langue, sa littérature et sa culture. Pour ses actions et son amitié sans faille, elle restera dans nos pensées pour toujours. Que son âme repose en paix et que son souvenir perdure.

Une bibliothèque porte son nom au sein de l'Institut français du Proche-Orient d'Erbil, dans le Kurdistan irakien.

Le jeudi 24 octobre 2024, Joyce Blau s'en est allée sur la pointe des pieds, entourée de ses petits-enfants de cœur Lionel, Elsa et Clément Gresh, après avoir enchanté le monde de toutes celles et tous ceux qu'elle a croisé.e.s. Parole d'honneur !

The New York Times

Farnaz Fassihi
Oct. 31, 2024

Iranian Officials Threaten Retaliation for Israeli Strikes

It was unclear how or when Iran plans to respond, or whether the rhetoric could be bluster. Iranian officials had downplayed the damage of Israel's last attack.

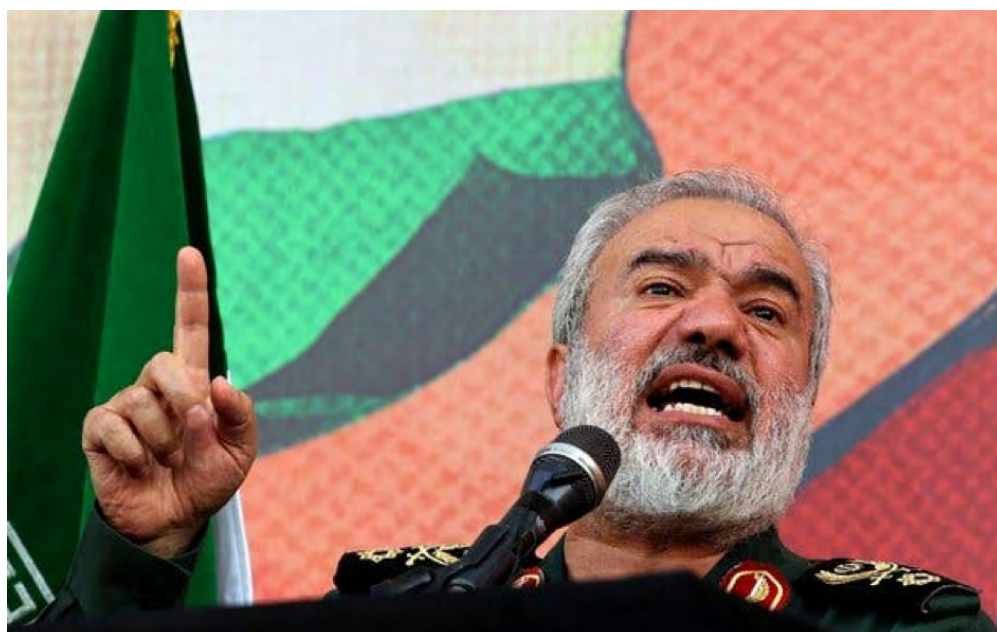
Two top Iranian officials on Thursday said Iran planned to respond to Israel's recent attacks, according to Iranian media, threatening to continue a cycle of retaliation between the countries.

"Iran's response to the Zionist aggression is definite," said Gen. Ali Fadavi, the deputy commander of Iran's Revolutionary Guards Corps, according to Iranian media. "We have never left an aggression unanswered in 40 years. We are capable of destroying all that the Zionists possess with one operation."

General Fadavi's remarks, made to Lebanon's Al Mayadeen television station, were the first statement from an Iranian official indicating that Iran intended to retaliate to Israel's Oct. 26 strikes on its soil. The escalating tit-for-tat cycle of direct attacks between Iran and Israel over the last six months has taken the region to the brink of an all-out war, but neither side appears to be standing down.

The second Iranian official, the head of the supreme leader's office, Gholamhossein Mohammadi Golpayegani, also said on Thursday that Iran planned to deliver "a fierce, tooth-breaking response" to Israel's "desperate action," according to Tasnim, a semiofficial news agency affiliated with the Revolutionary Guards.

It remains unclear how and when Iran plans to respond,



Gen. Ali Fadavi, deputy chief of the Islamic Revolutionary Guards Corps, on Thursday indicated that Iran intends to retaliate for Israel's recent attacks. Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

whether it could still be persuaded not to, whether the remarks could be bluster to gain leverage in negotiations, or whether Iran would wait until after the American elections next week to take action.

In deciding whether to respond, Iran's leaders face a gamble: A military response meant to deter Israeli attacks could backfire, inviting even more destructive attacks that could harm its economy and infrastructure.

A new billboard in Tehran on Sunday with photos of President Biden and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel on the right side, labeled as "Warmongers," and President Masoud Pezeshkian of Iran and a military officer on the

other side. Arash Khamooshi for The New York Times

That scenario played out this month, when Iran launched about 180 ballistic missiles at Israel, calling it retaliation for Israeli assassinations of top leaders of Hamas, Hezbollah and its own military commanders. In turn, Israel hit air defenses around several critical oil and petrochemical refineries and a major port in Iran, as well as giant fuel mixers that make propellant for Iran's missile fleet.

Iranian officials and state media have publicly downplayed the severity of Israel's attacks, saying that Iran's air defenses successfully thwarted most of Israel's missiles and drones.

But analysts say that Israel

had effectively taken out some of the important air defense systems around Tehran and the energy sites, making Iran particularly vulnerable to future attacks. Israel's strikes on missile plants targeted Iran's missile production capacity not its arsenal of missiles, which could still be placed on mobile launchers to attack Israel.

"They are willing to take this risk to not appear weak and prove they have a grip on power for both domestic and international credibility," said Sina Azodi, an expert on Iran's military and an adjunct professor at George Washington University.

Mr. Azodi added that despite the rhetoric emerging from Iran, it was currently at a draw with Israel in terms of two di-

rect attacks against the other. Another strike, he said, “would come across as Iran escalating but they do not see this as an existential threat.”

Three Iranian officials familiar with the war planning said Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had instructed the Supreme National Security Council on Monday to prepare for attacking Israel. The officials said Mr. Khamenei made the decision after he reviewed a detailed report from senior military commanders on the extent of damage to Iran’s missile production capabilities and air defense systems around Tehran, critical energy infrastructure and a

main port in the south.

Mr. Khamenei said the scope of Israel’s attack as well as the number of casualties — at least four soldiers from the military were killed — were too large to ignore, and that not responding would mean admitting defeat, according to the three officials.

The officials spoke on condition of anonymity because they were not authorized to speak publicly. They said that military commanders were preparing a list of dozens of military targets inside Israel, but that the attacks would very likely happen after the American election because

Iran was concerned that another spike of tension and chaos in the region could benefit former President Donald J. Trump in his re-election campaign.

The commander in chief of the Quds Forces, the external branch of the Guards responsible for supporting and training the regional proxy militant groups, Gen. Ismail Ghaani, said in a statement on Thursday that Iran would stand with its ally Hezbollah, which is locked in a war with Israel in Lebanon and has come under heavy attacks on its leadership and arsenal.

Israeli leaders have also indi-

cated they are ready to make more direct attacks on Iran, if necessary.

Prime Minister Benjamin Netanyahu said on Thursday that the recent attacks on Iran had made it so Israel could inflict even more damage in a second round of strikes.

“We hit its underbelly. The boastful talk by the Iranian regime’s heads cannot conceal and compensate for the fact that Israel now has greater freedom to operate in Iran than ever before,” Mr. Netanyahu said in a speech to Israeli military personnel.

Le Monde

avec AFP
31 octobre 2024

Exécution de Jamshid Sharmahd : l’Iran convoque le chargé d’affaires allemand après que Berlin a fermé des consulats iraniens

Dénonçant l’exécution en Iran d’un dissident possédant aussi la nationalité allemande, Berlin avait déjà rappelé son ambassadeur et prévenu de « graves conséquences ».

L’Iran a convoqué jeudi 31 octobre le chargé d’affaires de l’ambassade d’Allemagne à Téhéran pour protester contre la décision de Berlin de fermer les consulats iraniens en Allemagne. Le ministère des affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué une « décision irrationnelle » qui « ne peut être justifiée » et dit avoir convoqué le chargé d’affaires pour lui transmettre la « vive protestation » de l’Iran.

L’ambassadeur d’Allemagne à Téhéran, Markus Potzel, avait déjà été rappelé à Berlin pour consultations.

Plus tôt jeudi, la ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, avait annoncé la décision de Berlin de fermer les trois consulats iraniens sur le sol allemand en réaction à l’exécution par Téhéran du dissident iranien naturalisé allemand Jamshid Sharmahd. Elle a affirmé que Berlin avait

« régulièrement et clairement fait savoir à Téhéran que l’exécution d’un ressortissant allemand aurait de graves conséquences ».

Jamshid Sharmahd, âgé de 69 ans, avait été condamné à mort en février 2023 par un tribunal de Téhéran pour « corruption sur terre », pour son implication présumée dans un attentat contre une mosquée à Chiraz (sud), qui avait fait 14 morts et quelque 300 blessés en avril 2008.

« La décision du gouvernement allemand de fermer ces centres est délibérée pour priver les Iraniens des services et facilités consulaires », a jugé le ministère des affaires étrangères iranien. Il a averti que « l’approche non constructive et conflictuelle de l’Allemagne est une grave erreur de calcul, et le gouvernement allemand sera responsable de ses conséquences ».

The New York Times

Leily Nikounazar
Oct. 31, 2024

Germany Shuts 3 Iranian Consulates Over Execution of German-Iranian

The rare step of closing the consulates reflected German protests over the execution of Jamshid Sharmahd, an outspoken opponent of the Iranian regime.

The German government said on Thursday that it was closing three Iranian consulates in response to Iran's execution this week of a German-Iranian dual citizen, which Germany's foreign minister called an "assassination," as tensions grow between the West and Tehran.

"We have repeatedly made it unmistakably clear to Tehran that the execution of a German national will have serious consequences," Annalena Baerbock, Germany's foreign minister, said as she announced the closing of the consulates in Frankfurt, Hamburg and Munich. Ms. Baerbock, speaking in New York, noted that she recently discussed the case directly with Abbas Araghchi, Iran's foreign minister.

The [execution of Jamshid Sharmahd](#), 69, came as war rages between Israel and Iran-backed forces Hezbollah and Hamas, conflicts that have led Iran and Israel to launch the most serious strikes against each other in a long history of hostility. Western countries have tried to keep the conflict from escalating into a full-fledged war between Iran and Israel.

"The fact that the assassination has now taken place in light of the latest developments in the Middle East shows that a dictatorial regime of injustice like that of the mullahs does not act fol-



The Iranian Embassy in Berlin on Tuesday. John Macdougall/ Agence France-Presse — Getty Images

lowing normal diplomatic logic," Ms. Baerbock added.

Shutting down multiple consulates is rare and shows how seriously Germany has taken the execution. The only other time Germany has closed so many consulates of a single country was last year, when it shut [five of Russia's six consulates](#) after Russia expelled several German diplomatic staff members.

On Monday, the Iranian government announced that it had executed Mr. Sharmahd, who it claimed helped orchestrate a deadly terrorist bombing in the Iranian city of Shiraz in 2008. Mr. Sharmahd, who had been living in the United States, was

abducted while visiting Dubai in 2020 [and taken to Tehran](#), according to his family. There he was convicted in what human rights organizations and the German government called a show trial.

Mourners near the foreign ministry in Berlin commemorating Jamshid Sharmahd, a German-Iranian dual national who was executed in Iran. Markus Schreiber/Associated Press

Chancellor Olaf Scholz of Germany expressed outrage on Monday that Mr. Sharmahd had never been able to defend himself in court. "The execution of Jamshid Sharmahd by the Iranian regime is a scandal that I condemn in the strongest possible terms,"

he said in a statement on Monday.

Born in Tehran, Mr. Sharmahd moved to Germany with his father at the age of 7 and received German citizenship in 1995. Germany's foreign ministry, which has in the past negotiated prisoner swaps with Iran, tried to help free Mr. Sharmahd for years but failed. When the death sentence was announced in 2023, the German government sent two Iranian diplomats home in protest.

After the execution on Monday, the German foreign ministry announced that it had summoned a top official in the Iranian embassy in Berlin to protest, and had directed its ambassador in

Tehran to lodge a formal complaint directly with the Iranian foreign minister.

Gazelle Sharmahd, Mr. Sharmahd's daughter, lambasted the failed efforts of both the German foreign ministry and the U.S. State Department to free her father. She also

demanded proof of her father's death. Posting on [social media early on Tuesday](#), she wrote: "Did they once again take the word of the lying jihadists? We deserve proof!"

From California, where he

lived at the time he was seized and taken to Iran, Mr. Sharmahd ran the website of a little-known group known as Tondar. He recorded videos claiming that the group was arming people to fight against Iran. The group, which has taken responsibility for attacks

in Iran, is committed to overthrowing the government in Tehran and restoring the monarchy.

The estimated 300,000 Iranian nationals living in Germany will now have to be served by the Iranian Embassy in Berlin, which remains open.

Les dépêches de l'afp d'octobre 2024

1 octobre 2024

Prison avec sursis requise contre un policier pour violences sur un manifestant

Marseille, 1 oct 2024 (AFP)

— Le parquet de Marseille a requis mardi huit mois de prison avec sursis et une interdiction d'exercer sur la voie publique pendant un an contre un policier pour des violences illégitimes commises sur un manifestant kurde.

Ce fonctionnaire avait déjà été condamné, le 31 mai par la même chambre correctionnelle, à six mois de prison avec sursis pour des faits similaires, cette fois-là sur un jeune couple en marge d'une manifestation pour les retraites. Condamnation dont il a fait appel.

En poste depuis décembre 2023 dans une Brigade territoriale de contact de Bobigny, l'ancien policier marseillais se voit reprocher "un coup de poing porté au visage d'un manifestant qui n'était ni nécessaire ni proportionné".

Les faits s'étaient déroulés le 24 décembre 2022, au terme d'une violente manifestation organisée à Marseille, au lendemain de l'assassinat de trois Kurdes à Paris.

La procureure Sylvie Odier a concédé au prévenu "une erreur de bonne foi" quand celui-ci avait cru identifier en fin de manifestation Mustafa I. comme l'un des auteurs de jets de projectiles sur les policiers, plus tôt dans l'après-midi.

Les images de la caméra piéton d'un commissaire montrent ce carreur kurde marchant, seul, tranquillement. "Dans mon souvenir, il court", a assuré le policier au tribunal.

"L'interpellation est justifiée mais n'est pas proportionnée", a estimé la procureure, la victime ayant d'emblée reçu au visage deux violents coups à

l'origine d'une fracture du nez et d'importants saignements.

Le carreur qui s'est constitué partie civile ne se souvient pas des faits en raison d'un "blackout". Lorsque le policier s'était précipité vers lui, il avait levé les mains comme pour signifier qu'il n'avait rien à se reprocher.

Mais pour le policier, "il s'est mis en garde en avançant vers moi. J'ai dû le repousser avec le plat de la main et pour moi, c'est dans la chute qu'il se blesse".

Des plaies au visage en tombant en arrière ? interroge la présidente du tribunal. "Moi je sais que ça ne vient pas de moi. Je n'ai pas vu mais peut-être quelqu'un a donné un coup de matraque".

La procureure a pointé "un problème de comportement"

du fonctionnaire en raison des deux procédures le visant sur une durée de quatre mois.

Il était également poursuivi pour avoir établi un faux procès-verbal d'interpellation, évoquant une rébellion et sur la base duquel Mustafa I. avait été placé en garde à vue.

Pour l'avocate du policier, Me Julie Mulateri, qui a réclamé sa relaxe, "nous sommes à la veille de Noël, il n'y a personne mais il n'est pas formé à la rédaction de procès-verbaux".

Le tribunal rendra sa décision le 25 novembre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 octobre 2024

Un nouveau procès requis en France pour génocide de la minorité yézidie

Paris, 2 oct 2024 (AFP)

— "C'est un signe d'espoir pour ces femmes d'obtenir justice": un procès pour génocide et crimes contre l'humanité au préjudice de onze Yézidiennes en Syrie entre 2014 et 2016 a été requis à l'encontre du jihadiste français présumé mort, Sabri Essid.

Sabri Essid, né en 1984, est le fils d'un compagnon de la mère de Mohamed Merah, qui avait tué en mars 2012 trois militaires, trois enfants

et un enseignant juifs à Toulouse et Montauban.

Considéré comme une figure de la mouvance jihadiste toulousaine, Sabri Essid avait rejoint l'organisation État islamique (EI) en Syrie au printemps 2014 et avait été reconnu en mars 2015 sur une vidéo diffusée par l'EI où on le voit en compagnie de son beau-fils, âgé d'une douzaine d'années, qui exécute d'une balle dans le front un Palestinien présenté comme un es-

pion.

Il est présumé mort depuis 2016. Aucune preuve officielle de son décès n'ayant été apportée, les investigations se sont poursuivies.

Un procès à son encontre a été requis le 22 août devant la cour d'assises spéciale pour "génocide, en exécution d'un plan concerté de l'organisation terroriste État Islamique tendant à la destruction totale ou partielle" au préjudice de

"11 victimes, majeures et mineures" appartenant à la minorité yézidie, a indiqué mercredi le parquet national anti-terroriste (Pnat).

Les faits ont été commis en Syrie entre août 2014 et courant 2016.

Sont également visés entre autres dans le réquisitoire des crimes contre l'humanité par la réduction en esclavage, l'emprisonnement ou toute autre forme de privation grave

de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international, torture, viols commis au préjudice de trois personnes et persécution, selon le Pnat, qui a décerné un nouveau mandat d'arrêt à l'encontre du jihadiste français.

Un premier mandat d'arrêt avait été délivré le 11 février 2020.

Il revient désormais au juge d'instruction de se prononcer sur la tenue ou non d'un procès.

- "Espaces de justice étroits"
-

"C'est essentiel que ces qualifications puissent être retenues, ce sont celles qui sont à même de rendre justice à ces femmes et de raconter une autre histoire de Daesh (acronyme anglais de l'EI) avec les exactions et le génocide commis sur les Yézidis", a réagi auprès de l'AFP Me Clémence Bectarte, qui défend deux des onze victimes.

"Les espaces de justice (pour elles) sont très étroits", a-t-elle souligné, rappelant que la justice internationale ne s'était pas saisie des exactions infligées à la minorité yézidie.

"C'est un dossier qui a pu se construire grâce aux éléments de preuve et aux témoignages précis et circonstanciés de ces femmes", a ajouté Me Bectarte, saluant leur "courage".

Une enquête préliminaire pour viols avait été ouverte en juin 2019. Puis, pour la première fois, le pôle crimes contre l'humanité du Pnat, qui enquêtait depuis plusieurs années sur les crimes subis par cette minorité religieuse, avait ouvert en octobre 2019 une information judiciaire pour "génocides" et "crimes contre l'humanité" contre Sabri Essid.

Jusqu'à présent, les jihadistes français étaient uniquement poursuivis pour terrorisme. Des associations, dont la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), réclamaient un élargissement des poursuites.

Les investigations se sont appuyées entre autres sur "plusieurs interrogatoires ou auditions de femmes de retour de zone irako-syrienne" ainsi que "des témoignages obtenus par le biais de demandes d'entraides internationales" permettant ainsi "d'obtenir des éléments sur le parcours et les activités criminelles de Sabri Essid".

En août 2014, des jihadistes de l'EI avaient envahi le mont Sinjar, fief des Yézidis, minorité religieuse kurdophone dans le nord de l'Irak, tuant des milliers d'entre eux et enlevant des milliers de femmes et d'adolescentes, pour les réduire à l'état d'esclaves sexuelles.

Sabri Essid avait été arrêté en 2006 par l'armée syrienne alors qu'il se rendait en Irak pour faire le jihad. Il avait été condamné en 2009 à cinq ans de prison, aux côtés d'autre figures de la filière toulousaine, notamment les frères Clain, voix de la revendication des attentats du 13-Novembre et présumés morts.

Les juges d'instruction anti-terroriste ont ordonné fin septembre un procès pour génocide et crimes contre l'humanité au préjudice d'une adolescente yézidie en 2015 en Syrie contre Abdelnasser Benyoucef, émir de l'EI, et son ex-compagne Sonia Mejri.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 octobre 2024

Washington dit avoir aidé à faire sortir de Gaza une jeune Yézidie en captivité

Washington, 3 oct 2024 (AFP) — Les Etats-Unis ont indiqué jeudi avoir aidé, à la demande de l'Irak et avec l'aide d'Israël, à faire sortir de la bande de Gaza une jeune femme de la minorité yézidie, qui se trouvait en captivité mais a pu s'en échapper.

"Je peux vous dire qu'elle est à présent en sécurité avec sa famille en Irak", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller, interrogé à ce sujet lors de son point de presse quotidien.

Il a confirmé que les Etats-

Unis avaient "contribué à l'évacuation en toute sécurité de Gaza d'une jeune femme yézidie afin qu'elle puisse retrouver sa famille en Irak".

Il a expliqué que "les circonstances de cette affaire sont vraiment, vraiment difficiles à décrire", parlant d'une "jeune femme qui, il y a 10 ans, alors qu'elle était âgée de 11 ans, a été enlevée par le groupe Etat islamique en Irak, vendue et forcée d'épouser un combattant du Hamas à Gaza, et déplacée à Gaza contre son gré".

"La mort récente de son ravisseur à Gaza lui a permis de s'échapper", a poursuivi le porte-parole, disant que les Etats-Unis avaient ensuite été contactés par le gouvernement irakien pour tenter de l'aider à sortir de la bande de Gaza, où l'armée israélienne est en conflit contre le Hamas depuis l'attaque de ce dernier contre Israël, le 7 octobre.

Il s'est refusé à entrer dans le détail de l'opération disant seulement que Washington avait coopéré avec le "gouvernement d'Israël et d'autres pays dans la région". Mais, a-

til dit, au cours des douze derniers mois, "nous avons pu à plusieurs reprises faire sortir des personnes" dans des cas précis.

Les Yézidis forment une minorité kurdophone adepte d'une religion pré-islamique et sont persécutés par les jihadistes depuis plusieurs années.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 octobre 2024

Ballottés d'une guerre à l'autre: les réfugiés syriens au Liban rentrent chez eux

Al Qusayr (Syrie), 3 oct 2024 (AFP) — Dix ans après avoir fui vers le Liban la guerre qui ravageait son pays, le Syrien Ahmad Moustafa a de nouveau vécu le cauchemar de l'exil, reprenant le chemin inverse pour échapper aux bombes israéliennes.

"Nous allons d'une guerre à l'autre", résume avec lassitude cet homme de 46 ans après avoir franchi avec sa femme et ses trois enfants la frontière syrienne dans la région de Qousseyr.

Ahmad Moustafa n'a pas oublié le jour où il a quitté sa ville natale de Raqqa, dans le nord-est de la Syrie, tombée en 2013 sous le contrôle des jihadistes du groupe Etat islamique.

"Nous avons fui juste avec les habits que nous portions", raconte M. Moustafa.

"Et maintenant c'est la même chose au Liban, nous avons dû partir sous les bombes, pour sauver nos vies", et quitter en toute hâte la localité libanaise de Wazzani, non loin de la frontière israélienne dans le sud du Liban.

"Nous repartons de zéro, encore une fois", soupire le Syrien, interrogé à bord d'un bus affrété par un homme d'affaires de Raqqa.

Il espère pouvoir loger avec sa famille chez des proches,

dans la ville qu'ils ont quittée il y a une décennie.

Le Liban a accueilli des centaines de milliers de Syriens - deux millions de réfugiés, selon les autorités, 770.000 recensés par l'ONU - après le début de la guerre civile en 2011.

De manifestations populaires réprimées par le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad, le conflit a muté en un affrontement impliquant des puissances régionales et internationales, la Russie et l'Iran ayant volé au secours du président Assad.

Treize ans et des centaines de milliers de morts plus tard, le pays est morcelé et en miettes économiquement, toujours secoué par des combats dans certaines zones.

- 'Une souffrance sans fin' -

Au Liban, la guerre est revenue il y a un an, lorsque le Hezbollah a ouvert dans le sud un front de "soutien" à son allié du Hamas, en guerre à Gaza avec Israël après l'attaque sans précédent menée par le mouvement islamiste palestinien en Israël le 7 octobre 2023.

Le début de la campagne de bombardements massifs d'Israël sur les fiefs du Hezbollah dans le sud, l'est du Liban et la banlieue sud de Beyrouth a déplacé des centaines de

milliers de personnes dans le pays. Quelque 310.000, en majorité des Syriens, ont franchi la frontière entre le Liban et la Syrie depuis le 23 septembre, selon les autorités libanaises.

Jaafar al-Ali, 53 ans, fait partie de cette vague de réfugiés syriens aujourd'hui de retour.

Lui et sa famille avaient aussi fui Raqqa en 2014, l'année où cette ville est devenue la "capitale" du "califat" instauré par le groupe islamiste sur de vastes portions de territoires en Syrie et en Irak.

Après des années de régime de terreur et d'atrocités, les jihadistes de l'EI ont été chassés par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis et menée sur le terrain par les forces kurdes syriennes. Le "califat" a été défait en 2019, mais les jihadistes de l'EI sont toujours actifs en Syrie et en Irak.

"C'est une souffrance sans fin, d'un déplacement à l'autre", lâche Jaafar al-Ali, en attendant un bus qui doit le ramener dans sa ville natale.

"Nous allons à Raqqa pour y dormir dans la rue", ajoute-t-il avec amertume. "Je n'ai plus rien là-bas. Plus de familles, plus de proches, plus de maison".

Jaafar jette un regard triste

sur son fils de 13 ans, Mouayad. "Il n'a connu que la guerre et les déplacements. Il n'a pas reçu d'éducation et ne sait ni lire ni écrire", dit-il.

- 'La mort me traquait' -

Bachar Hamaydi, 25 ans, avait payé une fortune pour fuir Raqqa en 2016. Il a fui la zone de Wazzani dans le sud du Liban sous le son des bombes. "Nous avons vu des cadavres sur la route" menant du sud du Liban à la frontière syrienne, raconte-t-il.

Plusieurs de ses voisins sont morts dans les frappes israéliennes.

"J'avais le sentiment que la mort me traquait. Je me retournais pour voir si elle nous suivait, moi et ma famille. Je n'oublierai jamais les cris de mes enfants. C'était un jour de terreur dont je me souviendrai toute ma vie", ajoute-t-il.

Les réfugiés syriens n'ont pas toujours été bien accueillis au Liban, plongé dans une crise sociale et économique majeure. Aujourd'hui, ils rentrent dans un pays dévasté par plus d'une décennie de conflit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 octobre 2024

Traversées de la Manche: un réseau international de passeurs jugé à Lille

Lille, 4 oct 2024 (AFP) — Achat d'embarcations en Turquie, stockage de matériel aux Pays-Bas: 18 membres présumés d'un vaste réseau de passeurs, soupçonnés d'avoir organisé le passage de milliers de migrants vers le Royaume-Uni, sont jugés jusqu'au 11 octobre à Lille.

Soupçonnés d'avoir été les logisticiens de traversées clandestines de la Manche entre juillet 2020 et juillet 2022, les prévenus, principalement irako-kurdes, sont poursuivis pour "aide à l'entrée à la circulation ou au séjour irréguliers" et "participation à une association de malfaiteurs".

Vingt-et-un prévenus devaient initialement être jugés par la Juridiction interrégionale spécialisée de Lille, mais le procès de trois d'entre eux, détenus en Belgique, a été renvoyé à mars 2025.

Seuls treize prévenus sont présents aux audiences qui ont débuté lundi.

L'un des donneurs d'ordre supposés est un Irakien de 26 ans. Il est soupçonné d'avoir joué un rôle central

dans le réseau, en orchestrant, depuis sa cellule de prison à Tours puis au Havre, les traversées de migrants par embarcations motorisées.

Il a été expulsé de l'audience mercredi après avoir insulté et menacé des interprètes.

- 100.000 euros par bateau -

D'après les enquêteurs, ce réseau constituait l'un des principaux groupements de trafiquants irako-kurdes à dimension européenne pour les traversées de la Manche. Ses membres le géraient comme une entreprise, où une embarcation de 50 migrants pouvait rapporter jusqu'à 100.000 euros. Les départs étaient organisés notamment depuis le camp de migrants de Grande-Synthe (Nord).

La plupart des prévenus "sont des logisticiens qui ne traitaient pas avec les migrants", explique l'avocat de l'un d'eux, sans vouloir donner son nom.

Si certains ont un "profil très conséquent", il y a aussi des "tout-petits", qui "ont été remplacés le lendemain", ajoute-t-il.

Depuis janvier, plus de 25.000 migrants sont arrivés sur les côtes britanniques après avoir traversé la Manche à bord d'embarcations de fortune, un chiffre en progression de 4% selon des chiffres du ministère britannique de l'Intérieur publiés le 23 septembre. Une série de naufrages a fait de 2024 l'année la plus meurtrière depuis le début du phénomène des traversées par "small boats", nom donné à ces canots pneumatiques de fortune, en 2018.

Jeudi matin, le tribunal interrogeait un Néerlandais et son père irakien sur des moteurs et des centaines de gilets de sauvetage découverts en juillet 2021 dans un garage qu'ils louaient aux Pays-Bas, ainsi que sur les factures d'embarcations achetées en Turquie. Peu loquaces, les deux hommes ont contesté ces éléments, comme la plupart des prévenus.

D'autres sont poursuivis pour avoir organisé en bus le transport de migrants, depuis des hôtels proches du littoral vers les plages françaises.

"On n'a sans doute, comme

d'habitude, que des petites mains", a estimé Me Kamel Abbas, avocat d'un des prévenus, interrogé par l'AFP. "Il y a peut-être des lieutenants, mais des chefs de réseau, vu les circonstances d'interpellation, je n'y crois pas".

Le 6 juillet 2022, une opération internationale menée conjointement par la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, coordonnée par les agences Europol et Eurojust, avait mené à 39 arrestations.

Plus de 50 perquisitions avaient permis de saisir 1.200 gilets de sauvetage, près de 150 bateaux pneumatiques et 50 moteurs de bateaux, ainsi que des armes et de la drogue.

Ce procès constitue le deuxième volet judiciaire de cette affaire, dans laquelle 12 personnes ont déjà été jugées l'hiver dernier à Lille.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 octobre 2024

Lourdes peines requises au procès d'un vaste réseau de passeurs dans la Manche

Lille, 8 oct 2024 (AFP) — Des "marchands de mort" soupçonnés d'avoir oeuvré au sein d'un des principaux réseaux de passeurs de migrants dans la Manche: le parquet a requis mardi à Lille des peines allant jusqu'à quinze ans de prison à l'en-

contre de 18 personnes, principalement irako-kurdes.

La procureure a décrit à l'orée de ses réquisitions un "dossier tentaculaire", aux ramifications internationales.

Avant ces 18 prévenus - 17

hommes et une femme - jugés depuis le 30 septembre, douze personnes ont déjà comparu cette année pour leur participation à ce réseau et trois autres, détenues en Belgique, doivent être jugées en mars 2025.

Selon l'enquête, ce réseau avait à l'époque des faits, entre 2020 et 2022, en grande partie la mainmise sur les passages de migrants vers l'Angleterre à partir du nord de la France.

"Les prévenus ne sont pas

des bénévoles aidant leur prochain mais des marchands de mort", a accusé la procureure, décrivant des canots chargés de passagers "jusqu'à 15 fois leur contenance théorique".

Avec des passages facturés en 2021 environ 2.500 euros pour un Irakien et 3.500 pour un Vietnamien, le réseau tirait des "sommes phénoménales" de ce trafic, a-t-elle dénoncé, indiquant que le bénéfice d'une seule embarcation pouvait se monter à 74.000 euros.

La procureure a requis la peine la plus lourde, 15 ans d'emprisonnement, interdiction du territoire français et 200.000 euros d'amende, à l'encontre d'un Irakien de 26 ans, soupçonné d'avoir orchestré l'ensemble du réseau depuis sa cellule de prison française. Il avait déjà été condamné à deux reprises pour des faits similaires d'aide au séjour irrégulier.

"De jour, de nuit", la sonorisation de sa cellule a montré qu'il ne cessait d'organiser des traversées de la Manche, d'acheter des armes, ce qui

prouve son rôle de "chef de réseau" mais aussi son "sentiment de toute-puissance", selon la procureure.

Son avocat, Julien Delarue, a dénoncé dans sa plaidoirie des "réquisitions complètement délirantes", rappelant que son client, arrivé en France à 16 ans, n'était pas jugé pour homicide involontaire et "n'avait pas de sang sur les mains".

- 51 morts en 2024 -

L'homme, qui comparait dans le box vitré, alors que les autres présents se serrent sur les bancs des prévenus, avait été expulsé de l'audience mercredi dernier après avoir insulté et menacé des interprètes.

Certains des prévenus sont accusés d'avoir organisé le transport des migrants jusqu'aux plages, chapeauté sur place le gonflage des canots et l'embarquement des passagers, ou encore géré l'approvisionnement et la livraison des bateaux.

La procureure a requis de lourdes peines, jusqu'à 12

ans d'emprisonnement, contre ceux qu'elle considère comme les lieutenants du principal prévenu, et des peines plus faibles contre d'autres considérés comme des exécutants.

le procès doit durer jusqu'à la fin de la semaine et la décision devrait être mise en délibéré.

Le réseau était géré comme une entreprise, son chef présumé privilégiant la communauté vietnamienne, qui payait plus cher que les autres, selon les éléments de l'enquête.

De premières vagues d'interpellations avaient eu lieu à partir de 2021 puis, en juillet 2022, une opération menée conjointement par la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, coordonnée par les agences Europol et Eurojust, avait mené à 39 arrestations.

Plus de 50 perquisitions avaient permis de saisir 1.200 gilets de sauvetage, près de 150 canots pneumatiques et 50 moteurs de bateaux.

Lors du procès en janvier à Lille ont comparu des logisticiens locaux du réseau, qui

vivaient dans le Dunkerquois. Des peines allant de 15 mois à cinq ans d'emprisonnement ont été prononcées.

Apparu en 2018 en raison du verrouillage du port de Calais et du tunnel sous la Manche, le phénomène des traversées de la Manche sur de petites embarcations n'a cessé depuis de prendre de l'ampleur, avec un nombre toujours croissant de migrants par canot.

Depuis janvier, plus de 26.600 migrants sont arrivés sur les côtes anglaises par ce moyen, selon le ministère britannique de l'Intérieur.

Naufrages et bousculades mortelles ont fait de 2024 l'année la plus meurtrière depuis le début du phénomène, avec au moins 51 morts à ce stade, dont quatre écrasés dans des embarcations samedi.

Une journée au cours de laquelle 973 migrants ont traversé la Manche, un nouveau record.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 octobre 2024

Irak: 706 Irakiens rapatriés du camp d'Al-Hol en Syrie

Bagdad, 10 oct 2024 (AFP) — L'Irak a rapatrié jeudi 706 de ses ressortissants du camp syrien d'Al-Hol qui abrite notamment des proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), qui avait un temps établi un "califat" autoproclamé à cheval entre l'Irak et la Syrie.

Selon une source des services de sécurité irakiens, "706 personnes, soit 181 familles sont rentrées en Irak depuis Al-Hol et ont été trans-

férées au camp d'Al-Jadaiya", au sud de Mossoul, dans le nord du pays.

Il s'agit du quatrième groupe d'Irakiens rapatriés du camp d'Al-Hol en un an, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Plus de 43.000 personnes vivent dans le camp délabré et surpeuplé d'Al-Hol, sous administration kurde. Il s'agit de déplacés syriens, de réfugiés irakiens et de milliers d'étran-

gers originaires d'au moins 45 pays, dont des familles de jihadistes de l'EI.

Le retour en Irak de proches de jihadistes continue de faire polémique parmi une population dont une partie a été martyrisée pendant trois ans par les exactions de l'EI, organisation ultraradicale qui a occupé jusqu'à un tiers du territoire irakien entre 2014 et 2017.

Pour modérer l'hostilité qui

peut attendre ces familles rentrant de Syrie, elles sont d'abord hébergées à Al-Jadaiya, au sud de Mossoul, où elles devraient suivre, selon des responsables, "une réhabilitation psychologique" pour s'assurer qu'elles ne posent aucun danger, outre des vérifications sécuritaires.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 octobre 2024

L'Autriche doit rapatrier de Syrie une jihadiste et ses enfants, selon la justice

Vienne, 11 oct 2024 (AFP)

— La justice autrichienne a ordonné vendredi au gouvernement le rapatriement d'une jihadiste et de ses deux enfants détenus dans un camp en Syrie, au nom de "l'intérêt supérieur de l'enfant", selon le tribunal.

"Le rapatriement commun des requérants en Autriche doit être effectué", a indiqué dans une déclaration transmise à l'AFP le tribunal administratif national, le gouvernement devant respecter un "principe d'égalité" et le bien-être des enfants.

Partie rejoindre le groupe Etat islamique à l'âge de 17 ans en 2017, la femme de nationalité autrichienne a eu

deux fils avec deux combattants de la milice islamiste et vit toujours avec eux dans des camps d'internement kurdes depuis le démantèlement de l'EI en 2019.

Elle réclamait d'être rapatriée, mais le ministère des Affaires étrangères acceptait seulement le retour des enfants, arguant qu'elle avait de son plein gré rejoint une zone déconseillée et ne pouvait pas prétendre à l'assistance consulaire.

Il invoquait également des considérations d'ordre sécuritaire pour son personnel sur place.

Mais la plaignante avait refusé de se séparer de ses en-

fants. Elle avait porté l'affaire en justice et vient d'obtenir gain de cause, le tribunal citant notamment la jurisprudence européenne concernant un cas similaire en France en 2022.

Le gouvernement a six semaines pour faire appel. S'il organise son rapatriement, elle devra être jugée à son arrivée pour appartenance à un groupe terroriste.

Comme d'autres pays européens, l'Autriche est confrontée à la volonté de retour des combattants et de leur famille, qui pose un problème de sécurité, selon le dernier rapport des services autrichiens de renseignement.

"Un nombre important de femmes jihadistes et de leurs enfants, certains nés sur place, sont toujours dans les camps d'internement en Syrie et en Irak", précise ce rapport, et d'autres procédures sont en cours.

En août 2019, Vienne avait annoncé un premier rapatriement, celui de deux orphelins de 18 mois et trois ans, retenus en Syrie et remis à leur grand-mère à Vienne après un test de parenté. Deux autres enfants, dont la mère avait accepté de se séparer, sont rentrés en 2022.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 octobre 2024

"Lassitude" au Kurdistan d'Irak avant des législatives régionales

Erbil (Irak), 16 oct 2024 (AFP)

— "Il n'y a plus de confiance", lâche Sanaa, couturière à Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak. Toute sa famille compte boycotter dimanche les législatives locales dans la région autonome, dominée depuis des décennies par les deux mêmes clans politiques rivaux.

Le scrutin du 20 octobre aurait dû se tenir il y a deux ans, pour élire la centaine de députés siégeant au Parlement de la région du nord de l'Irak. A quatre reprises, les élections ont été repoussées en raison des divergences entre les deux formations historiques: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union

patriotique du Kurdistan (UPK).

Autonome depuis 1991, alliée aux Etats-Unis et aux Européens, la région se présente comme une oasis de stabilité propice aux investissements étrangers.

Mais derrière les belles autoroutes et les hautes tours de verre rutilantes, militants et opposition dénoncent les mêmes maux qui sévissent dans le reste du pays riche en pétrole: corruption, répression des voix dissidentes, clientélisme pratiqué par les clans au pouvoir.

"Je ne vais pas voter, parce qu'ils ne font rien", résume

Sanaa, 33 ans, lors d'une flânerie au souk d'Erbil, utilisant un pseudonyme par craintes de représailles.

"Tous les sujets qui me préoccupent, ils s'en moquent", assène-t-elle, en allusion aux politiciens. "On n'a pas d'argent, tout coûte cher".

Elle qui a scrupuleusement participé aux précédents scrutins, assure que tous ses proches ne voteront pas, même son fils à peine majeur. "C'est fini, il n'y a plus de confiance".

Sur une place au pied de la citadelle pluricentenaire d'Erbil, bastion du PDK où le

clan Barzani est au pouvoir, des fanions aux couleurs du parti sont partout accrochés.

A Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan, c'est l'UPK et les Talabani qui tiennent les rênes.

- "Désenchantement" -

Sur les six millions d'habitants du Kurdistan, 2,9 millions sont inscrits pour voter dans quatre circonscriptions.

Au Parlement sortant, le PDK avait 45 sièges et jouissait d'une majorité relative --en s'alliant avec d'autres députés élus via un quota réservé aux minorités chrétiennes et turkmènes.

Quant à l'UPK, il avait 21 sièges.

A la veille du scrutin, le politologue Shivan Fazil évoque un "désenchantement en hausse pour la politique" et "une lassitude grandissante vis-à-vis des deux partis au pouvoir".

"Cette dernière décennie les conditions de vie se sont détériorées", explique-t-il, rappelant que "le chômage augmente, particulièrement parmi les jeunes, avec des cohortes qui risquent leur vie et tentent l'immigration illégale vers l'Europe".

Il cite le versement erratique des salaires des 1,2 million de fonctionnaires, "source essentielle de revenus pour les ménages". Un dossier qui dépend notamment des tensions entre le Kurdistan et le pouvoir fédéral de Bagdad.

Pour les deux partis, dotés de solides réseaux partisans, "le défi principal sera de préserver les votes déjà obtenus", confirme le commentateur Sarteep Jawhar, dissident de l'UPK.

Sources de mécontentement chez les électeurs, il pointe le "manque de services" publics et la "terreur" provoquée par bombardements et opérations militaires de l'armée turque dans la région contre les combattants kurdes turcs du PKK, le Parti des travailleurs du Peuple.

- Emplois des jeunes -

Autre fragilité du pouvoir: l'arrêt des exportations de pétrole menées autrefois par Erbil sans l'aval de Bagdad et source de financements cruciaux. Depuis plus d'un an, la région en est privée, à cause d'un arbitrage international

initié par Bagdad.

Aux dernières législatives régionales de 2018, le taux de participation s'élevait à 59%. Aujourd'hui, un vote-sanction pourrait favoriser des partis d'opposition comme "Nouvelle génération" ou encore une formation naissante de Lahour Cheikh Zengi, dissident du clan Talabani.

Une fois élus, les députés devront voter pour remplacer le président et le Premier ministre de la région autonome, Nechirvan et Masrour Barzani, figures du PDK.

Comprenant autrefois 111 députés, le Parlement kurde a vu son nombre de sièges réduit à 100, par une décision du Tribunal fédéral suprême, qui supprimait en février un quota de 11 sièges réservés aux minorités. La justice a finalement rétabli ce quota --

cinq sièges sur 100.

Dans un café d'Erbil, Moustapha Mahmoud, 52 ans, annonce voter pour le PDK --même si ses espérances sont limitées.

"Après les élections précédentes, on n'a jamais constaté d'améliorations", reconnaît-il. Il concède "quelques changements" mais "pas à la hauteur des attentes".

Il pointe du doigt les dossiers sécuritaires et économiques, réclamant notamment "des possibilités d'emplois" pour les "jeunes diplômés sans travail."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 octobre 2024

"J'ai peur pour mon enfant": hommage à Calais au bébé mort dans la Manche

Calais, 19 oct 2024 (AFP) — "J'ai peur pour mon enfant" mais "qu'est-ce que je peux faire d'autre?" explique un candidat à l'exil érythréen présent à Calais samedi lors de la commémoration pour un nourrisson mort dans une tentative de traversée clandestine de la Manche.

Le décès de ce bébé de quatre mois, probablement Kurde irakien, dans le naufrage d'une embarcation de fortune où il se trouvait jeudi avec ses parents et sa fratrie, ne l'empêchera pas de tenter sa chance avec son bébé de deux ans.

"Pour moi c'est difficile, parce que j'ai un enfant avec moi", explique l'homme de 42 ans,

qui ne souhaite pas donner son nom par peur de représailles dans son pays. Avec son bébé et sa femme, il a déjà tenté deux fois de traverser la Manche. "J'ai peur pour mon enfant", martèle-t-il, "la mer est dangereuse mais je n'ai pas d'autre solution que d'essayer de traverser". Il pense au prochain départ, fataliste: "qu'est-ce que je peux faire d'autre ?"

"Ici, nous avons tous des familles !", s'exclame un peu plus loin Thaeer, venu de Syrie, en désignant quatre comparses dont les proches sont restés au pays. "Moi, j'ai deux enfants en Syrie, lui il a 6 enfants", égrène le trentenaire qui a déjà tenté plusieurs fois de rejoindre l'Angleterre,

et se prépare à recommencer.

Sur le sol, une ligne a été ajoutée à la longue liste répertoriant les noms des centaines de morts à la frontière entre France et Royaume-Uni depuis la fin des années 1990: "4 mois, Kurde".

Pour les associations présentes, ce macabre décompte n'est pas prêt de s'arrêter. "L'augmentation du nombre de personnes par bateau, les départs plus vite et plus loin font qu'on a plus de morts à la frontière et c'est directement lié à la politique migratoire mise en place", indique Axel Gaudinat, coordinateur au sein de l'association Utopia 56 à Calais.

L'association appelle à des "accueillir dignement en France et de mettre en place des voies de passage sûres pour les personnes qui souhaitent demander l'asile en Angleterre".

L'année 2024 est la plus meurtrière depuis le début en 2018 du phénomène des small boats, ces embarcations de fortune utilisées pour tenter de rejoindre l'Angleterre, avec au moins 52 morts dans des naufrages et bousculades mortelles.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 octobre 2024

Mort de 27 migrants dans la Manche: la justice voit un "lien de causalité" entre passeurs et militaires

Paris, 21 oct 2024 (AFP) —

Le 24 novembre 2021, 27 migrants ont péri dans la Manche. Dans ce drame, la cour d'appel de Paris a récemment estimé que les faits imputés aux passeurs présumés étaient "indissociables" de ceux qui étaient reprochés aux militaires, accusés de ne pas avoir porté secours.

Le canot avait coulé au petit matin, emportant la vie de 27 passagers, majoritairement des Kurdes irakiens, âgés de 7 à 46 ans.

Depuis, onze passeurs présumés ont été mis en examen, et un mandat d'arrêt a été émis par la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) de Paris pour retrouver l'une des têtes du réseau, qui se trouve probablement en Irak, d'après une source judiciaire.

Sept militaires français ont aussi été mis en examen, entre mai et juin 2023, pour non-assistance à personne en danger.

Cinq étaient des personnels du centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, deux se trouvaient à bord du patrouilleur Le Flamant.

Leur défense a récemment tenté de scinder les investigations entre un volet "militaires" et un "passeurs", demandant l'annulation de

nombreux actes d'enquête. En substance, elle estime que seul un juge des affaires militaires peut enquêter - comme c'est habituellement le cas dans les affaires visant des militaires en exercice, sauf en cas de "connexité".

A leurs yeux, les "actions" des passeurs présumés et des militaires "ne sont pas commises en même temps, ou à la suite d'une concertation" et ne peuvent donc être considérées "connexes".

Toutefois, la cour d'appel de Paris a récemment rejeté leurs requêtes.

- "Aucune chance" -

L'AFP a eu connaissance des arguments ayant soutenu sa décision du 2 octobre.

Les infractions reprochées aux militaires et aux passeurs présumés, même si elles sont "de nature différente", sont "rattachées par un lien de causalité", a estimé la chambre de l'instruction.

"L'omission de porter secours", reprochée aux militaires, "n'aurait pas lieu d'être sans l'infraction initiale d'aide à l'entrée et au séjour irrégulier en bande organisée", imputée aux passeurs.

Les deux infractions ont donc "abouti à un résultat commun".

Premièrement, les passeurs: le réseau semble s'organiser en deux branches, afghane et irakienne, et le montant de la traversée s'élever à 3.200 euros par personne.

Une expertise réalisée sur l'embarcation a permis d'établir que le canot était "totalement inadapté à une traversée de la Manche".

"Surchargé", sans "gilets de sauvetage suffisants" ni "aucun moyen de signalisation et de localisation", et "sans même un capitaine aguerri"... "Les occupants n'avaient aucune chance de pouvoir affronter un quelconque événement en mer", souligne la cour d'appel.

Deuxièmement, la juridiction relève "l'absence de secours efficaces portés par les militaires du CROSS" alors que les passagers s'étaient "signalés en danger".

- "Aucun secours engagé" -

C'est "l'ensemble de ces circonstances concrètes", "liées entre elles dans le temps et dans l'espace", qui a alimenté "une même situation de danger".

Un même juge d'instruction doit donc pouvoir enquêter pour rechercher "la totalité des comportements ayant pu conduire au naufrage", a tranché la cour d'appel.

La Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire, devra aussi se prononcer: au moins un militaire a formé un pourvoi.

Ce naufrage, pire drame migratoire enregistré dans la Manche, avait engendré une montée de tension entre Paris et Londres, qui se renvoyaient la responsabilité.

D'après des éléments de l'enquête, rappelés par la cour d'appel, l'embarcation avait été localisée à 02H05 en eaux françaises, à 1,1 kilomètre des eaux anglaises.

Depuis "plusieurs dizaines de minutes déjà", les personnes à bord demandaient de l'aide.

Le CROSS a alors indiqué aux migrants "qu'un bateau de secours allait arriver", mais il "n'engagera pas de moyen de secours".

A 02H28, le bateau était localisé en eaux anglaises.

"De nombreux appels" de l'embarcation comme des secours britanniques ont été émis à "l'attention du sauvetage français, mais aucun moyen ne sera engagé".

Dernier appel enregistré à 04H34.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 octobre 2024

La Turquie désigne et frappe le PKK après un attentat qui a fait 5 morts et 22 blessés près d'Ankara

Ankara, 23 oct 2024 (AFP)

— Les autorités turques ont désigné le Parti des travailleurs du Kurdistan comme "probable" responsable de l'attentat qui a fait cinq morts et plus de vingt blessés, mercredi près d'Ankara et mené en représailles des frappes contre les positions du PKK en Irak en Syrie.

"La manière dont cette action a été menée est très probablement liée au PKK" avait indiqué le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya au soir de cette attaque qui a visé le siège des industries de défense de Turquie.

Selon lui, les deux membres du commando ont été tués.

De son côté, le ministre de la Défense, Yasar Güler, avait prévenu que la Turquie "inflige toujours à ces scélérats du PKK le châtement qu'ils méritent (...). Nous ne renoncerons pas à les poursuivre jusqu'à ce que le dernier terroriste soit éliminé et nous les ferons souffrir pour ce qu'ils ont fait", avait-il insisté.

Peu après minuit (21H00 GMT), son ministère a annoncé avoir frappé "trente-deux cibles" du PKK et de ses alliés dans le nord de l'Irak et en Syrie.

Assurant avoir agi en "défense" conformément à la Charte des Nations unies, il a expliqué dans un communiqué que "un total de 32 cibles appartenant aux terroristes ont été détruites avec succès" et précisé que ces "opérations aériennes se poursuivent".

Le ministère de la Justice a annoncé ouvrir une enquête. "Le processus d'identification et la recherche d'empreintes

digitales se poursuivent (pour dire) quelle organisation terroriste est à l'origine de l'attentat", a affirmé M. Yerlikaya.

Le vice-président turc, Cevdet Yilmaz, qui a rendu visite aux blessés en soirée avec plusieurs membres du gouvernement, a indiqué qu'une des personnes décédées, outre quatre employés du site, était un chauffeur de taxi dont le commando a braqué la voiture avant l'attentat. Et que sept des blessés étaient des policiers.

L'opération, qui s'est déroulée en milieu d'après-midi à une quarantaine de km d'Ankara, n'a pas été revendiquée en milieu de nuit.

- échanges de tirs -

La chaîne de télévision privée NTV a évoqué une attaque suicide, qui n'a pas été confirmée. L'explosion, selon les médias, a été suivie d'échanges de tirs pendant plus d'une heure.

Le journal Sabah a publié sur son compte X une photo issue des caméras de surveillance à l'entrée du bâtiment visé, montrant un jeune homme entièrement vêtu de noir, portant un sac à dos et apparemment muni d'un fusil d'assaut avec la mention: "Voici un des terroristes qui ont attaqué #TUSAS".

Des images télévisées ont montré d'importants flammes suivies d'une fumée blanche, avant de devoir renoncer au direct sur ordre de la RTürk, l'organe de régulation des radios et télévisions turques.

Dénonçant une "attaque ignoble" visant "l'une des locomotives de l'industrie de défense turque", le président Recep Tayyip Erdogan a promis de "briser ceux qui portent des mains sales sur la Turquie".

"Notre lutte contre toutes les menaces terroristes se poursuivra avec détermination" a-t-il assuré sur X.

Le chef de l'Etat se trouvait à Kazan, en Russie, au côté de son homologue russe Vladimir Poutine qui lui a adressé ses condoléances, "condamnant tout acte de ce genre, quelles que soient ses motivations".

- "dialogue" -

Cette attaque survient alors que la classe politique semble vouloir trouver une solution politique et négociée au conflit sanglant avec les combattants kurdes.

Le principal parti pro-kurde, le Dem (ex-HDP), troisième force au parlement, a ainsi jugé "significatif" qu'elle se produise "alors que la société turque discute de solutions pour faire émerger la possibilité d'un dialogue".

Mardi, le président du MHP (nationaliste) Devlet Bahçeli, principal allié du parti AKP de M. Erdogan, a invité le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, 75 ans, en prison depuis 1999, à s'exprimer devant le Parlement pour annoncer la dissolution de son parti, considéré comme un mouvement "terroriste" par Ankara et ses alliés.

Depuis sa cellule à Edirne

(ouest), l'ex-co-président du Dem et toujours charismatique Selahattin Demirtas, condamné à 42 ans de prison en mai dernier, a dénoncé l'attaque et une "mentalité qui tente de briser dans le sang la recherche de solutions par le dialogue".

"Si Öcalan prend une initiative et veut ouvrir la voie à une (solution) politique, nous le soutiendrons de toutes nos forces" prévient-il.

Le chef de l'opposition au parlement, Özgür Özel, président du CHP, qui avait rendu visite à M. Demirtas mardi dans sa prison, a également dénoncé "l'attaque terroriste", précisant "condamner le terrorisme, peu importe de qui et d'où il vient".

De nombreuses condamnations ont afflué de l'étranger, dont celle de Mark Rutte, secrétaire général de l'Otan, dont la Turquie est membre, qui a indiqué "se tenir au côté de notre allié, la Turquie".

La Maison Blanche, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, la France, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne ont également exprimé leur condoléances et leur soutien, rejoints dans la nuit par le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis.

Le PKK en lutte armée contre le gouvernement, avait perpétré une attaque à Ankara devant un commissariat de police en octobre 2023, qui avait fait deux morts (les assaillants) et blessé deux policiers.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 octobre 2024

Turquie : Funérailles et frappes contre le PKK au lendemain de l'attentat près d'Ankara

Istanbul, 24 oct 2024 (AFP)

— Les premières funérailles des victimes de l'attentat contre le siège des Industries de Défense de Turquie mercredi, près d'Ankara, seront célébrées jeudi après une nuit de bombardements qui se poursuivent visant les combattants kurdes du PKK.

Le gouvernement turc a rapidement désigné le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) comme le "probable" responsable de l'attaque qui a fait cinq morts et 22 blessés, plus les deux assaillants, selon le dernier bilan officiel.

De nouvelles images diffusées sur X, émanant de caméras de surveillance du site visé, montrent distinctement une femme et un homme, tous deux jeunes, sortant d'un taxi fusil d'assaut en mains et ouvrant le feu contre les employés avant même de pénétrer à l'intérieur.

Le chauffeur du taxi, dont les obsèques seront célébrées jeudi matin à Ankara, compte au nombre des victimes: il a été abattu par les deux attaquants qui lui ont volé sa voiture, selon les autorités.

En représailles, l'armée turque a mené dans la nuit des raids contre des positions du PKK en Syrie et dans le nord de l'Irak, visant "32 cibles détruites avec succès" assure le ministère de la Défense qui a largement distribué les images des frappes.

Le ministère a prévenu que ces frappes allaient se poursuivre jeudi.

Les forces kurdes ont fait état jeudi de 12 civils tués parmi lesquels deux enfants dans des frappes turques visant le nord et l'est de la Syrie, après l'attentat qui a fait au moins cinq morts à Ankara la veille.

Le président Recep Tayyip Erdogan, qui se trouvait à Kazan en Russie lors de l'attaque pour rencontrer le président Vladimir Poutine, doit assister jeudi au sommet des Brics - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud - "puis regagner Ankara" a précisé la présidence à l'AFP.

Cet attentat survient alors que des signes de détente se multiplient ces derniers temps entre les autorités et les responsables kurdes.

Ainsi, au moment même où se produisait l'attentat, le chef kurde historique du PKK Abdullah Öcalan, détenu à l'isolement depuis 1999 sur une île-prison au sud d'Istanbul, a reçu mercredi sa première visite et son premier contact en 43 mois avec des proches.

- "Terrain politique" -

Son neveu Ömer Öcalan, député du principal parti prokurde au parlement, le Dem (ex-HDP), a lui-même confirmé des informations de presse sur X : "notre dernière

rencontre en face-à-face avec Abdullah Öcalan avait eu lieu le 3 mars 2020. En tant que famille, nous avons rencontré M. Öcalan des années plus tard, le 23 octobre 2024" a-t-il annoncé.

Son dernier contact avec sa famille avait constitué en un bref échange téléphonique fin mars 2021. Auparavant, il avait pu recevoir la visite de son frère Mehmet Öcalan en août 2019.

Selon son neveu, qui l'a jugé "en bonne santé", le responsable kurde a souhaité faire passer le message suivant : "Si les conditions se présentent, j'ai le pouvoir théorique et pratique de transférer le conflit du terrain de la violence au terrain juridique et politique".

Un éditorialiste en vue du quotidien Hürriyet, proche du gouvernement, Abdulkadir Selvi, qui précise que la rencontre a duré "deux heures", a également affirmé que "Öcalan s'est dit prêt à déposer les armes".

La demande de visite avait été déposée au mois d'août, précise Hürriyet.

Mardi, le président du MHP (nationaliste) Devlet Bahçeli, principal allié du parti AKP au pouvoir et farouchement hostile au PKK, a invité Abdullah Öcalan à s'exprimer devant le Parlement pour annoncer son renoncement au terrorisme et

la dissolution du parti.

Le Dem, troisième force au Parlement, auquel appartient le neveu d'Öcalan a jugé mercredi "significatif" que l'attentat se produise "alors que la société turque discute de solutions pour faire émerger la possibilité d'un dialogue".

Öcalan, "Apo" pour ses partisans ("oncle" et "chef", en kurde) avait été arrêté au terme d'une longue traque en février 1999 à Nairobi.

Fondateur du PKK d'obédience marxiste-léniniste en 1978, il avait opté pour la lutte armée en août 1984 afin d'obtenir la création d'un Etat kurde.

Öcalan avait appelé une première fois au dialogue et au cessez-le-feu en 2012 et de nouveau en 2013, avant que le conflit, sanglant, ne reprenne en 2015 au cœur de Diyarbakir (sud-est), la plus grande ville à majorité kurde du pays.

A l'issue de ces affrontements qui ont fait des centaines de morts dans leurs rangs, les combattants s'étaient repliés dans les montagnes aux frontières de la Syrie et de l'Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 octobre 2024

Syrie: les forces kurdes font état de 12 civils tués par des frappes turques

Beyrouth (Liban), 24 oct 2024 (AFP) — Les forces kurdes ont fait état jeudi de 12 civils tués, parmi lesquels deux enfants, dans des frappes turques ayant visé le nord et l'est de la Syrie, après un attentat qui a fait au moins cinq morts à Ankara la veille.

"Au cours des dernières heures, (...) une nouvelle vague d'attaques dans le nord et l'est de la Syrie" a provoqué la mort de 12 civils et fait 25 blessés, ont indiqué dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS), branche armée de l'Administration autonome soutenue par les Etats-Unis.

"En plus des zones peuplées, des avions de guerre et des drones turcs ont ciblé des boulangeries, des centrales électriques, des installations pétrolières et des points de contrôle des forces de sécurité intérieure (kurdes)", ajoute le communiqué, faisant également état de tirs d'artillerie turcs.

Les autorités turques ont désigné le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme "probable" responsable de l'attentat qui a fait cinq morts et plus de vingt blessés mercredi près d'Ankara, et mené en représailles des frappes contre les

positions du PKK en Irak en Syrie.

La Turquie considère les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui dominent les FDS, comme une émanation du PKK, qu'elle qualifie de "groupe terroriste".

Peu après minuit (21H00 GMT), le ministère turc de la Défense a annoncé avoir frappé "32 cibles" du PKK et de ses alliés dans le nord de l'Irak et en Syrie.

Assurant avoir agi en "défense" conformément à la Charte des Nations unies, il a expliqué

dans un communiqué qu'"un total de 32 cibles appartenant aux terroristes ont été détruites avec succès" et précisé que ces "opérations aériennes se poursuivent".

L'armée turque, qui contrôle plusieurs zones du nord syrien après en avoir expulsé les forces kurdes, mène régulièrement des frappes dans les zones contrôlées par les Kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 octobre 2024

Syrie: l'OSDH fait état de 27 civils tués par des frappes turques

Beyrouth (Liban), 25 oct 2024 (AFP) — L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état vendredi de 27 civils tués dans les frappes turques ayant visé le nord et l'est de la Syrie, menées en représailles à l'attentat qui a fait cinq morts à Ankara mercredi.

«Vingt-sept civils ont été tués dans 45 attaques de drones dans le nord et l'est de la Syrie», a indiqué dans un communiqué l'OSDH, établi au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Depuis jeudi soir, «les forces turques ont considérablement intensifié leurs attaques aériennes et terrestres dans le nord et l'est de la Syrie», a ajouté l'Observatoire.

Les forces kurdes avaient précédemment rapporté que 12 civils avaient été tués, parmi lesquels deux enfants.

«En plus des zones peuplées, des avions de guerre et des drones turcs ont ciblé des boulangeries, des centrales électriques, des installations pétrolières et des points de contrôle des forces de sécurité intérieure

(kurdes)», avaient indiqué dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS), branche armée de l'Administration autonome soutenue par les Etats-Unis.

Les autorités turques ont confirmé jeudi la responsabilité du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'attentat qui a fait cinq morts et plus de 20 blessés mercredi près d'Ankara. En représailles, elles ont mené depuis mercredi des frappes contre les positions du PKK en Irak et en Syrie.

La Turquie considère les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui dominent les FDS, comme une émanation du PKK, qu'elle qualifie de «groupe terroriste».

L'armée turque, qui contrôle plusieurs zones du nord syrien après en avoir expulsé les forces kurdes, mène régulièrement des frappes dans les zones contrôlées par les Kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 octobre 2024

Le chef des forces kurdes de Syrie dément tout lien avec un attentat en Turquie

Hassaké (Syrie), 27 oct 2024 (AFP) — Le chef des forces dirigées par les Kurdes en Syrie, Mazloum Abdi, a démenti tout lien avec un récent attentat près d'Ankara, comme l'affirme la Turquie qui a mené des raids ayant fait 17 morts dans les zones autonomes kurdes dans le nord-est syrien.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé vendredi que les deux auteurs d'un attentat contre le siège des Industries de défense de Turquie près d'Ankara "se sont infiltrés" depuis la Syrie.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, a revendiqué l'attaque, qui a fait cinq morts, outre les deux assaillants, et 22 blessés.

"La Turquie n'a aucune preuve soutenant ses allégations, et nous n'avons aucun lien avec l'attaque d'Ankara", a assuré à l'AFP, Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS).

"Nous avons ouvert une enquête, et je peux assurer qu'aucun des assaillants n'est entré en Turquie depuis le territoire syrien", a-t-il ajouté dans cet entretien réalisé tard samedi soir.

La Turquie a riposté à l'attentat en bombardant des "cibles du

PKK" dans le nord de la Syrie et en Irak.

Selon Mazloum Abdi, les frappes sur le nord-est de la Syrie "ont fait 17 morts, dont deux militaires, le reste étant des civils".

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, a affirmé qu'une centaine de frappes ont visé les territoires contrôlés par l'administration autonome kurde.

L'ONG a affirmé que des infrastructures civiles, dont des silos, des boulangeries, des centrales électriques et des installations pétrolières, outre des positions des forces kurdes, avaient été ciblées.

- "Affaiblir l'administration kurde" -

La Turquie considère les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui dominent les FDS, comme une émanation du PKK, qu'elle qualifie de "groupe terroriste".

L'objectif de ces frappes "n'est pas simplement de riposter à ce qui s'est produit à Ankara (...) mais d'affaiblir l'administration autonome kurde, pour l'annihiler et poussant les habitants à partir", a assuré M. Abdi.

Selon le commandant des FDS, "l'Etat turc profite des événements en cours au Moyen-Orient, l'attention se concentrant sur Gaza, le Liban et l'attaque israélienne contre l'Iran", "pour poursuivre ses attaques" contre les zones kurdes de Syrie.

Il a assuré qu'il était ouvert au dialogue avec la Turquie pour désamorcer les tensions, mais il a exigé la fin des attaques d'Ankara qui, selon lui, pourraient s'élargir.

"Nous sommes prêts à résoudre les problèmes avec la Turquie par le dialogue, mais pas sous la pression d'attaques", a-t-il souligné.

Dans un pays morcelé par 12 ans de guerre, les FDS contrôlent une zone semi-autonome kurde où sont également déployées des forces américaines, plus gros contingent de la coalition internationale antijihadistes en Syrie.

- "Expérience infructueuse" -

Le responsable kurde a par ailleurs critiqué ses alliés américains pour avoir failli à protéger les forces kurdes, affirmant que la position de la coalition internationale antijihadiste était "faible".

Les forces kurdes jouissent de l'appui de Washington, également allié d'Ankara au sein de l'Otan.

"Leur réponse n'est pas au niveau requis pour arrêter les attaques, et des pressions doivent être exercées sur la Turquie", a-t-il ajouté, affirmant que les frappes sur la Syrie "ne nous concernent pas seulement, mais affectent également leurs forces".

Le commandant des FDS a par ailleurs exprimé son inquiétude face aux prochaines élections américaines de novembre, estimant qu'une élection de Donald Trump pourrait affaiblir le soutien de Washington aux FDS.

"En 2019, nous avons eu une expérience infructueuse avec l'administration du président américain Trump", a-t-il dit.

Ankara a lancé sa dernière offensive majeure en Syrie en octobre 2019, quand le président américain de l'époque, Donald Trump, avait affirmé que les soldats américains avaient accompli leur mission en Syrie et se retireraient.

"Mais nous sommes confiants que les Etats-Unis (...) prennent leurs décisions" sur la base de leurs "intérêts stratégiques" dans la région, a-t-il encore dit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 octobre 2024

Turquie: Erdogan confirme la main tendue aux "frères" kurdes

Ankara, 30 oct 2024 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé mercredi la main tendue par son allié MHP (nationaliste) aux "frères" kurdes, malgré le récent attentat revendiqué par le PKK à Ankara.

S'exprimant devant le groupe parlementaire de son parti, l'AKP (islamo-conservateur), le chef de l'État a évoqué une "fenêtre d'opportunité historique qui s'est ouverte devant nous".

La semaine dernière, Devlet Bahçeli, président du parti nationaliste MHP et principal allié de M. Erdogan, avait invité le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan à s'exprimer devant

le Parlement pour annoncer la dissolution du PKK et "qu'il met fin au terrorisme".

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a ensuite revendiqué vendredi l'attentat du 23 octobre contre le siège des industries de défense à Ankara qui a fait cinq morts et 22 blessés.

"Chers frères kurdes, nous attendons que vous saisissiez sincèrement cette main tendue" par M. Bahçeli, a insisté le chef de l'État qui apportait ainsi pour la première fois publiquement son soutien à cette initiative.

"Mais nous faisons clairement la différence avec les groupes terroristes (qui opèrent depuis

l'Irak et la Syrie", a prévenu M. Erdogan : "Cet appel ne concerne pas et ne peut concerner les barons de la terreur qui versent le sang depuis l'Irak et la Syrie", a-t-il insisté.

Mardi, le président avait annoncé la poursuite des opérations militaires turques dans le nord de l'Irak et de la Syrie contre les positions du PKK, afin "d'éliminer la menace terroriste".

"Avec la permission de Dieu, s'il nous en donne le temps et l'occasion, nous espérons célébrer le quarantième anniversaire de ma carrière en politique en refermant le chapitre du terrorisme dans notre pays", a-t-il conclu.

"Mes chers frères kurdes, venez et construisons ensemble le siècle de la Turquie", a-t-il ajouté en référence aux 101 ans de la République turque.

Le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, condamné à vie, est détenu sur une île au large d'Istanbul depuis 1999.

Dans sa revendication vendredi, le PKK a pris soin de préciser que l'attentat avait été projeté "avant" l'appel du président du MHP.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 octobre 2024

Iran: un gouverneur issu d'une minorité nommé dans une province aux velléités séparatistes

Téhéran, 30 oct 2024 (AFP) — Le gouvernement iranien a nommé mercredi le tout premier gouverneur issu de la minorité baloutche au Sistan-Baloutchistan, une région frontalière du sud-est de l'Iran régulièrement frappée par des attentats sur fond de revendications séparatistes.

Le Sistan-Baloutchistan, qui partage une longue frontière poreuse avec le Pakistan et l'Afghanistan, est l'une des parties les plus pauvres d'Iran.

Elle abrite une importante population de la minorité ethnique baloutche, qui pratique l'islam sunnite en contraste avec la branche chiite prédominante en Iran. Des affrontements récurrents ont

lieu dans cette région entre les forces de sécurité iraniennes, des rebelles de la minorité baloutche, des groupes sunnites radicaux, ainsi que des trafiquants de drogue.

Mansour Bijar, 50 ans, a été désigné gouverneur du Sistan-Baloutchistan, a déclaré mercredi la porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohajerani.

Cette nomination intervient après une nouvelle attaque meurtrière vendredi dans cette province, qui a coûté la vie à dix policiers.

Elle a été revendiquée par le groupe jihadiste sunnite Jaish al-Adl ("Armée de la Justice" en arabe), considéré comme "organisation terroriste" par l'Iran ainsi que par les États-Unis.

Mansour Bijar est le troisième gouverneur issu d'une minorité ethnique nommé ces dernières semaines en Iran.

Lors de sa campagne au printemps, le président Massoud Pezeshkian avait promis d'accroître la représentation des femmes, des jeunes et des minorités ethniques et religieuses, en particulier des sunnites, au sein du gouvernement.

La semaine dernière, le gouvernement a ainsi promu le premier gouverneur arabophone de la riche province pétrolière du Khouzestan (sud-ouest), frontalière de l'Irak et qui compte une importante minorité arabe chiite.

En septembre, un membre de la minorité kurde avait été désigné

gouverneur de la province du Kurdistan, dans l'ouest du pays.

Cette nomination était la première à un tel poste de responsabilité en quatre décennies pour un Iranien sunnite et issu d'une minorité ethnique.

Les sunnites représentent environ 10% de la population de l'Iran, où le chiisme est la religion d'État.

Ils ont rarement accédé aux postes-clés au sein du pouvoir depuis l'instauration de la République islamique en 1979.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.